

Qu'est-ce qu'un régime enregistré d'épargne-invalidité (REEI)

Un régime enregistré d'épargne-invalidité (REEI) est un régime d'épargne destiné à aider un particulier qui est approuvé à recevoir le crédit d'impôt pour personnes handicapées (CIPH) à épargner pour sa sécurité financière à long terme.

Les cotisations à un REEI ne sont pas déductibles d'impôt et peuvent être versées jusqu'à la fin de l'année où le bénéficiaire atteint l'âge de 59 ans. Les cotisations retirées ne sont pas incluses dans le revenu du bénéficiaire lorsqu'elles sont payées à partir d'un REEI.

Cependant, la subvention canadienne pour l'épargne-invalidité (subvention), le bon canadien pour l'épargne-invalidité (bon), les revenus de placements accumulés dans le régime et les montants de roulement sont inclus dans le revenu du bénéficiaire pour les besoins de l'impôt lorsqu'ils sont payés à partir du REEI.

Ouvrir un REEI

Comment ouvrir un REEI

Pour ouvrir un REEI, une personne admissible en tant que titulaire du régime doit communiquer avec une institution financière participante qui offre des REEI. Ces institutions financières sont reconnues comme étant l'**émetteur** de REEI.

Remarque

Le **titulaire** du régime est la personne qui ouvre le REEI et qui y verse les cotisations ou autorise les cotisations au nom du bénéficiaire.

Tant que certaines conditions sont remplies, il peut y avoir plus d'un titulaire de REEI à la fois.

Qui peut être bénéficiaire d'un REEI

Vous pouvez désigner une personne comme bénéficiaire si elle répond aux critères suivants. La personne :

- est approuvée pour le CIPH (crédit d'impôt pour personnes handicapée) (sauf le cas d'un transfert d'un REEI à un nouveau REEI);
- a un [numéro d'assurance sociale \(NAS\)](#) valide;
- [réside au Canada](#) au moment de l'établissement du régime;
- a moins de 60 ans (un régime peut être ouvert au nom d'une personne jusqu'à la fin de l'année au cours de laquelle elle atteint 59 ans). Cette limite d'âge ne s'applique pas lorsque le REEI d'un bénéficiaire est ouvert à la suite du transfert de l'ancien REEI de celui-ci.

Un bénéficiaire **ne peut avoir qu'un seul REEI** en tout temps. Toutefois, ce REEI peut avoir **plusieurs titulaires** au cours de son existence et il peut avoir **plus d'un titulaire** en tout temps.

Qui peut ouvrir un REEI

Le bénéficiaire n'a pas atteint l'âge de la majorité

Si le bénéficiaire n'a pas atteint l'âge de la majorité, une personne admissible peut ouvrir un REEI en son nom et en devenir le titulaire, si cette dernière est :

- un parent légal du bénéficiaire;
- un tuteur, un curateur ou une autre personne qui est légalement autorisé à agir au nom du bénéficiaire;
- un ministère, un organisme ou un établissement public qui est légalement autorisé à agir au nom du bénéficiaire;
- une entité décrite dans la définition de personne admissible est nommée à l'égard d'un bénéficiaire d'un régime d'épargne-invalidité et un titulaire du régime était une personne admissible par rapport au bénéficiaire au moment où le régime (ou un autre régime enregistré d'épargne-invalidité du bénéficiaire) a été conclu seul ou était un titulaire successeur.

Le bénéficiaire a atteint l'âge de la majorité et a la capacité de contracter un régime d'épargne-invalidité

Si un bénéficiaire a atteint l'âge de la majorité et a la capacité de contracter un régime, le bénéficiaire peut ouvrir un REEI pour lui-même.

Si le ou les parents légaux sont, au moment où le régime est ouvert, déjà titulaires d'un REEI pour le bénéficiaire adulte, le ou les parents peuvent rester titulaires du nouveau régime. Le bénéficiaire adulte pourrait également être ajouté comme co-titulaire avec ses parents.

Le bénéficiaire a atteint l'âge de la majorité, mais sa capacité de contracter un régime est mise en doute

La capacité d'un membre de la famille admissible (MFA) d'ouvrir un régime selon ces règles s'applique à compter du 29 juin 2012 jusqu'au **31 décembre 2026**.

Un MFA d'un bénéficiaire comprend un époux, un conjoint de fait, un parent, un frère ou une soeur.

Remarque

L'époux ou le conjoint de fait n'est pas admissible à cette mesure s'il ne vit pas avec la personne en raison de la rupture de leur mariage ou union.

Ces règles liées au MFA ne peuvent s'appliquer si cette personne est actuellement le bénéficiaire d'un REEI existant ou si une personne admissible est autorisée à agir au nom de cette personne.

Un MFA peut ouvrir un REEI au nom de cette personne et en devenir un titulaire si, après une enquête raisonnable, l'émetteur de REEI est d'avis que la capacité d'une personne adulte de contracter un régime est mise en doute.

Un MFA n'est plus admissible en tant que titulaire, si l'une ou l'autre des situations suivantes s'applique :

- après enquête raisonnable, l'émetteur d'un régime d'épargne-invalidité est d'avis que la compétence contractuelle d'une personne à conclure un régime d'épargne-invalidité est mise en doute, aucune action ne peut être intentée contre l'émetteur pour;
 - avoir conclu un régime, en vertu duquel la personne est le bénéficiaire, avec un membre de la famille admissible qui était une personne admissible par rapport au bénéficiaire au moment où le régime (ou un autre régime enregistré d'épargne-invalidité du bénéficiaire) a été conclu uniquement, ou;
 - avoir permis à un membre de la famille admissible d'acquérir des droits en tant que successeur du titulaire du régime.
- de l'avis de l'émetteur, à la suite d'une enquête raisonnable, la capacité de contracter du bénéficiaire lui permettant d'ouvrir un régime ne fait plus de doute et le bénéficiaire informe l'émetteur qu'il choisit de devenir le titulaire du régime;
- l'émetteur conclut le régime avec un gestionnaire de fonds agréé qui était une personne admissible par rapport au bénéficiaire au moment où le régime (ou un autre REEI du bénéficiaire) a été conclu seul ou qui était un titulaire successeur;
- un différend survient en raison de l'acceptation par un émetteur d'un membre de la famille admissible qui était une personne admissible par rapport au bénéficiaire au moment où le régime (ou un autre REEI du bénéficiaire) a été conclu seul ou qui était un titulaire successeur, comme titulaire d'un régime d'épargne-invalidité, à partir du moment où le différend survient jusqu'au moment où le différend est résolu ou qu'une entité devient le titulaire, le titulaire du régime doit faire de son mieux pour éviter toute réduction de la juste valeur marchande des biens détenus par la fiducie du régime, compte tenu des besoins raisonnables du bénéficiaire en vertu du régime;
- un tribunal compétent ou une autorité selon la loi provinciale détermine que le bénéficiaire a la capacité de contracter et que ce dernier choisit de remplacer le MFA à titre de titulaire du régime;

- un représentant légal est nommé par la suite pour le bénéficiaire. Ce dernier remplacera alors le membre de la famille admissible à titre de titulaire du régime.

L'émetteur de REEI devra informer la personne visée si elle devient bénéficiaire d'un REEI ouvert selon ces règles.

Le bénéficiaire a atteint l'âge de la majorité, mais n'a pas la capacité de contracter un régime

Une personne admissible à être un bénéficiaire d'un REEI (mais pour laquelle un régime n'a pas encore été ouvert) peut avoir atteint l'âge de la majorité sans avoir la capacité de contracter un régime.

Une personne admissible, qui est légalement autorisée à agir au nom du bénéficiaire, en vertu de la législation provinciale, peut ouvrir un REEI pour ce dernier et devenir le titulaire de ce régime.

Peut-on changer le titulaire d'un REEI

Le régime fut ouvert alors que le bénéficiaire était mineur – le bénéficiaire est maintenant un adulte ayant la capacité de contracter

Si le régime fut ouvert par un parent légal du bénéficiaire, ce dernier peut continuer d'être titulaire du régime après que le bénéficiaire est atteint l'âge de la majorité. Lorsque le bénéficiaire atteint l'âge de la majorité et qu'il a la capacité de contracter, ce dernier peut être ajouté au REEI à titre de co-titulaire.

Si le régime fut créé par une personne autorisée ou organisme autre qu'un parent légal du bénéficiaire, cette personne ou organisme doit être retiré du régime à titre de titulaire lorsque le bénéficiaire atteint l'âge de la majorité et a la capacité de contracter. Le bénéficiaire devient le nouveau titulaire.

Le régime fut ouvert alors que le bénéficiaire était majeur, mais sa capacité de contracter était douteuse

Un membre de la famille admissible (autre qu'un parent légal qui a ouvert le régime alors que le bénéficiaire était mineur) sera remplacé par le bénéficiaire sur demande écrite de ce dernier s'il est déterminé qu'il a la capacité de contracter.

Le régime fut ouvert alors que le bénéficiaire n'avait pas la capacité de contracter

Si un curateur, un tuteur, un établissement public ou une autre personne ou un organisme admissible (à l'exception d'un membre de la famille admissible) n'a plus le droit d'être titulaire du régime (par exemple il cesse d'être le tuteur légal ou il décède), son nom doit être retiré du régime à titre de titulaire.

Une personne admissible peut choisir de ne plus être titulaire tant qu'il y a une autre personne à qui l'autorité de titulaire est transmise.

Dans ces cas, les personnes ou organisme suivants peuvent être ajoutés au régime à titre de succédant ou ayant droit du titulaire :

- le bénéficiaire (pourvu qu'il ait atteint l'âge de la majorité et qu'il ait la capacité de contracter un régime);
- la succession du bénéficiaire;
- une autre personne ou un autre organisme qui est déjà titulaire du régime (par exemple, deux parents légaux contractent un REEI ensemble et l'un d'eux décède. L'autre parent obtiendrait les droits du parent décédé et deviendrait le seul titulaire du régime);
- un parent légal du bénéficiaire qui était auparavant titulaire du régime;
- une personne admissible au moment où les droits sont acquis.

Établir, modifier ou fermer un régime spécimen d'épargne-invalidité

De : [Agence du revenu du Canada](#)

Une société de fiducie doit obtenir l'approbation de l'Agence du revenu du Canada (ARC) avant d'offrir des régimes enregistrés d'épargne-invalidité (REEI) à ses clients. La société de fiducie est responsable d'administrer ses REEI. Elle peut transférer certaines tâches administratives à une autre institution financière. Pour ce faire, elle doit envoyer une lettre à l'ARC dans laquelle elle autorise l'institution financière à administrer les REEI en son nom.

La société de fiducie peut modifier le contenu des REEI qu'elle offre. L'ARC doit approuver ces changements avant que la société de fiducie puisse offrir les REEI modifiés à ses clients.

Établir un régime spécimen d'épargne-invalidité

Étape 1 : Rédiger votre régime spécimen d'épargne-invalidité

Un régime spécimen d'épargne-invalidité est une copie conforme de tous les documents qui seront remis aux clients qui veulent ouvrir un REEI. La société de fiducie ou l'institution financière autorisée doivent inclure tous les documents suivants, qui font partie du régime spécimen d'épargne-invalidité :

- Le formulaire de demande d'un régime d'épargne-invalidité [Note de bas de page1](#)
- La déclaration de fiducie pour le régime d'épargne-invalidité (consultez la page [REEI pro forma](#) pour connaître le libellé de base qui peut être utilisé au moment de rédiger une déclaration de fiducie).
- Les addendas, les calendriers, ou les annexes qui font partie de la demande que le client utilisera pour ouvrir un REEI.

L'ARC approuvera un régime spécimen seulement si le régime répond à toutes les conditions d'enregistrement énoncées dans la Loi de l'impôt sur le revenu. Pour plus de renseignements, consultez la Partie II – Administration des REEI – Processus d'approbation du régime spécimen dans la publication [IC99-1R Régimes enregistrés d'épargne-invalidité](#).

Étape 2 : Obtenir l'approbation de l'ARC

Envoyez le régime spécimen d'épargne-invalidité à l'ARC pour approbation.

Par la poste et par service de messagerie

En raison de travaux de réfection du bâtiment s'étalant sur plusieurs années, l'adresse postale de la Direction des régimes enregistrés a été temporairement modifiée. Veuillez utiliser l'adresse suivante pour toute correspondance jusqu'à nouvel ordre :

Direction des régimes enregistrés
Agence du revenu du Canada
2215, crois. Gladwin
Ottawa ON K1B 4K9

Étape 3 : S'enregistrer auprès d'Emploi et Développement social Canada

Suivez les étapes du [processus d'enregistrement des émetteurs](#) d'Emploi et Développement social Canada.

Notes de bas de page

Note de bas de page 1

L'ARC accepte les demandes électroniques, en ligne ou par téléphone (formulaires numériques). Les renseignements demandés doivent être les mêmes que votre formulaire papier approuvé par l'ARC. Si vous n'avez pas de formulaire papier, l'ARC doit approuver vos formulaires électroniques, vos captures d'écran ou vos scripts téléphoniques. Vous devez nous envoyer une copie papier de celles-ci par la poste. Cette procédure s'applique seulement aux formulaires qui visent à ouvrir un régime d'épargne-invalidité.

Modifier un régime spécimen d'épargne-invalidité

L'ARC doit approuver tous les changements qui sont apportés aux documents du régime spécimen. Ceci comprend les modifications législatives qui sont apportées au programme des REEI.

La société de fiducie ou l'institution financière autorisée qui administre les REEI doivent envoyer les changements à l'ARC pour examen et approbation.

Par la poste et par service de messagerie

En raison de travaux de réfection du bâtiment s'étalant sur plusieurs années, l'adresse postale de la Direction des régimes enregistrés a été temporairement modifiée. Veuillez utiliser l'adresse suivante pour toute correspondance jusqu'à nouvel ordre :

Direction des régimes enregistrés
Agence du revenu du Canada
2215, crois. Gladwin
Ottawa ON K1B 4K9

Une fois approuvés, la société de fiducie ou l'institution financière doivent communiquer les changements à tous les titulaires d'un REEI.

Fermer un régime spécimen d'épargne-invalidité

La société de fiducie ou l'institution financière autorisée à administrer un régime spécimen d'épargne-invalidité doivent aviser l'ARC lorsqu'une ou l'autre des situations suivantes se produit :

- Les REEI ne respectent plus le régime spécimen.
- La société de fiducie ou l'institution financière autorisée ne commercialisent plus le régime spécimen.

Par la poste et par service de messagerie

En raison de travaux de réfection du bâtiment s'étalant sur plusieurs années, l'adresse postale de la Direction des régimes enregistrés a été temporairement modifiée. Veuillez utiliser l'adresse suivante pour toute correspondance jusqu'à nouvel ordre :

Direction des régimes enregistrés
Agence du revenu du Canada
2215, crois. Gladwin
Ottawa ON K1B 4K9

Enregistrer un régime d'épargne-invalidité - Aperçu

1. Aperçu

Un régime enregistré d'épargne-invalidité (REEI) est un accord de fiducie qui est enregistré auprès de l'Agence du revenu du Canada. Son objectif principal est d'assurer une sécurité financière au bénéficiaire qui a atteint 60 ans.

Une personne ou une organisation admissible peut :

- ouvrir un REEI au profit d'un bénéficiaire admissible auprès d'une institution financière participante;
- cotiser jusqu'à 200 000 \$ au REEI jusqu'à la fin de l'année où le bénéficiaire atteint 59 ans;

- demander les incitatifs du Gouvernement, au nom du bénéficiaire, sous forme de subventions et de bons canadiens pour l'épargne-invalidité. Pour plus de renseignements sur ces incitatifs, allez à [Subvention canadienne et Bon canadien pour l'épargne-invalidité](#).

L'ensemble des cotisations, roulements, subventions, bons et revenus de placement s'accumulent à l'abri de l'impôt lorsqu'ils sont dans le REEI. Au moment du retrait, les subventions, bons, roulements et revenus de placement sont inclus dans le revenu du bénéficiaire aux fins de l'impôt.

Navigation dans un document

Enregistrer un régime d'épargne-invalidité - Qui peut être bénéficiaire

2. Qui peut être bénéficiaire

Une personne peut être bénéficiaire d'un régime enregistré d'épargne-invalidité (REEI) si elle :

- est résidente du Canada aux fins de l'impôt;
- a un numéro d'assurance sociale valide;
- est admissible au [crédit d'impôt pour personnes handicapées](#).

Un REEI ne peut avoir qu'un seul bénéficiaire qui demeurera le même pendant la durée du REEI. Un bénéficiaire ne peut avoir qu'un seul REEI à la fois. Une exception s'applique lorsqu'un deuxième régime est ouvert pour permettre le transfert de tous les fonds du REEI d'un bénéficiaire à un autre REEI du même bénéficiaire. Une fois le transfert complété, le premier REEI doit être fermé.

Enregistrer un régime d'épargne-invalidité - Qui peut faire une demande

3. Qui peut faire une demande

Pour ouvrir un REEI :

- une ou plusieurs personnes ou organisations doivent être admissibles
- une personne doit avoir un numéro d'assurance sociale valide
- une organisation doit avoir un [numéro d'entreprise](#) inscrit auprès de l'Agence du revenu du Canada

Une personne ou une organisation est admissible dans les situations suivantes :

- Si le bénéficiaire du REEI est un enfant, le particulier qui est légalement son père ou sa mère peut ouvrir un REEI pour lui. Une personne ou une organisation qui a l'autorité juridique de prendre des décisions financières pour le bénéficiaire peut

également ouvrir un REEI pour lui. Une personne a l'autorité juridique si sa nomination relève de lois de la province où vit le bénéficiaire.

- Si le bénéficiaire est un adulte, il peut ouvrir un REEI pour lui-même.
- Si le bénéficiaire est un adulte qui n'a pas la capacité juridique de signer un contrat, une personne ou une organisation qui a l'autorité juridique de prendre des décisions financières pour le bénéficiaire peut ouvrir un REEI pour lui.
- S'il existe des doutes sur la capacité juridique du bénéficiaire adulte de signer un contrat, le particulier qui est légalement le parent, le frère, la soeur, l'époux ou le conjoint de fait du bénéficiaire peut ouvrir un REEI pour lui.
- Si le particulier qui est légalement le père ou la mère du bénéficiaire adulte et a ouvert un REEI lorsque ce dernier était enfant, le ou les parents peuvent transférer le régime à un nouveau REEI pour le bénéficiaire même s'il est maintenant un adulte et qu'il a la capacité de conclure un contrat.

Enregistrer un régime d'épargne-invalidité - Conditions d'agrément

4. Conditions d'agrément

Un régime d'épargne-invalidité est enregistré au moment où le formulaire de demande d'un régime d'épargne-invalidité est signé et que les conditions suivantes sont respectées :

- Le bénéficiaire d'un régime enregistré d'épargne-invalidité (REEI) est admissible au [crédit d'impôt pour personnes handicapées](#) pour l'année où son REEI est ouvert.
- Le bénéficiaire est résident du Canada au moment où son REEI est ouvert.
- L'institution financière qui administre le REEI reçoit le numéro d'assurance sociale, le nom, la date de naissance et le genre du bénéficiaire.
- L'institution financière qui administre le REEI reçoit le numéro d'assurance sociale, le nom, la date de naissance et le genre de la personne qui a ouvert le REEI. (Si une organisation ouvre le régime, elle doit fournir son [numéro d'entreprise](#) et son nom à l'institution financière).
- L'Agence du revenu du Canada (ARC) a donné son approbation à l'institution financière pour commercialiser ses REEI à l'intention de ses clients.

Si ces conditions ne sont pas respectées ou si l'ARC ne peut pas valider les renseignements, l'enregistrement du REEI sera annulé.

Enregistrer un régime d'épargne-invalidité - Comment présenter une demande d'enregistrement

5. Comment présenter une demande d'enregistrement

Remplir un formulaire de demande d'un REEI

Pour s'assurer qu'il n'y a pas de retard dans l'enregistrement du régime d'épargne-invalidité, l'institution financière qui administre le REEI doit vérifier et s'assurer que :

- Les noms, dates de naissance et numéros d'assurance sociale de toutes les personnes nommées sur le formulaire de demande d'un REEI correspondent aux renseignements qui se trouvent dans le registre d'assurance sociale. La personne qui ouvre le REEI peut confirmer les noms et dates de naissance qui figurent dans le registre en appelant le 1-866-274-6627.
- La bonne convention des dates est utilisée pour les renseignements sur les dates de naissance. Dans plusieurs cas, le jour et le mois sont accidentellement inversés.
- Si le bénéficiaire du REEI est un enfant, le responsable qui est nommé sur le formulaire de demande reçoit l'allocation canadienne pour enfants au moment où le REEI est ouvert. Si le bénéficiaire est confié aux soins d'une agence, le responsable qui est nommé sur le formulaire de demande doit être l'institution qui reçoit l'allocation spéciale pour enfants au moment où le REEI est ouvert.
- La personne qui ouvre le REEI confirme que l'ARC a approuvé le [formulaire T2201, Certificat pour le crédit d'impôt pour personnes handicapées](#) pour le bénéficiaire. Il est également important que la personne qui ouvre le REEI confirme que le [crédit d'impôt pour personnes handicapées](#) a été ou sera demandé dans l'année où le REEI est ouvert.

Si le bénéficiaire est devenu adulte, mais qu'il était un enfant sans numéro d'assurance sociale au moment où son parent ou gardien a produit le [formulaire T2201, Certificat pour le crédit d'impôt pour personnes handicapées](#) pour lui, l'ARC pourrait devoir ajouter ou mettre à jour les renseignements personnels du bénéficiaire dans nos systèmes. Nous devons nous assurer que le bénéficiaire a un compte à l'ARC et qu'il contient les renseignements sur son crédit d'impôt pour personnes handicapées.

Pour mettre à jour ses renseignements personnels, le bénéficiaire ou son représentant autorisé doit téléphoner au 1-800-959-8281. Il doit avoir en mains son numéro d'assurance sociale et celui du particulier qui a demandé la première fois le crédit d'impôt pour personnes handicapées au nom du bénéficiaire. Si le bénéficiaire n'a pas cette information, il doit donner à l'ARC le numéro d'assurance sociale du particulier qui demande maintenant le crédit d'impôt pour personnes handicapées.

Le bénéficiaire ou le représentant autorisé du bénéficiaire sont les seuls à qui l'ARC peut fournir des renseignements sur le [crédit d'impôt pour personnes handicapées](#). Si le bénéficiaire n'a pas la capacité de parler avec un agent de l'ARC au sujet de sa situation fiscale, une personne doit devenir son représentant autorisé. Pour obtenir des

renseignements sur la façon de devenir un représentant autorisé, allez à [Comment autoriser un représentant](#).

Exigences additionnelles pour les formulaires numériques d'un REEI

Si l'institution financière qui administre le REEI offre des formulaires numériques (demandes électroniques, en ligne ou par téléphone), elle doit fournir ce qui suit à la personne ou à l'organisation qui ouvre le REEI :

- une copie de la déclaration de fiducie approuvée par l'ARC;
- un numéro de contrat;
- une confirmation de la date et de l'heure que la personne ou l'organisation a ouvert le REEI.

Un REEI est enregistré lorsque le formulaire de demande d'un REEI numérique est complété et que la personne ou l'organisation qui a ouvert le REEI a donné son consentement. L'institution financière est responsable d'établir ce qui est acceptable comme consentement (comme une signature électronique ou numérique, ou une acceptation faite au téléphone).

Les dossiers de l'institution financière doivent respecter les exigences en matière de conservation qui sont énoncées dans les publications [IC78-10R, Conservation et destruction des livres comptables](#), et [IC05-1R, Tenue de registres électroniques](#).

Aviser le gouvernement du Canada de l'existence d'un REEI

L'institution financière qui administre le REEI doit envoyer les renseignements recueillis sur le formulaire de demande d'un REEI à Emploi et Développement social Canada (EDSC) dès que possible. Tous les renseignements doivent être envoyés à EDSC par voie électronique.

Pour obtenir des renseignements sur la présentation électronique dans le cadre du programme des REEI, allez à [Documents des systèmes de l'EDSC](#).

L'ARC utilise les renseignements qui sont envoyés à EDSC pour confirmer qu'un bénéficiaire est admissible au programme des REEI (consultez la rubrique [Qui peut être bénéficiaire](#) pour connaître les exigences).

Si l'institution financière découvre qu'elle a envoyé des renseignements erronés à EDSC, elle doit envoyer la trousse d'enregistrement corrigée par voie électronique à EDSC. Ceci viendra corriger les renseignements envoyés précédemment. Dès que EDSC recevra les renseignements exacts, l'ARC poursuivra le processus de validation.

Si les renseignements envoyés à EDSC par voie électronique ne correspondent pas à ceux qui se trouvent dans les dossiers de l'ARC, nous ne pouvons pas confirmer que le bénéficiaire est admissible au programme. EDSC ne versera pas la subvention et le bon au REEI avant que nous ayons confirmé l'enregistrement du régime. L'ARC annulera

l'enregistrement du REEI si nous ne pouvons pas confirmer que le bénéficiaire répond aux exigences ou si nous ne recevons pas les renseignements dans un délai acceptable.

Mettre de l'argent dans un régime enregistré d'épargne-invalidité

Les cotisations

La personne ou l'organisation qui conclut une entente de régime enregistré d'épargne-invalidité (REEI) avec une institution financière participante est celle qui a l'autorité de cotiser à ce REEI. Elle peut aussi autoriser d'autres personnes à verser des cotisations au REEI en fournissant un consentement écrit à l'institution financière.

L'institution financière peut accepter les cotisations des personnes et des organisations autorisées si :

- le bénéficiaire est âgé de 59 ans ou moins à la fin de l'année où les cotisations sont versées
- le bénéficiaire est admissible au [crédit d'impôt pour personnes handicapées](#) au moment où les cotisations sont versées
- le bénéficiaire est résident du Canada aux fins de l'impôt au moment où les cotisations sont versées
- le total de toutes les cotisations au nom du bénéficiaire ne dépasse pas 200 000 \$

Les cotisations ne sont pas déductibles d'impôt. Cependant, les revenus réalisés sur les cotisations sont exempts d'impôt tant qu'ils demeurent dans le régime.

Subvention du gouvernement

Une [personne ou une organisation admissible](#) peut faire une demande au nom du bénéficiaire pour recevoir la subvention canadienne pour l'épargne-invalidité. Après que la demande a été faite, le gouvernement du Canada s'engage à verser une subvention de contrepartie dans le REEI du bénéficiaire, c'est-à-dire une subvention qui peut aller jusqu'à 300 % de la cotisation. Le montant de la subvention dépend du revenu familial du bénéficiaire et du montant des cotisations versé au REEI. Le bénéficiaire peut recevoir un montant maximal de 3 500 \$ en subventions par année. Si le bénéficiaire a des droits à la subvention non utilisés, il peut recevoir un montant maximal de 10 500 \$ en subventions par année. Le plafond de cotisation est de 70 000 \$ au cours de la vie du bénéficiaire. Les subventions sont versées sur les cotisations qui sont versées au plus tard le 31 décembre de l'année où le bénéficiaire atteint l'âge de 49 ans.

Si des cotisations sont versées à un REEI après que la limite annuelle en subvention a été atteinte, elles ne recevront pas de subvention de contrepartie. Les cotisants ne peuvent pas recevoir un remboursement de leurs cotisations après qu'elles aient été versées dans

un REEI. Les administrateurs de REEI doivent s'assurer que les cotisants autorisés sont au courant de ces règles.

Pour plus de détails : [Quel montant pouvez-vous obtenir en subventions et en bons.](#)

Bon du gouvernement

Si la personne ou l'organisation admissible demande le bon canadien pour l'épargne-invalidité au nom du bénéficiaire, le gouvernement versera un bon dans le REEI du bénéficiaire à faible revenu ou à revenu modeste. Si le bénéficiaire y a droit, il peut recevoir jusqu'à 1 000 \$ par année en bons, selon son revenu familial. La limite à vie du bon est fixée à 20 000 \$. Le bon sera versé au REEI si la demande est faite au plus tard le 31 décembre de l'année où le bénéficiaire atteint l'âge de 49 ans.

Pour les détails : [Quel montant pouvez-vous obtenir en subventions et en bons.](#)

Les roulements d'épargne-retraite

Un roulement d'épargne-retraite est un transfert à impôt différé de fonds provenant d'un régime enregistré ou agréé d'un parent ou d'un grand-parent décédé. Le roulement se fait dans le REEI du bénéficiaire admissible. Celui-ci doit être financièrement dépendant du parent ou du grand-parent juste avant son décès. Cette dépendance financière doit être dû à son invalidité physique ou mentale. Le régime agréé ou enregistré du parent ou du grand-parent ainsi que les fonds dans ce régime doivent être admissibles. Ils sont admissibles lorsque :

- Le remboursement de primes provient d'un régime enregistré d'épargne-retraite d'un parent ou d'un grand parent décédé
- Le montant admissible provient d'un fonds enregistré de revenus de retraite d'un parent ou d'un grand parent décédé
- Le paiement forfaitaire admissible provient d'un régime de pension agréé, d'un régime de pension déterminé ou d'un régime de pension agréé collectif d'un parent ou d'un grand parent décédé

L'institution financière qui administre le REEI peut autoriser le roulement si :

- le bénéficiaire est âgé de 59 ans ou moins à la fin de l'année
- le bénéficiaire est résident du Canada aux fins de l'impôt au moment du roulement
- le montant total du roulement et de toutes les cotisations et roulements antérieurs pour le bénéficiaire ne dépasse pas 200 000 \$

Un roulement d'épargne-retraite ne donne pas droit à la subvention du gouvernement.

Pour les détails : [Partie I – Roulements de la circulaire IC99-1R, Régimes enregistrés d'épargne invalidité.](#)

Les roulements d'épargne-études

Un roulement d'épargne-études est un transfert à impôt différé d'un régime enregistré d'épargne-études (REEE) d'un bénéficiaire, à son régime enregistré d'épargne-invalidité (REEI). Un roulement d'épargne-études ne donne pas droit à la subvention du gouvernement.

Pour pouvoir effectuer un roulement d'épargne-études, les conditions suivantes doivent être réunies:

- Le montant transféré doit être un [paiement de revenu accumulé](#) provenant du REEE du bénéficiaire; et
- Le bénéficiaire ne peut pas poursuivre ses études à cause d'une déficience intellectuelle, ou
 - Le REEE a été ouvert soit :
 - depuis plus de 35 ans, ou
 - depuis au moins 10 ans et chaque bénéficiaire du REEE est âgé d'au moins 21 ans et n'est pas admissible de recevoir des [paiements d'aide aux études](#).

L'institution financière qui administre le REEI peut autoriser un roulement d'épargne-études si :

- le bénéficiaire est âgé de 59 ans ou moins à la fin de l'année
- le bénéficiaire est admissible au [crédit d'impôt pour personnes handicapées](#) au moment où le roulement est effectué
- le bénéficiaire est résident du Canada aux fins de l'impôt au moment où le roulement est effectué
- le montant total du roulement et de toutes les cotisations et autres roulements ne dépasse pas 200 000 \$
- Le crédit d'impôt pour personnes handicapées (CIPH) est un crédit d'impôt non remboursable qui aide les personnes handicapées, et leurs aidants à réduire l'impôt sur le revenu qu'ils pourraient avoir à payer.
- Si vous avez une déficience grave et prolongée, vous pouvez faire une demande de crédit. Si votre demande est

approuvée, vous pourrez réclamer le crédit au moment de faire vos impôts.

- En réduisant le montant de l'impôt sur le revenu que vous pourriez avoir à payer, le CIPH vise à compenser une partie des coûts supplémentaires reliés à la déficience.

Le CIPH est un crédit d'impôt non remboursable

Le CIPH permet de réduire l'impôt sur le revenu que les personnes atteintes d'une déficience physique ou mentale, ou les membres de leur famille qui subviennent à leurs besoins, pourraient avoir à payer. Il vise à compenser une partie des coûts reliés à la déficience.

Si le total du CIPH est supérieur au montant qu'une personne doit payer sur ses impôts, l'ARC ne remboursera pas le montant restant du crédit.

Faites d'abord votre demande, puis demandez le montant

Il y a 2 étapes principales pour obtenir le CIPH :

1. Faire une demande pour le crédit

Cela nécessite votre implication et celle d'un médecin qui peut attester les effets de votre déficience.

2. Demander le montant du crédit dans votre déclaration de revenus

Si votre demande est approuvée, vous pouvez alors demander le montant pour personnes handicapées dans votre déclaration de revenus.

Prestations et programmes connexes

Si vous pensez avoir droit au CIPH, vous devriez en faire la demande. L'admissibilité au CIPH peut vous aider à accéder à d'autres programmes fédéraux tels que les suivants :

- [régime enregistré d'épargne-invalidité](#)
- [Supplément pour personnes handicapées de l'Allocation canadienne pour les travailleurs](#)
- [prestation pour enfants handicapés](#)

Toutefois, le fait d'être admissible à d'autres programmes d'invalidité fédéraux ou provinciaux n'a aucun effet sur l'admissibilité au CIPH.

Section navigation

Qui est admissible

Vous pourriez avoir droit au CIPH si un professionnel de la santé certifie que vous avez une déficience grave et prolongée dans l'une des catégories, que vous avez des limitations considérables dans 2 catégories ou plus, ou que vous recevez des soins thérapeutiques pour soutenir une fonction vitale.

Choisissez une catégorie pour afficher les critères

Déterminez si votre situation peut vous donner droit au CIPH en tant que limitation marquée ou en tant que soins thérapeutiques essentiels.

Que signifie limitation marquée

-
-
-

Choisissez une catégorie

- [Marcher](#)
- [Fonctions mentales](#)
- [S'habiller](#)
- [Se nourrir](#)
- [Évacuer \(fonctions intestinales ou vésicales\)](#)
- [Entendre](#)
- [Parler](#)
- [Voir](#)
- [Soins thérapeutiques essentiels](#)

Combinez 2 catégories ou plus

[Effet cumulatif des limitations considérables](#)

Il s'agit de combiner les effets de 2 déficiences lorsqu'une seule déficience ne répond pas aux critères d'une limitation marquée (n'inclut pas les soins thérapeutiques essentiels).

Quel montant pouvez-vous obtenir en subventions et en bons

Subventions et bons offerts par le gouvernement

Lorsque vous ouvrez un REEI, vous pouvez présenter une demande de Subvention canadienne pour l'épargne-invalidité et de Bon canadien pour l'épargne-invalidité :

- La Subvention canadienne pour l'épargne-invalidité est une subvention de contrepartie qui est versée jusqu'au 31 décembre de l'année où vous atteignez l'âge de 49 ans. Cela signifie que, si vous cotisez à votre régime, le gouvernement cotisera également à votre régime. Le montant maximum annuel de la subvention est de 3 500 \$. La limite est fixée à 70 000 \$ au cours de votre vie.
- Le Bon canadien pour l'épargne-invalidité est un montant que le gouvernement verse aux REEI des personnes à faible revenu et à revenu modeste. Vous n'êtes pas tenu de cotiser à votre régime pour recevoir le Bon. Le montant maximum annuel du bon est de 1 000 \$, jusqu'à ce que vous atteigniez la limite de 20 000 \$.
- Vous pouvez recevoir un montant plus élevé au cours d'une année si vous êtes approuvé pour le crédit d'impôt pour personnes handicapées (CIPH) pour une partie ou la totalité des 10 dernières années. Ce montant se nomme « report ».

Le montant que vous pourriez obtenir varie en fonction du revenu familial et des cotisations

Vous pouvez cotiser n'importe quel montant à votre régime, à tout moment de l'année à condition de ne pas dépasser le maximum à vie de 200 000 \$. Pour chaque cotisation admissible que vous faites, vous recevrez la subvention de contrepartie dans le cadre de votre régime.

Si vous avez droit à un bon, vous le recevrez automatiquement dans votre régime chaque année. Aucune cotisation n'est nécessaire pour recevoir le bon.

Le montant des subventions et des bons que vous pouvez recevoir chaque année se fonde sur le revenu familial.

Nous utilisons le [revenu familial](#) indiqué dans votre déclaration de revenus 2 ans avant l'année en cours. Par exemple, les montants de la subvention et du bon pour 2025 se fondent sur le revenu familial indiqué dans votre déclaration d'impôt de 2023.

En fonction de votre revenu :

- pour obtenir le montant maximal de la subvention, vous devrez cotiser 1 500 \$ pendant l'année;
- vous pourriez recevoir une subvention de contrepartie d'un maximum de 3 500 \$;
- vous pourriez recevoir un bon d'un maximum de 1 000 \$.

Vous pourriez recevoir un montant supérieur au cours d'une année si vous [avez des montants de subvention et de bon reportés des années précédentes](#).

Bien qu'il n'y ait pas de limite annuelle au montant que vous pouvez cotiser à votre REEI, les cotisations supérieures au montant requis pour obtenir le montant maximal disponible de la subvention ne seront pas admissibles à la subvention de contrepartie. Par exemple, si vous avez droit à une subvention de contrepartie de 3 500 \$ en 2025, une cotisation de 1 500 \$ vous permettra d'obtenir cette subvention de 3 500 \$. Toutefois, si vous contribuez davantage, tous les montants qui dépassent 1 500 \$ ne recevront pas de subvention de contrepartie. C'est ce qu'on appelle une cotisation non subventionnée, et ces montants ne peuvent être retirés sans déclencher le remboursement de la subvention ou du bon.

Comment déterminons-nous le revenu familial

Le revenu familial varie en fonction de l'âge du bénéficiaire :

Revenu familial des bénéficiaires âgés de 18 ans ou moins

Jusqu'au 31 décembre de l'année où le bénéficiaire atteint l'âge de 18 ans, les montants de sa subvention et de son bon sont calculés à partir du revenu combiné de ses parents ou tuteurs. Ces informations proviennent des déclarations de revenus produites auprès de l'Agence du revenu du Canada.

Pour continuer à recevoir le montant exact de subventions et de bons au cours de l'année où le bénéficiaire atteint l'âge de 19 ans, et pour chaque année suivante, le bénéficiaire doit présenter une déclaration de revenu de particulier chaque année, à partir de l'année où il atteint l'âge de 17 ans. Il doit également remplir un formulaire de demande de subvention et de bon auprès de l'institution financière concernée et consentir à ce que le gouvernement accède à ses renseignements fiscaux.

Revenu familial des bénéficiaires âgés de 19 ans et plus

À partir de l'année où le bénéficiaire atteint l'âge de 19 ans, et pour toutes les années suivantes, les montants de la subvention et du bon sont calculés en fonction de son propre revenu en plus du revenu de son conjoint (s'il y a lieu).

Pour recevoir le montant exact de la subvention et du bon, le bénéficiaire doit avoir soumis une déclaration de revenus de particulier pour au moins les 2 dernières années, en plus de présenter une telle déclaration pour toutes les années d'imposition futures. Le bénéficiaire doit également signer et présenter le formulaire de demande de subvention et de bon à l'institution financière concernée, et consentir à ce que le gouvernement accède à ses renseignements fiscaux.

comment les montants de subventions et de bons sont calculés

Le montant de la subvention varie en fonction du revenu familial et des cotisations

Le montant de la subvention de contrepartie que vous pouvez recevoir ainsi que le taux utilisé pour effectuer le calcul varie en fonction du revenu de votre famille. Les seuils de revenu familial qui déterminent votre taux de subvention de contrepartie sont indexés

annuellement par l'ARC; ils changent donc légèrement chaque année. Pour l'année civile 2025, si votre revenu familial (c'est-à-dire le revenu familial selon votre déclaration d'impôt de 2023) est :

inférieur ou égal à 114 750 \$

- si vous cotisez un montant maximal de 500 \$, le gouvernement versera une somme de 3 \$ pour chaque 1 \$ que vous cotisez;
- si vous cotisez un montant maximal de 1 000 \$ de plus à votre régime, le gouvernement versera une somme de 2 \$ pour chaque 1 \$ que vous cotisez;
- pour obtenir le montant maximal de la subvention à laquelle vous êtes admissible pour l'année, vous devrez cotiser 1 500 \$ pendant l'année.

supérieur à 114 750 \$

- Si vous cotisez un **montant maximal de 1 000 \$** chaque année au REEI, le gouvernement versera une somme de 1 \$ pour chaque 1 \$ que vous cotisez. Pour obtenir le montant annuel maximum de subvention à laquelle vous êtes admissible, vous devez cotiser au moins 1 000 \$ pendant l'année.

Le montant du bon varie seulement en fonction du revenu familial

Vous **n'êtes pas tenu de cotiser** à votre régime pour recevoir le Bon.

Le montant du bon que vous recevez varie en fonction du revenu de votre famille. Les seuils de revenu familial qui déterminent le montant du bon que vous pouvez recevoir sont indexés annuellement par l'ARC; ils changent donc légèrement chaque année. Pour l'année civile 2025, si votre revenu familial (c'est à dire le revenu familial selon votre déclaration d'impôt de 2023) est :

inférieur ou égal à 37 487 \$

Le gouvernement dépose 1 000 \$ par année dans le REEI.

entre 37 487 \$ et 57 375 \$

Le gouvernement dépose une partie du montant de 1 000 \$ dans un REEI chaque année. Au fur et à mesure que le revenu augmente, le montant du bon qui est versé dans le REEI diminue.

supérieur ou égal à 57 375 \$

Aucun bon n'est remis.

Versement d'une subvention de contrepartie pour les cotisations

Pour chaque cotisation admissible que vous faites, vous recevrez la subvention de contrepartie dans le cadre de votre régime **au cours des 6 à 8 semaines qui suivent.**

Vous pouvez obtenir des subventions et des bons reportés au cours des années précédentes

Vous n'avez peut-être pas reçu toutes les subventions et tous les bons auxquels vous aviez **droit** au cours des années précédentes lors desquelles vous étiez approuvé pour le CIPH. Cette situation peut s'être produite si, par exemple :

- vous avez été approuvé pour le CIPH pour une partie ou la totalité des 10 dernières années, mais vous venez tout juste d'ouvrir un REEI;
- vous avez déjà ouvert un REEI, mais vous venez tout juste d'être approuvé pour le CIPH pour une ou plusieurs des 10 dernières années;
- vous n'avez pas été en mesure de cotiser le montant maximal pendant ces années.

Les montants de subvention et de bons auxquels vous étiez admissible au cours des 10 dernières années, mais qui n'ont pas été versés, sont encore accessibles pendant l'année en cours. C'est ce qu'on appelle un **report des droits**.

Vous pouvez automatiquement recevoir les subventions et bons des 10 années précédentes pour lesquelles vous étiez approuvé pour le CIPH lorsque vous ouvrez un REEI et que vous présentez une demande pour la subvention et le bon. Vous pouvez également continuer à reporter ces montants au cours des années suivant l'ouverture de votre régime.

Seules les cotisations versées avant le 31 décembre de l'année où vous atteignez l'âge de 49 ans peuvent donner droit à une subvention de contrepartie, y compris lorsque vous reportez des subventions pour les 10 dernières années.

Obtention de subvention des années antérieures

Pour recevoir les montants reportés de la subvention, vous devez cotiser à votre régime.

Le montant des subventions reportées que vous pourriez recevoir varie en fonction du [revenu familial](#) et du montant que vous avez cotisé au cours de ces années.

Lorsque vient le temps de recevoir les montants de la subvention reportés, le **montant maximum des subventions** que vous pouvez recevoir au cours d'une année est de 10 500 \$, y compris le montant reporté des années précédentes. Il vous faudra donc possiblement quelques années pour recevoir toutes les subventions de contreparties auxquelles vous avez droit, en fonction du nombre d'années au cours desquelles vous avez été approuvé pour le CIPH.

Lorsque vous aurez obtenu tous les montants reportés des 10 dernières années pour lesquelles vous étiez approuvé pour le CIPH, le montant maximum disponible de la subvention pour une année atteint 3 500 \$.

Si vous avez ouvert un régime, vous recevrez un **Énoncé d'admissibilité** par courriel, chaque année au mois de février, jusqu'à l'année où vous atteignez l'âge de 49 ans inclusivement. Cet

énoncé indique le montant de la subvention que vous pourriez recevoir pour l'année en cours, ainsi que le montant de la cotisation à verser pour obtenir cette subvention. L'énoncé tiendra compte de tout montant reporté auquel vous êtes admissible.

Obtention de bons reportés

Vous recevrez automatiquement le montant de bons reportés des années admissibles précédentes lorsque vous ouvrez un régime et que vous présentez une demande dans le cadre du bon.

Vous n'êtes pas tenu de cotiser à votre régime pour recevoir des bons reportés.

Lorsqu'il s'agit de bons reportés, **le montant maximum du bon** que vous pouvez recevoir au cours d'une année atteint 11 000 \$ (jusqu'à 1 000 \$ pour chaque année pour laquelle vous êtes admissible pour les dix années précédentes, et jusqu'à 1 000 \$ pour l'année courante).

Si votre revenu annuel change d'une année à l'autre, vous pourriez être inadmissible à recevoir le montant maximum du bon pour chacune des années précédentes. Le seuil de revenu utilisé pour calculer les montants du bon est légèrement ajusté chaque année.

Le gouvernement ne verse pas de montant de contrepartie pour les transferts et roulement d'autres régimes

Le gouvernement ne versera pas de subvention de contrepartie pour les montants transférés d'un autre régime, d'épargne-retraite ou d'épargne-études.

Pour en savoir davantage sur le transfert de l'épargne-retraite ou de l'épargne-études à un REEI, allez à [Somme transférée de régimes de retraite et d'études](#).

Qui peut ouvrir un régime et présenter des demandes de subvention et de bons

Bénéficiaire et titulaire du régime

Le **bénéficiaire** du régime est la personne qui est [approuvée pour le crédit d'impôt pour personnes handicapées](#) et qui recevra les sommes à l'avenir.

Le **titulaire** du régime est la personne qui ouvre et gère le régime.

Le bénéficiaire et le titulaire peuvent être la même personne ou des personnes différentes.

Le titulaire du régime et le bénéficiaire doivent avoir un [numéro d'assurance sociale \(NAS\)](#).

Bénéficiaires n'ayant pas atteint leur majorité

L'âge de la majorité est 18 ans ou 19 ans, en fonction de la province ou du territoire de résidence. Le titulaire du régime peut être un parent, un représentant personnel ou un ministère public.

Bénéficiaires adultes qui **peuvent** ouvrir un régime eux-mêmes

Si un bénéficiaire adulte peut conclure un contrat et n'a pas besoin de représentant personnel, il **doit** être le titulaire de son régime.

L'organisation financière du bénéficiaire déterminera si le bénéficiaire peut ouvrir un régime lui-même.

Bénéficiaires adultes qui **ne peuvent pas** ouvrir un régime eux-mêmes

Si un bénéficiaire adulte ne peut pas ouvrir un régime en raison de préoccupations relatives à son aptitude à conclure un contrat, un représentant personnel doit être le titulaire du REEI. S'il n'a pas de représentant personnel, certains membres de la famille peuvent ouvrir un régime pour son compte et agir à titre de titulaire.

Parmi les membres de la famille admissibles, il y a :

- l'époux;
- le conjoint de fait;
- le parent;
- un frère ou une sœur adulte.

Note : Un représentant personnel (dont un tuteur, un curateur, un organisme, une institution ou un ministère public) est autorisé légalement à agir pour le compte du bénéficiaire en vertu des lois provinciales ou territoriales en vigueur là où le bénéficiaire vit.

Modifier l'identité de la personne titulaire du régime

Un bénéficiaire ne peut avoir qu'un seul régime. Chaque régime n'a qu'un seul bénéficiaire. Si vous souhaitez [modifier l'identité](#) du titulaire d'un régime (y compris son bénéficiaire), le titulaire actuel du régime doit en faire la demande auprès de son organisation financière.

Le bénéficiaire doit respecter les critères

Pour ouvrir un régime, le bénéficiaire doit :

- être approuvé pour le [crédit d'impôt pour personnes handicapées](#)
- présenter une demande avant le 31 décembre de l'année où il atteint l'âge de 59 ans
- être [résident du Canada](#)
- avoir un [NAS](#)

Vous devez respecter tous les critères ci-dessus pour pouvoir ouvrir un régime.

Ouvrir un régime et présenter des demandes de subvention et de bons

Présentez des demandes de subvention et de bon lorsque vous ouvrez un régime. Le montant des subventions ou bons que vous recevez varie en fonction de votre revenu familial et du montant de vos cotisations.

Vous pouvez recevoir des subventions et bons **jusqu'au** 31 décembre de l'année où vous **atteignez l'âge de 49 ans**.

Si vous êtes âgé entre 49 et 59 ans

Après le 31 décembre de l'année où vous atteignez l'âge de 49 ans, vous n'êtes plus admissible aux subventions et aux bons du gouvernement.

Vous pouvez quand même ouvrir un régime jusqu'au 31 décembre de l'année où vous atteignez l'âge de 59 ans et bénéficier de cotisations [libres d'impôt](#). En outre, les cotisations et les sommes se trouvant dans votre régime n'ont pas de [répercussions sur votre admissibilité aux prestations provinciales ou territoriales](#).

Ouvrir un régime auprès d'une organisation financière

Un REEI peut être ouvert auprès d'une banque, d'une entreprise d'investissement ou d'une caisse populaire qui offre le programme, y compris, mais sans s'y limiter :

- [ATB Securities Inc.](#) (anglais seulement) (1-888-282-3863);
- [Banque Concentra](#) (anglais seulement) (1-800-788-6311);
- [BMO Banque de Montréal](#) (1-800-665-7700);
- [Banque Scotia](#) (1-877-929-4499);
- [Central 1 Credit Union](#) (anglais seulement) (1-800-661-6813 extension 5358) (Ontario and Colombie britannique);
- [Central 1 Trust Company](#) (anglais seulement) (1-800-661-6813 extension 5358) (Ontario and Colombie britannique);
- [Credential Qtrade Securities Inc.](#) (1-855-714-3900);
- [CIBC](#) (1-800-465-3863, extension 2);
- [Gestion d'actif Credential Inc.](#) (1-855-714-3800);
- [Investors Group Trust Co. Ltd.](#) (1-888-746-6344); résidents du Québec (1-800-661-4578);
- [Desjardins](#) (1-877-286-3420, option 1);
- [Fonds FMOQ](#) (1-888-542-8597);
- [Corporation financière Mackenzie](#) (1-800-387-0615);

- [Leede Jones Gable Inc.](#) (1-800-860-3025);
- [RBC](#) (1-800-668-3663);
- [TD Waterhouse Canada Inc.](#) (1-800-465-5463, option 3);
- [Société de fiducie Natcan](#) (1-800-363-3511).

Il n'est pas obligatoire d'avoir un compte auprès de ces organisations financières pour ouvrir un REEI auprès d'elles.

Une fois que vous avez choisi l'organisme financier de votre choix, vous pouvez appeler pour demander l'ouverture d'un REEI et présenter une demande de subvention et de bon.

Bien que les autres fournisseurs de services financiers (comme les planificateurs financiers ou les caisses populaires) ne soient pas énumérés ici, ils peuvent toujours vous aider à ouvrir un REEI. Veuillez communiquer directement avec le fournisseur de services financiers avec qui vous aimeriez collaborer afin de déterminer s'il peut ouvrir un REEI.

Cotiser pour voir croître votre épargne

Différentes personnes peuvent cotiser à un régime

N'importe qui peut cotiser au régime, aussi longtemps que la personne a la permission du titulaire du régime. Communiquez avec votre organisation financière pour savoir comment accorder une permission.

Montant que vous pouvez cotiser chaque année

Il n'existe **pas de limite annuelle** quant au montant que vous pouvez cotiser à votre régime jusqu'à ce que vous atteigniez la [limite à vie](#). Lorsque vous atteignez la limite à vie, vous ne pouvez plus cotiser à votre régime.

En fonction de votre revenu, les cotisations qui sont supérieures à un [certain montant](#) ne recevront pas de subvention de contrepartie ou de bon.

Tous les mois de février, y compris celui pendant l'année où vous atteignez l'âge de 49 ans, vous recevrez un **Énoncé d'admissibilité** par la poste. Cet énoncé indique le montant de la subvention que vous pourriez recevoir au cours de l'année en question, ainsi que le montant que vous devez cotiser pour l'obtenir.

Votre Énoncé d'admissibilité comprend [les montants reportés des années antérieures lors desquelles vous étiez approuvé pour le CIPH](#).

Après le 31 décembre de l'année où vous atteignez l'âge de 49 ans, vous pouvez continuer de faire des cotisations jusqu'à le 31 décembre de l'année où vous atteignez l'âge de 59 ans. Pendant cette période, vous ne recevrez pas de [subvention de contrepartie](#).

Limite de cotisation à vie

Le **montant maximal que vous pouvez cotiser au régime est fixé à 200 000 \$**. Toutes les cotisations (y compris les transferts et roulements d'autres régimes d'épargne-retraite ou d'épargne-études) sont prises en compte quand vient le temps d'atteindre cette limite.

Les subventions, les bons et les intérêts gagnés sur les investissements ne comptent pas quand vient le temps d'atteindre la limite de 200 000 \$.

Somme transférée de régimes de retraite et d'études

Vous pourriez transférer des sommes de régimes enregistrés d'épargne-retraite et d'épargne-études vers un REEI. C'est ce qu'on appelle un roulement. Pour effectuer un roulement, communiquez avec votre organisation financière.

Vous pouvez transférer des sommes à un régime dans 2 situations :

Le décès d'un parent ou d'un grand-parent aidant

Des montants de certains régimes de retraite peuvent être transférés (libres d'impôts) vers un REEI.

Pour que cela soit possible, il faut respecter les conditions suivantes :

- Le bénéficiaire est approuvé pour le **CIPH** au moment du roulement
- Le bénéficiaire est **résident du Canada**
- Le bénéficiaire est **âgé de 59 ans ou moins** le 31 décembre de l'année lors de laquelle le roulement a lieu
- Le bénéficiaire doit être financièrement dépendant d'un parent ou d'un grand-parent
- Ce parent ou grand-parent décède
- Ce parent ou grand-parent avait versé des sommes dans un régime admissible

Les régimes suivants sont des régimes admissibles :

- Régime enregistré d'épargne-retraite (REER)
- Fonds enregistré de revenu de retraite (FERR)
- Régime de pension agréé (RPA)
- Régime de pension agréé collectif (RPAC)
- Régime de pension déterminé (RPD)

Pour en savoir davantage, consultez le [guide du REEI pour les organisations financières](#).

Pour assurer le roulement de sommes d'un régime de retraite, communiquez avec votre institution financière.

Transfert depuis un régime enregistré d'épargne-études (REEE)

Dans certains cas, il est possible de transférer les revenus accumulés (gains) d'un REEE dans un REEI.

Pour que cela soit possible, il faut respecter les conditions suivantes :

- Le bénéficiaire est approuvé pour le **CIPH** au moment du roulement
- Le bénéficiaire est **résident du Canada**
- Le bénéficiaire est **âgé de 59 ans ou moins** le 31 décembre de l'année lors de laquelle le roulement a lieu
- Vous vous trouvez dans l'une des situations admissibles

Les situations admissibles sont les suivantes :

- le bénéficiaire a une incapacité mentale grave et prolongée qui, selon des attentes raisonnables, l'empêcherait de faire des études postsecondaires
- le compte de REEE existe depuis au moins 10 ans et tous les bénéficiaires sont âgés d'au moins 21 ans et ne font pas d'études postsecondaires
- le REEE existe depuis au moins 35 ans

Pour en savoir davantage, consultez le [guide du REEI pour les organisations financières](#).

Pour assurer le roulement de sommes d'un REEE, communiquez avec votre institution financière.

Montant maximal qui peut être transféré

Le montant maximal que vous pouvez cotiser à un REEI est de 200 000 \$, y compris les transferts et le roulement d'autres régimes d'épargne.

Par exemple, si vous avez déjà cotisé 50 000 \$ à un REEI, le montant provenant d'un régime d'épargne de retraite ou d'études ne peut pas dépasser 150 000 \$.

Le gouvernement du Canada ne versera pas de [subvention de contrepartie](#) pour les montants transférés d'un autre régime d'épargne-retraite ou d'épargne-études.

Si vous perdez l'approbation pour le crédit d'impôt pour personnes handicapées

Lorsque le bénéficiaire n'est pas approuvé pour le CIPH

Depuis 2021, si un bénéficiaire n'est plus approuvé pour le crédit d'impôt pour personnes handicapées (CIPH), le titulaire de son REEI peut choisir de fermer son régime ou de **le garder ouvert**.

Si le titulaire décide de garder le régime ouvert, il est possible d'y retirer de l'argent, toutefois :

- les cotisations ne sont pas permises;
- les subventions ou les contributions ne peuvent être versées;
- les montants obtenus de l'épargne-retraite enregistrée d'un parent ou d'un grand-parent décédé ne peuvent faire l'objet d'un roulement qu'au cours des 4 dernières années qui suivent l'année au cours de laquelle le bénéficiaire a perdu son approbation pour le CIPH.

Vous n'avez pas à rembourser les subventions et bons versés dans le régime **uniquement** en raison de la perte de votre approbation pour le CIPH.

Faire des retraits sans être approuvé pour le CIPH

À la demande du titulaire, il est encore possible de retirer des sommes du régime. Avant l'année où le bénéficiaire atteint l'âge de 60 ans, les retraits [entraîneront le remboursement](#) des subventions et des bons qui ont été versés dans le REEI au cours des 10 années précédant la perte de l'approbation du CIPH par le bénéficiaire.

Si le bénéficiaire redevient approuvé pour le CIPH

Si le bénéficiaire redevient approuvé pour le CIPH, le régime fonctionnera comme d'habitude et des cotisations pourront être faites.

Retirer une somme de votre régime

Un retrait peut avoir des répercussions sur le montant des subventions et des bons dans votre régime

Le REEI est un régime d'épargne à long terme. Ce régime a pour objectif d'aider les personnes en situation de handicap à épargner au fur et à mesure qu'elles vieillissent.

Il faut commencer à faire régulièrement des retraits d'un régime d'ici le 31 décembre de l'année où vous atteignez 60 ans.

Dans certains cas, vous pourriez retirer des sommes épargnées avant cette date. Le cas échéant, vous devrez peut-être rembourser un certain montant de la subvention ou du bon lorsque vous faites un retrait.

Vous n'avez pas à rembourser les subventions et bons lorsque vous faites un retrait dans les situations suivantes :

À l'âge de 60 ans

D'ici le 31 décembre de l'année où le bénéficiaire atteint l'âge de 49 ans, il faut commencer à retirer des sommes du régime. Pour commencer ces retraits, vous devriez en discuter avec votre organisation financière.

Les subventions et bons versés dans le régime n'ont pas à être remboursés en cas de fermeture de régime, de décès du bénéficiaire ou de retrait.

Le dernier versement d'une subvention ou d'un bon dans votre compte a été fait il y a plus de 10 ans

Dans la plupart des cas, vous devriez pouvoir retirer des sommes sans devoir faire de remboursement. Vous devez en discuter avec votre organisation financière.

Votre espérance de vie est de 5 ans ou moins

Lorsque vient le temps de faire des retraits dans le régime, le gouvernement propose un degré de souplesse aux personnes dont l'espérance de vie est d'un maximum de 5 ans.

Si vous vous trouvez dans cette situation, vous devez fournir une attestation médicale à votre organisation financière avant de commencer le processus de retrait.

Les bénéficiaires dont l'espérance de vie est d'un maximum de 5 ans peuvent retirer jusqu'à 10 000 \$ par année, [selon certaines conditions](#). Ce montant comprend les subventions, les bons, les cotisations et les intérêts gagnés sur des investissements.

Lorsqu'un bénéficiaire décède, le montant des subventions et des bons déposé dans le régime au cours des 10 années précédant son décès doit être remboursé.

Communiquez avec votre organisation financière pour en discuter plus amplement.

Vous devrez rembourser les subventions et bons lorsque vous faites un retrait dans les situations suivantes :

Vous avez reçu des subventions et bons au cours des 10 années antérieures

Vous devrez rembourser la totalité ou une partie du montant des subventions et des bons versé au cours des 10 années précédentes. Le montant que vous devez rembourser varie en fonction du montant que vous avez retiré du compte.

Le montant que vous devez rembourser totalise 3 \$ du montant de la subvention ou du bon reçu pour chaque 1 \$ du montant retiré, jusqu'à concurrence du montant total de la subvention ou du bon reçu au cours des 10 années précédentes.

Vous n'êtes pas approuvé pour le CIPH et êtes âgé de moins de 60 ans

Le montant que vous devez rembourser après avoir fait un retrait est déterminé en fonction de votre âge et du moment où vous n'êtes plus approuvé pour le CIPH. Pour déterminer le montant exact que vous pourriez devoir rembourser lorsque vous faites un retrait, veuillez-vous adresser à votre organisation financière.

Vous êtes âgés de 49 ans ou moins à la fin de l'année civile

Si vous n'étiez pas approuvé pour le CIPH pendant une seule année

Les subventions et bons versés au cours des 10 années précédant le 1er janvier de l'année lors de laquelle un retrait est fait pourraient faire l'objet d'un remboursement.

Si vous n'étiez pas approuvé pour le CIPH pendant des années consécutives

Les subventions et bons versés au cours des 10 années précédant le 1er janvier de la première année lors de laquelle vous n'étiez plus approuvé pour le CIPH pourraient faire l'objet d'un remboursement.

Vous êtes âgés de 50 à 59 ans à la fin de l'année civile

Si vous n'êtes plus approuvé pour le CIPH depuis l'année qui a précédé votre 50e anniversaire de naissance

Les subventions et bons versés au cours des 10 années précédant le 1er janvier de la première année lors de laquelle vous n'étiez plus approuvé pour le CIPH pourraient faire l'objet d'un remboursement. Pour chaque année lors de laquelle le bénéficiaire est âgé de plus de 50 ans, cette période de 10 ans diminue de 1 an.

Par exemple, lors de l'année pendant laquelle le bénéficiaire célèbre son 51e anniversaire de naissance, les subventions et bons versés au régime au cours des 9 années précédant le moment où il n'est plus approuvé pour le CIPH pourraient devoir être remboursés.

Si vous n'êtes plus approuvé pour le CIPH au cours de l'année où vous célébrez votre 50e anniversaire de naissance ou après

Les subventions et bons versés au cours des 10 années précédant le 1er janvier de l'année lors de laquelle un retrait est fait pourraient faire l'objet d'un remboursement.

Dans chacun de ces cas, le montant que vous devez rembourser varie en fonction du montant que vous avez retiré du compte.

Le montant que vous devez rembourser totalise 3 \$ du montant de la subvention ou du bon reçu pour chaque 1 \$ du montant retiré, jusqu'à concurrence du montant total de la subvention ou du bon reçu au cours des périodes, comme décrit ci-dessus.

Les mêmes périodes servent à déterminer le montant des subventions et bons à rembourser si le régime est fermé ou si le bénéficiaire décède alors qu'il n'est pas approuvé pour le CIPH. Le cas échéant, toutes les subventions et tous les bons versés au cours des périodes décrites ci-dessus sont remboursés au gouvernement.

Types de retrait dans le cadre de votre régime

Vous pouvez demander qu'un retrait soit fait de votre régime à tout moment, si votre organisation financière permet les paiements uniques. Si vous faites un retrait et avez reçu une subvention ou un bon au cours des 10 années précédentes, vous devrez rembourser une partie de la subvention ou du bon ou la totalité de cette subvention ou de ce bon. Les paiements périodiques doivent commencer d'ici la fin de l'année civile où le bénéficiaire

atteint l'âge de 60 ans, et doivent avoir lieu au moins une fois par année jusqu'à ce que le régime soit vide ou que le bénéficiaire décède.

Vous devez communiquer avec votre organisation financière pour déterminer le montant que vous pouvez retirer et commencer à recevoir des paiements.

Il existe 2 types de retrait

Retraits périodiques

Les paiements viagers pour invalidité (PVI) sont des paiements périodiques faits directement auprès du bénéficiaire.

Les PVI doivent commencer avant la fin de l'année financière où le bénéficiaire atteint l'âge de 60 ans.

Si vous souhaitez commencer à recevoir des PVI, communiquez avec votre organisation financière. Vous pouvez présenter votre demande à votre organisation financière avant d'atteindre l'âge de 60 ans. Vous devrez rembourser une partie des subventions et bons s'ils ont été déposés dans votre régime il y a moins de 10 ans.

Si vous ne communiquez pas avec votre organisation financière, cette dernière communiquera avec vous pour vous indiquer que les paiements doivent commencer.

Lorsque vos paiements commencent, le bénéficiaire continuera de les recevoir jusqu'à ce que l'une des situations suivantes se produise :

- le bénéficiaire décède, ou
- le régime est vide

Lorsque l'une de ces situations se produit, [le régime est fermé](#).

Retrait unique

Un paiement d'aide à l'invalidité (PAI) est un paiement unique demandé par le titulaire qui est versé directement au bénéficiaire ou à sa succession. Il faut présenter une demande pour tous les PAI. Vous devez communiquer avec votre organisation financière pour présenter une demande de PAI.

Note : Chaque organisation financière dispose de règles différentes pour les PAI. Veuillez communiquer avec votre organisation financière pour discuter des options relatives aux PAI.

Ce que comprend chaque paiement

Les paiements comprennent une portion de chacun des montants suivants pouvant servir au versement :

- des cotisations (y compris un roulement s'il y a lieu)

- un montant de la subvention
- un montant du bon
- des intérêts gagnés sur les investissements

Note : Seuls les montants des subventions et des bons versés dans un régime depuis plus de 10 ans seront compris dans les paiements.

Seule une portion d'un retrait sera imposée par l'ARC

Le REEI est libre d'impôts. Cela signifie que vous ne payez pas d'impôt sur les sommes qui se trouvent dans le régime, sauf si vous les retirez.

Lorsque vous retirez une somme de votre régime, certaines portions du retrait seront imposées :

Montants imposables

Les subventions, les bons et les intérêts gagnés sur les investissements seront imposés.

Montants non imposables

Vos cotisations initiales ne seront pas imposées.

Un retrait d'un régime peut avoir des répercussions sur les prestations provinciales

Dans tous les territoires et provinces, l'ouverture d'un régime et les cotisations à celui-ci n'auront aucune incidence sur vos autres prestations fédérales, provinciales ou territoriales, comme les paiements mensuels de soutien du revenu en cas d'incapacité ou les paiements de pension mensuels. Si vous vous trouvez dans l'une de ces provinces, tout retrait d'un régime peut avoir des répercussions sur le montant des prestations provinciales que vous recevez :

- Québec
- Nouveau-Brunswick
- Île-du-Prince-Édouard

Vous devriez communiquer avec votre gouvernement provincial pour en savoir davantage sur les répercussions sur vos autres prestations.

Solution de rechange – Regardez une vidéo à ce sujet

Retirer l'argent du REEI (vidéo)

Un REEI est un régime d'épargne à long terme qui comporte des conditions particulières en ce qui concerne le retrait de fonds. Cette vidéo explique qui peut retirer des fonds et quand le retrait de fonds est possible. Elle indique aussi ce qui se produit lorsqu'il y a changement de bénéficiaire.

LireActiver le mode muet

Position actuelle :00:00:00

Temps total :00:02:47

Afficher le sous-titrage

Transcription

Louise : Le régime enregistré d'épargne invalidité (R-E-E-I) est un régime d'épargne à long terme mis sur pied par le gouvernement pour aider les Canadiennes et Canadiens handicapés...

Gabriel : ... et leurs familles...

Louise : ... à se préparer pour l'avenir.

Voici quelques renseignements importants à connaître lorsque viendra le temps de retirer de l'argent du R-E-E-I.

Seule la personne qui administre le R-E-E-I peut approuver les prélèvements effectués dans le régime.

Et tous les montants retirés doivent être utilisés au profit du bénéficiaire seulement – c'est à dire la personne admissible à recevoir l'argent du régime.

Vous pouvez retirer de l'argent du régime à tout moment, mais vous ne pouvez pas attendre indéfiniment. Vous devez commencer à effectuer des retraits avant le 31 décembre de l'année où le bénéficiaire atteint l'âge de 60 ans.

Il est important de garder à l'esprit que le R-E-E-I est un régime d'épargne à long terme. Si vous retirez de l'argent du R-E-E-I alors que certains des montants des subventions et des bons se trouvent dans le R-E-E-I depuis moins de dix ans, vous devrez rembourser en partie ou en totalité ces montants au gouvernement.

Gabriel : ... Exemple,

Louise : ...la totalité des subventions et des bons qui ont été versés dans le R-E-E-I depuis moins de dix ans doivent être remboursés au gouvernement dans les cas suivants :

- **le régime est fermé;**
- **le bénéficiaire décède.**

Pour en apprendre davantage au sujet du régime enregistré d'épargne invalidité, visionnez la série complète de vidéos en ligne sur le R-E-E-I.

Pour obtenir des renseignements détaillés, notamment une liste des institutions financières participantes ou les critères d'admissibilité, consultez le site www.edsc.gc.ca/fra/invalidité/épargne.

Gabriel : Ou composez le 1 800-O Canada

Louise : ... c'est le 1 800 622 6232.

Si vous utilisez un téléscripneur, composez le 1 800 926 9105.

Transférer ou fermer un régime

Transfert d'un régime

Transférer un régime dans une autre organisation financière

Vous pouvez transférer un régime dans une autre organisation financière participante en remplissant les documents nécessaires. Le transfert doit viser le montant total se trouvant dans le régime. Il est impossible de ne transférer que des montants partiels. Le titulaire du régime doit se charger du transfert, et faire remplir le formulaire requis par les deux organisations financières.

Communiquez avec votre organisation financière pour demander le transfert d'un régime à une autre organisation financière.

Les organisations financières imposent peut-être certaines conditions et des frais lors du transfert d'un régime. Communiquez avec votre organisation financière pour en savoir davantage.

Modifier l'identité de la personne titulaire du régime

Si vous souhaitez modifier l'identité du titulaire d'un régime (y compris son bénéficiaire), le titulaire actuel du régime doit en faire la demande auprès de son organisation financière. Pour savoir qui peut être un titulaire de régime, consultez [Qui peut ouvrir un régime et présenter des demandes](#).

Fermeture d'un régime

Il est possible de fermer un régime **uniquement** lorsque :

- le régime est vide (retraits)
- le régime n'est pas conforme
- le bénéficiaire est décédé, ou
- le titulaire d'un régime demande qu'il soit fermé (dans certaines situations)

Si vous [n'êtes pas approuvé pour le CIPH](#), vous n'êtes pas tenu de fermer votre régime.

L'organisation financière collaborera avec l'Agence du revenu du Canada pour fermer un régime.

Si vous souhaitez fermer votre régime, communiquez avec votre organisation financière.

Décès d'un bénéficiaire

Des règles de remboursement s'appliquent si une subvention ou un bon a été versé au cours des 10 années précédant le décès d'un bénéficiaire. Toute somme restante dans le régime est remise à la succession.

La somme restante doit être transférée à la succession du bénéficiaire d'ici le 31 décembre de l'année qui suit l'année du décès du bénéficiaire.

Retirer de l'argent d'un régime enregistré d'épargne-invalidité

Les types de paiements qu'un bénéficiaire peut recevoir

Le bénéficiaire d'un régime enregistré d'épargne-invalidité (REEI) peut recevoir 2 types de paiements à partir de son REEI :

- **Le paiement d'aide à l'invalidité** – Un montant forfaitaire qui est accordé seulement si la déclaration de fiducie du REEI le permet.
- **Le paiement viager pour invalidité** – Une série de paiements périodiques qui une fois débutés, doivent continuer à être versés au moins une fois par année et jusqu'au décès du bénéficiaire ou à la fermeture du régime.

L'institution financière qui administre le REEI peut seulement faire un paiement au bénéficiaire s'il y a suffisamment d'argent dans le REEI pour rembourser le montant de retenue après avoir effectué le paiement. Le montant de retenue représente les montants de la subvention et du bon dans le REEI qui n'ont pas encore été acquis. Pour plus de renseignements, allez à [InfoCapsule 17 : Montant de retenue](#).

Aux fins du calcul de l'impôt, les montants de roulement d'épargne-retraite et de roulement d'épargne-études sont considérés comme des revenus provenant du régime. Ces montants, ainsi que les subventions, les bons et les revenus de placements qui font partie du paiement, sont imposables. Ils doivent être rapportés sur un feuillet T4A pour le bénéficiaire. Après le décès du bénéficiaire, les paiements effectués à la succession du bénéficiaire sont imposables à la succession.

Déterminer les règles de paiements à suivre pour sortir de l'argent du régime

Un REEI peut se trouver dans une des quatre situations suivantes :

Quelle situation s'applique au REEI?

Les cotisations sont plus élevées que les montants de subventions et de bons au début de l'année

Les montants de subventions et de bons dans le régime sont plus élevés que les cotisations au début de l'année

La demande de paiement se fait dans une année déterminée.

Le régime est un régime d'épargne-invalidité déterminé.

Transférer un régime enregistré d'épargne-invalidité

Le(s) titulaire(s) d'un régime enregistré d'épargne-invalidité (REEI) peut demander à l'institution financière qui administre le REEI de transférer le régime à un autre REEI.

Transferts directs à un autre REEI

Le nouveau REEI doit avoir le même bénéficiaire que le régime de départ. L'institution financière qui administre le REEI de départ doit transférer tous les biens du REEI directement au nouveau REEI. Puisqu'il s'agit d'un transfert direct, les biens transférés n'ont pas à être inclus dans le revenu du bénéficiaire pour l'année d'imposition.

Tous les renseignements nécessaires pour respecter les règles de la Loi de l'impôt sur le revenu et de la Loi canadienne sur l'épargne-invalidité doivent être transmis à l'institution financière qui administre le nouveau REEI. Utilisez le [formulaire EMP5611, Régime enregistré d'épargne-invalidité –Transfert](#) pour rapporter les renseignements nécessaires.

Pour compléter le transfert, l'institution financière qui administre le REEI de départ doit mettre fin à ce REEI dès que les fonds ont été transférés dans le nouveau REEI. Il est important que l'institution financière mette l'indicateur de transfert à « oui » dans le document [Enregistrement de type « 101-01 » – Renseignements sur l'enregistrement d'un contrat](#).

Administrer un REEI nouvellement transféré

Lorsqu'une institution financière ouvre un REEI en raison d'un transfert, elle doit envoyer les renseignements sur l'enregistrement par voie électronique à Emploi et Développement social Canada. Il est important que l'institution financière mette l'indicateur de transfert à « oui » dans le document [Enregistrement de type « 101-01 » – Renseignements sur l'enregistrement d'un contrat](#).

Si le bénéficiaire était âgé de 59 ans ou plus au début de l'année du transfert, le bénéficiaire doit recevoir tous les paiements viagers pour invalidité que le régime cédant lui aurait versés pendant le reste de l'année, si le transfert n'avait pas eu lieu.

Les modalités du régime précédent du bénéficiaire peuvent avoir prévu des roulements, la désignation de régimes d'épargne-invalidité déterminés, ou qu'un membre d'une famille admissible devienne titulaire du régime. Le nouveau régime doit prévoir les mêmes mesures.

Fermer un régime enregistré d'épargne-invalidité

Il existe trois situations où un régime enregistré d'épargne-invalidité (REEI) peut être fermé.

1. Le titulaire(s) d'un REEI peut fermer le régime si certaines conditions sont respectées.
2. L'institution financière doit fermer le REEI après le décès du bénéficiaire.
3. L'institution financière peut fermer le régime si l'Agence du revenu du Canada (ARC) met fin à l'enregistrement du REEI.

Quand le titulaire d'un REEI veut fermer le régime

Le titulaire(s) d'un REEI peut fermer le régime seulement dans une ou l'autre des situations suivantes :

- le bénéficiaire du REEI n'est plus admissible au crédit d'impôt pour personnes handicapées;
- il ne reste plus d'argent dans le régime;
- le montant de subvention et de bon dans le REEI est plus élevé que le montant des cotisations au début de l'année, et le seul montant restant dans le régime est le montant de retenue (pour plus de renseignements, allez à [InfoCapsule 17 : Montant de retenue](#));
- [les règles de paiement d'un REEI](#) permettent au(x) titulaire(s) de demander le retrait de tous l'argent (moins le montant de retenue) dans le régime.

L'institution financière qui administre le REEI doit examiner et respecter les lois régissant les fiducies et les règles connexes avant de fermer un REEI.

Avant que l'institution financière ferme le régime, elle doit rembourser au gouvernement les montants de retenue qui restent dans le régime. Tous les montants restants dans le régime doivent être remis au bénéficiaire en tant que paiement d'aide à l'invalidité.

Quand doit-on fermer un REEI

Lorsque le bénéficiaire d'un REEI décède, le régime doit être fermé au plus tard à la fin de l'année civile qui suit l'année du décès.

Lorsque l'institution financière ferme le REEI, elle doit rembourser au gouvernement les montants de retenue qui restent dans le régime. L'institution doit ensuite verser les montants restants dans le régime à la succession du bénéficiaire en tant que paiement d'aide à l'invalidité.

Quand un REEI perd-il son enregistrement

L'Agence du revenu du Canada peut mettre fin à l'enregistrement d'un REEI si le régime ne respecte pas les conditions qui sont décrites dans la loi. Pour éviter que l'ARC mette fin à l'enregistrement du REEI, le régime doit :

- respecter les conditions du paragraphe 146.4(4) de la Loi de l'impôt sur le revenu (sauf la condition selon laquelle le régime doit être administré au profit du bénéficiaire du REEI);
- respecter les conditions de la Loi canadienne sur l'épargne-invalidité ou le Règlement sur l'épargne-invalidité;
- être administré selon les modalités du régime.

Lorsque le régime ne répond plus à l'un ou l'autre de ces conditions, l'ARC pourrait mettre fin au REEI.

Une fois que le REEI a perdu son enregistrement, le régime deviendra une fiducie non testamentaire. Les montants de retenue doivent être remboursés au gouvernement. L'institution financière qui administre un régime d'épargne-invalidité qui n'est plus enregistré peut fermer le régime ou le garder ouvert. Si elle ferme le régime, elle doit verser au bénéficiaire tous les montants restants dans le régime en tant que paiement d'aide à l'invalidité.

Si l'institution financière garde le régime ouvert, les montants de retenue doivent être remboursés au gouvernement. Tous les montants restants dans le régime immédiatement avant que le REEI ne perde son enregistrement sont considérés comme ayant été versés au bénéficiaire en tant que paiement d'aide à l'invalidité.

L'institution financière doit s'assurer que le titulaire(s) du régime comprenne de quelle façon les règles du régime vont changer. Par exemple :

- Les cotisations versées au régime non enregistré ne se traduiront pas par une subvention du gouvernement.
- Le régime non enregistré ne recevra pas de bon.
- Les revenus obtenus dans la fiducie du régime non enregistré seront imposés pour l'année au cours de laquelle les revenus ont été obtenus.
- Les roulements d'épargne-retraite et les roulements d'épargne-études ne peuvent pas être effectués dans un régime non enregistré.

La ministre du Revenu national peut envisager de reporter ou de renoncer à la perte de l'enregistrement d'un régime selon les circonstances spécifiques à la situation.

Pour plus de renseignements sur les régimes qui perdent leur enregistrement, veuillez consulter les numéros 103 à 105 de la circulaire d'information [IC99-1R1, Régimes enregistrés d'épargne-invalidité](#).



Mesures fiscales pour personnes handicapées

Renseignements relatifs aux personnes handicapées 2024

Découvrez si ce guide s'adresse à vous

Ce guide s'adresse aux personnes handicapées, ainsi qu'aux personnes qui subviennent à leurs besoins. Il traite des renseignements suivants :

- les critères d'admissibilité au crédit d'impôt pour personnes handicapées et comment le demander;
- les crédits d'impôt connexes que vous pourriez demander sur la déclaration de revenus et de prestations;
- d'autres renseignements relatifs aux personnes handicapées.

Ce guide utilise un langage simple pour expliquer les situations fiscales les plus courantes. Il est donné à titre indicatif seulement et ne remplace pas la loi.

Les publications et la correspondance personnalisée de l'ARC sont disponibles en braille, en gros caractères, en texte électronique et en format MP3. Pour en savoir plus, allez à **canada.ca/arc-medias-substituts** ou composez le **1-800-959-7383**.

Dans ce guide, les expressions désignant des personnes visent les individus de tous genres.

This English version of this guide is called *Disability-Related Information*.

Table des matières

	Page		Page
Aide aux personnes ayant une déficience auditive ou un trouble de la parole	4	Autres mesures fiscales	26
Crédits d'impôt non remboursables	4	Frais de garde d'enfants (ligne 21400)	26
Crédit d'impôt pour personnes handicapées	4	Déduction pour produits et services de soutien aux personnes handicapées (ligne 21500)	26
Comment faire une demande	4	Prestation canadienne pour les personnes handicapées	28
Lignes directrices sur l'admissibilité	5	Prestation pour enfants handicapés	29
Comment on détermine l'admissibilité	11	Régime d'accession à la propriété	29
Remplir le formulaire T2201	12	Régime enregistré d'épargne invalidité	29
Soumettre votre formulaire T2201 rempli ..	15	Étudiants ayant une déficience	29
Ce qui arrive une fois que le formulaire T2201 est envoyé	16	Avantages accordés aux employés ayant une déficience	30
Comment demander le montant pour personnes handicapées	16	Renseignements sur la taxe d'accise	30
Questionnaire d'auto-évaluation	19	Renseignements sur la TPS/TVH	30
Montant pour une personne à charge admissible (ligne 30400)	20	Services numériques pour les particuliers ...	31
Montant canadien pour aidants naturels	21	Mon dossier	31
Demander un montant pour une personne à charge de moins de 18 ans	22	Recevez votre courrier de l'ARC en ligne	31
Frais médicaux (lignes 33099 et 33199)	24	Pour en savoir plus	32
Montant pour l'achat d'une habitation (ligne 31270)	24	Si vous avez besoin d'aide	32
Dépenses pour l'accessibilité domiciliaire (ligne 31285)	25	Dépôt direct	32
Crédits d'impôt remboursables	25	Formulaires et publications	32
Supplément remboursable pour frais médicaux (ligne 45200)	25	Listes d'envois électroniques	32
Allocation canadienne pour les travailleurs (ligne 45300)	25	Système électronique de renseignements par téléphone (SERT)	32
Crédit d'impôt pour la rénovation d'habitations multigénérationnelles (ligne 45355)	26	Utilisateurs d'un téléimprimeur (ATS) et de services de relais vidéo (SRV Canada) ...	32
		Différend officiel (oppositions et appels)	32
		Programme de la rétroaction sur le service de l'ARC	33

Aide aux personnes ayant une déficience auditive ou un trouble de la parole

Si vous utilisez un téléimprimeur (ATS) pour des troubles de l'audition ou de la parole, composez le 1-800-665-0354.

Si vous utilisez l'application de services de relais vidéo (SRV) Canada, composez le 1-800-561-9332.

Si vous utilisez un autre service de relais avec l'aide d'un téléphoniste, composez les numéros de téléphone habituels de l'Agence du revenu du Canada (ARC) durant les heures d'ouverture. Vous n'avez pas besoin d'autoriser la compagnie de téléphone pour le service de relais pour communiquer avec l'ARC.

Si vous avez besoin des services d'un interprète gestuel Si vous en informez l'ARC à l'avance, on fera le nécessaire pour qu'un interprète gestuel soit présent à une entrevue ou à une rencontre.

Aide aux personnes aveugles ou ayant une vision partielle

Si vous avez de la difficulté à remplir vos formulaires et vos déclarations avec des caractères ordinaires, vous pouvez les transmettre en braille ou en gros caractères. Pour obtenir vos publications dans un de ces formats, allez à canada.ca/arc-medias-substituts ou composez le 1-800-959-7383.

Programme communautaire des bénévoles en matière d'impôt

Si vous avez un revenu modeste et une situation fiscale simple, les bénévoles des organismes communautaires pourraient préparer votre déclaration de revenus pour vous. Pour en savoir plus, allez à canada.ca/impots-aide.

Crédits d'impôt non remboursables

Les crédits d'impôt non remboursables sont des montants qui réduisent l'impôt sur le revenu que vous pourriez avoir à payer.

Crédit d'impôt pour personnes handicapées

Le crédit d'impôt pour personnes handicapées (CIPH) est un crédit d'impôt non remboursable qui aide les personnes handicapées et leurs aidants à réduire l'impôt sur le revenu qu'ils pourraient avoir à payer.

Une personne ayant une déficience grave et prolongée des fonctions physiques ou mentales pourrait être admissible au CIPH. Une fois qu'un particulier est admissible au CIPH, le montant pour personnes handicapées peut être demandé dans sa déclaration de revenus pour l'année ou les années visées.

Le fait d'être admissible au CIPH peut vous permettre de demander certains crédits et certaines déductions et prestations qui sont mentionnés dans ce guide.

Comment faire une demande

Pour demander le CIPH, vous devez remplir et soumettre le formulaire T2201, *Certificat pour le crédit d'impôt pour personnes handicapées*, à l'ARC. Consultez la page 11 pour savoir comment remplir le formulaire T2201.

Le formulaire T2201 est divisé en 2 parties. Vous devez remplir la partie A et votre professionnel de la santé doit remplir la partie B. Aux fins du CIPH, les professionnels de la santé sont les suivants :

- audiologistes;
- ergothérapeutes;
- infirmiers praticiens;

- optométristes;
- orthophonistes;
- médecins;
- physiothérapeutes;
- psychologues.

Les professionnels de la santé peuvent utiliser le nouveau formulaire numérique du CIPH pour remplir la partie B du formulaire T2201. Le formulaire est accessible en allant à canada.ca/demande-numerique-ciph.

Pour déterminer votre admissibilité, l'ARC utilise les détails que votre professionnel de la santé fournit sur votre déficience.

Lignes directrices sur l'admissibilité

Un particulier pourrait être admissible au CIPH s'il a une déficience grave et prolongée des fonctions physiques ou mentales provoquant une limitation marquée. Dans tous les cas, les effets de la déficience doivent répondre aux critères spécifiques dans l'une des catégories suivantes :

- voir;
- parler;
- entendre;
- marcher;
- évacuer (fonctions intestinales ou vésicales);
- se nourrir;
- s'habiller;
- les fonctions mentales nécessaires aux activités de la vie courante;
- l'effet cumulatif des limitations considérables;
- les soins thérapeutiques essentiels.

L'admissibilité sous la catégorie « voir » est fondée sur le fait qu'une personne soit considérée aveugle, c'est-à-dire si, même en utilisant des lentilles de correction et en prenant des médicaments, ses 2 yeux correspondent à au moins l'un des critères suivants :

- l'acuité visuelle est de 20/200 ou moins;
- le plus grand diamètre du champ de vision est de 20 degrés ou moins.

Une limitation marquée signifie que, même avec les soins thérapeutiques, les médicaments et les appareils appropriés, vous êtes incapable d'effectuer les activités ou les fonctions de l'une des catégories énumérées, ou vous prenez un temps excessif pour le faire, et que c'est le cas toujours ou presque toujours. Ces critères ne s'appliquent pas à la vision, à l'effet cumulatif des limitations considérables ou aux soins thérapeutiques essentiels, car ils ont chacun des conditions spécifiques qui doivent être remplies.

Un **temps excessif** est un jugement clinique établi par un professionnel de la santé s'il observe une différence apparente dans le temps que prend une personne pour effectuer une activité ou une fonction dans les catégories listées, même avec les soins thérapeutiques, les médicaments et les appareils appropriés. En général, la différence doit être au moins 3 fois plus de temps dont ont besoin les personnes d'âge similaire qui n'ont pas de déficience dans cette catégorie donnée.

On considère généralement que les limitations d'une personne existent **toujours ou presque toujours** si la déficience de la personne limite leur capacité à effectuer des activités ou des fonctions dans une catégorie au moins 90 % du temps. Si elle n'est pas limitée au moins 90 % du temps, la personne peut ne pas répondre aux critères d'admissibilité.

Une déficience est **prolongée** si elle a duré au moins 12 mois consécutifs ou qu'on s'attend à ce qu'elle dure au moins 12 mois consécutifs.

Si une déficience est sévère et prolongée mais ne rend pas la personne aveugle ou ne lui cause pas autrement une limitation marquée, la personne peut quand même être admissible en vertu de l'effet cumulatif des limitations considérables ou des soins thérapeutiques essentiels, tels que définis ci-dessous.

Pour être admissible au titre de l'effet cumulatif des limitations considérables, une personne doit présenter des limitations dans au moins 2 catégories (à l'exception des soins thérapeutiques essentiels) qui :

- existent ensemble toujours ou presque toujours;
- ont un effet combiné qui :
 - équivaut à être incapable, ou à prendre un temps excessif, dans une seule catégorie;
 - est présent toujours ou presque toujours, même avec les soins thérapeutiques, les médicaments et les appareils appropriés.

Une autre catégorie du CIPH sont les **soins thérapeutiques essentiels**, qui doivent remplir les critères suivants :

- Les soins thérapeutiques maintiennent une fonction vitale.
- La personne a besoin des soins thérapeutiques au moins **2 fois** par semaine.
- La personne a besoin des soins thérapeutiques pour une moyenne d'au moins **14 heures** par semaine.

Remarque

Les personnes ayant reçu un diagnostic de diabète de type 1 sont réputées avoir répondu aux critères ci-dessus.

Seul le temps consacré aux soins thérapeutiques – c'est-à-dire le temps qui est soustrait des activités quotidiennes normales aux fins des soins thérapeutiques – est compté dans ces 14 heures. Ceci inclut le temps que vous passez à régler un appareil portatif.

Si vos soins thérapeutiques exigent un dosage régulier de médicaments qui doit être ajusté quotidiennement, le temps passé à faire des activités directement liées à déterminer le dosage et à administrer les médicaments **peut** être compté dans les 14 heures par semaine requises. Par exemple :

- surveiller le taux de glucose dans le sang;
- préparer et administrer de l'insuline;
- calibrer l'équipement nécessaire;
- vérifier les cétones;
- tenir un livret de contrôle du taux de glucose dans le sang;
- compter les glucides pour déterminer la dose d'insuline à administrer.

Dans le cas de soins thérapeutiques qui nécessitent la consommation quotidienne d'un aliment médical ou d'une préparation médicale afin de limiter l'apport d'un composé particulier aux niveaux requis pour le bon développement ou le bon fonctionnement du corps, les soins thérapeutiques comprennent également le temps consacré à des activités directement liées à la détermination de la quantité de composé qui peut être consommée en toute sécurité.

Si un enfant ne peut pas faire les activités liées aux soins thérapeutiques en raison de son âge, le temps qu'une autre personne passe à faire et à surveiller ces activités **peut** être compté dans les 14 heures par semaine requises. Par exemple, la surveillance d'un enfant inclut :

- devoir réveiller l'enfant la nuit pour effectuer des tests;
- surveiller l'enfant pour déterminer si d'autres tests sont nécessaires (pendant ou après une activité physique);
- effectuer d'autres activités de surveillance qui peuvent raisonnablement être considérées nécessaires pour l'ajustement du dosage des médicaments.

Remarque

Si la personne qui a besoin des soins thérapeutiques ne peut pas effectuer les activités liées aux soins thérapeutiques en raison d'une déficience des fonctions physiques ou mentales, le temps passé par une autre personne pour l'aider à effectuer ces activités peut être compté dans les 14 heures par semaine requises.

Cependant, certaines activités **ne comptent pas** dans les 14 heures par semaine requises, telles que les suivantes :

- le temps que prend un appareil portatif ou implanté pour administrer les soins thérapeutiques (tel qu'une pompe à insuline, un appareil « CPAP » ou un stimulateur cardiaque);

- faire de l'exercice;
- les activités liées à la gestion des restrictions ou des régimes alimentaires autres que celles **directement** liés à la détermination de la posologie de médicaments ou la quantité d'un composé particulier qui peut être consommé en toute sécurité;
- le temps de déplacement pour recevoir les soins thérapeutiques;
- les rendez-vous médicaux (autres que les rendez-vous où vous recevez les soins ou lors desquels la dose quotidienne d'un médicament, ou d'un aliment médical ou d'une formule médicale est déterminée);
- obtenir des médicaments;
- le temps de récupération après les soins thérapeutiques (sauf si médicalement requis).

Le tableau suivant indique quel professionnel de la santé peut attester quelle catégorie et fournit des exemples pour vous aider à comprendre quelles situations pourraient être admissibles.

Catégorie :	Vous pourriez être admissible au CIPH si vous avez :	Exemples :
Voir peut-être attesté par : <ul style="list-style-type: none"> ■ un médecin; ■ un infirmier praticien; ■ un optométriste. 	Une acuité visuelle ou un champ de vision réduit.	<ul style="list-style-type: none"> ■ Vous êtes considéré aveugle des 2 yeux selon l'un des critères suivants : <ul style="list-style-type: none"> ○ L'acuité visuelle est de 20/200 (6/60) ou moins après correction sur la carte Snellen (ou l'équivalent). ○ Le plus grand diamètre du champ de vision est de 20 degrés ou moins après correction. ■ Vous n'êtes pas considéré aveugle des 2 yeux, mais votre vision réduite après correction affecte votre capacité à effectuer d'autres activités, telles que marcher ou vous nourrir.
Parler peut être attesté par : <ul style="list-style-type: none"> ■ un médecin; ■ un infirmier praticien; ■ un orthophoniste. 	Difficulté à parler de façon à se faire comprendre par une personne de sa connaissance dans un endroit calme.	<ul style="list-style-type: none"> ■ Vous avez recours à d'autres moyens de communication, tels que le langage gestuel ou un tableau de symboles. ■ Dans un endroit calme, un ami ou un membre de la famille doit vous demander de répéter des mots ou des phrases plusieurs fois afin de vous comprendre.
Entendre peut être attesté par : <ul style="list-style-type: none"> ■ un médecin; ■ un infirmier praticien; ■ un audiologiste. 	Difficulté à entendre de façon à comprendre une personne de sa connaissance dans un endroit calme.	<ul style="list-style-type: none"> ■ Vous avez recours à la lecture labiale ou au langage gestuel pour comprendre une conversation orale. ■ Dans un endroit calme, un ami ou un membre de la famille doit élever la voix et répéter des mots et des phrases plusieurs fois pour que vous puissiez comprendre, même avec un appareil auditif.
Marcher peut être attesté par : <ul style="list-style-type: none"> ■ un médecin; ■ un infirmier praticien; ■ un ergothérapeute; ■ un physiothérapeute. 	Difficulté à marcher.	<ul style="list-style-type: none"> ■ Vous avez recours à un fauteuil roulant hors de la maison, même pour de courtes distances. ■ Vous êtes incapable de marcher une courte distance, par exemple 100 mètres (environ un pâté de maisons).

Évacuer (fonctions intestinales ou vésicales) peut être attesté par : <ul style="list-style-type: none"> ■ un médecin; ■ un infirmier praticien. 	Difficulté à gérer vos fonctions intestinales ou vésicales.	<ul style="list-style-type: none"> ■ Vous avez besoin d'un cathéter pour évacuer. ■ Vous souffrez d'incontinence urinaire. Vous devez passer plus de temps à gérer votre évacuation puisque vous avez besoin de serviettes pour incontinence.
Se nourrir peut être attesté par : <ul style="list-style-type: none"> ■ un médecin; ■ un infirmier praticien; ■ un ergothérapeute. 	Difficulté à préparer la nourriture (n'inclut pas identifier, chercher, acheter ou se procurer de la nourriture) et à vous nourrir, y compris de mastiquer et d'avaler.	<ul style="list-style-type: none"> ■ Vous devez utiliser un tube de gavage. ■ Vous prenez plus de temps que la moyenne des gens pour préparer et manger vos repas en raison de la douleur et du manque de force et de dextérité dans vos membres supérieurs.
S'habiller peut être attesté par : <ul style="list-style-type: none"> ■ un médecin; ■ un infirmier praticien; ■ un ergothérapeute. 	Difficulté à vous habiller (n'inclut pas identifier, chercher, acheter ou se procurer des vêtements).	<ul style="list-style-type: none"> ■ Vous avez besoin de l'aide d'une autre personne pour vous habiller. ■ Vous prenez 3 fois plus de temps que la moyenne des gens pour vous habiller en raison de la douleur et d'une réduction de dextérité et de flexibilité.

<p>Les fonctions mentales nécessaires aux activités de la vie courante peuvent être attestées par :</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ un médecin; ■ un infirmier praticien; ■ un psychologue. 	<p>Difficulté à effectuer les fonctions mentales nécessaires à la vie courante qui sont considérées comme comprenant les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ l'apprentissage fonctionnel à l'autonomie; ■ l'attention; ■ la concentration; ■ l'atteinte d'objectifs; ■ le jugement; ■ la mémoire; ■ la perception de la réalité; ■ la résolution de problèmes; ■ le contrôle du comportement et des émotions; ■ la compréhension verbale et non verbale. 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Vous êtes autonome dans plusieurs aspects de votre vie. Toutefois, même en prenant des médicaments et en suivant une thérapie, vous devez recevoir quotidiennement du soutien et de la supervision, car vous ne pouvez pas interpréter votre environnement correctement. ■ Vous ne pouvez pas faire une transaction quotidienne simple, comme acheter de la nourriture à l'épicerie, sans l'aide d'une autre personne. ■ Vous éprouvez des épisodes psychotiques à de nombreuses reprises dans l'année. Étant donné l'imprévisibilité de vos épisodes psychotiques et les autres symptômes de votre déficience (par exemple, un manque d'initiative ou de motivation, un comportement et un langage désorganisés), vous continuez d'avoir besoin de surveillance quotidienne. ■ Vous êtes incapable d'exprimer vos besoins ou d'anticiper les conséquences de votre comportement lors de vos interactions avec les autres. ■ Vous êtes incapable de vous conformer aux traitements prescrits. ■ Vous êtes incapable de vous souvenir des renseignements personnels de base, comme votre date de naissance ou votre adresse.
--	---	--

<p>L'effet cumulatif des limitations considérables peut être attesté par :</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ un médecin; ■ un infirmier praticien; ■ un ergothérapeute (peut seulement attester marcher, se nourrir et s'habiller). 	<p>Limitations dans au moins 2 catégories (n'inclut pas les soins thérapeutiques essentiels).</p>	<ul style="list-style-type: none"> ■ Vous pouvez marcher 100 mètres, mais vous devez prendre du temps pour récupérer. Vous pouvez effectuer les fonctions mentales nécessaires aux activités de la vie courante, mais ne pouvez-vous concentrer sur un sujet que durant une courte période. L'effet cumulatif de ces 2 limitations considérables correspond à être incapable ou à prendre un temps excessif dans une catégorie de déficience. ■ Vous prenez toujours énormément de temps pour marcher, vous habiller et vous nourrir. Le temps supplémentaire que vous prenez pour effectuer ces activités, lorsque cumulé, correspond à être incapable ou à prendre un temps excessif dans une catégorie de déficience.
<p>Les soins thérapeutiques essentiels peuvent être attestés par :</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ un médecin; ■ un infirmier praticien. 	<p>Une déficience qui nécessite des soins thérapeutiques essentiels dont le patient a besoin :</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ pour maintenir une fonction vitale; ■ au moins 2 fois par semaine; ■ pendant une moyenne d'au moins 14 heures par semaine que le patient, ou une autre personne, ne peut consacrer à ses activités quotidiennes normales pour administrer les soins thérapeutiques. 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Physiothérapie respiratoire pour améliorer la respiration. ■ Dialyse des reins pour filtrer le sang. ■ Insulinothérapie pour le traitement du diabète de type 1*.

*Les personnes atteintes de diabète de type 1 sont réputées satisfaire aux critères d'admissibilité des soins thérapeutiques essentiels.

Comment on détermine l'admissibilité

Votre professionnel de la santé fournit vos renseignements médicaux à l'ARC, mais ne détermine pas votre admissibilité.

L'admissibilité au CIPH n'est pas fondée uniquement sur la condition médicale, mais plutôt sur les effets de la déficience.

Le fait de recevoir d'autres prestations fédérales ou provinciales n'a aucune incidence sur l'admissibilité. Vous **n'êtes pas** nécessairement admissible au CIPH même si vous recevez une prestation d'invalidité du

Régime de pensions du Canada ou du Régime des rentes du Québec, des indemnités pour accident de travail ou d'autres genres de prestations d'assurance ou d'invalidité. Ces régimes servent à d'autres fins et ont d'autres critères, comme l'incapacité à travailler.

Vous pouvez remplir le questionnaire d'auto-évaluation à la page 19 pour savoir si vous pourriez être admissible. Ce questionnaire ne remplace pas le formulaire T2201, *Certificat pour le crédit d'impôt pour personnes handicapées*.

Remplir le formulaire T2201

Pour demander le CIPH, vous devez soumettre un formulaire T2201, *Certificat pour le crédit d'impôt pour personnes handicapées*, dûment rempli. Ce formulaire comprend 2 parties. La partie A est remplie par le particulier qui demande le CIPH et la partie B est remplie par son professionnel de la santé, qui atteste que le particulier a une déficience grave et prolongée des fonctions physiques ou mentales.

La partie A du formulaire T2201 peut être remplie au moyen du formulaire numérique (disponible dans Mon dossier à canada.ca/mon-dossier-arc), par téléphone ou sur papier. Choisissez une seule méthode pour présenter une demande.

Remarque

Si vous êtes déjà admissible au CIPH, vous devez seulement envoyer un nouveau formulaire T2201 si votre période d'admissibilité est échue ou si l'ARC vous le demande. Vous pouvez vérifier l'état de votre admissibilité dans Mon dossier à canada.ca/mon-dossier-arc.

Pour vous aider à faire votre demande, lisez les directives ci-dessous. Pour en savoir plus sur la demande par formulaire électronique, allez à canada.ca/credit-impot-personnes-handicapees et sélectionnez « Comment faire une demande ».

Remplir la partie A du formulaire T2201

Remplissez et signez les sections de la partie A qui s'appliquent à vous.

1) Parlez-nous de la personne handicapée

Inscrivez les renseignements à propos de la personne handicapée.

1) Parlez-nous de la personne handicapée	
Prénom :	<input type="text"/>
Nom de famille :	<input type="text"/>
Numéro d'assurance sociale :	<input type="text"/>
Adresse postale :	<input type="text"/>
Ville :	<input type="text"/>
Province ou territoire :	<input type="text"/>
Code postal :	<input type="text"/>
Date de naissance :	<input type="text"/>
	Année Mois Jour

2) Parlez-nous de la personne qui a l'intention de demander le montant pour personnes handicapées

Cette section doit seulement être remplie si une autre personne que la personne handicapée a l'intention de demander le montant pour personnes handicapées dans sa déclaration. Si vous êtes un membre de la famille qui subvient aux besoins de la personne handicapée et que vous voulez transférer le montant de votre époux ou conjoint de fait, ou d'une personne à votre charge, remplissez la section correspondante.

2) Parlez-nous de la personne qui a l'intention de demander le montant pour personnes handicapées (si autre que ci-dessus)

Cette personne doit être un membre de la famille qui soutient la personne handicapée (l'époux ou le conjoint de fait de la personne handicapée, ou un parent, un grand-parent, un enfant, un petit-enfant, un frère, une sœur, un oncle, une tante, un neveu ou une nièce de cette personne ou de son époux ou conjoint de fait).

Prénom: _____

Nom de famille: _____

Lien de parenté : _____

Numéro d'assurance sociale: _____

La personne handicapée vit-elle avec vous? ☐ Oui ☐ Non

Indiquez à quels besoins fondamentaux de la personne handicapée vous subvenez régulièrement et de façon constante, et pour quelles années vous l'avez fait :

☐ Nourriture _____ Année(s) ☐ Logement _____ Année(s) ☐ Habillement _____ Année(s)

Fournissez des détails sur le soutien que vous apportez à la personne handicapée (régularité du soutien, preuve de dépendance, si la personne vit avec vous, etc.) :

Si vous et une autre personne avez la même personne à charge, vous pouvez diviser la demande pour cette personne à charge. Toutefois, le montant total de votre demande et de celle de l'autre personne ne peut pas être supérieur au montant maximal permis pour cette personne à charge. Si vous souhaitez fournir plus de renseignements que l'espace prévu ne le permet, ou un autre membre de la famille souhaite ajouter des renseignements sur le soutien qu'il fournit, utilisez une feuille séparée, signez-la et joignez-la au formulaire. Assurez-vous de fournir tous les renseignements d'identification, y compris les numéros d'assurance sociale et les signatures de tous les membres de la famille qui subviennent aux besoins de la personne handicapée.

En tant que membre de la famille qui a l'intention de demander le montant pour personnes handicapées, je confirme que les renseignements ci-dessus sont exacts. Cette autorisation n'entraînera pas de rajustements automatique à mes déclarations précédentes.

Signature : _____

En tant que membre de la famille qui subvient aux besoins de la personne handicapée, vous pourriez être en mesure de transférer le montant pour personnes handicapées dont la personne handicapée n'a peut-être pas besoin afin de réduire son impôt. Pour transférer une partie ou la totalité du montant pour personnes handicapées, vous devez fournir à la personne handicapée une partie ou la totalité des besoins fondamentaux (comme de la nourriture, un logement et de l'habillement) à la personne handicapée de façon régulière et constante, **et** la personne doit avoir réellement besoin de vos contributions. À cette fin, vous devez être en mesure de démontrer que les revenus (ou le soutien aux revenus) reçus par la personne handicapée sont insuffisants pour répondre entièrement à ses besoins fondamentaux. Pour en savoir plus, lisez « Transfert à un particulier subvenant aux besoins d'une personne handicapée admissible » dans le folio de l'impôt sur le revenu S1-F1-C2, *Crédit d'impôt pour personnes handicapées*.

Si un membre de la famille qui subvient aux besoins de la personne handicapée autre que celui dont le nom figure à la partie A demande également une partie du montant pour personnes handicapées, il peut joindre et signer une feuille de papier distincte avec son nom, son NAS et des renseignements sur le soutien qu'il fournit à la personne handicapée. Il peut aussi attendre que l'ARC accuse réception du formulaire T2201, puis soumettre une lettre à l'ARC pour demander le transfert d'une partie du montant pour personnes handicapées. La lettre doit comprendre son nom, son NAS et des renseignements sur le soutien qu'il fournit à la personne handicapée, ainsi que l'identificateur unique figurant sur l'accusé de réception de l'ARC.

3) Redressement des déclarations précédentes

Cette section s'adresse seulement à la personne handicapée identifiée à la section 1 ou, si elle a moins de 18 ans, à son parent ou tuteur légal.

3) Redressement des déclarations précédentes

Êtes-vous la personne handicapée ou son représentant légal (ou si elle a moins de 18 ans, son tuteur légal)?

☐ Oui ☐ Non

Remarque : Si non, ou si plus d'une personne demande le montant pour personnes handicapées, vous devrez envoyer un formulaire T1-ADJ pour chaque année à redresser ou une lettre contenant les détails de vos demandes.

Si l'admissibilité au crédit d'impôt pour personnes handicapées est approuvée, voulez-vous que l'ARC applique le crédit à vos déclarations précédentes?

☐ Oui, redressez mes déclarations précédentes pour toutes les années visées.

☐ Non, ne redressez pas mes déclarations précédentes pour l'instant.

Cette section vous permet de préciser si vous souhaitez que l'ARC redresse vos déclarations de revenus pour inclure le montant pour personnes handicapées si l'admissibilité est approuvée. Une fois que la demande est approuvée, l'ARC redressera automatiquement vos déclarations pour toutes les années visées. L'ARC inclura les montants fédéral et provincial pour toutes les années visées (sauf pour les résidents du Québec qui doivent produire une déclaration provinciale distincte).

Vous pouvez envoyer le formulaire T1-ADJ, *Demande de redressement d'une T1*, si vous voulez modifier une déclaration pour l'une des raisons suivantes :

- Vous demandez le montant pour personnes handicapées pour une personne à votre charge de 18 ans et plus.
- Vous demandez le montant pour personnes handicapées pour votre époux ou conjoint de fait.
- Le montant pour personnes handicapées doit être divisé entre 2 personnes ou plus qui subviennent aux besoins de la personne handicapée.
- Vous devez apporter d'autres changements que ceux mentionnés ci-dessus.

Vous pouvez aussi envoyer une lettre contenant les détails de votre demande. Les formulaires et les lettres peuvent être envoyés avec le formulaire T2201 au moment de la demande ou séparément à votre centre fiscal. Si une autre personne vous représente, vous devez l'autoriser en allant à **canada.ca/impots-autorisation-representant**.

4) Autorisation du particulier

La personne handicapée ou son représentant légal doit signer cette section.

4) Autorisation du particulier (obligatoire)		
En tant que personne handicapée ou son représentant légal :		
<ul style="list-style-type: none">• J'atteste que les renseignements ci-dessus sont exacts.• J'autorise mon (mes) professionnel(s) de la santé à fournir à l'ARC des renseignements dans mon dossier médical afin que l'ARC puisse établir mon admissibilité.• J'autorise l'ARC à redresser mes déclarations, le cas échéant, si j'ai demandé de le faire à la question 3.		
Signature : _____		
Si ce formulaire n'est pas signé par la personne handicapée ou son représentant légal (ou si la personne a moins de 18 ans, son tuteur légal), l'ARC ne le traitera pas.		
Numéro de téléphone : _____	Date : _____	_____
	Année	Mois Jour

Avant de signer, assurez-vous que tous les renseignements fournis dans la partie A du formulaire T2201 sont exacts et complets.

Cette signature autorise l'ARC à communiquer avec votre professionnel de la santé si des renseignements supplémentaires sont nécessaires pour déterminer votre admissibilité. Elle autorise également l'ARC à redresser vos déclarations de revenus, le cas échéant, si vous avez choisi cette option à la section 3.

La partie B du formulaire T2201 doit être remplie par votre professionnel de la santé et envoyée électroniquement au moyen du formulaire numérique du CIPH ou jointe à votre partie A remplie.

Soumettre votre formulaire T2201 rempli

Envoyez votre formulaire T2201 à votre centre fiscal. Le formulaire doit être envoyé au complet (parties A et B). Vous pouvez soumettre votre formulaire T2201 de 2 façons :

- en utilisant l'outil « Soumettre des documents » dans Mon dossier;
- en utilisant le formulaire numérique; remplissez la partie A en ligne ou par téléphone, puis donnez le numéro de référence à votre professionnel de la santé pour qu'il remplisse la partie B du formulaire;
- par la poste au centre fiscal le plus près de chez vous (consultez le tableau suivant).

Centre fiscal de Winnipeg Case postale 14000, succursale Main Winnipeg MB R3C 3M2

Centre fiscal de Sudbury Case postale 20000, succursale A Sudbury ON P3A 5C1
--

Centre fiscal de Jonquière 2251, boulevard René-Lévesque Jonquière QC G7S 5J2

Vous pouvez envoyer le formulaire à n'importe quel moment de l'année. Conservez une copie dans vos dossiers.

Ce qui arrive une fois que le formulaire T2201 est envoyé

Toutes les demandes sont révisées avant que l'ARC approuve ou refuse le crédit. La décision est basée sur les renseignements donnés par le professionnel de la santé. Si plus de renseignements sont requis, l'ARC pourrait communiquer avec vous ou avec le professionnel de la santé.

Si l'ARC vous demande d'envoyer des documents à l'appui ou des reçus, vous pouvez le faire en utilisant Mon dossier à canada.ca/mon-dossier-arc. Vous recevrez une lettre contenant un numéro de référence et des instructions sur la façon de procéder.

Une fois la décision prise, l'ARC vous enverra un avis de détermination par la poste.

Vous êtes responsable des frais exigés par le médecin pour remplir le formulaire. Vous pourriez avoir le droit de demander le remboursement de ces frais à titre de frais médicaux à la ligne 33099 ou à la ligne 33199 de votre déclaration de revenus (Étape 5 – Impôt fédéral). Pour en savoir plus sur les frais médicaux que vous pouvez demander, allez à canada.ca/impots-frais-medicaux ou lisez le guide RC4065, *Frais médicaux*.

La demande est approuvée

L'avis de détermination indiquera l'année ou les années pour lesquelles vous êtes admissible au CIPH. L'avis de détermination pourrait aussi inclure des renseignements sur d'autres programmes qui dépendent de l'admissibilité au CIPH. Vous n'aurez pas à envoyer un nouveau formulaire T2201 chaque année, à moins que l'ARC vous le demande ou que la période d'admissibilité soit terminée.

Vous pouvez accéder à vos renseignements sur le CIPH dans Mon dossier.

Vous devez aviser l'ARC si votre condition médicale s'améliore et que vous ne remplissez plus les critères d'admissibilité du CIPH.

La demande est refusée

L'avis de détermination expliquera pourquoi votre demande a été refusée. Comparez votre copie du formulaire T2201 aux raisons données. La décision de l'ARC est basée sur les renseignements donnés par le professionnel de la santé.

Si vous êtes en désaccord avec la décision, vous pouvez écrire à votre centre fiscal pour demander de réexaminer votre demande. Vous devez inclure tout renseignement médical pertinent que vous n'avez pas encore envoyé, tels que des rapports médicaux ou une lettre d'un professionnel de la santé qui est familier avec votre situation. Les renseignements doivent démontrer comment la déficience affecte les activités courantes de la vie quotidienne.

Vous pouvez aussi présenter une opposition officielle concernant la décision de l'ARC. Vous devez la présenter dans les 90 jours après que l'avis de détermination vous a été envoyé. Pour en savoir plus, allez à canada.ca/arc-presentar-opposition ou lisez la brochure P148, *Régler votre différend : Vos droits d'opposition et d'appel selon la Loi de l'impôt sur le revenu*.

Comment demander le montant pour personnes handicapées

Montant pour personnes handicapées pour vous-même (ligne 31600)

Si vous êtes admissible au CIPH, vous pouvez demander le montant pour personnes handicapées dans votre déclaration de revenus.

Si vous aviez **18 ans ou plus** à la fin de 2024, inscrivez 9 872 \$ à la ligne 31600 de votre déclaration de revenus (Étape 5 – Impôt fédéral) pour demander le montant fédéral pour personnes handicapées.

Si vous ou quelqu'un d'autre avez payé les frais de préposé aux soins ou de soins dans un établissement, des règles particulières peuvent s'appliquer. Pour en savoir plus, allez à canada.ca/impots-frais-medicaux ou lisez le guide RC4065, *Frais médicaux*.

Supplément pour personnes handicapées de moins de 18 ans – Si vous avez droit au montant pour personnes handicapées et que vous aviez moins de 18 ans à la fin de l’année, vous pouvez demander un montant supplémentaire pouvant atteindre 5 758 \$. Ce supplément peut toutefois être réduit si, en 2024, l’une des situations suivantes s’applique :

- Quelqu’un a demandé pour vous le montant pour des frais de garde d’enfants à la ligne 21400 ou des frais de préposé aux soins à la ligne 33099 ou 33199 de sa déclaration de revenus.
- Vous avez demandé les frais de préposé aux soins à la ligne 21500 ou à la ligne 33099 de votre déclaration de revenus.

Pour calculer ce supplément, utilisez la *Feuille de travail fédérale*.

Montant pour personnes handicapées transféré d’une personne à charge (ligne 31800)

Vous pourriez avoir le droit de demander une partie ou la totalité du montant pour personnes handicapées d’une personne à votre charge (autre que votre époux ou conjoint de fait) si **tous** les critères suivants sont remplis :

- La personne à votre charge est admissible au CIPH.
- La personne à votre charge habitait au Canada à n’importe quel moment en 2024.
- Vous subveniez à tous ses besoins fondamentaux ou à certains de ceux-ci (comme la nourriture, le logement et l’habillement).

De plus, l’une des situations suivantes doit s’appliquer :

- Vous demandez un montant à la ligne 30400 de votre déclaration de revenus (Étape 5 – Impôt fédéral) pour cette personne à charge ou vous pourriez le demander si elle n’avait

pas de revenu et si vous n’aviez pas d’époux ou de conjoint de fait.

- Cette personne à charge est l’un de vos enfants, petits-enfants, parents, grands-parents, frères, sœurs, oncles, tantes, neveux ou nièces (y compris ceux de votre époux ou conjoint de fait) et vous demandez un montant à la ligne 30450 de votre déclaration de revenus pour cette personne, ou vous pourriez le demander si elle n’avait aucun revenu et si elle avait 18 ans ou plus en 2024.

Vous **ne pouvez pas** demander la partie inutilisée du montant pour personnes handicapées si l’époux ou conjoint de fait de la personne handicapée a déjà demandé les montants suivants :

- le montant pour personnes handicapées à la ligne 32600 de sa déclaration de revenus;
- tout autre crédit d’impôt non remboursable (sauf les frais médicaux) pour la personne handicapée.

De plus, vous ne pouvez pas demander la partie inutilisée du montant pour personnes handicapées si quelqu’un d’autre demande le montant pour personne à charge admissible pour la personne handicapée à la ligne 30400 de sa déclaration de revenus. Lorsque c’est le cas, seule la personne qui demande un montant à la ligne 30400 peut demander la partie inutilisée du montant pour personnes handicapées transférée de la personne handicapée.

Si vous ou quelqu’un d’autre avez payé les frais de préposé aux soins ou de soins dans un établissement, des règles particulières peuvent s’appliquer. Pour en savoir plus, allez à canada.ca/impots-frais-medicaux ou lisez le guide RC4065, *Frais médicaux*.

Si vous payez une pension alimentaire pour enfants – Vous ne pouvez pas demander le montant pour personnes handicapées transféré d’un enfant pour lequel vous avez dû payer

une pension alimentaire **sauf** dans l'une des situations suivantes :

- Vous avez été séparé de votre époux ou conjoint de fait pendant seulement une partie de 2024 en raison d'une rupture de votre union **et** vous n'avez pas déclaré de pension alimentaire versée à votre époux ou conjoint de fait à la ligne 22000 de votre déclaration. Dans ce cas, vous pouvez demander le montant pour personnes handicapées transféré de votre enfant à la ligne 31800 de votre déclaration, en plus des montants admissibles pour cet enfant à la ligne 30400 et à la ligne 30425 de votre déclaration, s'il y a lieu.

Remarque :

Dans cette situation, vous pouvez choisir, si c'est préférable pour vous, de ne pas demander de montant pour votre enfant (par exemple, aux lignes 31800, 30400, et 30425) et ne déclarer que les montants de pension alimentaire que vous avez versés à votre époux ou conjoint de fait à la ligne 22000 de votre déclaration.

- Vous et une autre personne avez dû verser une pension alimentaire pour l'enfant pour 2024. Dans ce cas, vous pouvez demander le montant pour personnes handicapées transféré de votre enfant **seulement si** vous et l'autre personne qui verse la pension alimentaire convenez que c'est vous qui ferez la demande (pour en savoir plus, consultez le folio de l'impôt sur le revenu S1-F3-C3, *Pensions alimentaires*).

Demande faite par plus d'une personne –

Vous et quelqu'un d'autre pouvez partager ce montant si vous avez subvenu aux besoins de la même personne à charge. Le total des montants demandés ne peut pas dépasser le montant maximal pour la personne à charge. Toutefois, vous ne pouvez pas partager ce montant avec une autre personne si cette dernière a demandé un montant à la ligne 30400 pour cette même personne à charge.

Vous pourriez aussi avoir le droit de transférer un montant d'un **supplément** si la personne à votre charge remplit **tous** les critères suivants :

- Elle avait **moins de 18 ans** à la fin de l'année.
- Elle était admissible au CIPH.

Pour calculer ce montant, utilisez la *Feuille de travail fédérale*.

Montants transférés de votre époux ou conjoint de fait (ligne 32600)

Vous pourriez demander une partie ou la totalité du montant pour personnes handicapées auquel votre époux ou conjoint de fait a droit. Pour calculer ce montant, utilisez l'annexe 2, *Montants fédéraux transférés de votre époux ou conjoint de fait*.

Si vous ou quelqu'un d'autre avez payé les frais de préposé aux soins ou de soins dans un établissement, des règles particulières peuvent s'appliquer. Pour en savoir plus, allez à canada.ca/ligne-32600 ou lisez le guide RC4065, *Frais médicaux*.

Questionnaire d'auto-évaluation

Les 11 questions suivantes vous aideront à déterminer si vous pourriez être admissible au CIPH. Toutefois, même si vos réponses indiquent que vous n'êtes pas admissible, vous pouvez tout de même envoyer une demande.

#	Question	Action
1.	Avez-vous une déficience des fonctions physiques ou mentales qui a duré ou qu'on peut s'attendre à ce qu'elle dure au moins 12 mois consécutifs?	Si oui, passez à la question 2. Si non, vous n'êtes pas admissible au CIPH. ¹
2.	Recevez-vous des soins thérapeutiques qui maintiennent une fonction vitale? ²	Si oui, passez à la question 3. Si non, passez à la question 5.
3.	Recevez-vous de l'insulinothérapie pour le traitement du diabète de type 1?	Si oui, vous êtes admissible au CIPH. Si non, passez à la question 4.
4.	Recevez-vous des soins thérapeutiques essentiels au moins 2 fois par semaine et en moyenne 14 heures par semaine?	Si oui, vous pourriez être admissible au CIPH. Si non, passez à la question 5.
5.	Êtes-vous aveugle? ³	Si oui, vous pourriez être admissible au CIPH. Si non, passez à la question 6.
6.	Avez-vous une perte auditive grave ou profonde dans les 2 oreilles même en utilisant des appareils? ⁴	Si oui, vous pourriez être admissible au CIPH. Si non, passez à la question 7.
7	Est-ce qu'au moins l'un des énoncés suivants s'applique à vous? <ul style="list-style-type: none"> ■ Je suis confiné à un lit ou à un fauteuil roulant en permanence. ■ J'ai subi l'amputation d'un membre. ■ Je me nourris principalement par gavage. ■ Je souffre d'une insuffisance rénale chronique. ■ J'ai besoin d'un cathéter pour gérer mes fonctions vésicales. ■ Le langage gestuel est mon principal moyen de communication. 	Si oui, vous pourriez être admissible au CIPH. Si non, passez à la question 8.

8.	<p>Avez-vous une déficience dans au moins l'une des catégories suivantes?</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ voir ■ parler ■ entendre ■ marcher ■ évacuer (fonctions intestinales ou vésicales) ■ se nourrir (inclut la préparation de la nourriture) ■ s'habiller ■ fonctions mentales nécessaires aux activités de la vie courante 	<p>Si oui, vous pourriez être admissible au CIPH.</p> <p>Si non, passez à la question 9.</p>
9.	<p>Votre déficience dans au moins l'une de ces catégories vous empêche-t-elle d'accomplir l'activité, ou prend-elle au moins 3 fois plus de temps que celle d'une personne du même âge sans déficience, toujours ou presque toujours, même avec les soins thérapeutiques, les médicaments et les appareils appropriés?</p>	<p>Si oui, vous pourriez être admissible au CIPH.</p> <p>Si non, passez à la question 10.</p>
10.	<p>Avez-vous des déficiences dans au moins 2 des catégories énoncées à la question 8 qui causent des limitations considérables et qui existent ensemble toujours ou presque toujours?</p>	<p>Si oui, passez à la question 11.</p> <p>Si non, vous n'êtes pas admissible au CIPH.</p>
11.	<p>L'effet combiné de vos limitations considérables est-il comparable à être incapable, ou de prendre un temps excessif, dans une catégorie toujours ou presque toujours, même avec les soins thérapeutiques, les médicaments et les appareils appropriés?⁵</p>	<p>Si oui, vous pourriez être admissible au CIPH.</p> <p>Si non, vous n'êtes pas admissible au CIPH.</p>

1. La déficience doit être prolongée, c'est-à-dire qu'elle doit avoir duré ou qu'on s'attend à ce qu'elle dure au moins 12 mois consécutifs.
2. Les personnes atteintes de diabète de type 1 sont réputées satisfaire aux critères d'admissibilité des soins thérapeutiques essentiels. Les soins thérapeutiques essentiels qui maintiennent une fonction vitale sont, par exemple, la dialyse des reins, l'insulinothérapie, l'oxygénothérapie et la physiothérapie respiratoire.
3. Vous êtes considéré aveugle si votre acuité visuelle est de 20/200 (6/60) ou moins sur la carte Snellen (ou l'équivalent) ou le plus grand diamètre de votre champ de vision est de 20 degrés ou moins dans les 2 yeux après correction.
4. Une perte auditive grave se situe entre 71-90dB et une perte auditive profonde est de 91dB+.
5. Un exemple d'effet combiné de limitations multiples est lorsqu'une personne prend longtemps pour marcher et s'habiller. Le temps supplémentaire qu'elle prend pour effectuer ces activités, lorsque cumulé, correspond à prendre un temps excessif dans une seule catégorie de déficience.

Montant pour une personne à charge admissible (ligne 30400)

Vous pouvez demander pour 2024 un montant maximal de 15 705 \$ à la ligne 30400 de votre déclaration de revenus (Étape 5 – Impôt fédéral) si votre revenu net pour l'année était de 173 205 \$ ou moins. Si votre revenu net était de 246 752 \$ ou plus, le montant maximal pour 2024 est de 14 156 \$. Autrement, si votre

revenu net se situait entre 173 205 \$ et 246 752 \$, le montant est progressivement réduit de 15 705 \$ à un minimum de 14 156 \$. Ce montant sera réduit du revenu net de votre personne à charge, s'il y a lieu.

Si la personne à votre charge a une déficience des fonctions physiques ou mentales, vous pourriez aussi demander le montant canadien pour aidants naturels (à la page suivante).

Critères d'admissibilité

Vous pourriez demander ce montant si, à un **moment de l'année**, vous remplissiez **tous** les critères suivants en même temps :

- Vous n'aviez pas d'époux ou de conjoint de fait ou, si vous en aviez un, vous ne viviez pas avec lui, ne subveniez pas à ses besoins et n'étiez pas à sa charge.
- Vous subveniez aux besoins d'une personne à charge en 2024.
- Vous viviez avec cette personne à charge (dans la plupart des cas au Canada) dans un logement que vous avez tenu. Vous ne pouvez pas demander ce montant pour une personne qui vous rendait visite seulement.

De plus, au moment où vous remplissiez tous ces critères, la personne à votre charge devait être l'une des personnes suivantes :

- l'un de vos parents ou grands-parents par les liens du sang, du mariage, de l'union de fait ou de l'adoption;
- votre enfant, l'un de vos petits-enfants, un frère ou une sœur par les liens du sang, du mariage, de l'union de fait ou de l'adoption **et** avait moins de 18 ans;
- votre enfant, l'un de vos petits-enfants, un frère ou une sœur par les liens du sang, du mariage, de l'union de fait ou de l'adoption et avait 18 ans ou plus **avec** une déficience des fonctions physiques ou mentales.

Une seule demande à la ligne 30400 peut être faite par ménage, même si plus d'une personne à charge y habite.

Si vous ou quelqu'un d'autre demandez ce montant pour une personne à charge, cela peut avoir une incidence sur d'autres montants auxquels vous pourriez avoir droit.

Pour en savoir plus, allez à **canada.ca/ligne-30400**.

Montant canadien pour aidants naturels

Le crédit canadien pour aidants naturels aide les aidants naturels à subvenir aux besoins de leur époux ou conjoint de fait ou de leur personne à charge ayant une déficience des fonctions physiques ou mentales. Vous pouvez demander le montant canadien pour aidants naturels à différentes lignes de votre déclaration de revenus selon la personne pour qui vous le demandez.

Si vous ou quelqu'un d'autre demandez ce montant pour un époux ou conjoint de fait ou une personne à charge, cela peut avoir une incidence sur d'autres montants auxquels vous pourriez avoir droit.

Demander un montant pour votre époux ou conjoint de fait

Vous pourriez demander le montant canadien pour aidants naturels pour votre époux ou conjoint de fait qui est à votre charge en raison d'une déficience des fonctions physiques ou mentales. Si vous pouvez demander un montant pour votre époux ou conjoint de fait à la ligne 30300 de votre déclaration de revenus (Étape 5 – Impôt fédéral), vous pourriez inclure le montant canadien pour aidants naturels de 2 616 \$ dans le calcul du montant à la ligne 30300. De plus, vous pourriez demander un montant additionnel à la ligne 30425 de votre déclaration de revenus.

Pour en savoir plus, allez à **canada.ca/ligne-30300** et à **canada.ca/ligne-30425**.

Demander un montant pour une personne à charge de 18 ans ou plus

Si vous pouvez demander un montant pour la personne à votre charge à la ligne 30400

Si vous pouvez demander un montant à la ligne 30400 (lisez la page précédente) de votre déclaration de revenus (Étape 5 – Impôt fédéral) pour la personne à votre charge âgée de 18 ans ou plus et ayant une déficience des fonctions physiques ou mentales, vous pourriez inclure le montant canadien pour aidants naturels de 2 616 \$ dans le calcul du

montant à la ligne 30400. Vous pourriez aussi demander un montant additionnel à la ligne 30425 de votre déclaration de revenus.

Pour en savoir plus, allez à canada.ca/ligne-30400 et à canada.ca/ligne-30425.

Si vous ne pouvez pas demander un montant pour la personne à votre charge à la ligne 30400

Vous pourriez demander jusqu'à 8 375 \$ pour le montant canadien pour aidants naturels à la ligne 30450 de votre déclaration de revenus (Étape 5 – Impôt fédéral) pour chacun de vos enfants ou petits-enfants à charge (y compris ceux de votre époux ou conjoint de fait), seulement si cette personne remplit **tous** les critères suivants :

- Elle a une déficience des fonctions physiques ou mentales.
- Elle est à votre charge en raison de cette déficience.
- Elle est née en 2006 ou avant.

De plus, vous pourriez demander un montant pour chacune des personnes à votre charge qui remplit **tous** les critères suivants :

- Elle est l'un de vos parents, grands-parents, frères, sœurs, oncles, tantes, neveux ou nièces (y compris ceux de votre époux ou conjoint de fait).
- Elle est née en 2006 ou avant.
- Elle a une déficience des fonctions physiques ou mentales.
- Elle est à votre charge ou à votre charge et à celle d'autres personnes.
- Elle a habité au Canada à un moment de l'année (vous ne pouvez pas demander ce montant pour une personne qui vous rendait seulement visite).

Pour en savoir plus, allez à canada.ca/ligne-30450 ou lisez la ligne 30450 dans l'annexe 5, *Montants pour époux ou conjoint de fait et les personnes à charge*, de votre trousse d'impôt.

Demander un montant pour une personne à charge de moins de 18 ans

Demander un montant pour votre enfant

Un enfant est une personne qui remplit l'un des critères suivants :

- Elle est votre enfant biologique ou adopté (ou celui de votre époux ou conjoint de fait).
- Elle est l'époux ou le conjoint de fait de votre enfant.
- Elle est entièrement à votre charge et sous votre garde et surveillance.

Vous pouvez demander un montant de 2 616 \$ à la ligne 30500 de votre déclaration de revenus (Étape 5 – Impôt fédéral) pour chaque enfant qui remplit **tous** les critères suivants :

- Il est votre enfant (ou celui de votre époux ou conjoint de fait).
- Il est âgé de moins de 18 ans à la fin de l'année.
- Il a une déficience des fonctions physiques ou mentales.
- Il a besoin de beaucoup plus d'aide pour ses besoins et ses soins personnels que d'autres enfants du même âge.

Si l'enfant ne réside pas avec les 2 parents tout au long de l'année, seul le parent ou son époux ou conjoint de fait qui demande un montant à la ligne 30400 peut demander le montant à la ligne 30500 pour cet enfant. Si personne ne peut demander un montant à la ligne 30400, un montant peut être demandé à la ligne 30500 pour l'enfant si le parent ou son époux ou conjoint de fait ne pouvait pas demander un montant à la ligne 30400 pour l'une des raisons suivantes :

- Le parent a un époux ou conjoint de fait.
- Le parent a demandé un montant à la ligne 30400 pour une autre personne à charge admissible.

- Une autre personne du même ménage a demandé un montant à la ligne 30400 pour une autre personne à charge.
- Le revenu de l'enfant est trop élevé.

Vous ou votre époux ou conjoint de fait pouvez demander séparément ce montant pour tous les enfants admissibles, mais vous ne pouvez faire qu'une seule demande par enfant.

Vous pouvez demander le montant total pour l'année de naissance, de décès ou d'adoption de l'enfant.

Pour en savoir plus, allez à canada.ca/lignes-30500.

Demander un montant pour une personne à charge qui n'est pas votre enfant

Si vous pouvez demander un montant à la ligne 30400 pour votre personne à charge qui a moins de 18 ans et qui n'est pas votre enfant (ou celui de votre époux ou conjoint de fait), vous pourriez inclure le montant canadien pour aidants naturels de 2 616 \$ dans le calcul du montant à la ligne 30400. Pour que vous puissiez demander le montant canadien pour aidants naturels, votre personne à charge doit avoir une déficience des fonctions physiques ou mentales et avoir besoin de beaucoup plus d'aide pour ses besoins et ses soins personnels que d'autres enfants du même âge.

Pour en savoir plus, allez à canada.ca/ligne-30400.

Documents à l'appui

Si votre époux ou votre conjoint de fait ou la personne à votre charge a une déficience des fonctions physiques ou mentales, l'ARC pourrait vous demander de fournir une note signée par un professionnel de la santé. La note doit attester les renseignements suivants :

- la date à laquelle la déficience a commencé;
- sa durée prévue.

Pour un enfant de moins de 18 ans, la note doit également indiquer que l'enfant dépend des

autres en raison d'une déficience des fonctions physiques ou mentales, et qu'il le sera probablement pour une longue période continue. L'expression « dépend des autres » signifie que l'enfant aura besoin de beaucoup plus d'aide pour ses besoins et ses soins personnels que d'autres enfants du même âge.

L'ARC considère plusieurs professionnels comme des professionnels de la santé. Pour consulter une liste des professionnels qui peuvent fournir une note signée, allez à canada.ca/impots-frais-medicaux-professionnels.

Vous n'avez pas besoin d'une note signée par un professionnel de la santé si l'ARC a déjà approuvé le formulaire T2201, *Certificat pour le crédit d'impôt pour personnes handicapées*, pour la période concernée.

Exemple 1

Amal a une déficience. Son mari, Abdul, doit s'absenter du travail pour l'amener à des rendez-vous et s'occuper de ses besoins personnels. Le médecin d'Amal a attesté par écrit qu'elle est à la charge de son mari pour ses besoins personnels à cause de sa déficience. Selon le revenu d'Amal, Abdul peut demander le montant pour époux ou conjoint de fait, y compris le montant canadien pour aidants naturels, à la ligne 30300 de sa déclaration de revenus (Étape 5 – Impôt fédéral). Il pourrait aussi demander le montant additionnel à la ligne 30425.

Exemple 2

Mathieu, 10 ans, a une déficience et il est admissible au CIPH. Le père de Mathieu, Richard, lui apporte une aide importante pour ses besoins personnels. Puisque Mathieu est admissible au CIPH, Richard n'a pas besoin d'envoyer une note signée par un professionnel de la santé.

Richard, qui est séparé, remplit les critères pour demander un montant pour une personne à charge admissible à la ligne 30400 de sa déclaration de revenus (Étape 5 – Impôt fédéral) pour Mathieu. Il **ne peut pas** inclure le

montant canadien pour aidants naturels dans le calcul du montant à la ligne 30400. Toutefois, il **peut** demander le montant canadien pour aidants naturels à la ligne 30500.

Exemple 3

Alexandra a 75 ans et son fils, Serge, subvient à ses besoins personnels en raison d'une déficience. Serge est marié, donc il ne peut pas demander un montant pour Alexandra à la ligne 30400. Toutefois, il peut demander le montant canadien pour aidants naturels à la ligne 30450 de sa déclaration de revenus (Étape 5 – Impôt fédéral).

Exemple 4

Nora est la principale responsable des soins de la fille de son mari, Anja. Anja a une déficience. Elle a 16 ans et vit avec Nora et son mari. Nora ou son mari peut demander le montant canadien pour aidants naturels à la ligne 30500 de sa déclaration de revenus (Étape 5 – Impôt fédéral). Ils ne peuvent pas demander un montant additionnel pour Anja.

Puisqu'Anja n'est pas admissible au CIPH, l'ARC pourrait demander à Nora de fournir une note signée par un professionnel de la santé pour confirmer la déficience d'Anja.

Exemple 5

Stéphane, 17 ans, a une déficience et est admissible au CIPH. Il vit avec sa mère et son frère aîné, Éric. Éric, qui est célibataire, subvient aux besoins de Stéphane, puisque leur mère est sans emploi. Selon le revenu de Stéphane, Éric peut demander un montant pour une personne à charge admissible à la ligne 30400 de sa déclaration de revenus (Étape 5 – Impôt fédéral) pour Stéphane. Il peut également inclure le montant canadien pour aidants naturels dans le calcul du montant à la ligne 30400. Éric ne peut pas demander un montant à la ligne 30425 pour Stéphane car Stéphane a moins de 18 ans. Puisqu'Éric n'a pas la garde et la surveillance de Stéphane, il ne peut pas non plus demander le montant à la ligne 30500.

Exemple 6

Linh a 82 ans et vit avec sa fille, Kim. Linh n'a pas de déficience et n'a pas besoin d'aide pour les activités de la vie quotidienne. Kim ne peut pas demander le montant canadien pour aidants naturels pour Linh, car elle ne subvient pas aux besoins de Linh en raison d'une déficience.

Frais médicaux (lignes 33099 et 33199)

Si vous avez payé des frais médicaux, vous pourriez les demander dans votre déclaration de revenus.

Pour en savoir plus, allez à canada.ca/impots -**frais-médicaux** ou lisez le guide RC4065, *Frais médicaux*.

Montant pour l'achat d'une habitation (ligne 31270)

Le montant que vous pouvez demander à la ligne 31270 pour l'achat d'une habitation admissible après le 31 décembre 2021 est de 10 000 \$.

Critères d'admissibilité

Vous pouvez demander un montant à la ligne 31270 de votre déclaration de revenus (Étape 5 – Impôt fédéral) si vous remplissez les 2 critères suivants :

- Vous ou votre époux ou conjoint de fait avez acheté une **habitation admissible**.
- Vous **n'avez pas** habité, au cours de l'année de l'achat ou des 4 années précédentes, dans une autre habitation dont vous ou votre époux ou conjoint de fait étiez propriétaire (acheteur d'une première habitation).

Personnes handicapées – Vous **n'avez pas** à être l'acheteur d'une première habitation si vous remplissez l'**un** des critères suivants :

- Vous êtes admissible au CIPH.

- Vous avez acheté une habitation pour une personne qui vous est liée et qui est admissible au CIPH.

Toutefois, l'achat de l'habitation doit permettre à la personne handicapée de vivre dans une habitation plus accessible ou mieux adaptée à ses besoins.

Pour le montant pour l'achat d'une habitation, une personne handicapée est une personne pour qui l'ARC a approuvé un formulaire T2201, *Certificat pour le crédit pour personnes handicapées*, pour l'année où l'habitation a été achetée.

Pour en savoir plus, allez à canada.ca/ligne-31270.

Dépenses pour l'accessibilité domiciliaire (ligne 31285)

Vous pourriez demander ce crédit d'impôt non remboursable si vous êtes propriétaire d'un domicile au Canada et avez payé des rénovations admissibles pour améliorer la sécurité ou l'accès à votre domicile. Vous pouvez demander jusqu'à 20 000 \$ de dépenses admissibles par année à la ligne 31285 de votre déclaration de revenus (Étape 5 – Impôt fédéral).

Critères d'admissibilité

Vous pourriez être admissible à ce crédit si, à un moment de l'année, vous remplissiez l'un des critères suivants :

- Vous aviez 65 ans ou plus.
- Vous étiez admissible au CIPH.

Vous pourriez aussi demander ce crédit sur votre déclaration de revenus pour une personne à charge, si certains critères sont remplis.

Si vous avez une dépense admissible qui est également admissible à titre de frais médicaux, vous pouvez la déclarer à titre de frais médicaux et de frais pour l'accessibilité domiciliaire. Pour en savoir plus, allez à canada.ca/impôts-frais-medicaux.

Rénovations admissibles

Les rénovations doivent être effectuées à la résidence principale de la personne qui a 65 ans ou plus ou qui est admissible au CIPH. De plus, les rénovations doivent faire partie du domicile de façon permanente et remplir l'un des critères suivants :

- permettre à la personne d'avoir accès au domicile, de s'y déplacer ou d'y faire les tâches de la vie quotidienne;
- réduire le risque de blessure à l'intérieur du domicile ou en y accédant.

Pour calculer ce crédit, utilisez la *Feuille de travail fédérale*.

Pour en savoir plus, allez à canada.ca/ligne-31285.

Crédits d'impôt remboursables

Les crédits d'impôt remboursables réduisent le montant d'impôt à payer et peuvent donner droit à un remboursement.

Supplément remboursable pour frais médicaux (ligne 45200)

Vous pourriez demander un montant maximal de 1 464 \$ si vous travaillez, avez de faibles revenus et payez des frais médicaux élevés.

Pour en savoir plus, allez à canada.ca/ligne-45200 ou lisez le guide RC4065, *Frais médicaux*.

Allocation canadienne pour les travailleurs (ligne 45300)

Vous pourriez demander l'allocation canadienne pour les travailleurs (ACT). L'ACT est pour les particuliers ou les familles à faible revenu qui ont gagné un revenu d'emploi ou de travail indépendant. L'ACT comprend un montant de base et un supplément pour les personnes handicapées.

Vous pourriez demander le supplément pour les personnes handicapées de l'ACT si vous remplissez les 2 critères suivants :

- Vous êtes admissible au CIPH.
- Vous avez un revenu de travail dans l'année.

Pour en savoir plus, lisez l'annexe 6, *Allocation canadienne pour les travailleurs*.

Crédit d'impôt pour la rénovation d'habitations multigénérationnelles (ligne 45355)

Le crédit d'impôt pour la rénovation d'habitations multigénérationnelles est un crédit d'impôt remboursable qui permet à un particulier admissible de réclamer certains coûts de rénovation pour créer un logement secondaire dans un logement admissible afin qu'une personne admissible (une personne âgée ou un adulte admissible au crédit d'impôt pour personnes handicapées) puisse résider avec un proche admissible.

Pour en savoir plus, allez à canada.ca/prestations et sélectionnez « Prestations relatives au logement » ou allez à canada.ca/ligne-45355.

Autres mesures fiscales

Frais de garde d'enfants (ligne 21400)

Vous ou votre époux ou conjoint de fait avez peut-être payé des frais pour la garde d'un enfant qui, à un moment de l'année 2024, avait moins de 16 ans ou avait une déficience des fonctions physiques ou mentales.

Généralement, seulement l'époux ou conjoint de fait ayant le revenu net le moins élevé (y compris un revenu nul) peut déduire ces frais s'ils ont été payés pour que l'un de vous puisse occuper un emploi, exploiter une entreprise, fréquenter un établissement d'enseignement ou faire de la recherche en 2024.

Si la personne ayant le revenu net le moins élevé était incapable de prendre soin des enfants en

raison d'une déficience des fonctions physiques ou mentales, les frais de garde d'enfants peuvent être déduits par l'époux ou conjoint de fait ayant le revenu net le plus élevé.

Vous pouvez déduire à la ligne 21400 de votre déclaration de revenus une partie ou la totalité de ces frais. Pour en savoir plus, allez à canada.ca/ligne-21400. Pour demander votre déduction, utilisez le formulaire T778, *Déduction pour frais de garde d'enfants pour 2024*.

Déduction pour produits et services de soutien aux personnes handicapées (ligne 21500)

Critères d'admissibilité

Si vous avez une déficience des fonctions physiques ou mentales, vous pourriez déduire les dépenses que vous avez déboursées dans l'année qui vous a permis de :

- travailler;
- fréquenter un établissement d'enseignement;
- faire de la recherche pour laquelle vous avez reçu une subvention.

Seule la personne handicapée peut demander ce montant.

Si vous avez vécu à l'extérieur du Canada pendant une partie ou la totalité de l'année et que l'ARC vous considère comme un résident de fait ou un résident réputé du Canada, vous pouvez déduire les frais que vous avez payés à une personne non résidente pour des services rendus à l'extérieur du Canada.

Dépenses admissibles

Vous pouvez demander le montant que vous avez payé pour les dépenses suivantes :

Appareil de prise de notes en braille qui permet aux personnes aveugles de prendre des notes à l'aide d'un clavier (ces notes peuvent être relues à ces personnes, imprimées ou affichées en braille) – ordonnance requise.

Dispositifs ou logiciels qui permettent aux personnes aveugles ou qui ont des troubles

d'apprentissage graves de lire des caractères imprimés – ordonnance requise.

Imprimante en braille, système de parole synthétique, dispositif de grossissement des caractères sur écran et autres dispositifs qui permettent aux personnes aveugles d'utiliser un ordinateur – ordonnance requise.

Lecteurs optiques ou dispositifs semblables qui permettent aux personnes aveugles de lire des caractères imprimés – ordonnance requise.

Logiciels de reconnaissance de la voix utilisés par les personnes ayant une déficience des fonctions physiques. Un professionnel de la santé doit attester par écrit que le logiciel est nécessaire.

Manuels parlés pour les personnes ayant un trouble de la perception qui sont inscrites à une école secondaire au Canada ou à un établissement d'enseignement autorisé. Un professionnel de la santé doit attester par écrit que ces produits sont nécessaires.

Services de formation particulière en milieu de travail (sauf les services de placement ou d'orientation professionnelle) pour les personnes ayant une déficience grave et prolongée des fonctions physiques ou mentales, si le coût est payé à une personne dont l'entreprise fournit ces services. Un professionnel de la santé doit attester par écrit que ces services sont nécessaires.

Services d'intervention utilisés par les personnes qui sont aveugles et atteintes de surdité profonde, si le coût est payé à une personne dont l'entreprise fournit ces services.

Services de lecture utilisés par les personnes qui sont aveugles ou qui ont des troubles d'apprentissage graves, si le coût est payé à une personne dont l'entreprise fournit ces services. Un professionnel de la santé doit attester par écrit que ces services sont nécessaires.

Services de préposé aux soins fournis au Canada et utilisés par les personnes ayant une déficience des fonctions physiques ou mentales. Les montants payés pour les services de préposé

aux soins fournis par votre époux ou conjoint de fait, ou par quelqu'un âgé de moins de 18 ans, **ne donnent pas** droit à la déduction.

Vous pouvez demander les services de préposé aux soins à **temps plein** si vous remplissez l'un des critères suivants :

- Vous êtes admissible au CIPH.
- Un professionnel de la santé atteste par écrit que ces services sont nécessaires et que la déficience risque d'être permanente.

Vous pouvez seulement demander les services de préposé aux soins à **temps partiel** si vous êtes admissible au CIPH.

Services de prise de notes utilisés par les personnes ayant une déficience des fonctions physiques ou mentales, si le coût est payé à une personne dont l'entreprise fournit ces services. Un professionnel de la santé doit attester par écrit que ces services sont nécessaires.

Services de sous-titrage en temps réel et services d'interprétation gestuelle utilisés par les personnes ayant un trouble de la parole ou une déficience auditive, si le coût est payé à une personne dont l'entreprise fournit ces services.

Services de tutorat pour les personnes ayant des difficultés d'apprentissage ou une déficience des fonctions mentales et qui s'ajoutent à l'enseignement général, si le coût est payé à une personne non liée dont l'entreprise fournit ces services. Un professionnel de la santé doit attester par écrit que ces services sont nécessaires.

Synthétiseurs électroniques de la parole qui permettent aux personnes qui n'ont pas l'usage de la parole de communiquer au moyen d'un clavier portatif – ordonnance requise.

Tableaux de symboles Bliss ou dispositifs semblables qui aident les personnes ayant un trouble de la parole à communiquer en montrant des symboles ou en épelant des mots – ordonnance requise.

Téléimprimeurs ou dispositifs semblables qui permettent à une personne sourde ou qui n'a pas l'usage de la parole de faire et de recevoir des appels téléphoniques – ordonnance requise.

Tourne-pages qui permettent aux personnes ayant une déficience grave et prolongée qui entraîne une limitation marquée de leur capacité d'utiliser leurs bras ou leurs mains de tourner les pages d'un livre ou d'un autre document relié – ordonnance requise.

Qui est considéré un professionnel de la santé

Pour cette déduction, plusieurs professionnels sont considérés des professionnels de la santé. Pour consulter une liste des professionnels qui peuvent attester le besoin de ces appareils, produits ou services ou fournir une ordonnance, allez à canada.ca/impots-frais-medicaux-professionnels.

Montants que vous ne pouvez pas demander

Vous ne pouvez pas demander les montants que vous ou quelqu'un d'autre avez déjà demandés comme frais médicaux (ligne 33099 ou 33199) ou les montants qui ont été remboursés à quiconque ou qui peuvent être remboursés par un paiement **non imposable**, tel que l'assurance.

Cependant, la personne handicapée peut faire une demande à la ligne 21500 ou à la ligne 33099, ou répartir les frais médicaux entre ces 2 lignes. Toutefois, le montant total demandé ne peut pas dépasser le total des dépenses.

Calculer votre déduction

Utilisez le formulaire T929, *Déduction pour produits et services de soutien aux personnes handicapées*, pour calculer votre déduction. Les

dépenses doivent être demandées dans l'année où elles ont été payées. Les montants inutilisés ne peuvent pas être appliqués à une autre année.

Prestation canadienne pour les personnes handicapées

La prestation canadienne pour les personnes handicapées est créée pour réduire la pauvreté et renforcer la sécurité financière des personnes handicapées en âge de travailler. Pour être admissible, vous devez répondre aux critères suivants :

- être un résident du Canada (aux fins de la *Loi de l'impôt sur le revenu*);
- être admissible au CIPH;
- être âgé de 18 à 64 ans;
- avoir produit une déclaration de revenus et de prestations auprès de l'ARC pour l'année d'imposition précédente (par exemple, pour obtenir les prestations de la période de paiement de juillet 2025 à juin 2026, vous devez avoir produit une déclaration pour l'année d'imposition 2024).

Le montant annuel maximal de la prestation pour la période de versement de juillet 2025 à juin 2026 serait de 2 400 \$ (200 \$ par mois). Les versements devraient commencer en juillet 2025.

Prestation pour enfants handicapés

Si vous recevez l'allocation canadienne pour enfants (ACE) pour un enfant admissible au CIPH, vous pourriez avoir droit à la prestation pour enfants handicapés, qui est un supplément de l'ACE. Un enfant est admissible au CIPH lorsque l'ARC a approuvé pour lui le formulaire T2201, *Certificat pour le crédit d'impôt pour personnes handicapées*.

La prestation pour enfants handicapés est calculée en fonction du revenu familial net. Vous pourriez recevoir jusqu'à 276,83 \$ par mois pour chaque enfant admissible. Le montant de la prestation pour enfants handicapés est inclus dans le versement de l'ACE. À compter de 2025, l'admissibilité à l'ACE sera prolongée de 6 mois après le décès d'un enfant si la personne qui demande l'ACE pour cet enfant est autrement admissible.

Vous n'avez pas à faire de demande distincte pour recevoir la prestation pour enfants handicapés. Elle est automatiquement calculée pour l'année de prestations courante et les 2 années précédentes pour chaque enfant admissible âgé de moins de 18 ans. Pour les années au-delà de ces années de prestations, envoyez une lettre à votre centre fiscal (allez à la page 16).

Pour en savoir plus, allez à canada.ca/prestation-enfants-handicapés ou composez le 1-800-387-1194.

Régime d'accession à la propriété

Si vous achetez ou construisez une habitation admissible pour une personne handicapée, vous pourriez participer au régime d'accession à la propriété. Ce programme vous permet de retirer jusqu'à 60 000 \$ de vos régimes enregistrés d'épargne-retraite au cours d'une année civile. Pour en savoir plus, allez à canada.ca/regime-accession-proprieete.

Régime enregistré d'épargne invalidité

Le régime enregistré d'épargne invalidité est conçu pour aider les parents et toute autre personne à économiser pour assurer la sécurité financière à long terme d'une personne admissible au CIPH.

Pour en savoir plus, allez à canada.ca/impots-reei ou lisez le guide RC4460, *Régime enregistré d'épargne invalidité*.

Étudiants ayant une déficience

Certaines prestations liées aux études qui requièrent normalement qu'un particulier soit étudiant à temps plein, telles que l'exemption pour bourses d'études, peuvent être demandées par un étudiant à temps partiel s'il remplit l'un des 2 critères suivants. L'étudiant :

- est admissible au CIPH pour l'année;
- a une déficience des fonctions physiques ou mentales et un professionnel de la santé a attesté dans une lettre que sa déficience ne devrait raisonnablement pas lui permettre d'être inscrit à temps plein.

Pour en savoir plus sur le CIPH, lisez la page 4.

Pour en savoir plus sur comment remplir votre déclaration d'impôt en tant qu'étudiant, allez à canada.ca/impots-etudiants ou lisez le guide P105, *Les étudiants et l'impôt*.

Avantages accordés aux employés ayant une déficience

Les avantages sociaux ou les allocations d'emploi que vous avez reçus en lien avec votre déficience, tels que les services de préposé et les frais de transport, pourraient ne pas être imposables. Pour en savoir plus, lisez « Avantages accordés aux employés ayant une déficience », au chapitre 3 du guide T4130, *Guide de l'employeur – Avantages et allocations imposables*.

Renseignements sur la taxe d'accise

Si vous avez une mobilité réduite permanente et si vous ne pouvez pas utiliser en toute sécurité les transports en commun, vous pouvez demander un remboursement d'une partie de la taxe d'accise fédérale sur l'essence que vous achetez. Un praticien qualifié doit attester la déficience.

Pour demander un remboursement, envoyez le formulaire XE8, *Demande de remboursement de la taxe d'accise fédérale sur l'essence*. Pour en savoir plus, composez le **1-877-432-5472**.

Renseignements sur la TPS/TVH

Certains produits et services utilisés par les personnes ayant une déficience sont exonérés ou détaxés aux fins de la taxe sur les produits et services/taxe de vente harmonisée (TPS/TVH). Cela veut dire que vous n'aurez pas à payer la TPS/TVH sur ces produits et services.

Si vous avez payé la TPS/TVH par erreur, vous pouvez demander au fournisseur de vous rembourser ou de vous créditer le montant plutôt que de demander un remboursement à l'ARC.

Si le fournisseur vous donne un remboursement ou un crédit, vous ne pouvez pas demander un remboursement à l'ARC.

Si vous ne pouvez pas obtenir un remboursement ou un crédit du fournisseur (par exemple, si le fournisseur refuse de rembourser le montant ou cesse ses activités), vous pouvez demander le remboursement du montant à l'ARC en envoyant le formulaire GST189, *Demande générale de remboursement de la TPS/TVH*.

Services numériques pour les particuliers

Les services numériques de l'ARC sont rapides, faciles à utiliser et sécurisés!

Mon dossier

Mon dossier vous permet de consulter et de gérer vos renseignements personnels sur l'impôt et les prestations en ligne.

Utilisez Mon dossier tout au long de l'année pour :

- voir les renseignements sur vos prestations et crédits et demander certaines prestations;
- consulter votre avis de cotisation ou de nouvelle cotisation;
- voir les chèques non encaissés et demander un paiement de remplacement;
- changer votre adresse, vos numéros de téléphone, vos renseignements sur le dépôt direct, votre état civil et les renseignements sur les enfants à votre charge;
- gérer les préférences de notification et recevoir des notifications par courriel lorsque des modifications importantes sont apportées à votre compte;
- vérifier vos droits de cotisation à un compte d'épargne libre d'impôt (CÉLI), votre maximum déductible au titre des régimes enregistrés d'épargne-retraite (REER) et vos droits de cotisation à votre compte d'épargne libre d'impôt pour l'achat d'une première propriété (CELIAPP);
- suivre l'avancement de certains documents et demandes de renseignements que vous avez envoyés à l'ARC;
- effectuer un paiement en ligne à l'ARC à l'aide du service Mon paiement, établir un accord de débit préautorisé (DPA) ou créer un code QR pour effectuer un paiement en personne à un comptoir de Postes Canada moyennant des frais (pour en savoir plus sur les façons dont vous pouvez effectuer un paiement, allez à canada.ca/paiements);
- consulter et imprimer votre preuve de revenu;
- gérer les représentants autorisés et les demandes d'autorisation;
- envoyer des documents à l'ARC;
- soumettre une demande concernant une vérification;
- gérer les paramètres d'authentification multifacteur.

Pour ouvrir une session ou vous inscrire aux services numériques de l'ARC, allez à :

- Mon dossier, à canada.ca/mon-dossier-arc, si vous êtes un particulier;
- Représenter un client, à canada.ca/impots-representants, si vous êtes un représentant autorisé.

Recevez votre courrier de l'ARC en ligne

Réglez vos préférences de correspondance à « Courrier électronique » pour recevoir des avis par courriel quand du courrier de l'ARC, comme votre avis de cotisation, sera disponible dans votre compte.

Pour en savoir plus, allez à canada.ca/arc-avis-par-courriel.

Pour en savoir plus

Si vous avez besoin d'aide

Si vous voulez obtenir plus de renseignements après avoir lu ce guide, allez à canada.ca/impots ou composez le 1-800-959-7383.

Dépôt direct

Le dépôt direct est une façon rapide, pratique et sécuritaire de recevoir vos versements de l'ARC directement dans votre compte d'une institution financière canadienne. Pour en savoir plus et pour vous y inscrire, allez à canada.ca/arc-depot-direct ou communiquez avec votre institution financière.

Formulaires et publications

L'ARC vous encourage à produire votre déclaration par voie électronique. Pour obtenir une version papier des formulaires et publications de l'ARC, allez à canada.ca/arc-formulaires-publications ou composez le 1-800-959-7775.

Listes d'envois électroniques

L'ARC peut vous envoyer un courriel lorsque de nouveaux renseignements sur des sujets qui vous intéressent sont publiés sur son site Web. Inscrivez-vous aux listes d'envois électroniques à canada.ca/arc-listes-envois-electroniques.

Système électronique de renseignements par téléphone (SERT)

Pour obtenir des renseignements en matière d'impôt par téléphone, utilisez le service automatisé SERT de l'ARC en composant le 1-800-267-6999.

Utilisateurs d'un téléimprimeur (ATS) et de services de relais vidéo (SRV Canada)

Si vous utilisez un ATS pour des troubles de l'audition ou de la parole, composez le 1-800-665-0354.

Si vous utilisez l'application SRV Canada, composez le 1-800-561-9332.

Si vous utilisez un autre **service de relais avec l'aide d'un téléphoniste**, composez les numéros de téléphone habituels de l'ARC plutôt que les numéros ATS ou SRV Canada.

Différend officiel (oppositions et appels)

Vous avez le droit de déposer un avis d'opposition (ou un appel concernant le Régime de pensions du Canada ou l'assurance-emploi) si vous êtes en désaccord avec une cotisation, une détermination ou une décision.

Pour en savoir plus sur les avis d'oppositions et les dates limites prévues, allez à canada.ca/arc-presentar-opposition.

Programme de la rétroaction sur le service de l'ARC

Plaintes liées au service

Vous pouvez vous attendre à être traité de façon équitable selon des règles clairement établies et à obtenir un service de qualité supérieure chaque fois que vous traitez avec l'ARC. Pour en savoir plus au sujet de la Charte des droits du contribuable, allez à canada.ca/droits-contribuable.

Vous pouvez soumettre des compliments ou des suggestions et si vous n'êtes pas satisfait du service que vous avez obtenu :

1. Tentez de régler le problème avec l'employé avec qui vous avez fait affaire ou composez le numéro de téléphone qui se trouve dans la correspondance que vous avez reçue de l'ARC. Si vous n'avez pas les coordonnées de l'ARC, allez à canada.ca/arc-coordonnees.
2. Si vous n'avez pas réussi à régler le problème, vous pouvez demander d'en discuter avec le superviseur de l'employé.

3. Si le problème n'est toujours pas résolu, vous pouvez déposer une plainte liée au service en remplissant le formulaire RC193, *Rétroaction liée au service*. Pour en savoir plus et pour savoir comment déposer une plainte, allez à canada.ca/arc-retroaction-service.

Si vous n'êtes pas satisfait de la façon dont l'ARC a traité votre plainte liée au service, vous pouvez soumettre une plainte auprès du Bureau de l'ombudsman des contribuables.

Plainte en matière de représailles

Si vous avez reçu une réponse concernant une plainte liée au service déjà déposée ou une demande d'examen officiel d'une décision de l'ARC et que vous êtes d'avis que vous n'avez pas été traité de façon impartiale par un employé de l'ARC, vous pouvez soumettre une plainte en matière de représailles en remplissant le formulaire RC459, *Plainte en matière de représailles*.

Pour en savoir plus, allez à canada.ca/arc-plainte-represailles.



Comment retenir l'impôt sur les revenus de pension ou d'autres sources et produire le feuillet T4A et le Sommaire

Découvrez si ce guide est fait pour vous

Ce guide s'adresse à vous si vous êtes un **payeur**, tel qu'un employeur, un fiduciaire, un exécuteur testamentaire (ou liquidateur), un administrateur, ou un administrateur de société, et que vous versez l'un des types de revenus suivants :

- des prestations de retraite ou d'autres pensions;
- des paiements forfaitaires;
- des commissions d'un travail indépendant;
- des rentes;
- des répartitions selon l'apport commercial;
- des paiements de revenu accumulé d'un régime enregistré d'épargne-études (REEE);
- des paiements d'aide aux études d'un REEE;
- des honoraires ou d'autres sommes pour services rendus;
- prestations de remplacement selon la loi sur le bien-être des vétérans;
- d'autres revenus, notamment des subventions de recherche, des paiements d'un régime enregistré d'épargne-invalidité (REEL), des paiements faits en vertu d'un régime d'assurance salaire si vous ne devez pas retenir des cotisations au Régime de pensions du Canada (RPC) et à l'assurance-emploi (AE), des prestations consécutives au décès et certains avantages versés à des actionnaires ou à des sociétés de personnes.

Remarque

Utilisez un feuillet T4 pour déclarer une **allocation de retraite**. Pour en savoir plus, allez à canada.ca/arc-allocation-retraite.

Vous devez remplir un feuillet T4A, État du revenu de pension, de retraite, de rente ou d'autres sources, si vous avez effectué l'un des paiements énumérés ci-dessus et que l'une des situations suivantes s'applique :

- le total de tous les paiements de l'année était supérieur à 500 \$;
- vous avez retenu de l'impôt sur un paiement.

Vous devez préparer un feuillet T4A pour le souscripteur pour tout paiement de revenu accumulé du REEE de 50 \$ ou plus effectué au cours de l'année civile. De même, vous devez préparer un feuillet T4A pour le bénéficiaire pour tout paiement d'aide à l'éducation du REEE de 50 \$ ou plus effectué au cours de l'année civile.

Si vous avez versé un avantage imposable relatif à une **police d'assurance-vie collective temporaire** à un ancien employé ou à un retraité, vous devez déclarer ce montant sur un feuillet T4A en utilisant le code **119**. Les employeurs qui paient des primes d'assurance-vie temporaire collective pour le compte de retraités, lorsqu'il s'agit du seul revenu déclaré sur le feuillet T4A, sont seulement tenus de déclarer la prime si le montant est supérieur à 50 \$. Le seuil de déclaration de 500 \$ pour les feuillets T4A ne s'applique pas.

Si vous êtes un administrateur ou un fiduciaire d'un régime interentreprises (RI) et que vous accordez un avantage imposable selon ce plan à un employé, à un ancien employé ou à un retraité, déclarez le montant que vous lui avez versé sur un feuillet T4A en utilisant le code **119** s'il est supérieur à 25 \$.

Remarque

Un RI est un régime de retraite dans lequel un maximum de 95 % des participants actifs occupent un emploi auprès d'un employeur ou d'un groupe d'employeurs connexes pendant l'année.

Vous devez remplir un feuillet T4A pour les montants imposables provenant d'un compte d'épargne libre d'impôt (CELI) payés à un bénéficiaire lorsque la somme globale dépasse plus de 50 \$ dans une année.

Pour voir la liste complète des « autres revenus » dont il est question dans cette publication, lisez « Autres renseignements » à la page 15.

Remarque

Dans ce guide, le terme **bénéficiaire** désigne une personne qui reçoit un paiement et englobe les employés, les anciens employés, les retraités et les actionnaires.

Ne remplissez pas de feuillet T4A dans les cas suivants :

- Les paiements faits par un ministère ou un organisme du gouvernement fédéral ou une société d'État pour des produits et services. Remplissez plutôt le feuillet T1204, Paiements contractuels de services du gouvernement.
- Les paiements faits par un particulier, une société de personnes, une fiducie ou une société dont la principale activité commerciale est la construction, si ces paiements sont faits à des sous-traitants pour des services de construction. Remplissez plutôt le feuillet T5018, État des paiements contractuels.
- Les montants versés ou crédités à des non-résidents du Canada, tels que des intérêts, des dividendes, des revenus de location, des redevances, des revenus de pension, des allocations de retraite ou d'autres revenus de ce genre. Remplissez plutôt le feuillet NR4, État des sommes payées ou créditées à des non-résidents du Canada. Pour en savoir plus, allez à canada.ca/arc-nr4.
- Les paiements qui proviennent d'une convention de retraite. Remplissez plutôt le feuillet T4A-RCA, État des montants attribués d'une convention de retraite. Pour en savoir plus, allez à canada.ca/impots-feuillets et sélectionnez « Feuillet T4A-RCA - État des montants attribués d'une convention de retraite (CR) », ou composez le 1-800-959-7775.
- Les revenus versés à partir d'un fond de revenu viager (FRV). Remplissez plutôt un feuillet T4RIF, État du revenu provenant d'un fonds enregistré de revenu de retraite. Si une rente viagère est acquise à partir des profits d'un FRV, la somme des montants de rente versés doit être déclarée à la case **024** du feuillet T4A.

- Les pourboires, les primes d'une police d'assurance-vie temporaire payées pour les employés actuels et les autres revenus d'emploi. Remplissez plutôt le feuillet T4, État de la rémunération payée.
- Les paiements reçus en vertu d'un régime de prestations supplémentaires de chômage (PSC) qui **n'est pas** reconnu par la Loi de l'impôt sur le revenu (par exemple, les montants que l'employeur verse en complément des prestations de congé de maternité ou parentales). Remplissez plutôt le feuillet T4, État de la rémunération payée. Pour en savoir plus, allez à canada.ca/impots-paie-rpsc.
- Les sommes non distribuées qui restent dans le CELI d'un contribuable décédé à la fin de la période d'exemption de la fiducie.

Dans ce guide, l'ARC fait référence à d'autres guides, formulaires, bulletins d'information et circulaires d'information. Si vous avez besoin de consulter ces documents, allez à canada.ca/arc-formulaires-publications ou composez le **1-800-959-7775**.

Les publications et la correspondance personnalisée de l'ARC sont disponibles en braille, en gros caractères, en texte électronique et format MP3. Pour en savoir plus, allez à canada.ca/arc-medias-substituts ou composez le **1-800-959-7775**.

The English version of this guide is called *Deducting Income Tax on Pension and Other Income, and Filing the T4A Slip and Summary*.

L'Agence du revenu du Canada utilise le terme **Indien** en raison de sa signification légale dans la Loi sur les Indiens. Sauf indication contraire, toute référence législative renvoie à la Loi de l'impôt sur le revenu ou, le cas échéant, au Règlement de l'impôt sur le revenu.

Dans ce guide, les expressions désignant des personnes visent les individus de tous genres.

Quoi de neuf

Case 015 – Prestations dentaires offertes par le payeur

Ces nouvelles cases doivent être utilisées pour indiquer si l'employé/le bénéficiaire ou tout membre de leurs familles étaient admissibles, le 31 décembre de cette année-là, à une assurance de soins dentaires, ou à une couverture de services dentaires de quelque nature que ce soit, offerte par un employeur ou un payeur. Lisez la page 13.

Rappel sur la méthode de distribution

Vous pouvez distribuer les feuillets T4, T4A, T5 ou T4FHSA par courriel ou en utilisant le portail électronique sécurisé d'un employeur ou d'un payeur sans obtenir le consentement écrit ou électronique des employés ou des bénéficiaires avant de distribuer les feuillets.

Table des matières

	Page		Page
Chapitre 1 – Renseignements généraux	6	Chapitre 5 – La déclaration de renseignements T4A ...	21
Vos responsabilités.....	6	Méthodes de production électronique	21
Formulaire TD1, Déclaration des crédits d'impôt		Formulaires Web	22
personnels	6	Transfert de fichiers par Internet (XML)	22
Syndic de faillite.....	6	Code d'accès Web (CAW)	22
Si votre entreprise cesse ses activités ou si votre		Produire une déclaration sans code d'accès Web	
partenaire ou le propriétaire unique décède.....	6	(CAW)	22
Pénalités, intérêts et autres conséquences	7	Produire sur papier – de 1 à 5 feuillets T4A	23
Défaut d'effectuer les retenues.....	7	T4A Sommaire envoyé sans feuillets T4A.....	23
Pénalité pour défaut de retenir	7	Comment distribuer vos feuillets T4A	23
Pénalité pour défaut de verser et versements en			
retard.....	7	Chapitre 6 – Après avoir produit	23
Date limite.....	7	Choisir une méthode de production pour modifier,	
Pénalité pour production tardive	7	ajouter, remplacer ou annuler des feuillets T4A	24
Défaut de produire par voie électronique	8	Modifier des feuillets T4A.....	24
Intérêts.....	8	Ajouter des feuillets T4A	24
Annuler des pénalités ou des intérêts ou y renoncer..	8	Remplacer des feuillets T4A	25
Chapitre 2 – Comment retenir l'impôt sur le revenu ...	8	Annuler des feuillets T4A	25
Comment calculer les retenues d'impôt	8	Annuler une déclaration T4A	25
Paiements spéciaux	9	Facteur d'équivalence (FE).....	25
Prestations consécutives au décès	9	Services numériques	27
Paiements forfaitaires.....	9	Gérez les comptes d'impôt de votre entreprise en	
Paiements forfaitaires rétroactifs admissibles.....	10	ligne.....	27
Transfert de fonds.....	10	Recevez votre courrier de l'ARC en ligne.....	27
Ristournes	10	Établissez un accord de débit préautorisé à partir de	
Régime enregistré d'épargne-études (REEE)	11	votre compte de chèques canadien	27
Compte d'épargne libre d'impôt (CELI).....	11	Pour en savoir plus	28
Chapitre 3 – Feuilles T4A	12	Si vous avez besoin d'aide	28
Remplir les feuillets T4A	12	Dates limites.....	28
Lorsque vous remplissez des feuillets T4A :.....	12	Dépôt direct	28
Comment déclarer un revenu étranger en dollars		Formulaires et publications	28
canadiens.....	12	Listes d'envois électroniques.....	28
Banque du Canada.....	12	Utilisateurs d'un téléimprimeur (ATS)	28
Autres sources acceptables	12	Différents officiels (oppositions et appels)	28
Instructions détaillées.....	12	Le programme de la rétroaction sur le service de	
Autres renseignements.....	15	l'ARC.....	28
Avantages fournis par un tiers.....	19	Plaintes liées au service	28
Production des feuillets T4A.....	20	Plaintes en matière de représailles	28
Chapitre 4 – Le T4A Sommaire	20	Adresses	28
Remplir le T4A Sommaire	20	Centre fiscal (CF)	28
Instructions détaillées.....	20	Centres nationaux de vérification et de	
		recouvrement (CNVR)	28
		Publications pour les payeurs	29
		Déclaration des revenus étrangers et les autres	
		montants étrangers.....	29

Chapitre 1 – Renseignements généraux

Vos responsabilités

En tant que payeur, vos responsabilités sont les suivantes :

- Retenir l'impôt sur certains des montants que vous versez à vos bénéficiaires. Pour en savoir plus, allez à canada.ca/arc-impot-revenu.
- Placer les retenues sur la paie en fiducie pour le receveur général du Canada. Vous devez garder ces montants dans un compte distinct des fonds d'exploitation de votre entreprise. Assurez-vous que les montants **ne font pas partie** de biens faisant l'objet d'une liquidation, d'une cession, d'une mise sous séquestre ou d'une faillite.
- Verser ces retenues à l'Agence du revenu du Canada (ARC).
- Déclarer les paiements et les retenues dans la déclaration de renseignements T4A. Remplissez les feuillets T4A, État du revenu de pension, de retraite, de rente ou d'autres sources. Si vous produisez une déclaration sur papier, incluez aussi le formulaire T4A Sommaire, Sommaire du revenu de pension, de retraite, de rente ou d'autres sources. Pour en savoir plus sur la façon de remplir le feuillet T4A, lisez « Remplir les feuillets T4A » à la page 12. Pour en savoir plus sur la façon de remplir le T4A Sommaire, lisez « Remplir le T4A Sommaire » à la page 20.
- Produire le T4A Sommaire et les feuillets T4A au plus tard la dernière journée de février suivant l'année civile visée par les renseignements contenus dans les feuillets. Pour en savoir plus sur les diverses méthodes de production qui s'offrent à vous, lisez « Méthodes de production électronique » à la page 21.
- Remettre les feuillets T4A aux bénéficiaires au plus tard la dernière journée de février suivant l'année civile à laquelle la déclaration s'applique. Pour en savoir plus, lisez « Chapitre 5 – La déclaration de renseignements T4A » à la page 21.
- Conserver vos registres comptables et électroniques pendant six ans à compter de la fin de l'année d'imposition à laquelle ils s'appliquent. Si vous désirez les détruire avant la fin de cette période, remplissez le formulaire T137, Demande d'autorisation de détruire des registres. Pour en savoir plus, allez à canada.ca/impots-registres-comptables.

Remarque

L'ARC renoncera à l'obligation de produire un feuillet T4A lorsque le payeur est un particulier qui a engagé le bénéficiaire à titre personnel : les services sont rendus pour la réparation ou l'entretien de la résidence principale d'un particulier.

Si vous ne retenez pas, ne versez pas ou ne déclarez pas les montants requis d'impôt sur le revenu, vous pourriez devoir payer des pénalités et des intérêts.

Formulaire TD1, Déclaration des crédits d'impôt personnels

Les particuliers qui reçoivent un traitement, un salaire, des commissions, des prestations d'assurance-emploi, une pension ou toute autre rémunération **doivent** remplir un formulaire TD1 fédéral **et** s'ils demandent plus que le montant personnel de base, un formulaire TD1 provincial ou territorial. Pour en savoir plus, allez à canada.ca/arc-produire-formulaire-td1.

Syndic de faillite

Le syndic de faillite est l'agent de l'employeur en cas de liquidation, de cession ou de faillite, selon le Régime de pensions du Canada et la Loi sur l'assurance-emploi.

Si l'employeur failli a retenu des cotisations au régime de pensions du Canada (RPC) ou à l'assurance-emploi (AE) ou de l'impôt sur des montants qu'il a versés aux employés avant la faillite et qu'il n'a pas envoyé ces montants à l'ARC, le syndic doit les garder en fiducie. Ces montants ne font pas partie de l'actif du failli. Ils doivent être gardés séparément.

Si le syndic continue de faire fonctionner l'entreprise à la place du failli, il doit obtenir un nouveau numéro d'entreprise (NE). Le syndic doit continuer à déduire et à verser les cotisations au RPC, à l'AE et l'impôt sur le revenu selon la fréquence habituelle des versements de l'employeur failli. La production de feuillets T4 doit se faire de la façon habituelle.

Les montants payés par un syndic aux employés d'une société en faillite pour régler des demandes de versement de salaires qui n'ont pas été payés par l'employeur en faillite sont imposables, mais ne sont pas soumis aux retenues sur la paie (RPC, AE et impôt). Ces paiements doivent être déclarés à la case 156, de la section « Autre renseignements » du feuillet T4A. Pour en savoir plus, lisez « Code 156 – Règlements d'une société en faillite » à la page 19.

Si votre entreprise cesse ses activités ou si votre partenaire ou le propriétaire unique décède

Versez tous les montants que vous avez déduits des paiements faits aux bénéficiaires à votre centre fiscal **dans les sept jours civils** suivant la date de la fin des activités de votre entreprise.

Si certains de vos anciens employés ont accumulé des prestations pour l'année dans le cadre de votre **régime de pension agréé (RPA)** ou de votre **régime de participation différée aux bénéfices (RPDB)**, vous devez calculer le **facteur d'équivalence (FE)** qui s'applique. Pour en savoir plus sur la façon de calculer le FE, allez à canada.ca/arc-calcul-facteur-equivalence.

Remplissez et envoyez les feuillets T4A et le T4A Sommaire, sur format papier ou électronique et envoyez le tout au Centre fiscal de Jonquière (vous trouverez l'adresse à la fin de ce guide) **dans les 30 jours** suivant le jour de la fin des activités de votre entreprise ou dans les 90 jours à compter de la date du décès du propriétaire ou du partenaire de l'entreprise. Assurez-vous

de donner une copie des feuillets T4A à vos anciens employés. Si vous produisez plus de 5 feuillets pour une même année civile, vous **devez** produire vos déclarations par voie électronique. Pour en savoir plus, lisez « Méthodes de production électronique » à la page 21.

Vous devrez annuler le NE et fermer tous les comptes d'entreprise auprès de l'ARC une fois que toutes les déclarations auront été traitées et que les sommes dues auront été payées.

Pour fermer votre compte de retenues sur la paie, vous pouvez utiliser l'option « Demande de fermeture du compte de retenues sur la paie » dans Mon dossier d'entreprise à canada.ca/mon-dossier-entreprise-arc. Un représentant autorisé peut aussi le faire en ayant recours au service Représenter un client à canada.ca/impots-representants.

Pénalités, intérêts et autres conséquences

Défaut d'effectuer les retenues

Si vous ne reprenez pas le montant requis d'impôt sur le montant versé aux bénéficiaires, l'ARC pourrait vous imposer une pénalité, tel qu'expliqué ci-dessous. Dès que vous réalisez que vous n'avez pas retenu le bon montant d'impôt, informez le bénéficiaire. Le bénéficiaire pourra payer le montant lorsqu'il produira sa déclaration de revenus et de prestations ou vous demander de retenir plus d'impôt à la source.

Pénalité pour défaut de retenir

L'ARC peut vous imposer une pénalité égale à **10 %** du montant que vous auriez dû déduire.

S'il est prouvé que vous avez omis de retenir les montants de retenues plus d'une fois au cours de la même année civile, et que la faute est volontaire ou commise dans des circonstances équivalant à une faute lourde, vous **allez être passible** d'une pénalité de **20 %**.

Pénalité pour défaut de verser et versements en retard

L'ARC peut vous imposer une pénalité sur le montant que vous avez omis de verser, lorsque :

- vous avez déduit les montants, mais vous ne les avez pas versés;
- l'ARC a reçu les montants dus après la date d'échéance.

Lorsque la date limite tombe un samedi, un dimanche ou un jour férié reconnu par l'ARC, votre paiement est considéré comme reçu à temps si l'ARC le reçoit le jour ouvrable suivant ou s'il porte le cachet postal du jour ouvrable suivant ou avant.

La pénalité pour les **versements en retard** est de :

- 3 % si le montant est en retard d'un à trois jours;
- 5 % si le montant est en retard de quatre ou cinq jours;
- 7 % si le montant est en retard de six ou sept jours;

- 10 % si le montant est en retard de plus de sept jours, ou si aucun montant n'est versé. Généralement, la pénalité ne s'applique qu'à la partie du montant que vous deviez verser et qui dépasse 500 \$. Toutefois, l'ARC pourra l'imposer sur le montant total s'il est établi que vous avez commis la faute volontairement ou dans des circonstances équivalant à une faute lourde.

De plus, si vous êtes soumis à cette pénalité plus d'une fois dans la même année civile, l'ARC vous imposera une pénalité de 20 % au deuxième versement ou aux versements tardifs suivants. Cette dernière s'y appliquera s'il est établi que vous avez commis la faute volontairement ou dans des circonstances équivalant à une faute lourde.

Remarque

L'ARC vous imposera des frais si votre institution financière refuse l'un de vos paiements. De plus, si votre paiement est en retard, l'ARC peut vous imposer une pénalité et de l'intérêt sur ce montant.

Date limite

Pour la plupart des gens, la date limite de production des T4A pour 2024 est le **28 février 2025**.

Vous devez remettre au bénéficiaire son feuillet T4A et produire votre déclaration T4A auprès de l'ARC au plus tard à la date d'échéance de production du T4A.

L'ARC considère que votre déclaration T4A est produite à temps si elle la reçoit ou si elle porte le cachet de la poste à la date d'échéance.

Exception

Si la date limite tombe un samedi, un dimanche ou un jour férié reconnu par l'ARC, votre déclaration T4A est due le jour ouvrable suivant.

Pénalité pour production tardive

L'ARC peut vous imposer une pénalité si vous produisez votre déclaration T4A en retard. Le montant de la pénalité dépend du nombre de feuillets T4A que vous avez produit en retard. Il est calculé selon le tableau ci-dessous. La pénalité minimale est de 100 \$.

Par exemple, si vous produisez 100 feuillets T4A et 100 feuillets T4 en retard, l'ARC imposera deux pénalités pour production tardive : une pour les feuillets T4A et une autre pour les feuillets T4.

La pénalité pour production tardive est recalculée si des déclarations T4A sont ajoutées ou annulées. Le nouveau calcul est basé sur le nombre mis à jour de déclarations T4A et le nombre de jours de retard. Un nouvel avis de cotisation vous sera envoyé. Pour les déclarations de renseignements T4A, l'ARC a une politique administrative en vue de réduire la pénalité afin qu'elle soit juste et raisonnable pour les petites entreprises.

Pour les déclarations de renseignements T4A, l'ARC a une politique administrative en vue de réduire la pénalité afin qu'elle soit juste et raisonnable pour les petites entreprises.

Pénalités pour production tardive		
Nombre de feuillets T4A produits en retard	Pénalité par jour	Pénalité maximale
1 à 5	S.O.	pénalité fixe de 100 \$
6 à 10	5 \$	500 \$
11 à 50	10 \$	1 000 \$
51 à 500	15 \$	1 500 \$
501 à 2 500	25 \$	2 500 \$
2 501 à 10 000	50 \$	5 000 \$
Plus de 10 000	75 \$	7 500 \$

Défaut de produire par voie électronique

Si vous produisez plus de 5 déclarations de renseignements pour une année civile, vous devez le faire par voie électronique. Après la production de la déclaration originale, des feuillets peuvent être modifiés, ajoutés ou supprimés en format papier ou électronique. Pour en savoir plus, lisez « Choisir une méthode de production pour modifier, ajouter, remplacer ou annuler des feuillets T4 » à la page 24.

Si vous ne produisez par voie électronique alors que vous êtes tenu de le faire, la pénalité que l'ARC impose est fondée sur le nombre de déclarations de renseignements produites dans un format incorrect. Chaque feuillet constitue une déclaration de renseignements.

La pénalité est calculée par type de déclaration de renseignements. Par exemple, si vous produisez 6 feuillets NR4 et 6 feuillets T4A sur papier, l'ARC imposerait deux pénalités de 125 \$, une pour chaque type de déclaration de renseignements.

Pénalités pour défaut de produire électroniquement	
Nombre de déclarations de renseignements (feuillets) par type	Pénalité
6 à 50	125 \$
51 à 250	250 \$
251 à 500	500 \$
501 à 2 500	1 500 \$
plus de 2 500	2 500 \$

Intérêts

Si vous omettez de verser un montant, l'ARC pourra vous imposer des intérêts à compter de sa date d'échéance. Le taux d'intérêt que l'ARC utilise est fixé tous les trois mois, selon les taux d'intérêts prescrits, et il est composé quotidiennement. L'ARC vous imposera aussi des intérêts sur les pénalités impayées. Pour en savoir plus sur les taux d'intérêt prescrits, allez à canada.ca/impots-taux-interet.

Annuler des pénalités ou des intérêts ou y renoncer

L'ARC administre la mesure législative, communément appelée dispositions d'allègement pour les contribuables, qui lui donne le pouvoir discrétionnaire d'annuler des pénalités ou des intérêts, ou d'y renoncer, lorsqu'un contribuable est incapable de respecter ses obligations fiscales en raison de circonstances indépendantes de sa volonté.

L'ARC a le pouvoir discrétionnaire d'accorder un allègement pour toute période qui se termine 10 années civiles avant l'année au cours de laquelle une demande d'allègement est faite.

Dans le cas des pénalités, l'ARC examinera votre demande uniquement pour une année d'imposition ou un exercice ayant pris fin dans les 10 années civiles précédant l'année de la demande. Ainsi, une demande faite en 2024 doit porter sur une pénalité pour une année d'imposition ou un exercice ayant pris fin en 2014 ou après.

Dans le cas des intérêts sur un solde dû, peu importe l'année d'imposition ou l'exercice, l'ARC tiendra uniquement compte des montants accumulés au cours des 10 années civiles précédant l'année de la demande. Ainsi, une demande faite en 2024 doit porter sur les intérêts qui se sont accumulés depuis 2014.

Vous ou votre représentant autorisé pouvez faire une demande d'annulation des pénalités et des intérêts en ligne à l'aide de Mon dossier, Mon dossier d'entreprise ou de Représenter un client en cliquant sur « Demande d'allègement des pénalités et des intérêts » sous « Services liés à ». Sinon, vous pouvez remplir le formulaire RC4288, Demande d'allègement pour les contribuables – Annuler des pénalités ou des intérêts ou y renoncer, et l'envoyer en ligne à l'aide de Mon dossier, de Mon dossier d'entreprise ou de Représenter un client en utilisant le service « Soumettre des documents » ou vous pouvez l'envoyer par la poste au bureau désigné, qui est indiqué à la dernière page du formulaire, en fonction de votre lieu de résidence.

Pour en savoir plus sur la façon de soumettre des documents en ligne, allez à canada.ca/arc-soumettre-documents-en-ligne. Pour plus de renseignements sur les dispositions d'allègement pour les contribuables et les formulaires et publications connexes, allez à canada.ca/penalite-interet-allegement.

Chapitre 2 – Comment retenir l'impôt sur le revenu

Comment calculer les retenues d'impôt

Les tables de retenues sur la paie vous aideront à calculer les montants d'impôt sur le revenu fédéral, provincial et territorial que vous devez retenir des montants payés. Utilisez les tables provinciales ou territoriales selon le lieu de résidence des bénéficiaires, **sauf si vous utilisez les taux de retenue d'impôt pour les paiements forfaitaires**.

Vous pouvez utiliser n'importe quelle version des tables de retenues sur la paie suivantes :

- **Calculateur en direct de retenues sur la paie (CDRP)** – Vous pouvez utiliser cette application pour faire le calcul des retenues sur la paie. Le CDRP calcule les retenues sur la paie pour les périodes les plus courantes, pour toutes les provinces (sauf l'impôt provincial du Québec) et les territoires. Le calcul est basé sur le salaire exact. Pour en savoir plus, allez à canada.ca/cdrp.
- **Le guide T4032, Tables de retenues sur la paie et le guide T4008, Tables supplémentaires de retenues sur la paie** – Vous pouvez utiliser ces tables pour calculer les retenues sur la paie. Elles sont disponibles à canada.ca/retenues-paie.
- **Le guide T4127, Formules pour le calcul des retenues sur la paie** – Vous pourriez utiliser ces formules au lieu des tables pour calculer les retenues sur la paie de vos bénéficiaires. Cette publication renferme les formules pour calculer les retenues sur la paie et déterminer les cotisations au RPC et à l'AE, ainsi que les montants d'impôt fédéral, provincial (sauf pour le Québec) et territorial.

Si vous désirez utiliser des **formules informatiques** différentes de celles de l'ARC, vous devrez les envoyer à un bureau des services fiscaux ou à un centre fiscal pour approbation.

Toutes les tables de retenues sur la paie sont offertes pour chaque province et territoire et pour les employés qui travaillent au Canada, à l'extérieur des limites d'une province ou d'un territoire ou à l'extérieur du Canada.

Si vous ne déduisez pas les montants requis, l'ARC pourra vous imposer une pénalité pour défaut de retenir. Pour en savoir plus, lisez « Pénalités, intérêts et autres conséquences », à la page 7.

Paielements spéciaux

Prestations consécutives au décès

Une prestation consécutive au décès est le montant brut de tout paiement (y compris un paiement à l'époux ou au conjoint de fait survivant, à un héritier ou à une succession) que vous avez fait au moment du décès d'un employé ou après son décès en reconnaissance des services rendus par l'employé dans le cadre d'une charge ou d'un emploi. Des revenus d'emploi ou toute autre rémunération pour services rendus au cours de l'année gagnés jusqu'au jour du décès, inclusivement sont considérés comme des paiements et devront être déclarés sur un feuillet T4, et **non** sur un feuillet T4A. Pour en savoir plus, allez à canada.ca/retenues-paie-calcul-retenues, sélectionnez « Déterminer le traitement fiscal des paiements autres que le revenu d'emploi », et tapez « Paiements liés aux prestations de décès » dans la zone de filtre.

Si vous versez une prestation consécutive au décès à l'époux ou au conjoint de fait survivant ou à un héritier, une partie de ce paiement pourrait ne pas être soumis à l'impôt (jusqu'à un maximum de 10 000 \$) lorsque cette personne produira sa déclaration de revenus et de prestations. Ne retenez pas d'impôt sur cette partie du paiement.

Pour en savoir plus, consultez le bulletin d'interprétation archivé IT-508, Prestations consécutives au décès.

Utilisez les taux de l'impôt à retenir sur les paiements forfaitaires indiqués ci-dessous pour retenir l'impôt sur le reste de la prestation consécutive au décès. Le feuillet T4A doit être établi au nom du bénéficiaire et non au nom de la personne décédée.

Paieements forfaitaires

Vous devez également retenir l'impôt sur les paiements forfaitaires qui, selon le cas :

- proviennent d'un régime enregistré d'épargne-retraite (REER) ou d'un régime dont il est question au paragraphe 146(12) de la Loi de l'impôt sur le revenu (LIR) en tant que régime modifié;
- proviennent d'un régime de pension agréé (RPA);
- proviennent d'un régime de participation différée aux bénéfices (RPDB);
- dépassent le montant minimum que vous devez verser au rentier, en vertu d'un fonds enregistré de revenu de retraite (FERR).

Si vous versez un paiement forfaitaire (tel un remboursement de primes) à l'époux ou conjoint de fait d'un rentier décédé, ne retenez pas l'impôt sur ce revenu.

Ne déclarez pas les sommes d'allocation de retraite admissibles et non admissibles (y compris celles versées aux Indiens) sur un feuillet T4A. Déclarez plutôt ces sommes sur le feuillet T4. Pour en savoir plus, allez à canada.ca/arc-allocation-retraite.

Taux de l'impôt à retenir sur les paiements forfaitaires

Lorsque vous déterminez le taux composé à utiliser, combinez tous les paiements forfaitaires que vous avez payés ou que vous prévoyez payer dans l'année civile. Utilisez les taux composés fédéraux et provinciaux ou territoriaux suivants :

- 10 % (5 % pour le Québec), sur les paiements allant jusqu'à 5 000 \$ inclusivement;
- 20 % (10 % pour le Québec), sur les paiements de plus de 5 000 \$ et allant jusqu'à 15 000 \$;
- 30 % (15 % pour le Québec), sur les paiements qui dépassent 15 000 \$.

Les bénéficiaires pourraient payer un impôt supplémentaire sur les montants forfaitaires au moment où ils soumettent leur déclaration. Pour éviter cette situation, vous pouvez, à la demande du bénéficiaire, retenir un montant d'impôt supplémentaire. Pour ce faire, vous devez effectuer ce qui suit :

- calculer l'impôt annuel à retenir sur la rémunération annuelle du bénéficiaire en y **incluant** le paiement forfaitaire. Pour en savoir plus, consultez la section « Calcul des retenues d'impôt, étape par étape » dans le guide T4032, Tables de retenues sur la paie de votre province ou territoire;

- calculer l'impôt à retenir pour l'année sur la rémunération annuelle du bénéficiaire en y **excluant** le paiement forfaitaire;
- **soustraire** le deuxième montant du premier.

Le résultat est le montant que vous devez retenir sur le paiement forfaitaire si le bénéficiaire vous le demande.

Ne retenez pas d'impôt sur un paiement forfaitaire si les gains totaux que le bénéficiaire reçoit ou doit recevoir pendant l'année civile, y compris le paiement forfaitaire, sont inférieurs au montant de la demande inscrit sur son formulaire TD1, Déclaration des crédits d'impôt personnels. Cette règle ne s'applique pas aux paiements forfaitaires faits à des non-résidents.

Paiements forfaitaires rétroactifs admissibles

Certains paiements forfaitaires rétroactifs totalisant 3 000 \$ ou plus (**sans les intérêts**) donnent droit à un calcul d'impôt spécial lorsqu'une personne produit sa déclaration de revenus et de prestations, peu importe le montant d'impôt que vous retenez sur le paiement.

Les sources de revenu admissibles sont les suivantes :

- revenu tiré d'une charge ou d'un emploi et reçu à la suite :
 - d'une ordonnance ou d'un jugement d'une Cour ou de tout autre tribunal compétent;
 - d'une sentence arbitrale;
 - d'une entente selon laquelle les parties conviennent de mettre fin à une poursuite (y compris les dédommagements reçus à la suite de la perte d'une charge ou d'un emploi);
- prestations d'assurance-chômage ou d'assurance-emploi;
- prestations de retraite ou de pensions (sauf les prestations non périodiques comme les retraits d'une somme forfaitaire);
- pensions alimentaires pour enfants, époux ou conjoint de fait;
- prestations de régimes d'assurance-salaire;
- prestations de remplacement du revenu des militaires et vétérans des Forces canadiennes.

Pour y être admissibles, les paiements décrits sur le formulaire T1198, État d'un paiement forfaitaire rétroactif admissible, doivent avoir été versés au particulier après 1994 pour une ou plusieurs années après 1977 durant lesquelles il était résident du Canada.

Remarque

Si vous versez des augmentations rétroactives de salaire, allez à canada.ca/arc-primers-augmentations-salaire-retroactives-montants-irreguliers.

Vous devez fournir les renseignements suivants par écrit au bénéficiaire du paiement :

- l'année où le paiement forfaitaire a été versé au bénéficiaire;
- une description détaillée du paiement forfaitaire et les circonstances à l'origine de celui-ci;

- le montant total du paiement forfaitaire et sa répartition entre le capital et l'intérêt, s'il y a lieu;
- le montant du capital qui se rapporte à l'année en cours et à chacune des années passées visées par le paiement.

À titre de payeur, vous devez remplir pour le bénéficiaire le formulaire T1198. Pour demander le calcul spécial de l'impôt, le bénéficiaire doit joindre ce formulaire à sa déclaration de revenus et de prestations papier pour l'année du paiement et envoyer le tout à son centre fiscal.

Transfert de fonds

Un paiement forfaitaire peut être transféré directement d'un RPA ou d'un RPDB dans un RPA, un REER, un régime de pension déterminé (RPD), un régime de pension agréé collectif (RPAC) ou un FERR, à l'intérieur des limites permises, comme cela est expliqué ci-dessous. Un paiement forfaitaire d'un RPDB peut aussi être transféré directement à un autre RPDB, ou utilisés pour acheter une « rente viagère différée à un âge avancé (RVDA) ». De plus, un paiement forfaitaire peut être transféré directement d'un RPA à cotisations déterminées pour acheter un RVDA. Ne retenez pas d'impôt sur un montant que vous transférez **directement** (qui n'est pas versé au bénéficiaire) dans un RPA, un REER, un RPDB, un RPD, un RPAC ou un FERR, ou utilisés pour acheter une RVDA.

Le fiduciaire ou l'administrateur du régime utilisera le formulaire T2151, Transfert direct d'un montant unique selon le paragraphe 147(19) ou l'article 147.3, pour effectuer le transfert direct du paiement forfaitaire pour le compte du bénéficiaire. Pour transférer des montants d'un régime enregistré pour acheter un RVDA en tant qu'émetteur d'un REER, l'émetteur d'un FERR, l'administrateur d'un RPAC ou d'un RPA à cotisations déterminées et le fiduciaire d'un RPDB, vous devez utiliser le formulaire T2157, Transfert d'un régime enregistré pour acheter une RVDA. L'entité cédante doit remplir un feuillet T4RSP, T4RIF ou T4A pour le transfert, le cas échéant.

La LIR limite parfois le montant du paiement forfaitaire d'un RPA que vous pouvez transférer directement dans ces régimes. Si le montant que vous transférez dépasse la limite établie, le bénéficiaire doit inclure le surplus dans ses revenus et vous devez retenir l'impôt sur le montant qui n'est pas transféré directement. Notez que ce montant n'est pas admissible au transfert dans un autre RPA, REER, RPDB, RPD, RPAC ou FERR.

Les montants provenant des REER, FERR, RPAC, et des RPD peuvent aussi être transférés avec report d'impôt conformément aux diverses dispositions de la LIR. Une RVDA est un achat de rente admissible pour un REER, un FERR, un RPDB, un RPAC et un RPA à cotisations déterminées.

Pour en savoir plus sur le transfert de fonds entre régimes, allez à canada.ca/arc-transfert-fonds.

Ristournes

Les ristournes comprennent :

- les titres de créance;

- les sommes créditées pour la dette du bénéficiaire envers le payeur de la ristourne;
- les actions d'une société qu'un particulier reçoit en raison de la ristourne.

Vous devez effectuer une retenue d'impôt de 15 % sur la valeur des ristournes que les résidents canadiens reçoivent dans une année. Cette retenue d'impôt s'applique au paiement ou au total de plusieurs paiements que vous avez effectués durant l'année, et dont le montant dépasse 100 \$.

Exemple

Vous donnez une ristourne de 250 \$ à Stacey. Le montant sur lequel vous effectuez la retenue d'impôt de 15 % est de 150 \$ (250 \$ – 100 \$). La retenue d'impôt est de 22,50 \$ (150 \$ × 15 %).

Remplissez la partie du bas du formulaire PD7A, Relevé de compte de retenues à la source courantes, pour envoyer au receveur général le montant que vous avez retenu.

La retenue d'impôt ne s'applique pas aux résidents canadiens qui en sont exemptés selon l'article 149 de la LIR.

Pour en savoir plus, consultez le bulletin d'interprétation archivé IT-362, Ristournes.

Régime enregistré d'épargne-études (REEE)

Les revenus gagnés dans un REEE peuvent être payés au souscripteur (ou, dans certaines circonstances, à une autre personne) à titre de paiements de revenu accumulé (PRA).

Un PRA est soumis à deux impôts : l'impôt régulier sur le revenu selon la partie I de la LIR et l'impôt supplémentaire de 20 % (12 % pour les résidents du Québec) selon la partie X.5 de la LIR.

Le montant imposable peut être réduit jusqu'à un maximum à vie de 50 000 \$, si les deux conditions suivantes sont réunies :

- le bénéficiaire des PRA est le souscripteur initial, il a acquis les droits de l'ancien souscripteur à la suite de la rupture de son mariage, ou s'il n'y a pas de souscripteur du régime, il est ou était l'époux ou le conjoint de fait du souscripteur décédé;
- le bénéficiaire a rempli le formulaire T1171, Demande de renoncer aux retenues d'impôt sur les paiements de revenu accumulé de REEE, et il a demandé que vous transfériez directement les paiements dans son REER, RPAC, RPD ou dans le REER ou RPD de son époux ou conjoint de fait.

Vous n'avez pas à retenir d'impôt sur le montant transféré si vous estimez que les conditions ci-dessus et celles énoncées dans le formulaire T1171 sont remplies et que vous pouvez raisonnablement vous attendre à ce que le bénéficiaire des PRA déduise le montant transféré dans un REER, RPAC ou RPD dans sa déclaration visant l'année du transfert.

Le montant imposable représente les PRA **moins** la réduction calculée au moyen du formulaire T1171.

Déclarez les paiements d'un REEE sur un feuillet T4A.

Pour en savoir plus, allez à canada.ca/arc-reee-paiements-revenu-accumule.

Compte d'épargne libre d'impôt (CELI)

Habituellement, le revenu gagné d'un CELI n'est pas soumis à l'impôt sur le revenu, même au moment où il est retiré. Cependant, certaines règles s'appliquent si le CELI cesse d'être un CELI pour une des raisons suivantes :

- le CELI cesse d'être un « arrangement admissible » tel que défini au paragraphe 146.2(1) de la LIR;
- les conditions énumérées selon le paragraphe 146.2(2) de la LIR ne sont pas satisfaites;
- le dernier détenteur du CELI décède.

Les commentaires suivants sont liés au décès du dernier détenteur du CELI. Cependant, à l'exception de la règle de la période d'exonération qui s'applique seulement au décès du dernier détenteur dans le cadre d'un arrangement en fiducie, d'autres règles semblables s'appliquent dans les trois cas mentionnés ci-dessus.

Lorsque le titulaire d'un dépôt ou d'un contrat de rente dans le cadre d'un CELI décède, le titulaire est considéré avoir disposé du dépôt ou du contrat de rente. Chaque personne qui a un intérêt dans le dépôt ou le contrat de rente est considérée avoir acquis cet intérêt au moment du décès du détenteur, pour un montant égal à la juste valeur marchande (JVM) du dépôt ou du contrat de rente immédiatement avant le décès. Après le décès du titulaire, on considère le dépôt ou le contrat de rente comme un contrat distinct et non plus comme un CELI, et il est soumis aux règles normales de déclaration et de retenues d'impôt, et d'inclusion dans le revenu qui s'appliquent aux dépôts et aux contrats de rentes.

Lorsque le titulaire d'un CELI qui est régi par un arrangement en fiducie décède, la fiducie cesse habituellement d'être considérée comme un CELI à la date du décès. Cependant, dans certaines circonstances, la fiducie peut continuer d'être considérée comme un CELI jusqu'à la fin de la période d'exemption, c'est-à-dire, de la date du décès jusqu'à la fin de l'année civile suivant l'année du décès ou lorsque la fiducie cesse d'exister, si cela survient en premier. Durant la période d'exemption, les biens détenus dans le CELI peuvent être distribués aux bénéficiaires du CELI tout en demeurant libres d'impôt, pourvu que le montant total distribué ne dépasse pas la JVM des biens provenant de la fiducie immédiatement avant le décès du titulaire. Tout montant payé aux bénéficiaires qui excède cette limite doit être inclus dans le revenu du bénéficiaire durant l'année où il a reçu le montant et doit être déclaré comme un revenu payé au bénéficiaire sur un feuillet T4A (si le montant dépasse 50 \$). Vous n'êtes pas tenu de retenir l'impôt sur le revenu sur ces montants.

Par exemple, un CELI peut être évalué à 10 000 \$ à la date du décès, mais au moment où il est distribué au bénéficiaire, le compte pourrait avoir une valeur de 11 000 \$. Le surplus de 1 000 \$ est imposable au bénéficiaire s'il est payé durant la période d'exemption. Un feuillet T4A doit être préparé par le payeur pour déclarer ce montant.

Si la fiducie continue d'exister après la période d'exemption, elle sera soumise à l'impôt et sera tenue d'inclure dans son revenu tout revenu gagné aussitôt après la fin de cette période. De plus, pour la première année d'imposition qui débute après la fin de l'exemption, la fiducie doit aussi inclure dans son revenu n'importe quel revenu ou appréciation reçu après le décès, qui n'a pas été distribué et inclus dans un revenu de bénéficiaire pendant la période d'exemption. La fiducie est aussi soumise à l'impôt sur ces revenus à moins qu'ils aient été payables à ses bénéficiaires selon les règles énumérées dans le guide T4013, T3 – Guide des fiducies.

Pour en savoir plus, consultez le guide RC4477, Compte d'épargne libre d'impôt (CELI) Guide pour les émetteurs et le guide RC4466, Compte d'épargne libre d'impôt (CELI) pour les particuliers.

Chapitre 3 – Feuilles T4A

Remplir les feuilles T4A

Assurez-vous que le numéro d'assurance sociale (NAS) ou numéro de compte de programme et le nom que vous inscrivez sur le feuillet T4A de chaque bénéficiaire sont exacts.

Si un particulier ne vous a pas fourni son NAS, vous devez pouvoir démontrer que vous avez fait un effort raisonnable pour l'obtenir. Un numéro de compte de programme valide peut être fourni comme solution de rechange (comme un numéro de compte de TPS/TVH) si le particulier est un propriétaire unique. Pour les entreprises qui sont des sociétés de personnes ou des sociétés, un numéro de compte de programme peut être fourni mais n'est pas requis pour remplir le T4A.

Exemple

Lorsque vous envoyez une lettre à un particulier pour lui demander son NAS, inscrivez la date de l'envoi dans un registre et conservez une copie de toute correspondance concernant cette demande. Si vous ne faites pas un effort raisonnable pour obtenir le NAS d'un employé, vous pourriez être soumis à une pénalité de 100 \$ pour chaque NAS non obtenu. Si vous ne pouvez pas obtenir le NAS d'un bénéficiaire, soumettez quand même votre déclaration de renseignements, sans le NAS, au plus tard le dernier jour de février suivant l'année au cours de laquelle le revenu a été payé.

Pour en savoir plus, allez à canada.ca/impots-paie-nas.

Lorsque vous remplissez des feuilles T4A :

- Le revenu est déclaré sur un feuillet T4A pour l'année au cours de laquelle il est payé, peu importe le moment où il a été gagné.
- Si une case ne contient aucune valeur, n'inscrivez pas « nul » ou « S. O. ». Laissez la case vide.
- Ne modifiez jamais le titre d'une case.
- Inscrivez en dollars et en cents tous les montants que vous avez payés pendant l'année, sauf le facteur d'équivalence qui est en dollars seulement. Pour en

savoir plus, consultez la section « Code 034 – Facteur d'équivalence » à la page 16.

- Ne mettez pas de trait d'union ou de tiret entre les chiffres.
- N'inscrivez pas le symbole du dollar (\$).

Comment déclarer un revenu étranger en dollars canadiens

Déclarez tous les montants du feuillet T4A en dollars canadiens, conformément aux exigences de la Loi de l'impôt sur le revenu (LIR).

Banque du Canada

En général, le montant de la monnaie étrangère devrait être converti en fonction du taux de change de la Banque du Canada en vigueur le jour même. Pour en savoir plus, allez à banqueducanada.ca/taux/taux-de-change.

Autres sources acceptables

L'Agence du revenu du Canada (l'Agence) acceptera également pour ce jour un taux provenant d'une autre source s'il est :

- largement disponible;
- vérifiable;
- publiée par un fournisseur indépendant de façon continue;
- reconnue par le marché;
- utilisée conformément aux principes commerciaux reconnus;
- utilisée pour préparer les états financiers (le cas échéant);
- utilisée uniformément d'une année à l'autre.

D'autres sources généralement acceptées par l'ARC comprennent les taux de Bloomberg L.P., Thomson Reuters Corporation et OANDA Corporation.

Pour en savoir plus, y compris les circonstances où un taux moyen peut être utilisé pour convertir les montants en monnaie étrangère, consultez le folio de l'impôt sur le revenu S5-F4-C1, Monnaie de déclaration.

Instructions détaillées

Nom et adresse du bénéficiaire

Inscrivez le nom de famille de la personne à qui vous avez fait le paiement, suivi de son prénom et de ses initiales. Dans le cas d'une entreprise, inscrivez le nom d'exploitation légal ou enregistré fourni. Sous le nom, inscrivez l'adresse complète de la personne ou de l'entreprise, sans oublier la province, le territoire ou l'État américain, le code postal canadien ou américain (ZIP) et le pays.

Nom du payeur

Inscrivez votre raison sociale (nom commercial) sur chaque feuillet, dans l'espace prévu.

Année

Inscrivez les quatre chiffres de l'année civile dans laquelle vous avez fait le paiement au bénéficiaire.

Case 012 – Numéro d'assurance sociale

Inscrivez le NAS tel que fourni par le bénéficiaire ou le propriétaire unique.

Remarque

Si vous avez un NAS commençant par un neuf (9) et que plus tard dans l'année vous avez reçu un NAS permanent, utilisez le NAS permanent à la case 012. Si vous n'avez pas le NAS, inscrivez neuf zéros.

N'utilisez pas la case 012 si vous êtes une société de personnes ou une société par actions.

Lisez « Remplir les feuillets T4A » à la page 12 pour de l'information sur votre obligation de fournir un NAS valide.

Case 013 – Numéro de compte de programme du bénéficiaire (15 caractères)

Inscrivez le numéro de compte d'entreprise (NE) du bénéficiaire, s'il est disponible. Si cette case est remplie, la case 012 n'est pas requise.

Case 015 – Prestation dentaires offertes par l'employeur

Pour l'année civile 2023 et après, si un montant figure à la case 016, il est **obligatoire** d'indiquer si le bénéficiaire ou un membre de sa famille **pouvait**, le 31 décembre de l'année en question, avoir **accès** à une assurance de soins dentaires, ou à la couverture de tous services dentaires, que vous avez offerts. Autrement la case 015 est facultative.

Remarque

Si vous produisez par voie électronique, **n'utilisez pas** la case 015 avant janvier 2024.

Pour en savoir plus, allez à canada.ca/t4A-information-payeurs.

Case 016 – Prestations de retraite ou autres pensions

Inscrivez dans cette case la partie imposable des paiements de rente que vous avez faits à un employé, à un employé à la retraite, ou au survivant ou à l'époux d'un employé à même une caisse ou un régime de prestations de retraite agréé, y compris les prestations d'invalidité provenant d'une assurance-vie.

Cas particuliers

- En général, vous ne devez pas inclure les prestations versées d'un régime de pension non enregistré dans la case 016. Les paiements périodiques provenant d'un régime de pension non enregistré sont plutôt inclus en utilisant le code **109**, et les paiements forfaitaires provenant d'un régime de pension non enregistré sont inclus en utilisant le code **190**. Il existe une exception à cette règle lorsque vous avez versé des paiements périodiques provenant d'un régime de pension non enregistré à un résident canadien pour des services qu'il a rendus au cours d'une période pendant laquelle il n'a pas résidé au Canada. Ces paiements doivent être inclus dans la case 016.

- Indiquez à la case **016** les **prestations d'invalidité versées en tant que rente viagère** à partir d'un RPA. Indiquez dans « Autres renseignements » en utilisant le code **125**, toutes les **autres prestations d'invalidité versées** à partir d'un régime de retraite ou de pension.

Si vous avez effectué des paiements provenant d'un **régime de prestations aux employés (RPE)** qui ne sont pas des paiements d'un régime de prestations de retraite ou de pension, déclarez-les en utilisant un feuillet T4. Pour en savoir plus, allez à canada.ca/t4-information-employeurs.

- N'inscrivez pas les montants provenant d'une **convention de retraite**. Pour ces montants, utilisez un feuillet T4A-RCA, État des montants attribués d'une convention de retraite.
- **Prestations de retraite et autres pensions à un Indien (revenu exonéré)** – Les prestations de retraite et autres pensions sont normalement exemptes d'impôt quand un particulier les reçoit comme un revenu d'emploi non imposable. Si une partie du revenu d'emploi est non imposable, alors une partie équivalente de ces montants sera aussi non imposable. N'incluez pas les revenus exempts d'impôt à la case **016**. Inscrivez-les plutôt dans la section « Autres renseignements » en utilisant le code **146**.
- Incluez les prestations pour vétérans admissibles au fractionnement du revenu de pension à la case 016. Pour en savoir plus, consultez « Code 128 – Prestations pour vétérans admissibles au fractionnement du revenu de pension » à la page 18.

Case 018 – Paiements forfaitaires

À la case **018**, inscrivez la partie imposable d'un **paiement unique** provenant d'une caisse ou d'un régime de pension, y compris tout paiement unique provenant :

- d'un retrait du régime, de la retraite ou du décès d'un employé ou d'un ancien employé;
- de la cessation, de l'ajustement ou de la modification du régime;
- d'un remboursement des cotisations excédentaires au régime.

Inscrivez la partie imposable d'une prestation consécutive au décès forfaitaire versée à partir d'une RVDA. Aussi, inscrivez la partie imposable de tout **paiement unique** provenant d'un régime de participation différée aux bénéfices (RPDB) y compris un paiement unique par suite du retrait du régime, de la retraite ou du décès d'un employé ou d'un ancien employé, ou du remboursement des cotisations excédentaires du régime.

Cas particuliers

- **Régime non agréé** – Vous devez déterminer les prestations de retraite provenant d'une caisse ou d'un régime de pension non agréé. En plus d'inscrire le montant à la case **018**, inscrivez-le dans la section « Autres renseignements » en utilisant le code **190**.
- Si vous déclarez des **paiements forfaitaires** provenant de RPA et de RPDB accumulés au 31 décembre 1971, inscrivez le montant dans la case **018** ainsi que dans la

section « Autres renseignements » en utilisant le code **110**.

- **Transferts directs** – N’inscrivez pas les transferts directs de paiements forfaitaires d’un RPA dans un REER, un RPD, un RPAC, un FERR ou d’autres RPA, si vous avez fait les transferts selon les paragraphes 147.3(1) à (8) de la Loi de l’impôt sur le revenu (LIR). De même, ne déclarez pas les transferts directs de paiements forfaitaires de RPDB dans des REER, des RPD, des RPAC, des FERR ou d’autres RPDB, si vous les avez faits selon le paragraphe 147(19) de la LIR. Ces montants ne sont pas déclarés lorsqu’ils sont transférés directement dans le revenu de l’employé selon ces paragraphes. L’administrateur qui reçoit le montant que vous avez transféré (le cessionnaire) ne doit pas remettre de reçu. Le formulaire T2151, Transfert direct d’un montant unique selon le paragraphe 147(19) ou l’article 147.3, peut être utilisé pour effectuer le transfert direct du paiement pour le compte de l’employé.

- **Montants non admissibles aux transferts** – Les montants que vous avez transférés et qui dépassent la limite permise par les paragraphes 147.3(1) à (8) ou 147(19) de la LIR sont considérés comme un revenu de l’année du transfert. Inscrivez ces montants à la case **018**. L’administrateur qui reçoit le montant transféré (le cessionnaire) doit remettre un reçu pour ces montants de transferts excédentaires.

Si vous avez versé un paiement unique d’un RPA ou d’un RPDB à un particulier ou lorsque vous avez transféré un tel paiement que l’ARC considère comme un revenu, vous devez le déclarer dans la section « Autres renseignements » en utilisant le code **108** pour un RPA ou le code **180** pour un RPDB.

- **Régime de participation différée aux bénéfices (RPDB)** – Déclarez à la case **018** le total des montants que vous avez attribués ou réattribués dans l’année, dans le cadre d’un RPDB ou d’un régime dont l’agrément a été retiré à une personne visée à l’alinéa 147(2)k.2) de la LIR. Ces montants peuvent inclure, selon le cas :
 - les cotisations de l’employeur versées au régime après le 1^{er} décembre 1982;
 - les montants perdus dans le cadre du régime si ceux-ci sont retirés du régime pendant l’année.

Si vous avez attribué un montant selon le paragraphe 147(10.3) de la LIR dans une année antérieure et que vous faites le paiement dans l’année en cours, vous devez inscrire le montant du paiement dans la section « Autres renseignements » en utilisant le code **180**.

- **Paiements forfaitaires – non-résidents** – Si vous avez versé un paiement forfaitaire d’une prestation de retraite ou d’une autre pension provenant d’un régime de retraite non agréé attribuable à des services rendus par un résident du Canada dans une période où celui-ci ne demeurerait pas au Canada, déclarez-le à la case **018**. Le bénéficiaire peut transférer le paiement dans un RPA, RPD, RPAC ou dans un REER et déduire le montant du transfert selon l’alinéa 60j), et ce, s’il répond aux exigences des dispositions. Cependant, si vous transférez directement ce paiement, inscrivez-le à la case **018** et

dans la section « Autres renseignements » en utilisant le code **102**.

Si vous avez effectué des paiements provenant d’un RPE qui ne sont pas des paiements d’un régime de prestations de retraite ou d’une autre pension, ces montants doivent être inclus sur un feuillet T4. Pour en savoir plus, allez à canada.ca/avantage-imposable, et sélectionnez, Aide accordée pour les voyages dans une zone visée par règlement.

- **Paiements forfaitaires que vous ne pouvez pas transférer et qui ne sont pas déclarés ailleurs** – Si vous avez payé un montant qui ne venait pas d’un RPA ou d’un RPDB et que ce montant n’est pas admissible à titre de transfert qui n’a pas à être déclaré ailleurs, inscrivez le montant à la case **018** et dans la section « Autre renseignements » en utilisant le code **158**.
- **Paiements forfaitaires à un Indien (revenu exonéré)** – Les paiements forfaitaires sont normalement exempts d’impôt quand un particulier les reçoit comme un revenu d’emploi non imposable. Si une partie du revenu d’emploi est non imposable, alors une partie équivalente de ces montants sera aussi non imposable. N’incluez pas les revenus exempts d’impôt dans la case **018**. Inscrivez-les plutôt dans la section « Autres renseignements » en utilisant le code **148**.

- **Compte d’épargne libre d’impôt pour l’achat d’une première propriété (CELIAPP)** – Lorsque le titulaire d’un CELIAPP désigne un donataire reconnu (un organisme de bienfaisance enregistré) comme bénéficiaire, un feuillet T4A doit être produit par l’émetteur déclarant ce montant.

L’émetteur doit utiliser le code 134 du feuillet T4A pour déclarer le montant attribué au bénéficiaire du CELIAPP reçu par le donataire reconnu et l’impôt sur le revenu correspondant déduit à la case 022 du feuillet T4A.

L’émetteur doit utiliser le code 134 du feuillet T4A pour déclarer le montant réputé reçu par le donataire reconnu à la cessation du CELIAPP. Vous devez déclarer ce montant dans la section « Autres renseignements ». Inscrivez le code 134 et le montant.

Case 020 – Commissions d’un travail indépendant

Inscrivez le montant total des commissions que vous avez versées à un agent indépendant. N’incluez pas la TPS/TVH payée au bénéficiaire pour ces services.

Case 022 – Impôt sur le revenu retenu

Inscrivez le montant **total** d’impôt que vous avez retenu de la rémunération du bénéficiaire durant l’année. Cela inclut l’impôt sur le revenu fédéral, provincial (sauf au Québec) et territorial. Laissez la case en blanc si vous n’avez pas retenu d’impôt.

N’incluez pas de montant retenu conformément à une ordonnance de saisie ou à une demande formelle de paiement pour les impôts d’un employé d’une année passée.

Case 024 – Rentes

Inscrivez les paiements de rente provenant d’une rente qu’un particulier a achetée avec un remboursement de

primes d'un REER lors du décès du rentier. Pour en savoir plus, allez à canada.ca/arc-remboursement-primes-reer.

Inscrivez les paiements de rente provenant d'une rente viagère achetée lors de la disposition d'un fonds de revenu viager ou d'un fond enregistré de revenu de retraite.

Inscrire uniquement les paiements de rente d'une RVDAA à la case **024**. Pour en savoir plus sur les transferts de RVDAA, lisez « Code 037 – Transfert de rente viagère différée à un âge avancé » à la page 16.

Si vous incluez les paiements de rente selon un contrat de rente d'étalement du revenu, inscrivez le montant dans la section « Autres renseignements » en utilisant le code **111**.

Si vous incluez les versements ou paiements de rente selon un RPDB, inscrivez le montant du paiement dans la section « Autres renseignements » en utilisant le code **115**. Pour en savoir plus, allez à canada.ca/arc-paiements-provenant-rpdb.

Déclarez à la case **016** au lieu de la case **024** la partie imposable des paiements de rente que vous avez payée à un employé, à un employé retraité, au survivant ou au conjoint d'un employé selon un régime de retraite ou d'autres pensions, y compris les prestations d'invalidité sous la forme d'une rente viagère.

Remarques

Déclarez sur un **feuillelet T5** les paiements de rente provenant du revenu accumulé d'une police d'assurance-vie que vous incluez lorsque vous calculez le revenu d'une personne selon les dispositions de l'article 12.2 de la LIR.

Déclarez les paiements de rente à un non-résident sur un **feuillelet NR4**.

Case 048 – Honoraires ou autres sommes pour services rendus

Inscrivez les frais ou autres sommes payés pour des services rendus. N'incluez pas la TPS/TVH dans les montants payés aux bénéficiaires pour ces services.

Remarques

Actuellement, l'ARC n'impose pas de pénalité si la case **048** n'a pas été remplie.

Ne déclarez pas le revenu de subvention de garderie à la case **048**; vous devez plutôt le déclarer dans la section « Autres renseignements » en utilisant le code **028**.

Case 061 – Numéro de compte de programme du payeur

Inscrivez le numéro de compte de 15 caractères que vous utilisez pour envoyer les retenues faites sur la rémunération des bénéficiaires à l'ARC. Ce numéro figure dans le coin supérieur gauche de l'état de compte que l'ARC vous envoie chaque mois et comprend trois parties – le numéro d'entreprise (NE) de neuf chiffres, le code d'identification de programme de deux lettres et le numéro de référence de quatre chiffres.

Votre numéro de compte ne doit pas figurer sur les copies des feuillets T4A que vous remettez aux bénéficiaires.

Autres renseignements

La section « Autres renseignements » au bas du feuillet T4A contient des cases qui vous permettent d'inscrire les codes et les montants relatifs aux autres types de paiements lorsque ceux-là s'appliquent.

Les cases ne sont pas numérotées comme elles le sont dans la partie du haut du feuillet. Vous devez inscrire les codes qui s'appliquent à la situation du bénéficiaire. Les types de revenus déjà déclarés dans la section « Code 028 – Autres revenus » et numérotés par des codes de référence ont, dans la plupart des cas, été remplacés par certains numéros de case.

Exemple

Box – Case Amount – Montant

109	2400	98
-----	------	----

Remarque

Si plus de 12 codes s'appliquent à la situation d'un bénéficiaire, utilisez un feuillet T4A supplémentaire. N'inscrivez pas tous les renseignements à nouveau lorsque vous utilisez un T4A supplémentaire. Inscrivez uniquement le nom du payeur ainsi que le nom et le NAS du bénéficiaire. Remplissez aussi les cases requises dans la section « Autres renseignements ».

Code 014 – Numéro du bénéficiaire

Si vous voulez, vous pouvez inscrire un numéro de retraité, d'employé ou de feuille de paie. Dans la section « Autre renseignements », inscrivez le code **014** et le numéro du bénéficiaire. Si vous préférez, vous pouvez inscrire le numéro du bénéficiaire dans la section « nom du bénéficiaire » du feuillet T4A. La zone réservée à l'adresse du bénéficiaire ne peut pas être utilisée à cette fin.

Code 028 – Autres revenus

Inscrivez toute autre somme que vous n'avez pas à déclarer ailleurs sur un feuillet T4A ou sur un autre feuillet, si la somme est de plus de 500 \$ ou que vous avez déduit l'impôt sur le revenu. Dans la plupart des cas, les autres montants ont une case (distincte) pour déclarer le type de paiement.

Pour en savoir plus, allez à canada.ca/retenues-paie-autres-renseignements-t4a.

Remarques

Ne déclarez pas les paiements pour des services rendus en utilisant le code **028**. Ces paiements doivent être déclarés à la « Case 048 – Honoraires ou autres sommes pour services rendus ».

Les employés admissibles à la déduction pour les habitants de régions éloignées pour des avantages relatifs aux voyages doivent utiliser les renseignements des cases 32 et 33 de leur feuillet T4 pour calculer correctement leur déduction sur le formulaire T2222, Déductions pour les habitants de régions éloignées pour 2024. Pour en savoir plus, allez à canada.ca/avantage-imposable, et sélectionnez, « Aide accordée pour les voyages dans une zone visée par règlement ».

Code 030 – Répartitions selon l'apport commercial

Déclarez les ristournes que vous versez à des clients, lorsque ce montant est proportionnel à l'apport commercial du client. De telles ristournes comprennent les paiements versés en espèces ou en nature, par reconnaissance de dette, par émission d'actions, par compensation, par cession ou de toute autre façon.

Code 032 – Cotisations à un régime de pension agréé (services passés)

Inscrivez le montant des cotisations versées par un ancien employé pour racheter des services passés. L'administrateur du régime remplit habituellement le feuillet T4A lorsque la relation employeur-employé n'existe plus. Incluez les intérêts sur les versements échelonnés qu'a effectué l'ancien employé pour les cotisations à l'égard de services passés. Ces intérêts sont la partie des cotisations qui représente le montant exigé pour financer le rachat de services passés sur une certaine période. Inscrivez ce montant dans la section « Autres renseignements » en utilisant le code **032**.

Dans le cas des cotisations à un régime de pension agréé pour services passés en 1989 ou avant pendant que l'employé cotisait, inscrivez le montant deux fois en utilisant les codes **032** et **126**.

Dans le cas des cotisations à un régime de pension agréé pour services passés en 1989 ou avant pendant que l'employé cotisait, inscrivez le montant deux fois en utilisant les codes **032** et **162**.

Code 034 – Facteur d'équivalence

Si vous êtes l'administrateur d'un régime interentreprises (RI), vous devez inscrire, en dollars seulement, le montant du FE établi pour un employé dans le cadre du RPA pendant une période de congé ou de services réduits dans l'année. Pour en savoir plus, allez à canada.ca/arccalculfacteursequivalence. Pour les périodes de congé ou de services réduits qui ne sont pas prises en compte dans le RI, veuillez inscrire le FE sur un feuillet T4.

Code 036 – Numéro d'agrément du régime

Inscrivez le numéro d'agrément que l'ARC vous a attribué pour le RPA ou le RPDB auquel l'employé participe, et pour lequel vous avez établi le FE que vous déclarez. Vous devez indiquer ce numéro, même si votre régime n'exige que des cotisations de l'employeur. Si les cotisations versées pour le compte de l'employé visent plus d'un régime, inscrivez seulement le numéro du régime selon lequel l'employé a le FE le plus élevé.

Inscrivez les numéros d'agrément des autres régimes (pas plus de trois) aux lignes 071, 072 et 073, sur le T4A Sommaire.

Code 037 – Transfert de rente viagère différée à un âge avancé

Inscrivez le montant total de la rente transférée d'un RPA, d'un RPAC ou d'un RPDB à cotisations déterminées. Si un montant supérieur au plafond à vie de la personne a été acheté, le montant excédentaire qui est transféré à un régime agréé admissible doit être déclaré comme un montant négatif dans cette case. **N'incluez pas ce montant dans la case 024.**

Code 040 – Paiements de revenu accumulé d'un REEE

Si vous êtes le promoteur d'un REEE et que vous versez à un souscripteur du régime des paiements de revenu accumulé d'un REEE déclarez ces montants dans la section « Autre renseignement » en utilisant le code **040**.

Il peut arriver que des paiements de revenu accumulé d'un REEE soient versés à une autre personne que le souscripteur ou son époux ou conjoint de fait (après le décès de celui-ci). Si c'est le cas, inscrivez la somme payée dans la section « Autres renseignements » en utilisant le code **122**.

Remarque

Les paiements de revenu accumulé peuvent être soumis à la fois à un impôt régulier sur le paiement forfaitaire et à un impôt supplémentaire de 20 % (12 % pour le Québec).

Code 042 – Paiements d'aide aux études d'un REEE

Si vous êtes le promoteur d'un REEE et que vous versez à un bénéficiaire, ou pour son compte, des paiements d'aide aux études provenant d'un REEE (autres qu'un remboursement de cotisations) afin de l'aider à poursuivre ses études au niveau post-secondaire, déclarez ces montants dans la section « Autres renseignements » en utilisant le code **042** du feuillet T4A. Pour en savoir plus sur ces paiements, allez à canada.ca/arc-paiements-aide-etudes.

Code 046 – Dons de bienfaisance

Inscrivez le montant que vous avez retenu sur la rémunération des bénéficiaires pour les dons à des organismes de bienfaisance enregistrés au Canada dans la section « Autres renseignements » en utilisant le code **046**.

Code 102 – Paiements forfaitaires – transfert de services de non-résidents selon l'alinéa 60j)

Pour en savoir plus, lisez les cas particuliers énumérés sous la « Case 018 – Paiements forfaitaires » à la page 13.

Code 104 – Subventions de recherche

Inscrivez les montants de subvention de recherche payés au bénéficiaire.

Code 105 – Bourses d'études, de perfectionnement et d'entretien, et subventions reçues par un artiste pour un projet

Pour en savoir plus, consultez le folio de l'impôt sur le revenu S1-F2-C3, Bourses d'études, subventions de recherches et autres montants d'aide à l'éducation.

Tout montant déclaré ici en tant que revenu de bourses de perfectionnement postdoctorales doit également être

déclaré sous le nouveau code 210, « Revenu de bourses de perfectionnement postdoctorales ».

Code 106 – Prestations consécutives au décès

Inscrivez le montant brut (comprend la partie non taxable) de tout paiement (y compris un paiement à un époux ou conjoint de fait survivant, à un héritier ou à une succession) que vous avez fait au moment du décès d'un employé ou après son décès, en reconnaissance des services qu'il a rendus dans le cadre d'une charge ou d'un emploi.

Code 107 – Paiements reçus d'un régime d'assurance-salaire

Inscrivez les prestations versées dans le cadre d'un régime d'assurance-salaire lorsque vous n'êtes pas tenu de retenir des cotisations au RPC ou à l'AE ou les deux. Pour en savoir plus, allez à canada.ca/arc-regimes-assurance-salaire.

Remarque

Vous devez retenir l'impôt sur le revenu sur toutes les prestations d'assurance-salaire que vous versez. Si vous devez aussi retenir des cotisations au RPC et à l'AE, déclarez le revenu et les retenues sur un feuillet T4. Si vous ne devez pas retenir des cotisations au RPC et à l'AE, déclarez le revenu et les retenues sur un feuillet T4A.

Code 108 – Paiements forfaitaires d'un régime de pension agréé (RPA) non admissible à un transfert

Pour en savoir plus, lisez « Montants non-admissibles aux transferts » sous la « Case 018 – Paiements forfaitaires » à la page 13.

Code 109 – Paiements périodiques d'un plan non agréé

Inscrivez les paiements périodiques d'un régime de pension non agréé que vous avez effectués.

Code 110 – Paiements forfaitaires accumulés avant le 31 décembre 1971

Pour en savoir plus, lisez les cas particuliers énumérés sous la « Case 018 – Paiements forfaitaires » à la page 13.

Code 111 – Contrat de rentes à versement invariable (CRVI)

Pour en savoir plus, lisez « Case 024 – Rentes » à la page 14.

Code 115 – Paiements d'une rente ou versements selon un régime de participation différée aux bénéfices (RPDB)

Pour en savoir plus, lisez « Case 024 – Rentes » à la page 14.

Code 116 – Aide financière pour voyages pour soins médicaux

Pour en savoir plus, lisez « Avantages fournis par un tiers » à la page 19.

Remarque

Les employés admissibles à la déduction pour les habitants de régions éloignées pour des avantages relatifs aux voyages doivent utiliser les renseignements des cases 32 et 33 de leur feuillet T4 pour calculer correctement leur déduction sur le formulaire T2222, Déductions pour les habitants de régions éloignées pour

2024. Pour en savoir plus, allez à canada.ca/avantage-imposable, et sélectionnez, « Aide accordée pour les voyages dans une zone visée par règlement ».

Code 117 – Avantages liés à un prêt

Inscrivez les avantages découlant d'un prêt reçu par une personne ou une société de personnes qui était un actionnaire (ou liée à un actionnaire).

Code 118 – Avantages pour primes de soins médicaux

Inscrivez les primes que vous versez en cotisations à un régime provincial ou territorial d'assurance-soins médicaux pour un ancien employé. Pour en savoir plus, allez à canada.ca/arc-primes-assurance-medicaux-regimes.

Code 119 – Primes payées pour une police d'assurance-vie collective temporaire

Si vous avez versé un avantage imposable relatif à une police d'assurance-vie collective temporaire à un ancien employé ou à un retraité, vous devez déclarer ce montant dans la section « Autres renseignements » en utilisant le code 119. Le seuil de déclaration de 500 \$ pour les feuillets T4A ne s'applique pas.

Si vous êtes un administrateur ou un fiduciaire d'un RI et que vous accordez un tel avantage imposable à un employé, à un ancien employé ou à un retraité, déclarez le montant que vous lui avez versé dans la section « Autres renseignements » en utilisant le code 119, s'il est de plus de 25 \$.

Code 122 – Paiements de revenu accumulé d'un REEE payé à un tiers

Pour en savoir plus, lisez « Code 040 – Paiements de revenu accumulé d'un REEE » à la page 16.

Code 123 – Paiements provenant d'un RPDB dont l'agrément a été retiré

Inscrivez les paiements effectués dans le cadre d'un régime de participation différé aux bénéfices (RPDB) dont l'agrément a été retiré.

Code 124 – Logement et repas sur les chantiers particuliers

Pour en savoir plus, lisez « Avantages fournis par un tiers » à la page 19

Code 125 – Prestations d'invalidité payées à même un régime de prestations de retraite ou d'autres pensions

Inscrivez les prestations d'invalidité payées à même un régime de prestations de retraite ou d'autres pensions. Aucun de ces montants n'est soumis aux retenues sur la paie (RPC/RRQ, AE, RPAP et impôt sur le revenu).

Code 126 – Cotisations pour services passés avant 1990 alors que vous cotisiez

Pour en savoir plus, lisez « Code 032 – Cotisations à un régime de pension agréé (services passés) » à la page 16.

Code 127 – Prestations pour vétérans

Inscrivez la somme des montants suivants :

- les montants versés dans l'année à titre d'indemnité de remplacement du revenu qui est payable selon la partie 2

de la Loi sur le bien-être des vétérans (autre que celle dont le montant est déterminé selon le paragraphe 19.1(1), l'alinéa 23(1)b ou le paragraphe 26.1(1) de la Loi sur le bien-être des vétérans, tel que ce montant est modifié, le cas échéant, selon la partie 5 de cette loi);

- les montants versés dans l'année qui sont payables selon les paragraphes 99(6), 109(1) ou 115(5) ou les articles 124 à 126 de la Loi sur le bien-être des vétérans.

Code 128 – Prestations pour vétérans admissibles au fractionnement du revenu de pension

Inscrivez la somme des montants versés au cours de l'année à titre de prestation de remplacement du revenu qui est payable selon la partie 2 de la Loi sur le bien-être des vétérans, et dont le montant est déterminé selon le paragraphe 19.1(1), l'alinéa 23(1)b ou le paragraphe 26.1(1) de cette loi (tel que ce montant est modifié, le cas échéant, selon la partie 5 de cette loi).

Inscrivez aussi cette somme à la case 016.

Code 129 – Part de votre coopérative à imposition différée

Inscrivez toutes les parts de coopérative à imposition différée émises par une coopérative agricole au cours de l'année.

Code 130 – Subvention incitative aux apprentis, Subvention incitative aux apprentis pour les femmes ou à l'achèvement de la formation d'apprenti

Inscrivez les Subventions incitatives aux apprentis ou les Subventions incitative aux apprentis pour les femmes payées aux apprentis inscrits une fois qu'ils ont terminé avec succès la première ou la deuxième année (ou le niveau équivalent) de leur programme d'apprenti dans l'un des métiers désignés Sceau rouge.

Inscrivez aussi les Subventions à l'achèvement de la formation d'apprenti payées aux apprentis lorsque ceux-ci terminent leur programme d'apprenti dans l'un des métiers désignés Sceau rouge.

Code 131 – Régime enregistré d'épargne-invalidité

Inscrivez les paiements effectués dans le cadre d'un REEI à un bénéficiaire du régime.

Code 132 – Programme de protection des salariés

Inscrivez les paiements versés à l'employé en raison de la faillite ou de l'insolvabilité de l'employeur.

Code 133 – Prestations de retraite variables

Inscrivez les prestations de retraite variables payées d'un régime de retraite.

Inscrivez le montant de la rente viagère à paiement variable qui a été payé à partir d'un RPAC et d'un RPA achat d'argent.

Code 134 – Montant imposable du compte d'épargne libre d'impôt (CELI) - montant imposable ou montant imposable du compte d'épargne libre d'impôt pour l'achat d'une première propriété (CELIAPP) imposable - montant pour donataire reconnu. CELI : Inscrivez la

partie imposable des montants payés au cours de la période exemptée à un bénéficiaire qui est un résident du Canada. Pour en savoir plus, consultez le guide RC4477, Compte d'épargne libre d'impôt (CELI) Guide pour les émetteurs.

CELIAPP : Inscrivez le la distribution bénéficiaire montant attribué reçu du CELIAPP ou le montant réputé reçu par le donataire reconnu à la cessation du CELIAPP (un organisme de bienfaisance enregistré).

Code 135 – Primes versées à un régime privé d'assurance-maladie

Le bénéficiaire peut déclarer, comme dépenses médicales admissibles, les cotisations payées en lien avec un régime privé d'assurance-maladie. L'utilisation du code 135 est facultative. Si vous choisissez de ne pas l'utiliser, il se peut que l'ARC demande au bénéficiaire de fournir des documents appuyant la déclaration.

Code 136 – Parents d'enfants assassinés ou disparus/Parents de jeunes victimes de crimes

Inscrivez les sommes versées au bénéficiaire de l'Allocation canadienne aux parents de jeunes victimes de crimes.

Remarque

Les demandes concernant un incident survenu avant le 30 septembre 2018 continueront d'être traitées selon les critères d'admissibilité à l'ancien subvention aux parents d'enfants assassinés ou disparus (PEAD) à l'aide du code 136. Pour en savoir plus, allez à canada.ca/allocation-canadienne-parents-jeunes-victimes.

Code 144 – Loi sur les Indiens (revenu exonéré) – Autres revenus

Inscrivez tous les montants correspondant à des revenus exonérés pour les Indiens qui ne sont pas déclarés ailleurs sur le feuillet T4A.

Code 146 – Loi sur les Indiens (revenu exonéré) – Prestations de retraite ou autres pensions

Les prestations de retraite et autres pensions sont normalement exemptes d'impôt si un particulier les reçoit comme revenu d'emploi non imposable. Si une partie du revenu d'emploi est non imposable, alors une partie équivalente de ces montants sera aussi non imposable. N'incluez pas les revenus exempts d'impôt dans la case 016. Inscrivez-les plutôt dans la section « Autres renseignements » en utilisant le code 146.

Code 148 – Loi sur les Indiens (revenu exonéré) – Paiements forfaitaires

Les paiements forfaitaires sont normalement exempts d'impôt si un particulier les reçoit comme revenu d'emploi non imposable. Si une partie du revenu d'emploi est non imposable, alors une partie équivalente de ces montants sera aussi non imposable. N'incluez pas les revenus exempts d'impôt dans la case 018. Inscrivez-les plutôt dans la section « Autres renseignements » en utilisant le code 148.

Code 150 – Loi sur les prestations d'adaptation pour les travailleurs et la Loi de crédits

Inscrivez les paiements selon la Loi sur les prestations d'adaptation pour les travailleurs et tout avantage

imposable selon la Loi de crédits pour compenser la perte d'une charge ou d'un emploi, comme dans les industries du textile et du tannage du cuir.

Code 152 – PSC admissible à ce titre selon la Loi de l'impôt sur le revenu

Inscrivez les paiements reçus dans le cadre d'un régime enregistré de PSC admissible à ce titre selon la Loi de l'impôt sur le revenu (cela exclut les prestations de congé de maternité ou parentales suppléées car elles sont déclarées sur un feuillet T4).

Code 154 – Prime en espèces ou un prix payé d'un payeur

Inscrivez une prime en espèces ou un prix payé directement d'un manufacturier à l'employé d'un concessionnaire ou d'une autre entreprise de vente.

Code 156 – Règlements d'une société en faillite

Inscrivez les montants payés par un syndic aux employés d'une société en faillite en règlement de salaires non payés par l'employeur en faillite.

Code 158 – Paiements forfaitaires non admissibles à un transfert, et qui ne sont pas déclarés ailleurs

Pour en savoir plus, lisez les cas particuliers énumérés sous la « Case 018 – Paiements forfaitaires » à la page 13.

Code 162 – Cotisations pour services passés avant 1990 alors que vous ne cotisiez pas

Pour en savoir plus, lisez « Code 032 – Cotisations à un régime de pension agréé (services passés) » à la page 16.

Code 180 – Paiements forfaitaires versés à partir d'un régime de participation différée aux bénéfices (RPDB) non admissibles à un transfert

Pour en savoir plus, lisez « Régime de participation différée aux bénéfices » et « Montants non admissibles aux transferts » sous « Case 018 – Paiements forfaitaires » à la page 13.

Code 190 – Paiements forfaitaires – Prestations d'un régime de pension non agréé

Pour en savoir plus, lisez les « Cas particuliers » énumérés sous la « Case 018 – Paiements forfaitaires » à la page 13.

Code 194 – Paiements d'un RPAC

Inscrivez le montant des paiements de rente d'un revenu imposable ou les retraits d'un RPAC à tout âge.

Code 195 – Loi sur les Indiens (revenu exonéré) – Paiements d'un RPAC

Inscrivez le montant des paiements du RPAC qui constituent un revenu exonéré d'impôt pour les Indiens.

Code 196 – Aide visant les frais de scolarité pour la formation de base des adultes

Inscrivez le montant du financement ou toute autre aide financière que vous avez payé au nom de la personne pour les frais de scolarité pour la formation de base des adultes dans le cadre d'un programme établi d'après la Loi sur le ministère de l'Emploi et du Développement social (comme le programme de Subvention canadienne pour l'emploi). Ce montant, lequel est admissible à la déduction pour l'aide

visant les frais de scolarité pour la formation de base des adultes, est aussi inclus au code 105.

En général, la formation de base des adultes vise les cours de niveau primaire ou secondaire ou d'autres types de formation où les frais de scolarité pour la formation ne seraient pas admissibles dans le calcul du crédit d'impôt pour frais de scolarité. Par exemple, les cours offerts par un établissement d'enseignement qui n'est pas reconnu par Emploi et Développement social Canada.

Code 200 – Prestations provinciales ou territoriales de soutien financier en réponse à la COVID-19

Inscrivez les montants versés à titre d'aide financière par un gouvernement provincial ou territorial pour soutenir les personnes touchées par la COVID-19 et qui sont imposables selon le sous-alinéa 56(1)r)(i) ou (iv), ou la division 56(1)r)(iv.1)(E) de la Loi de l'impôt sur le revenu, moins les montants remboursés dans la même année d'imposition.

Code 201 – Remboursement de soutien financier en réponse à la COVID-19

Inscrivez le montant des prestations fédérales, provinciales ou territoriales d'aide financière liées à la COVID 19 qui ont été remboursées dans l'année relativement à un paiement en trop de prestation fédérale, provinciale ou territoriale d'aide financière liée à la COVID 19 reçu au cours d'une année précédente.

Code 210 – Revenu de bourses de perfectionnement postdoctorales

Inscrivez le montant du revenu de bourses de perfectionnement postdoctorales.

Pour l'année d'imposition 2021 et les années d'imposition suivantes, le nouveau code de revenu 210 a été créé pour déclarer le revenu de bourses de perfectionnement postdoctorales. Tout montant déclaré ici doit également être inscrit sous le « Code 105 – Bourses d'étude, de perfectionnement et d'entretien, et subvention reçue par un artiste pour un projet ».

Avantages fournis par un tiers

Un tiers (tel qu'un entrepreneur principal ou autre sous-traitant) peut fournir des repas, du logement ou du transport aux employés des sous-traitants. Il se peut, par exemple, que tous les employés d'un chantier partagent des locaux d'hébergement.

La personne qui fournit les avantages (le tiers payeur) doit les déclarer sur un feuillet T4A, à moins que les avantages pour un travail effectué sur un chantier particulier ou à un endroit éloigné soient non imposables. La déclaration de l'aide financière pour des voyages pour soins médicaux et du logement et des repas sur les chantiers particuliers est expliquée ci-dessous.

Code 116 – Aide financière pour voyages pour soins médicaux

Si un employé habite normalement dans une zone visée par règlement et travaille sur un chantier particulier dans une telle zone, déclarez toute l'aide financière que vous lui avez accordée pour des voyages autres que pour affaires (y compris les voyages pour soins médicaux). Inscrivez le montant dans la section « Autres renseignements » en

utilisant le code **028**. Séparez les voyages pour soins médicaux des autres voyages qui n'ont pas été effectués pour affaires. Inscrivez le montant relatif aux soins médicaux en utilisant le code **116**.

Code 124 – Logement et repas sur les chantiers particuliers

Si un employé qui n'habite pas normalement dans une zone visée par règlement mais qui travaille sur un chantier particulier dans une telle zone et répond aux conditions de résidence donnant droit aux déductions pour les habitants de régions éloignées, n'incluez pas à la case **028** la partie exonérée de l'avantage relatif aux repas et au logement que l'employé reçoit pendant qu'il travaille sur le chantier particulier, si celui-ci est situé à moins de 30 kilomètres des limites de la plus proche région urbaine ayant au moins 40 000 habitants. Déclarez le montant dans la section « Autres renseignements » en utilisant le code **124**.

Remarque

Incluez la TPS/TVH sur les avantages en question. Pour en savoir plus, allez à canada.ca/avantage-imposable, et sélectionnez, « Pension et logement » ou allez à canada.ca/arc-pension-logement-transport-chantier-particulier.

Production des feuillets T4A

Pour obtenir une description des différentes méthodes de production, lisez « Chapitre 5 – La déclaration de renseignements T4A » à la page 21 ou allez à canada.ca/impots-tedr.

Chapitre 4 – Le T4A Sommaire

Si vous produisez électroniquement, **n'envoyez pas** de copie papier des feuillets ou du Sommaire à l'ARC. Pour en savoir plus sur les méthodes de production, lisez « Méthodes de production électronique » à la page 21. Vous pouvez aussi aller à canada.ca/impots-tedr.

Si vous produisez votre déclaration sur papier, utilisez le T4A Sommaire, Sommaire du revenu de pension, de retraite, de rente ou d'autres sources pour déclarer les totaux des montants que vous avez inscrits sur les feuillets T4A. Envoyez l'original du T4A Sommaire avec les feuillets connexes au Centre fiscal de Jonquière. Vous trouverez l'adresse à la fin de ce guide. Pour obtenir une copie du T4A Sommaire, allez à canada.ca/arc-formulaires-publications ou composez le 1-800-959-7775.

Si vous produisez plus de 5 déclarations de renseignements pour une année civile, vous devez les produire par voie électronique.

N'envoyez pas de Sommaire sans feuillet T4A ou de Sommaire sans montant à déclarer.

Vous ne pouvez pas faire de changement d'adresse en utilisant le formulaire du Sommaire. Pour changer votre adresse, utilisez l'une des façons suivantes :

- si vous êtes un propriétaire d'entreprise, allez à Mon dossier d'entreprise au canada.ca/mon-dossier-entreprise-arc;

- si vous êtes un représentant ou un employé autorisé, allez à Représenter un client au canada.ca/impots-representants;
- si vous préférez contacter votre centre fiscal, vous trouverez l'adresse à la fin de ce guide.

Remplir le T4A Sommaire

Inscrivez les montants en dollars **canadiens** (en dollars et en cents) même s'ils ont été payés en devise étrangère.

Remplissez un T4A Sommaire distinct pour chacun de vos comptes de retenues sur la paie. **Les totaux que vous inscrivez sur votre T4A Sommaire doivent correspondre aux totaux des montants que vous déclarez sur vos feuillets T4A.** Les erreurs ou les omissions risquent de retarder le traitement de vos déclarations.

Instructions détaillées

Identification

Inscrivez votre numéro de compte de 15 caractères, votre nom commercial (raison sociale) et votre adresse complète dans l'espace blanc prévu en haut du Sommaire.

Année

Inscrivez les deux derniers chiffres de l'année civile pour laquelle vous produisez le Sommaire.

Ligne 088 – Nombre total de feuillets T4A produits

Inscrivez le nombre total de tous les feuillets T4A que vous joignez à ce T4A Sommaire.

Lignes 016 à 048

Inscrivez le total de chaque case pour tous les feuillets T4A.

Ligne 101 – Autre renseignements

Inscrivez le total des montants de tous les feuillets T4A qui ne sont pas déjà inclus ailleurs sur le T4A Sommaire.

Ligne 022 – Total de l'impôt sur le revenu retenu

Inscrivez le total de la case **022** de tous les feuillets T4A.

Ligne 082 – Moins : versements

Inscrivez le montant total que vous avez envoyé à l'ARC pour l'année pour le numéro de compte indiqué dans la section de l'identification du Sommaire.

Différence

Soustrayez le montant de la ligne 082 de celui de la ligne 022. Inscrivez la différence dans l'espace prévu. S'il n'y a pas de différence entre le total des retenues que vous avez déclarées et les montants que vous avez envoyés à l'ARC pour l'année, laissez les lignes 084 et 086 en blanc. Généralement, une différence de 2 \$ ou moins n'est ni exigée ni remboursée.

Ligne 084 – Paiement en trop

Si le montant de la ligne 082 dépasse celui de la ligne 022 et que vous n'avez pas à produire un autre genre de déclaration pour ce compte, inscrivez la différence à la ligne 084. Joignez une note expliquant la raison du paiement en trop et indiquez si vous voulez que l'ARC le

transfère à un autre compte ou à une autre année, ou que l'ARC vous le rembourse.

Ligne 086 – Solde dû

Si le montant de la ligne 022 dépasse celui de la ligne 082, inscrivez la différence à la ligne 086.

Que vous choisissiez de produire par voie électronique ou sur papier, vous avez plusieurs options pour vous acquitter de votre solde :

- Vous pouvez payer en ligne ou par téléphone en utilisant les services bancaires de votre institution financière.
- Vous pouvez payer en ligne en utilisant le service Mon paiement de l'ARC à canada.ca/mon-paiement-arc.
- Vous pouvez payer par la mise en place d'un accord de débit préautorisé en utilisant le service Mon dossier d'entreprise à canada.ca/mon-dossier-entreprise-arc.
- Vous pouvez payer en personne à votre institution financière au Canada. Remplissez votre bordereau de paiement et joignez-le à votre paiement. L'institution financière estampillera le bas du bordereau et vous retournera la partie supérieure à titre de reçu.

Remarques

Peu importe la méthode de production que vous utilisez, si vous êtes un auteur de versements du seuil 2, vous devez payer le montant dû électroniquement ou en personne à votre institution financière canadienne.

Les versements du seuil 2 que l'ARC reçoit au moins **un jour** avant la date d'échéance sont considérés comme ayant été reçus à une institution financière et aucune

pénalité ne sera imposée. Pour en savoir plus sur les exigences en matière de versements du seuil 2, allez à canada.ca/arc-payer-date-echeance.

Si vous effectuez le paiement de votre solde en retard, vous pourriez être soumis à des pénalités et devoir payer des intérêts à un taux prescrit. Pour en savoir plus, lisez « Pénalités, intérêts et autres conséquences » à la page 7.

Lignes 071, 072 et 073 – Numéro(s) d'agrément pour le ou les RPA ou RPDB

Inscrivez les sept chiffres des numéros d'agrément que l'ARC vous a attribué (maximum de trois numéros) pour votre régime de pension agréé ou régime de participation différée aux bénéfices.

Lignes 074 et 075 – Sociétés privées sous contrôle canadien ou employeurs non constitués

Inscrivez le numéro d'assurance sociale du ou des propriétaires.

Lignes 076 et 078 – Personne avec qui communiquer au sujet de cette déclaration

Inscrivez le nom et le numéro de téléphone de la personne que l'ARC peut appeler pour obtenir des renseignements supplémentaires sur ce Sommaire.

Chapitre 5 – La déclaration de renseignements T4A

Dans tous les cas, vous devez produire votre déclaration de renseignements T4A au plus tard **le dernier jour de février de l'année qui suit l'année civile visée par la déclaration**. Si le dernier jour de février est un samedi ou un dimanche ou un jour férié reconnu par l'ARC, vous avez jusqu'au prochain jour ouvrable pour produire la déclaration. Pour en savoir plus, allez à canada.ca/arc-payer-date-echeance.

L'ARC pourra vous imposer une pénalité si vous produisez votre déclaration en retard. Pour en savoir plus, lisez « Pénalités, intérêts et autres conséquences », à la page 7.

Si vous avez plus d'un compte de retenues sur la paie, vous devrez produire une déclaration de renseignements distincte pour chaque compte.

Si vous avez payé en trop, envoyez une lettre à l'ARC expliquant la raison du paiement en trop et comment vous voulez qu'on l'applique. Si vous devez un montant, envoyer le numéro de compte et l'année d'imposition avec votre paiement.

Service externe de paie qui produit des déclarations –

Même si vous faites appel à un service externe de paie, vous êtes responsable de l'exactitude des renseignements donnés et de tout solde dû et vous devez produire votre déclaration à temps.

Succursales qui produisent des déclarations – Si l'une de vos succursales envoie à l'ARC des retenues d'impôt sur le revenu pour un compte qu'elle seule utilise, vous devez produire une déclaration de renseignements distincte (Sommaire et feuillets correspondants) pour cette succursale.

Méthodes de production électronique

Les services de production par voie électronique seront accessibles à compter du 13 janvier 2025.

Vous devez produire par voie électronique si vous avez plus de 5 déclarations de renseignements du même type. Si vous utilisez un logiciel de paie commercial ou un logiciel maison pour gérer votre entreprise, vous pouvez produire jusqu'à 150 Mo par Transfert de fichiers par Internet. Par exemple, un service de paie peut produire plusieurs déclarations en une seule transmission pourvu que le fichier total ne dépasse pas 150 Mo.

Si votre fichier contient plus de 150 Mo, vous pouvez compresser votre déclaration ou diviser votre fichier pour que chaque soumission ne dépasse pas 150 Mo.

Remarque

Si vous produisez plusieurs feuillets par voie électronique pour le même type de déclaration, année d'imposition et numéro de compte, regroupez tous les feuillets sous un seul sommaire et produisez une seule déclaration. Produisez les feuillets originaux et modifiés dans des déclarations distinctes. Pour en savoir plus, allez à canada.ca/impots-tedr.

Formulaires Web

Vous pouvez produire jusqu'à 100 feuillets à l'aide de l'application Formulaires Web..

Le service Formulaires Web vous permet de faire ce qui suit :

- produire des feuillets originaux, supplémentaires, modifiés ou annulés directement à partir du site Web de l'ARC;
- créer une déclaration de renseignements électronique;
- valider vos données en temps réel, avec des alertes qui indiquent les erreurs à corriger avant la transmission;
- calculer les totaux du sommaire;
- sauvegarder et importer des renseignements;
- imprimer les feuillets et le sommaire;
- envoyer des déclarations chiffrées par Internet.

Une fois que vous aurez produit votre déclaration de renseignements, l'ARC vous enverra un numéro de confirmation comme preuve de réception.

Pour utiliser le service Formulaires Web, vous aurez besoin d'un code d'accès Web. Si vous n'en avez pas, vous pouvez en obtenir un facilement en ligne ou en appelant l'ARC. Pour en savoir plus, lisez « Code d'accès Web » à la page 20.

Pour commencer à utiliser le service Formulaires Web ou pour en savoir plus à son sujet, allez à **canada.ca/impots-tedr**.

Transfert de fichiers par Internet (XML)

Cette méthode vous permet de transmettre à l'ARC une déclaration originale ou modifiée contenant un maximum de **150 Mo**. Tout ce qu'il vous faut, c'est un navigateur Web pour vous connecter à l'Internet. Vous pourrez alors, au moyen de votre logiciel, créer, imprimer et sauvegarder votre déclaration de renseignements que vous produirez en format XML. Pour en savoir plus sur cette méthode, communiquez avec votre concepteur de logiciel ou allez à **canada.ca/impots-tedr**.

Code d'accès Web (CAW)

Pour produire une déclaration par voie électronique en utilisant le Transfert de fichiers par Internet ou les services de Formulaires Web, vous avez besoin d'un numéro d'entreprise et de son CAW, à moins que vous n'utilisiez Mon dossier d'entreprise ou Représenter un client. Pour en savoir plus sur ces deux derniers services, lisez « Produire une déclaration sans code d'accès Web » à la section suivante. Si vous n'avez pas de code ou l'avez égaré, allez à **canada.ca/impots-tedr** pour accéder au service en ligne de code d'accès Web. Si vous ne pouvez pas obtenir votre code en ligne ou désirez le changer, composer le 1-800-959-7775.

Produire une déclaration sans code d'accès Web (CAW)

Pour vous **inscrire en tant que propriétaire d'entreprise**, allez à Mon dossier d'entreprise à **canada.ca/mon-dossier-entreprise-arc** et faites ce qui suit :

- Sélectionnez « S'inscrire à l'ARC » et créez un ID utilisateur et un mot de passe de l'ARC. Vous pouvez aussi sélectionner « Partenaire de connexion Ouverture de session/Inscription » et utiliser les mêmes données d'ouverture de session que celles que vous utilisez pour d'autres services en ligne, tels que les services bancaires en ligne.
- Pour vous inscrire, vous devrez fournir les renseignements suivants :
 - votre numéro d'assurance sociale (NAS);
 - votre date de naissance;
 - votre code postal ou code ZIP;
 - le montant que vous avez inscrit à une ligne donnée dans une de vos déclarations de revenus (le numéro de la ligne que l'ARC demande peut varier; ce pourrait être d'une déclaration de l'année en cours ou de l'année précédente);
 - votre numéro d'entreprise (NE).
- Vous devez entrer un code de sécurité de l'ARC pour terminer le processus d'enregistrement. Vous pouvez demander un code de sécurité de l'ARC par courrier ou par courriel.
- Allez à Mon dossier d'entreprise et inscrivez votre code de sécurité. Pour vous **inscrire en tant que représentant**, cela comprend les employés d'une entreprise, allez à Représenter un client à **canada.ca/impots-representants** et faites ce qui suit :
- Sélectionnez « S'inscrire à l'ARC » et créez un ID utilisateur et un mot de passe de l'ARC. Vous pouvez aussi sélectionner « Partenaire de connexion Ouverture de session/Inscription » et utiliser les mêmes données d'ouverture de session que celles que vous utilisez pour d'autres services en ligne, telle que les services bancaires en ligne.
- Pour vous inscrire, vous devrez fournir les deux renseignements suivants :
 - votre code d'accès indiqué sur votre avis de cotisation;
 - votre code postal ou code ZIP.
- Inscrivez-vous en tant que propriétaire d'entreprise (à l'aide de votre NE) à titre personnel à ce service afin d'obtenir un identificateur du représentant (ID Rep) ou créez un groupe de représentants afin d'obtenir un identificateur de groupe (ID Groupe).
- Obtenez l'autorisation d'accéder en ligne au compte d'épargne libre d'impôt (CELI) de l'une des façons suivantes :
 - en utilisant le service « Demande d'autorisation » à Représenter un client à **canada.ca/impots-representants**;

- en donnant votre NE, votre ID Rep ou votre ID Groupe à des entreprises ou à votre employeur afin qu’ils puissent vous donner l’autorisation au moyen du service « Autoriser ou gérer les représentants » à Mon dossier d’entreprise, à canada.ca/mon-dossier-entreprise-arc.

Remarque

Si l’entreprise vous donne un accès en ligne dans Mon dossier d’entreprise à canada.ca/mon-dossier-entreprise-arc, vous aurez immédiatement accès au compte d’entreprise en ligne.

Une fois inscrit en tant que propriétaire d’entreprise ou enregistré et autorisé en tant que représentant, employé ou groupe d’employés, vous pourrez produire ou modifier vos feuillets T4A sans code d’accès Web.

Produire sur papier – de 1 à 5 feuillets T4A

L’ARC vous encourage à produire votre déclaration T4A par voie électronique. Cependant, si vous avez 5 feuillets ou moins à envoyer, vous pouvez les produire sur papier.

Pour obtenir une version papier des formulaires et publications de l’ARC, allez à canada.ca/arc-formulaires-publications de l’ARC ou composez le 1-800-959-7775.

Remplissez une copie de chaque feuillet T4A que vous devez remplir pour chaque bénéficiaire et joignez-la à votre sommaire T4A lorsque vous produisez votre déclaration. Inscrivez les renseignements pour deux bénéficiaires distincts par feuille.

Envoyez votre déclaration T4A à l’adresse indiquée sur le T4A Sommaire.

Vous devez conserver une copie de vos feuillets T4A et T4A Sommaire pour vos dossiers. Pour en savoir plus sur la façon de tenir des registres comptables adéquats, allez à canada.ca/impots-registres-comptables.

L’ARC accepte les versions hors série du feuillet T4A. Pour en savoir plus, allez à canada.ca/arc-formulaires-hors-serie.

T4A Sommaire envoyé sans feuillets T4A

Une déclaration remplie doit être produite, y compris les feuillets. Si un sommaire est envoyé sans les feuillets, les situations suivantes s’appliquent :

- l’ARC considérera que la déclaration n’a pas été reçue;
- le sommaire ne sera pas traité.

Comment distribuer vos feuillets T4A

Vous devez remettre aux bénéficiaires leur feuillet T4A au plus tard le **dernier jour de février de l’année qui suit l’année civile visée par les feuillets**. Si vous ne le faites pas, l’ARC peut vous imposer une pénalité. La pénalité pour avoir manqué de distribuer des feuillets T4A aux bénéficiaires est de 25 \$ par jour pour chaque feuillet avec une peine allant de 100 \$ minimum jusqu’à un maximum de 2 500 \$.

Remettre les feuillets T4A à chaque bénéficiaire de l’une des façons suivantes :

- une copie envoyée électroniquement;

L’ARC veut introduire les critères suivants pour la distribution électronique :

Vous pouvez distribuer les feuillets T4A en utilisant un portail électronique sécurisé sans obtenir le consentement écrit ou électronique des destinataires avant de distribuer les feuillets. Avec le consentement écrit du destinataire, vous pouvez distribuer les feuillets T4A par courriel.

Pour en savoir plus, allez à canada.ca/retenues-paie-produire, et sélectionnez « Distribuer les feuillets ».

Dans tous les autres cas, lorsque que les destinataires n’ont pas accès à un portail sécurisé à partir duquel ils peuvent imprimer le feuillet de façon sécurisée, ou si le destinataire le demande, vous devrez lui faire parvenir deux copies du feuillet, format papier, soit en personne ou par la poste.

- deux copies envoyées par la poste à la dernière adresse connue du bénéficiaire;

Remarques

Si les copies du feuillet T4A vous sont retournées parce qu’elles ne peuvent être livrées, vous devriez les conserver dans le dossier du bénéficiaire.

Si vous savez que l’adresse que vous avez au dossier pour le bénéficiaire est incorrecte, n’envoyez pas les feuillets T4A à cette adresse. Documentez pourquoi les feuillets n’ont pas été envoyés et quels ont été vos efforts pour obtenir la bonne adresse. Conservez ces renseignements avec les feuillets T4A dans le dossier du bénéficiaire. Vous devez tout de même inclure les renseignements de ce feuillet T4A dans votre déclaration de renseignements T4A lorsque vous la produirez.

- deux copies livrées en personne.

L’ARC vous suggère d’imprimer les deux feuillets T4A que vous devez remettre à chaque bénéficiaire sur la même page. Pour des raisons de sécurité, **n’inscrivez pas** votre numéro de compte (case 061) sur ces copies.

Pour en savoir plus, allez à canada.ca/impots-feuillets, et sélectionnez, « Distribuer les feuillets ».

Chapitre 6 – Après avoir produit

Lorsque l’ARC reçoit votre déclaration de renseignements, elle la vérifie pour voir si vous l’avez remplie correctement. Après une première vérification, l’ARC achemine votre déclaration au système de traitement qui saisit les renseignements et qui procède à divers contrôles de validité et de concordance. En cas d’incohérences, l’ARC pourrait communiquer avec vous.

Si vous constatez que vous avez commis une erreur sur un feuillet T4A après avoir produit votre déclaration de renseignements, vous devez produire des feuillets modifiés afin de les corriger.

Remarque

Vous n’avez pas à produire un feuillet T4A modifié si la seule modification est à l’adresse du bénéficiaire.

Choisir une méthode de production pour modifier, ajouter, remplacer ou annuler des feuillets T4A

Modifier des feuillets T4A

Vous pouvez modifier des feuillets T4A en ligne ou en format papier, peu importe le format des feuillets originaux.

Ne modifiez pas votre feuillet T4A dans les situations suivantes :

- Vous devez uniquement modifier l'adresse du bénéficiaire.
- Vous avez reçu un rapport de la revue des gains assurables et ouvrant droit à pension. Dans ce cas, répondez plutôt au rapport pour indiquer les changements à apporter pour les bénéficiaires inscrits sur la liste. Pour en savoir plus, allez à canada.ca/arc-rgap.

En ligne

Vous pouvez modifier des feuillets T4A :

- à l'aide d'un code d'accès Web et des services Formulaires Web et Transfert de fichiers par Internet;
- sans code d'accès Web, au moyen de Mon dossier d'entreprise ou de Représenter un client.

Pour en savoir plus, allez à canada.ca/impots-tedr.

Formulaires Web

Pour modifier des feuillets T4A à l'aide de Formulaires Web :

- sélectionnez l'option de modification;
- saisissez les renseignements uniquement pour les feuillets T4A à modifier;
- saisissez les données qui ne changent pas tirées des feuillets T4A et apportez des modifications aux cases qui nécessitent des corrections;
- révisez le T4A Sommaire modifié généré par le service Formulaires Web;
- envoyez votre déclaration T4A;
- dans la boîte de dialogue « Explication des modifications », indiquez les raisons des modifications à un ou plusieurs des feuillets. Indiquez le nom du destinataire associé à chaque raison donnée. Il y a une limite de 1 250 caractères.

Importer un document produit précédemment à l'aide de Formulaires Web

Le service Formulaires Web permet de sauvegarder une déclaration T4A après sa production. Suivez les étapes ci-dessous pour importer une déclaration sauvegardée afin de modifier des feuillets T4A :

- Importez le fichier original.
- Sélectionnez l'option de modification des feuillets T4A.
- Choisissez les feuillets T4A à modifier.
- Retirez les feuillets T4A qui ne nécessitent pas de modification.

- Corrigez les renseignements ou les champs de renseignements financiers appropriés.
- Révisez le T4A Sommaire modifié généré par le service Formulaires Web.
- Envoyez votre déclaration T4A.
- Dans la boîte de dialogue « Explication des modifications », indiquez les raisons des modifications à un ou plusieurs des feuillets. Indiquez le nom du destinataire associé à chaque raison donnée. Il y a une limite de 1 250 caractères.

Transfert de fichiers par Internet

Suivez les étapes ci-dessous pour modifier des feuillets T4A au moyen de l'application Transfert de fichiers par Internet :

- Incluez uniquement les feuillets T4A à modifier.
- Utilisez le code de type de déclaration « A » pour le T4A Sommaire et les autres feuillets.
- Saisissez les données qui ne changent pas tirées des feuillets T4A et apportez des modifications aux cases qui nécessitent des corrections.
- Incluez **seulement** les totaux des feuillets T4A modifiés dans le T4A Sommaire modifié.
- Rédigez une remarque du déclarant sur les modifications pour fournir les raisons des modifications à un ou plusieurs des feuillets. Indiquez le nom du destinataire associé à chaque raison donnée. Il y a une limite de 1 309 caractères.

Format papier

Suivez les étapes ci-dessous pour modifier un feuillet T4A en format papier :

- Inscrivez la mention « MODIFIÉ » dans le haut de chaque feuillet T4A visé.
- Remplissez toutes les cases appropriées y compris celles qui doivent comprendre les mêmes renseignements que sur le feuillet T4A original.
- Envoyez deux copies des feuillets T4A modifiés au bénéficiaire.
- Envoyez une copie des feuillets T4A modifiés au Centre national de vérification et de recouvrement avec une lettre qui explique la raison de la modification.
- **Ne produisez pas** de T4A Sommaire modifié.

Vous **ne pouvez pas** modifier une déclaration T4A produite en format papier tant qu'elle n'a pas été traitée.

Ajouter des feuillets T4A

Vous pouvez ajouter des feuillets T4A en ligne ou en format papier, peu importe le format de la déclaration de renseignement initiale.

En ligne

Vous pouvez ajouter des feuillets T4A :

- à l'aide d'un code d'accès Web et des services Formulaires Web et Transfert de fichiers par Internet;

- sans code d'accès Web, au moyen de Mon dossier d'entreprise ou de Représenter un client.

Pour en savoir plus, allez à canada.ca/impots-tedr.

Format papier

Suivez les étapes ci-dessous pour ajouter un feuillet T4A en format papier :

- Inscrivez la mention « SUPPLÉMENTAIRE » dans le haut de chaque nouveau feuillet T4A.
- Envoyez une copie des nouveaux feuillets T4A au Centre national de vérification et de recouvrement avec une lettre qui explique la raison de l'ajout.
- **Ne produisez pas** de T4A Sommaire modifié.

Remplacer des feuillets T4A

Les bénéficiaires qui ont perdu ou détruit leurs feuillets T4A peuvent demander des feuillets de remplacement. Dans ce cas, suivez les étapes ci-dessous :

- Inscrivez la mention « DUPLICATA » dans le haut de chaque feuillet T4A de remplacement.
- Envoyez les feuillets T4A de remplacement au bénéficiaire et conservez-en une copie pour vos dossiers.

N'envoyez pas de copie des feuillets T4A de remplacement.

Annuler des feuillets T4A

Vous pouvez annuler des feuillets T4A en ligne ou en format papier, peu importe le format des feuillets originaux.

En ligne

Vous pouvez annuler des feuillets T4A :

- à l'aide d'un code d'accès Web et des services Formulaires Web et Transfert de fichiers par Internet;
- sans code d'accès Web, au moyen de Mon dossier d'entreprise ou de Représenter un client.

Pour en savoir plus, allez à canada.ca/impots-tedr.

Formulaires Web

Suivez les étapes ci-dessous pour annuler des feuillets T4A au moyen de Formulaires Web :

- Sélectionnez l'option de modification.
- Pour annuler des feuillets T4A, saisissez les données exactes déclarées précédemment et choisissez l'option d'annulation.
- Réviser le T4A Sommaire modifié généré par le service Formulaires Web.
- Envoyez votre déclaration T4A.

Importer un document produit précédemment à l'aide de Formulaires Web

Le service Formulaires Web permet de sauvegarder une déclaration T4A après sa production. Suivez les étapes ci-dessous pour importer une déclaration T4A sauvegardée afin d'annuler des feuillets T4A :

- Importez le fichier original.

- Sélectionnez l'option d'annulation des feuillets T4A.
- Choisissez les feuillets T4A à annuler.
- Retirez les feuillets T4A qui ne doivent pas être annulés.
- Conservez les renseignements qui figurent dans les feuillets T4A.
- Réviser le T4A Sommaire modifié généré par le service Formulaires Web.
- Envoyez votre déclaration T4A.

Transfert de fichiers par Internet

Suivez les étapes ci-dessous pour annuler des feuillets T4A au moyen de l'application Transfert de fichiers par Internet :

- Incluez uniquement les feuillets T4A à annuler.
- Utilisez le **code de type de déclaration « A »** pour le T4A Sommaire.
- Utilisez le **code de type de déclaration « C »** pour les feuillets T4A.
- Saisissez toutes les données qui figuraient sur les feuillets T4A originaux.
- Incluez seulement les totaux des feuillets T4A modifiés dans le T4A Sommaire modifié.

Format papier

Suivez les étapes ci-dessous pour annuler un feuillet en format papier :

- Indiquez la mention « ANNULÉ » dans le haut de chaque feuillet T4A visé.
- Remplissez toutes les cases appropriées y compris celles qui doivent comprendre les mêmes renseignements que sur le feuillet T4A original.
- Envoyez deux copies des feuillets T4A annulés au bénéficiaire.
- Envoyez une copie des feuillets T4A annulés au Centre national de vérification et de recouvrement avec une lettre qui explique la raison de l'annulation.
- **Ne produisez pas** de T4A Sommaire modifié.

Annuler une déclaration T4A

Vous pouvez annuler la totalité d'une déclaration T4A uniquement en format papier, peu importe le format de la déclaration originale. Pour ce faire, envoyez une demande d'annulation par la poste ou par télécopieur à votre Centre national de vérification et de recouvrement, à l'attention des Services aux employeurs. L'adresse se trouve à page 28.

Facteur d'équivalence (FE)

Vous devez recalculer le FE dans un régime de pension agréé (RPA) lorsque toutes les conditions suivantes sont remplies :

- l'employé revient d'une période de congé ou termine une période de services réduits;
- le service n'était pas soumis à un service ouvrant droit à une pension auparavant;

- à compter du 30 avril de la prochaine année civile, une des conditions qui suivent s'applique :
 - les prestations sont accordées rétroactivement dans le cadre d'une disposition à prestations déterminées pour la période visée **et** l'employé prend l'engagement d'acheter les prestations;
 - les cotisations rétroactives sont faites par l'employé ou l'employeur selon une disposition à cotisations déterminées.

Remarque

Si l'engagement d'acheter des prestations est effectué après le 30 avril, un facteur d'équivalence pour services passés (FESP) sera calculé.

Si, en tant qu'administrateur d'un régime interentreprises (RI), vous devez recalculer le FE établi pour un employé dans le cadre d'un RPA pendant une période de congé ou de services réduits, modifiez le FE de l'employé pour chacune des années après 1989 qui sont visées par le congé. Pour les périodes de congé ou de services réduits qui ne sont pas prises en compte dans le RI, modifiez le FE sur un feuillet T4A.

Vous **n'avez pas** à déclarer un FE modifié lorsque la différence entre le FE déjà déclaré et le FE modifié **est de moins de 250 \$, à moins que** l'employé vous demande de déclarer avec exactitude le FE ou que l'ARC vous demande de déclarer le FE modifié.

Soumettez un feuillet T4A modifié indiquant le FE approprié pour chacune des années où vous n'avez pas déclaré de FE pour l'employé. Si vous avez déjà déclaré un FE pour une année, vous devez indiquer le FE **total** pour cette année-là sur un feuillet T4A modifié. Pour en savoir plus sur la façon de recalculer un FE, allez à **canada.ca/arccalculfacteurquivalence**.

Pour calculer un FESP et savoir comment le déclarer, allez à **canada.ca/impots-feuillets**, et « sélectionnez les feuillets T4 destinés aux employeurs » et tapez la case 34 dans le champ de filtre.

Services numériques

Gérez les comptes d'impôt de votre entreprise en ligne

Mon dossier d'entreprise vous permet de consulter et de gérer vos impôts d'entreprise en ligne.

Utilisez Mon dossier d'entreprise tout au long de l'année pour :

- effectuer un paiement en ligne à l'ARC à l'aide du service Mon paiement, établir un accord de débit préautorisé (DPA) ou créer un code QR pour effectuer un paiement en personne à un comptoir de Postes Canada moyennant des frais (pour plus d'informations sur la façon d'effectuer un paiement, allez à canada.ca/paiements);
- demander une recherche de paiement;
- produire ou modifier une déclaration de renseignements sans code d'accès Web;
- envoyer des documents à l'ARC;
- gérer les représentants autorisés et les demandes d'autorisation;
- vous inscrire pour recevoir des avis par courriel et pour consulter le courrier de l'ARC dans Mon dossier d'entreprise;
- gérer les adresses, les renseignements sur le dépôt direct, le nom des comptes de programmes, les noms commerciaux, les numéros de téléphone et les numéros d'entreprise dans votre profil;
- voir et payer les soldes d'un compte;
- calculer et faire des versements d'acomptes provisionnels;
- faire un versement nul;
- transférer un paiement mal attribué;
- suivre l'avancement de certains documents que vous avez envoyés à l'ARC;
- soumettre une demande concernant une vérification;
- télécharger des rapports;
- demander un allègement des pénalités et des intérêts;
- gérer les paramètres d'authentification multifacteur.

Pour ouvrir une session ou vous inscrire aux services numériques de l'ARC, allez à :

- Mon dossier d'entreprise, à canada.ca/mon-dossier-entreprise-arc, si vous êtes un propriétaire d'entreprise;
- Représenter un client, à canada.ca/impots-representants, si vous êtes un représentant autorisé.

Pour en savoir plus, allez à canada.ca/impots-services-electroniques-entreprises.

Recevez votre courrier de l'ARC en ligne

Inscrivez-vous aux avis par courriel pour savoir quand du courrier de l'ARC, comme votre formulaire PD7A, Relevé de compte de retenues à la source courantes, et la pièce de versement, sont disponibles dans Mon dossier d'entreprise.

Pour en savoir plus, allez à canada.ca/arc-avis-par-courriel-entreprise.

Établissez un accord de débit pour les paiements préautorisé à partir de votre compte de chèques canadien

Le débit préautorisé (DPA) est une option libre-service de paiement sécurisé en ligne qui permet aux particuliers et aux entreprises de payer leurs impôts. Le DPA vous permet d'autoriser l'ARC à retirer de l'argent de votre compte de chèques canadien pour effectuer un paiement. Vous pouvez fixer les dates de paiement et le montant de votre accord de DPA au moyen de Mon dossier d'entreprise, le service sécurisé de l'ARC, en allant à canada.ca/mon-dossier-entreprise-arc. Les paiements par DPA sont flexibles et gérés par vous. Vous pouvez utiliser Mon dossier d'entreprise pour voir l'historique de votre compte et modifier, annuler ou sauter un paiement. Pour en savoir plus, allez à canada.ca/payer-debit-preautorise.

Pour en savoir plus

Si vous avez besoin d'aide

Si vous voulez obtenir plus de renseignements après avoir lu ce guide, allez à canada.ca/impots ou composez le 1-800-959-7775.

Dates limites

Lorsque la date limite tombe un samedi, un dimanche ou un jour férié reconnu par l'ARC, votre paiement est considéré comme reçu à temps si l'ARC le reçoit le jour ouvrable suivant, ou s'il est traité dans une institution financière canadienne le jour ouvrable suivant ou avant.

Pour en savoir plus, allez à canada.ca/arc-payer-date-echance.

Dépôt direct

Le dépôt direct est une façon rapide, pratique et sécuritaire de recevoir vos versements de l'ARC directement dans votre compte d'une institution financière canadienne. Pour en savoir plus et pour vous y inscrire, allez à canada.ca/arc-depot-direct ou communiquez avec votre institution financière.

Formulaires et publications

L'ARC vous encourage à produire votre déclaration par voie électronique. Pour obtenir une version papier des formulaires et publications de l'ARC, allez à canada.ca/arc-formulaires-publications ou composez le 1-800-959-7775.

Listes d'envois électroniques

L'ARC peut vous envoyer un courriel lorsque de nouveaux renseignements sur des sujets qui vous intéressent sont publiés sur son site Web. Inscrivez-vous aux listes d'envois électroniques à canada.ca/arc-listes-envois-electroniques.

Utilisateurs d'un téléimprimeur (ATS) et de services de relais vidéo (SRV Canada)

Si vous utilisez un ATS pour des troubles de l'audition ou de la parole, composez le 1-800-665-0354.

Si vous utilisez l'application SRV Canada, composez le 1-800-561-9332.

Si vous utilisez un autre service de relais avec l'aide d'un téléphoniste, composez les numéros de téléphone habituels de l'ARC plutôt que les numéros ATS ou SRV Canada..

Différends officiels (oppositions et appels)

Si vous êtes en désaccord avec une cotisation, une détermination ou une décision, vous avez le droit de produire un avis de différend officiel.

Pour en savoir plus sur les oppositions ou les différends officiels et les dates limites prévues, allez à canada.ca/arc-plaintes-differends.

Le programme de la rétroaction sur le service de l'ARC

Plaintes liées au service

Vous pouvez vous attendre à être traité de façon équitable selon des règles clairement établies et à obtenir un service de qualité supérieure chaque fois que vous traitez avec l'ARC. Pour en savoir plus au sujet de la Charte des droits du contribuable, allez à canada.ca/droits-contribuable.

Vous pouvez soumettre des compliments ou des suggestions et si vous n'êtes pas satisfait du service que vous avez obtenu :

1. Tentez de régler le problème avec l'employé avec qui vous avez fait affaire ou composez le numéro de téléphone qui se trouve dans la correspondance que vous avez reçue de l'ARC. Si vous n'avez pas les coordonnées de l'ARC, allez à canada.ca/arc-coordonnees.
2. Si vous n'avez pas réussi à régler le problème, vous pouvez demander d'en discuter avec le superviseur de l'employé.
3. Si le problème n'est toujours pas résolu, vous pouvez déposer une plainte liée au service en remplissant le formulaire RC193, Rétroaction liée au service. Pour en savoir plus et pour savoir comment déposer une plainte, allez à canada.ca/arc-retroaction-service.

Si vous n'êtes pas satisfait de la façon dont l'ARC a traité votre plainte liée au service, vous pouvez soumettre une plainte auprès du Bureau de l'ombudsman des contribuables.

Plaintes en matière de représailles

Si vous avez reçu une réponse concernant une plainte liée au service déjà déposée ou une demande d'examen officiel d'une décision de l'ARC et que vous êtes d'avis que vous n'avez pas été traité de façon impartiale par un employé de l'ARC, vous pouvez soumettre une plainte en matière de représailles en remplissant le formulaire RC459, Plainte en matière de représailles.

Pour en savoir plus, allez à canada.ca/arc-plainte-represailles.

Adresses

Centre fiscal (CF)

CF de Jonquière
Programme T4
C.P. 1300 PDF Jonquière
Jonquière QC G7S 0L5

Centres nationaux de vérification et de recouvrement (CNVR)

CNVR de Shawinigan
4695, boulevard de Shawinigan-Sud
Shawinigan QC G9P 5H9

CNVR de Terre-Neuve-et-Labrador
C.P. 12071, Succursale A
St. John's NL A1B 3Z1

CNVR de Surrey
9755, boulevard King George
Surrey BC V3T 5E1

Publications pour les payeurs

- T4001, Guide de l'employeur – Les retenues sur la paie et les versements
- T4130, Guide de l'employeur – Avantages et allocations imposables
- RC4120, Guide de l'employeur – Comment produire le feuillet T4 et le Sommaire

Déclaration des revenus étrangers et les autres montants étrangers

Déclarez, en dollars canadiens vos revenus étrangers et les autres montants en devises étrangères (comme les dépenses et les impôt étranger payés).

En général, un montant en devise étrangère doit être converti en utilisant le taux de change de la Banque du Canada en vigueur le jour où une somme donnée a pris naissance. Dans certains cas, l'ARC acceptera un taux de change affiché par une source autre que la Banque du Canada si ce taux est :

- largement disponible;
- vérifiable;
- publiée par un fournisseur indépendant de façon continue;
- reconnue par le marché;

- utilisée conformément aux principes commerciaux reconnus;
- utilisée pour préparer les états financiers (le cas échéant);
- utilisée uniformément d'une année à l'autre;
- chacune des conditions ci-dessus doit être remplie pour que le taux soit accepté. D'autres sources de taux de change généralement acceptées par l'ARC comprennent Bloomberg L.P., Thomson Reuters Corporation et Oanda Corporation.

Dans certaines circonstances, le taux de change moyen d'une période pertinente donnée peut être utilisé pour convertir les montants en devises étrangères. Consultez le folio de l'impôt sur le revenu S5-F4-C1, Monnaie de déclaration. Consultez également ce folio pour obtenir des renseignements sur la conversion des montants en devises étrangères en général.

Pour en savoir plus sur la conversion de l'impôt étranger payé, consultez le folio de l'impôt sur le revenu S5-F2-C1, Crédit pour impôt étranger.



Régime enregistré d'épargne-invalidité

Découvrez si ce guide est fait pour vous

Utilisez ce guide si vous désirez des renseignements sur le régime enregistré d'épargne-invalidité (REEI). Ce guide contient des renseignements qui ne sont pas dans la trousse générale d'impôt et de prestations, mais que vous aurez peut-être besoin pour remplir votre déclaration de revenus et de prestations.

Les publications et la correspondance de l'ARC personnalisée sont disponibles en braille, en gros caractères, en texte électronique et en format MP3. Pour en savoir plus, allez à **canada.ca/arc-medias-substituts** ou composez le **1-800-959-7383**.

The English version of this guide is called Registered Disability Savings Plan.

Dans ce guide, les expressions désignant des personnes visent les individus de tous genres.

Sauf indication contraire, toute référence législative renvoie à la Loi de l'impôt sur le revenu ou, le cas échéant, au Règlement de l'impôt sur le revenu.

Table des matières

	Page		Page
Définitions	4	Lorsqu'un roulement ne peut pas être fait.....	14
Chapitre 1 – Qu'est-ce qu'un régime enregistré d'épargne-invalidité	6	Que se passe-t-il si le bénéficiaire n'est plus approuvé pour le CIPH	14
Qu'est-ce que la subvention canadienne pour l'épargne-invalidité.....	6	Que se passe-t-il si le bénéficiaire décède	14
Qu'est-ce que le bon canadien pour l'épargne-invalidité.....	7	À quel moment faut-il rembourser les subventions et les bons	14
Report de subventions et de bons non utilisés.....	7	Règle de remboursement de 10 ans	14
Qui peut être bénéficiaire d'un REEI	8	Règle de remboursement proportionnel	15
Comment ouvrir un REEI.....	8	Chapitre 2 – Impôt à payer	15
Qui peut ouvrir un REEI.....	8	Impôt à payer sur les PAI.....	15
Le bénéficiaire n'a pas atteint l'âge de la majorité.....	8	Retenue d'impôt à la source	15
Le bénéficiaire a atteint l'âge de la majorité et a la capacité de contracter un régime d'épargne-invalidité.....	8	Chapitre 3 – Règles anti-évitement applicables aux REEI	16
Le bénéficiaire a atteint l'âge de la majorité, mais sa capacité de contracter un régime est mise en doute	8	Impôt à payer sur les placements interdits	16
Le bénéficiaire a atteint l'âge de la majorité, mais n'a pas la capacité de contracter un régime.....	9	Impôt à payer sur les placements non admissibles	16
Peut-on changer le titulaire d'un REEI	9	Remboursement de l'impôt payé sur les placements non admissibles ou interdits	17
Lorsque le titulaire du régime qui était un membre admissible de la famille décède.....	10	Comment réclamer un remboursement	17
Qui peut cotiser au REEI.....	10	Obligations de l'émetteur de REEI.....	17
La cotisation maximale au REEI	10	Impôt à payer sur un avantage	17
Les types de paiements faits à partir d'un REEI.....	10	Renonciation ou annulation de l'impôt.....	18
Les remboursements en vertu de la LCEI	10	Services numériques	19
Formule du montant des PVI.....	11	Services numériques pour les particuliers.....	19
Partie non imposable d'un PAI.....	11	Mon dossier.....	19
Qu'est-ce qu'un régime d'épargne-invalidité déterminé (REID)	11	Recevez votre courrier de l'ARC en ligne.....	19
Quand un REEI devient un REID.....	12	Paiements électroniques.....	19
Quand un régime cesse d'être un REID.....	12	Pour en savoir plus	20
Règles additionnelles si le REEI est un régime obtenant principalement l'aide du gouvernement (RPAG) dans l'année	12	Si vous avez besoin d'aide	20
Comment les paiements d'un REEI sont déclarés.....	12	Dépôt direct	20
Transferts	12	Formulaires et publications	20
Roulement.....	13	Listes d'envois électroniques.....	20
Roulement de biens avec report de l'impôt d'un régime d'épargne-retraite à un REEI	13	Système électronique de renseignements par téléphone (SERT)	20
Déclaration du roulement à un REEI	13	Utilisateurs d'un téléimprimeur (ATS) et de services de relais vidéo (SRV Canada)	20
Personne admissible	13	Différents officiels (oppositions et appels)	20
Roulement d'épargne-études avec report de l'impôt d'un REEI à un REEI	13	Le programme de la rétroaction sur le service de l'ARC.....	20
		Plaintes liées au service	20
		Plaintes en matière de représailles	20
		Dates limites.....	20
		Formulaires et publications connexes	21
		Annuler des pénalités et des intérêts ou y renoncer.....	21

Définitions

Cette section contient une définition générale des termes techniques que nous utilisons dans ce guide.

Avantage – tout bénéfice ou dette qui est conditionnel à l'existence du REEI, sujet à certaines exceptions qui ont trait aux activités normales de placement et aux programmes incitatifs conventionnels.

Un avantage comprend également tout bénéfice qui représente une augmentation de la juste valeur marchande (JVM) totale des biens du REEI qui peut être attribué de façon raisonnable à l'un des éléments suivants :

- une transaction ou un événement (ou une série) qui ne se serait pas produit dans un contexte commercial ou d'investissement normal entre des parties sans lien de dépendance qui agissent avec prudence, en connaissance de cause et volontairement, et dont un des buts principaux est de bénéficier du fait que le régime est exonéré d'impôts;
- un paiement reçu en substitution d'un paiement pour des services rendus par le titulaire (ou la personne sans lien de dépendance) ou pour le rendement du capital investi dans une propriété non enregistrée;
- une opération de swap;
- des revenus de placement non admissibles déterminés qui n'ont pas été payés à partir du REEI dans les 90 jours qui suivent la date de réception par le titulaire de l'avis de l'ARC qui en demande le retrait.

Un avantage comprend également une somme découlant d'un dépouillement de régime enregistré, ou tout bénéfice qui est considéré comme un revenu ou un gain en capital qui est attribuable de façon raisonnable à l'un des éléments suivants :

- un placement interdit;
- un déroutement artificiel d'un montant du REEI.

Pour plus d'information au sujet des avantages, consulter le folio de l'impôt sur le revenu S3-F10-C3, Avantages – REER, REEE, FERR, REEI, CELIAPP et CELI.

Conjoint de fait – Personne qui **n'est pas votre époux**, qui vit avec vous dans une relation conjugale et qui remplit **l'une des conditions** suivantes. La personne :

- vit avec vous dans une relation conjugale et cette relation dure depuis au moins 12 mois sans interruption;

Remarque

L'expression « 12 mois sans interruption » comprend les périodes de moins de 90 jours où vous avez vécu séparément en raison de la rupture de votre union.

- est le parent de votre enfant, par la naissance ou l'adoption;
- a la garde, la surveillance et la charge entière de votre enfant (ou elle en avait la garde et la surveillance juste avant que l'enfant atteigne l'âge de 19 ans) et votre enfant dépend entièrement de cette personne pour son soutien.

Époux – Personne avec qui vous êtes légalement marié.

Financièrement à la charge – Si vous êtes l'enfant ou le petit-enfant d'un rentier, vous êtes généralement considéré comme financièrement à la charge de ce dernier au moment de son décès si, avant le décès, vous résidiez habituellement avec lui et étiez à sa charge, et si vous êtes dans **l'une des situations suivantes** :

- votre revenu net de l'année précédente (à la ligne 23600 de votre déclaration de revenus et de prestations) était moins élevé que le montant maximum non réduit du montant personnel de base pour cette année-là (ligne 30000 de votre déclaration de revenus et de prestations);
- votre dépendance financière est due à une déficience physique ou mentale et votre revenu net pour l'année précédente était égal ou inférieur au montant maximum non réduit du montant personnel de base **plus** le montant pour personnes handicapées (ligne 31600 de votre déclaration de revenus et de prestations) pour cette année-là.

Si vous ne résidiez pas avec le rentier décédé au moment de son décès en raison de vos études, nous considérons que vous résidiez quand même avec lui.

Si vous êtes dans l'une des conditions ci-haut décrites et que vous n'habitez pas avec le rentier au moment de son décès, mais vous receviez une aide financière importante du défunt, vous pourriez être considéré financièrement à la charge de ce dernier si vous pouvez établir que vous étiez à sa charge. Dans un tel cas, vous ou votre représentant légal devrez envoyer une lettre à votre bureau des services fiscaux expliquant pourquoi nous devrions considérer que vous étiez financièrement à la charge du rentier au moment de son décès.

Si votre revenu net **dépassait les montants décrits ci-dessus**, nous considérons que vous **n'étiez pas** financièrement à la charge du rentier au moment de son décès, sauf si vous pouvez prouver le contraire en soumettant une demande telle que décrite dans le paragraphe précédent.

Fonds enregistré de revenu de retraite (FERR) – Fonds que vous avez établi avec un émetteur et que nous avons enregistré. Vous transférez à votre émetteur des biens provenant généralement d'un REER, d'un RPAC, d'un RPA, d'un RPD ou d'un autre FERR et l'émetteur vous verse des paiements.

La juste valeur marchande (JVM) – correspond généralement au prix le plus élevé qui peut être obtenu sur un marché libre et sans restriction entre des parties bien renseignées et prudentes sans lien de dépendance entre elles. De même, aucune des parties n'étant contrainte de vendre ou d'acheter.

Pour en savoir plus sur l'évaluation des titres des corporations à peu d'actionnaires, consultez la circulaire d'information IC89-3, Exposé des principes sur l'évaluation de biens mobiliers.

Lien de dépendance – fait généralement référence à une relation ou à une transaction entre personnes liées entre elles.

Toutefois, un lien de dépendance peut également exister entre des particuliers, sociétés de personnes ou sociétés non liés, selon les circonstances. Pour en savoir plus, lisez la définition de « Sans lien de dépendance ».

Opération de swap – il s’agit de tout transfert de bien effectué entre le REEI et son titulaire (ou une personne avec laquelle celui-ci a un lien de dépendance). Certaines exceptions sont prévues pour les contributions et distributions du REEI, les opérations d’achats et de ventes entre le REEI et un autre REEI du même titulaire et les transactions relatives à des prêts hypothécaires assurés.

Pour plus d’information sur les opérations de swap et les règles transitoires applicables, consultez le folio de l’impôt sur le revenu S3-F10-C3, Avantages – REER, REEE, FERR, REEI, CELIAPP et CELI.

Paiement d’un régime enregistré d’épargne-invalidité déterminé – s’entend, relativement à un particulier admissible, d’un paiement qui, à la fois :

- est fait à un régime enregistré d’épargne-invalidité dont le particulier est le bénéficiaire;
- est conforme aux conditions d’enregistrement du régime;
- est désigné dans le formulaire prescrit pour une année d’imposition par le titulaire du régime et le particulier au moment où il est fait;
- si le particulier admissible **n’est pas** un particulier approuvé pour le CIPH, le paiement est effectué avant la fin de la cinquième année au cours de laquelle le bénéficiaire **n’est pas un particulier approuvé pour le CIPH**.

Personne admissible – une personne ou une entité légalement autorisée à agir au nom d’un bénéficiaire si :

- le bénéficiaire n’a pas atteint l’âge de la majorité;
- le bénéficiaire a atteint l’âge de la majorité et est contractuellement apte à conclure un régime;
- le bénéficiaire a atteint l’âge de la majorité mais sa capacité contractuelle à conclure un régime est mise en doute;
- le titulaire du régime qui était un membre admissible de la famille est décédé.

Pour plus d’informations sur la façon dont une personne admissible peut ouvrir un REEI, consultez la section « Qui peut ouvrir un REEI » à la page 9.

Pour plus d’informations sur la façon dont une personne admissible peut devenir titulaire successeur d’un REEI pour un bénéficiaire, consultez la section « Peut-on changer le titulaire d’un REEI » à la page 9.

Personnes liées – sont considérées comme ayant un lien de dépendance entre elles. Les personnes liées comprennent les particuliers unis par les liens du sang, du mariage, de l’union de fait ou de l’adoption (légale ou de fait). Une société et une autre personne ou deux sociétés peuvent aussi être des personnes liées.

Pour en savoir plus, consultez le folio de l’impôt sur le revenu S1-F5-C1, Personnes liées et personnes sans lien de dépendance entre elles.

Personnes non liées – peuvent avoir un lien de dépendance entre elles à un certain moment. Chaque situation dépend des circonstances qui lui sont propres. Les facteurs suivants seront généralement utilisés pour déterminer si les parties à une transaction ont un lien de dépendance entre elles :

- s’il y a un seul cerveau dirigeant les négociations pour les parties;
- si les parties à la transaction agissent de concert sans intérêts distincts (« agir de concert » signifie, par exemple, que des parties agissent de façon très interdépendante dans des transactions présentant un intérêt commun);
- si une partie exerce un contrôle de fait sur l’autre au moyen, par exemple, d’avantage, de pouvoir ou d’influence.

Pour en savoir plus, consultez le folio de l’impôt sur le revenu S1-F5-C1, Personnes liées et personnes sans lien de dépendance entre elles.

Placement admissible – placements dans un bien (sauf un bien immobilier), comprenant : les espèces, les certificats de placements garantis, les titres de créances du gouvernement et des sociétés, les fonds mutuels et les titres cotés à une bourse de valeurs désignée.

Pour en savoir plus, consultez le folio de l’impôt sur le revenu S3-F10-C1, Placements admissibles – REER, REEE, FERR, REEI, CELIAPP et CELI.

Placement interdit – il s’agit d’un bien auquel le titulaire d’un REEI est lié de très près. Il comprend l’un des éléments suivants :

- une dette du titulaire;
- une dette, une action ou une participation dans une société, une fiducie ou une société de personnes dans laquelle le titulaire a une participation notable (généralement 10 % d’intérêt ou plus, en tenant compte des avoirs avec lien de dépendance);
- une dette, une action ou une participation dans une société, une fiducie ou une société de personnes avec laquelle le titulaire a un lien de dépendance.

Un prêt hypothécaire qui est assuré par la Société canadienne d’hypothèque et de logement ou par une assurance privée approuvée **ne constitue pas** un placement interdit. Il ne comprend également pas certains fonds communs de placement réglementés et de certains investissements largement répandus auxquels est associé un faible risque d’opérations d’initié.

Pour plus d’information, consultez le folio de l’impôt sur le revenu S3-F10-C2, Placements interdits – REER, REEE, FERR, REEI, CELIAPP et CELI.

Placement non admissible – tout bien qui n’est pas un placement admissible pour la fiducie régie par un REEI.

Pour plus d’information, consultez le folio de l’impôt sur le revenu S3-F10-C1, Placements admissibles – REER, REEE, FERR, REEI, CELIAPP et CELI.

Régime enregistré d’épargne-études (REEE) – Contrat enregistré entre un particulier (le souscripteur) et une personne ou un organisme (le promoteur). En général, le

souscripteur verse à un REEE des cotisations qui produisent un revenu. Ce revenu est ensuite versé à un ou à plusieurs bénéficiaires sous forme de paiements d'aide aux études.

Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) – Régime d'épargne retraite que vous avez établi et que nous avons enregistré, et auquel vous ou votre époux ou conjoint de fait cotisez. Le revenu accumulé dans le REER n'est pas imposé tant que les fonds y demeurent. Toutefois, vous devrez payer de l'impôt lorsque vous recevez des montants du régime.

Revenu net familial rajusté – cela correspond à votre revenu net familial **moins** tout revenu reçu de la prestation universelle pour la garde d'enfants (PUGE) et du régime enregistré d'épargne-invalidité (REEI) **plus** tout montant de la PUGE et du REEI remboursé.

Revenu de placement non admissible déterminé – il s'agit de tout revenu (excluant la majoration des dividendes) ou d'un gain en capital qu'il est raisonnable d'attribuer, directement ou indirectement, à une somme qui est imposable pour tout REEI du titulaire (par exemple, un revenu de génération subséquente gagné sur un revenu de placement non admissible ou sur un revenu d'une entreprise régie par un REEI).

Sans lien de dépendance – réfère à une relation ou à une transaction entre des personnes non liées agissant dans leurs propres intérêts. Une transaction sans lien de dépendance est généralement une transaction qui reflète les opérations commerciales régulières entre des parties agissant dans leurs propres intérêts.

Pour en savoir plus, consultez le folio de l'impôt sur le revenu S1-F5-C1, Personnes liées et personnes sans lien de dépendance entre elles.

Somme découlant d'un dépouillement de régime enregistré – le montant d'une réduction de la JVM de biens détenus dans le cadre du REEI, si la valeur est réduite dans le cadre d'une opération ou d'un événement (ou d'une série d'opérations ou d'événements) dont l'un des buts principaux consiste à permettre au titulaire (ou à une personne avec laquelle il a un lien de dépendance) d'obtenir un bénéfice relatif au bien détenu dans le cadre du REEI ou d'en tirer profit, par suite de la réduction. Des exceptions sont prévues pour les distributions du régime qui sont incluses dans le revenu imposable, ou spécifiquement exclues du revenu (tel un transfert entre régimes sur une base d'impôt différé).

Pour plus d'information sur les sommes découlant d'un dépouillement, consultez le folio de l'impôt sur le revenu S3-F10-C3, Avantages – REER, REEE, FERR, REEI, CELIAPP et CELI.

Titulaire du REEI – le **titulaire** du régime est la personne qui ouvre le REEI et qui y verse les cotisations ou autorise les cotisations au nom du bénéficiaire.

Chapitre 1 – Qu'est-ce qu'un régime enregistré d'épargne-invalidité

Un régime enregistré d'épargne-invalidité (REEI) est un régime d'épargne destiné à aider un particulier qui est approuvé à recevoir le crédit d'impôt pour personnes handicapées (CIPH) à épargner pour sa sécurité financière à long terme.

Les cotisations à un REEI ne sont pas déductibles d'impôt et peuvent être versées jusqu'à la fin de l'année où le bénéficiaire atteint l'âge de 59 ans. Les cotisations retirées ne sont pas incluses dans le revenu du bénéficiaire lorsqu'elles sont payées à partir d'un REEI. Cependant, la subvention canadienne pour l'épargne-invalidité (subvention), le bon canadien pour l'épargne-invalidité (bon), les revenus de placements accumulés dans le régime et les montants de roulement sont inclus dans le revenu du bénéficiaire pour les besoins de l'impôt lorsqu'ils sont payés à partir du REEI. Pour en savoir plus sur les REEI, allez à canada.ca/administrateurs-regimes-enregistres.

Qu'est-ce que la subvention canadienne pour l'épargne-invalidité

La subvention est une somme que le gouvernement du Canada verse à un REEI. Le gouvernement versera une subvention de 300 %, de 200 % ou de 100 % selon le revenu familial net rajusté du bénéficiaire et le niveau de cotisation. Le revenu familial net rajusté du bénéficiaire se calcule comme suit :

- de la naissance du bénéficiaire jusqu'au 31 décembre de l'année où il atteint 18 ans, le revenu familial net rajusté du bénéficiaire se calcule selon les renseignements sur le revenu utilisés pour déterminer l'allocation canadienne pour enfants (ACE);
- du début de l'année où le bénéficiaire atteint 19 ans jusqu'à la fermeture du REEI, le revenu familial net rajusté se calcule en fonction du revenu du bénéficiaire **plus** celui de son époux ou conjoint de fait;
- si le bénéficiaire est sous la garde d'un ministère, d'un organisme ou d'un établissement public pendant au moins un mois dans l'année, le revenu familial net rajusté se calcule en fonction de l'allocation payable à titre de subvention au ministère, à l'organisme ou à l'établissement public selon la Loi sur les allocations spéciales pour enfants.

Au cours d'une année, un REEI peut recevoir un maximum de 3 500 \$ en subvention. La limite à vie de la subvention est de 70 000 \$. Une subvention peut être versée à un REEI en fonction des cotisations versées jusqu'au 31 décembre de l'année où le bénéficiaire atteint l'âge de 49 ans.

Le montant de la subvention est calculé selon le revenu familial net rajusté du bénéficiaire comme suit :

Tableau 1 – Subvention canadienne pour l'épargne-invalidité		
Revenu familial net rajusté du bénéficiaire	Subvention	Maximum
Égal ou inférieur à 111 733 \$*		
Sur la première tranche de 500 \$	3 \$ pour chaque dollar versé en cotisation	1 500 \$
Sur la tranche suivante de 1 000 \$	2 \$ pour chaque dollar versé en cotisation	2 000 \$
Supérieur à 111 733 \$*		
Sur la première tranche de 1 000 \$	1 \$ pour chaque dollar versé en cotisation	1 000 \$
*Les seuils de revenu familial net rajusté des bénéficiaires sont indexés annuellement en fonction de l'inflation. Les seuils de revenu indiqués sont ceux de 2024.		

Qu'est-ce que le bon canadien pour l'épargne-invalidité

Le bon est une somme que le gouvernement du Canada verse directement dans un REEI. Le gouvernement versera un bon jusqu'à 1 000 \$ annuellement pour les Canadiens à faible revenu ayant une invalidité. Aucune cotisation n'est requise pour recevoir le bon. Sa limite à vie est de 20 000 \$. Un bon peut être versé dans un REEI jusqu'à l'année où le bénéficiaire atteint l'âge de 49 ans.

Le montant du bon est calculé selon le revenu familial net rajusté du bénéficiaire comme suit :

Tableau 2 – Bon canadien pour l'épargne-invalidité	
Revenu familial net rajusté du bénéficiaire	Bon
Revenu égal ou inférieur à 36 502 \$* (ou si le titulaire est un établissement public)	1 000 \$
Revenu variant entre 36 502 \$* et 55 867 \$*	Une partie des 1 000 \$ est calculée selon la formule utilisée dans la Loi canadienne sur l'épargne-invalidité
Revenu supérieur à 55 867 \$*	Aucun bon n'est accordé
*Les seuils de revenu familial net rajusté des bénéficiaires sont indexés annuellement en fonction de l'inflation. Les seuils de revenu indiqués sont ceux de 2024.	

Pour être admissible au bon ou à la subvention, le bénéficiaire doit produire ses déclarations de revenus et de prestations pour les deux dernières années ainsi que pour

toutes les années d'imposition à venir lorsque celui-ci a un REEI.

Pour un bénéficiaire de moins de 18 ans, les montants de sa subvention et de son bon sont calculés en utilisant le revenu combiné de ses parents ou tuteurs provenant des déclarations de revenus produites. Pour continuer à recevoir le bon montant de subventions et de bons au cours de l'année où il atteint l'âge de 19 ans et pour chaque année suivante, le bénéficiaire doit commencer à produire des déclarations de revenus des particuliers, chaque année à compter de l'année où il atteint l'âge de 17 ans.

Report de subventions et de bons non utilisés

Avant la fin de l'année au cours de laquelle vous atteignez 49 ans, vous pouvez reporter jusqu'à 10 ans de subventions et de bons non utilisés pour les années à venir, pourvu que vous ayez satisfait aux critères d'admissibilité pendant les années de report (p.ex., vous étiez approuvé pour le crédit d'impôt pour personnes handicapées et vous étiez un résident canadien). Si un REEI a été ouvert :

- en 2024, la période de report prospectif serait de 2014 à 2024;
- en 2028, la période de report prospectif serait de 2018 à 2028.

La subvention et le bon seront payés sur les versements inutilisés jusqu'à un maximum annuel de 10 500 \$ pour la subvention et de 11 000 \$ pour le bon.

Emploi et Développement social Canada (EDSC) administre les programmes de la subvention et du bon. EDSC calcule les montants de la subvention et du bon disponibles pour une année selon le revenu familial du bénéficiaire et les taux correspondants.

Exemple

Prenons l'exemple de Roger :

- C'est une personne handicapée;
- Son revenu a été inférieur à 15 000 \$ chaque année depuis 2008;
- Il a été approuvé pour le CIPH chaque année depuis 2008;
- Il n'est pas et n'a jamais été un bénéficiaire d'un REEI;
- Il a atteint l'âge de la majorité et a la capacité de contracter un régime.

En août 2024, Roger a ouvert un REEI. Bien que le régime de Roger ait été ouvert en 2024 il a accumulé des droits à la subvention et au bon au cours des dix dernières années, depuis 2014 puisque le REEI est devenu disponible en 2008.

Voici ci-dessous comment les droits à la subvention et au bon accumulés de Roger ont été répartis :

- un droit à la subvention de 1 500 \$ par année à un taux de 300 % (1 500 \$ × 10 ans pour un total cumulatif de 15 000 \$);

- des droits à la subvention de 2 000 \$ par année à un taux de 200 % (2 000 \$ × 10 ans pour un total cumulatif de 20 000 \$);
- des droits au bon de 1 000 \$ par année (1 000 \$ × 10 ans pour un total cumulatif de 10 000 \$).

Lorsque Roger effectuera une demande de bon, son REEI versera un montant de 10 000 \$ en droits accumulés.

Une fois le REEI ouvert, avec le consentement écrit de Roger, la famille de Roger verse des cotisations de 800 \$ en octobre 2024 pour lesquelles une subvention de 2 400 \$ (800 \$ × 300 %) est payée à son REEI.

Roger reporte un montant de 12 600 \$ (15 000 \$ - 2 400 \$) de droits à la subvention inutilisée à un taux de 300 % ainsi qu'un montant de 20 000 \$ de subvention inutilisée à un taux de 200 %.

Qui peut être bénéficiaire d'un REEI

Vous pouvez désigner une personne comme bénéficiaire si elle répond aux critères suivants. La personne :

- est approuvée pour le CIPH (sauf le cas d'un transfert d'un REEI à un nouveau REEI);
- a un numéro d'assurance sociale (NAS) valide;
- réside au Canada au moment de l'établissement du régime;
- a moins de 60 ans (un régime peut être ouvert au nom d'une personne jusqu'à la fin de l'année au cours de laquelle elle atteint 59 ans). Cette limite d'âge ne s'applique pas lorsque le REEI d'un bénéficiaire est ouvert à la suite du transfert de l'ancien REEI de celui-ci.

Un bénéficiaire **ne peut avoir qu'un seul REEI** en tout temps. Toutefois, ce REEI peut avoir **plusieurs titulaires** au cours de son existence et il peut avoir **plus d'un titulaire** en tout temps.

Remarques

Une personne est approuvée pour le CIPH seulement si un professionnel de la santé atteste sur le formulaire T2201, Certificat pour le crédit d'impôt pour personnes handicapées, qu'elle a une déficience grave et prolongée des fonctions physiques ou mentales. Ce formulaire doit aussi être approuvé par l'ARC et la personne doit être considérée comme étant approuvée pour le CIPH. Pour présenter une demande en ligne ou obtenir un formulaire T2201, allez à canada.ca/credit-impot-personnes-handicapees ou composez le 1-800-959-7383.

Le titulaire ne doit pas nécessairement être un résident canadien. Cependant, le bénéficiaire doit être résident canadien au moment de l'adhésion au régime et au moment du versement de chaque cotisation au régime. Les paiements du REEI ne peuvent être faits qu'au bénéficiaire (ou à la succession du bénéficiaire après son décès). Les cotisants n'ont pas droit à un remboursement de leurs cotisations.

Pour en savoir plus, allez à canada.ca/credit-impot-personnes-handicapees ou consultez le guide RC4064, Renseignements relatifs aux personnes handicapées.

Comment ouvrir un REEI

Pour ouvrir un REEI, une personne admissible en tant que titulaire du régime doit communiquer avec une institution financière participante qui offre des REEI. Ces institutions financières sont reconnues comme étant l'**émetteur** de REEI.

Remarque

Le **titulaire** du régime est la personne qui ouvre le REEI et qui y verse les cotisations ou autorise les cotisations au nom du bénéficiaire. Tant que certaines conditions sont remplies, il peut y avoir plus d'un titulaire de REEI à la fois.

Qui peut ouvrir un REEI

Le bénéficiaire n'a pas atteint l'âge de la majorité

Si le bénéficiaire n'a pas atteint l'âge de la majorité, une personne admissible peut ouvrir un REEI en son nom et en devenir le titulaire, si cette dernière est :

- un parent légal du bénéficiaire;
- un tuteur, un curateur ou une autre personne qui est légalement autorisé à agir au nom du bénéficiaire;
- un ministère, un organisme ou un établissement public qui est légalement autorisé à agir au nom du bénéficiaire;
- une entité décrite dans la définition de personne admissible est nommée à l'égard d'un bénéficiaire d'un régime d'épargne-invalidité et un titulaire du régime était une personne admissible par rapport au bénéficiaire au moment où le régime (ou un autre régime enregistré d'épargne-invalidité du bénéficiaire) a été conclu seul ou était un titulaire successeur.

Le bénéficiaire a atteint l'âge de la majorité et a la capacité de contracter un régime d'épargne-invalidité

Si un bénéficiaire a atteint l'âge de la majorité et a la capacité de contracter un régime, le bénéficiaire peut ouvrir un REEI pour lui-même.

Si le ou les parents légaux sont, au moment où le régime est ouvert, déjà titulaires d'un REEI pour le bénéficiaire adulte, le ou les parents peuvent rester titulaires du nouveau régime. Le bénéficiaire adulte pourrait également être ajouté comme cotitulaire avec ses parents.

Le bénéficiaire a atteint l'âge de la majorité, mais sa capacité de contracter un régime est mise en doute

La capacité d'un membre de la famille admissible (MFA) d'ouvrir un régime selon ces règles s'applique à compter du 29 juin 2012 jusqu'au **31 décembre 2026**.

Un MFA d'un bénéficiaire comprend un époux, un conjoint de fait, un parent, un frère ou une sœur.

Remarque

L'époux ou le conjoint de fait n'est pas admissible à cette mesure s'il ne vit pas avec la personne en raison de la rupture de leur mariage ou union.

Ces règles liées au MFA ne peuvent s'appliquer si cette personne est actuellement le bénéficiaire d'un REEI existant ou si une personne admissible est autorisée à agir au nom de cette personne.

Un MFA peut ouvrir un REEI au nom de cette personne et en devenir un titulaire si, après une enquête raisonnable, l'émetteur de REEI est d'avis que la capacité d'une personne adulte de contracter un régime est mise en doute.

Un MFA n'est plus admissible en tant que titulaire si l'une ou l'autre des situations suivantes s'applique :

- après enquête raisonnable, l'émetteur d'un régime d'épargne-invalidité est d'avis que la compétence contractuelle d'une personne à conclure un régime d'épargne-invalidité est mise en doute, aucune action ne peut être intentée contre l'émetteur pour;
 - avoir conclu un régime, en vertu duquel la personne est le bénéficiaire, avec un membre de la famille admissible qui était une personne admissible par rapport au bénéficiaire au moment où le régime (ou un autre régime enregistré d'épargne-invalidité du bénéficiaire) a été conclu uniquement, ou;
 - avoir permis à un membre de la famille admissible d'acquérir des droits en tant que successeur du titulaire du régime.
- de l'avis de l'émetteur, à la suite d'une enquête raisonnable, la capacité de contracter du bénéficiaire lui permettant d'ouvrir un régime ne fait plus de doute, et le bénéficiaire informe l'émetteur qu'il choisit de devenir le titulaire du régime;
- l'émetteur conclut le régime avec un gestionnaire de fonds agréé qui était une personne admissible par rapport au bénéficiaire au moment où le régime (ou un autre REEI du bénéficiaire) a été conclu seul ou qui était un titulaire successeur;
- un différend survient en raison de l'acceptation par un émetteur d'un membre de la famille admissible qui était une personne admissible par rapport au bénéficiaire au moment où le régime (ou un autre REEI du bénéficiaire) a été conclu seul ou qui était un titulaire successeur, comme titulaire d'un régime d'épargne-invalidité, à partir du moment où le différend survient jusqu'au moment où le différend est résolu ou qu'une entité devient le titulaire, le titulaire du régime doit faire de son mieux pour éviter toute réduction de la juste valeur marchande des biens détenus par la fiducie du régime, compte tenu des besoins raisonnables du bénéficiaire en vertu du régime;
- un tribunal compétent ou une autorité selon la loi provinciale détermine que le bénéficiaire a la capacité de contracter et que ce dernier choisit de remplacer le MFA à titre de titulaire du régime;
- un représentant légal est nommé par la suite pour le bénéficiaire. Ce dernier remplacera alors le MFA à titre de titulaire du régime.

L'émetteur de REEI devra informer la personne visée si elle devient bénéficiaire d'un REEI ouvert selon ces règles.

Le bénéficiaire a atteint l'âge de la majorité, mais n'a pas la capacité de contracter un régime

Une personne admissible à être un bénéficiaire d'un REEI (mais pour laquelle un régime n'a pas encore été ouvert) peut avoir atteint l'âge de la majorité sans avoir la capacité de contracter un régime.

Une personne admissible, qui est légalement autorisée à agir au nom du bénéficiaire, en vertu de la législation provinciale, peut ouvrir un REEI pour ce dernier et devenir le titulaire de ce régime.

Peut-on changer le titulaire d'un REEI

Le régime fut ouvert alors que le bénéficiaire était mineur – le bénéficiaire est maintenant un adulte ayant la capacité de contracter

Si le régime fut ouvert par un parent légal du bénéficiaire, ce dernier peut continuer d'être titulaire du régime après que le bénéficiaire est atteint l'âge de la majorité. Lorsque le bénéficiaire atteint l'âge de la majorité et qu'il a la capacité de contracter, ce dernier peut être ajouté au REEI à titre de cotitulaire.

Si le régime fut créé par une personne autorisée ou organisme autre qu'un parent légal du bénéficiaire, cette personne ou organisme doit être retiré du régime à titre de titulaire lorsque le bénéficiaire atteint l'âge de la majorité et a la capacité de contracter. Le bénéficiaire devient le nouveau titulaire.

Le régime fut ouvert alors que le bénéficiaire était majeur, mais sa capacité de contracter était douteuse

Un membre de la famille admissible (autre qu'un parent légal qui a ouvert le régime alors que le bénéficiaire était mineur) sera remplacé par le bénéficiaire sur demande écrite de ce dernier s'il est déterminé qu'il a la capacité de contracter.

Le régime fut ouvert alors que le bénéficiaire n'avait pas la capacité de contracter

Si un curateur, un tuteur, un établissement public ou une autre personne ou organisme admissible (à l'exception d'un membre de la famille admissible) n'a plus le droit d'être titulaire du régime (par exemple, il cesse d'être le tuteur légal ou il décède), son nom doit être retiré du régime à titre de titulaire.

Une personne admissible peut choisir de ne plus être titulaire tant qu'il y a une autre personne à qui l'autorité de titulaire est transmise.

Dans ces cas, les personnes ou organismes suivants peuvent être ajoutés au régime à titre de succédant ou ayant droit du titulaire :

- le bénéficiaire (pourvu qu'il ait atteint l'âge de la majorité et qu'il ait la capacité de contracter un régime);
- la succession du bénéficiaire;

- une autre personne ou un autre organisme qui est déjà titulaire du régime (par exemple, deux parents légaux contractent un REEI ensemble et l'un d'eux décède. L'autre parent obtiendrait les droits du parent décédé et deviendrait le seul titulaire du régime);
- un parent légal du bénéficiaire qui était auparavant titulaire du régime;
- une personne admissible au moment où les droits sont acquis.

Lorsque le titulaire du régime qui était un membre admissible de la famille décède

Au décès d'un titulaire du régime qui était un membre admissible de la famille, un autre membre admissible de la famille peut acquérir des droits à titre de successeur d'un titulaire d'un régime d'épargne-invalidité d'un bénéficiaire si, au moment de l'acquisition des droits, ce successeur est une personne admissible par rapport au bénéficiaire.

Qui peut cotiser au REEI

Toute personne peut cotiser à un REEI avec la permission écrite du titulaire du régime. Pour en savoir plus, lisez « Qui peut ouvrir un REEI » à la page 8.

La cotisation maximale au REEI

Il n'y a aucune limite annuelle quant aux montants pouvant être cotisés au REEI d'un bénéficiaire dans une année donnée. Cependant, la limite à vie globale pour un bénéficiaire est de 200 000 \$ (toutes les cotisations et les roulements qui ont été faits auparavant à un REEI d'un bénéficiaire réduiront ce montant). Les cotisations sont permises jusqu'à la fin de l'année au cours de laquelle le bénéficiaire atteint l'âge de 59 ans.

Remarque

Les montants transférés directement d'un REEI du bénéficiaire à un autre REEI du même bénéficiaire ne sont pas inclus dans le calcul de la limite à vie globale de 200 000 \$.

Les types de paiements faits à partir d'un REEI

Trois types de paiements sont faits à partir d'un REEI :

- les paiements d'aide à l'invalidité (PAI) qui comprennent :
 - paiement unique d'aide à l'invalidité (montants forfaitaires d'un PAI);
 - paiements viagers pour invalidité (PVI).
- les transferts directs à un autre REEI pour le même bénéficiaire. Pour en savoir plus, lisez « Transferts » à la page 12;
- les remboursements selon la Loi canadienne sur l'épargne-invalidité (LCEI) ou selon un programme provincial désigné.

Un **PAI** est tout paiement d'un REEI versé au bénéficiaire ou à sa succession après son décès. C'est un paiement unique qui peut être demandé à tout moment. Il peut se

composer de cotisations, de subventions, de bons, de montants de roulement et du revenu gagné dans le régime. Seul le bénéficiaire ou sa succession est autorisé à recevoir des PAI du REEI.

Remarque

Un PAI n'est pas permis si, une fois le paiement effectué, la JVM des biens détenus dans le REEI est inférieure au montant de retenue pour le REEI. Pour en savoir plus, lisez « Les remboursements en vertu de la LCEI » à la page 10.

Ce ne sont pas tous les REEI qui permettent les paiements forfaitaires d'un PAI. L'émetteur du REEI **peut** permettre au titulaire du REEI de demander que des paiements forfaitaires d'un PAI, autres que des PVI (tels qu'ils sont décrits ci-dessous), soient versés à un bénéficiaire lorsque cela est permis en vertu du REEI. Communiquez avec un émetteur de REEI participant afin de déterminer s'il offre des régimes qui permettent au titulaire d'un REEI de demander ces types de paiements à partir d'un régime.

Si le REEI est un **régime d'épargne-invalidité déterminé** (REID) tel qu'il est décrit à la page suivante, il sera possible de faire des retraits du régime au cours de l'année de l'attestation et de chacune des années suivantes sans déclencher le remboursement du montant de retenue.

Les **PVI** sont des paiements d'aide à l'invalidité (PAI) qui, après le début de leur versement, doivent être effectués au moins chaque année jusqu'à la date de la fin du régime ou la date du décès du bénéficiaire. Ces paiements doivent débuter avant la fin de l'année au cours de laquelle le bénéficiaire atteint l'âge de 60 ans, sauf s'il s'agit d'une année déterminée (telle qu'elle est décrite ci-dessous), sont soumis à une limite de retrait annuelle établie par la formule expliquée sur la page suivante.

Remarque

Si un REEI est un REID, les paiements à partir du régime doivent commencer à être versés avant la fin de l'année civile suivant l'année où le régime est devenu un REID pour la dernière fois.

Une **année déterminée** est l'année civile au cours de laquelle un médecin autorisé ou un infirmier praticien atteste par écrit qu'il est peu probable que le bénéficiaire survive plus de cinq ans, et comprend chacune des cinq années civiles suivant l'année de l'attestation. Une année ne sera pas considérée comme une année déterminée à moins que l'attestation médicale ait été fournie à l'émetteur au cours de l'année en question ou avant celle-ci. Par exemple, si un médecin fait une telle attestation en 2023, mais que l'émetteur ne la reçoit qu'en 2024, seules les années 2024 à 2028 seront considérées comme des années déterminées pour le REEI.

Si le REEI est un REID, l'année déterminée comprend chaque année civile suivante.

Les remboursements en vertu de la LCEI

Selon la LCEI, le montant de retenue doit généralement être remboursé à EDSC si un PAI est versé à partir du REEI.

Le **montant de retenue** est défini dans le Règlement sur l'épargne-invalidité. En règle générale, il s'agit du

montant total des subventions et des bons qui ont été versés au REEI au cours des 10 dernières années, moins toute partie de ce montant qui a été remboursée à EDSC.

Depuis le 1er janvier 2014, un montant qui est trois fois le montant du PAI, jusqu'à un maximum du montant de retenue, doit être remboursé à EDSC si un PAI est versé à partir du REEI.

Depuis le 1er janvier 2021, le montant de retenu dépend de l'âge du bénéficiaire.

Pour plus d'information concernant les règles du montant de retenu, contactez EDSC au **1-800-622-6232**.

Formule du montant des PVI

Il n'y a aucune limite sur le montant forfaitaire des PAI ou des PVI qui peut être payé au bénéficiaire dans une année déterminée (si le régime **n'est pas** un régime d'épargne-invalidité déterminé). Cependant, dans tous les cas, un PAI n'est pas permis si, une fois le paiement effectué, la JVM des biens détenus dans le REEI est inférieure au montant de retenue pour le REEI.

Le montant total des PVI payés dans l'année ne peut pas être plus élevé que le montant calculé selon la formule suivante :

$$A \div (B + 3 - C) + D$$

où :

A = la JVM des biens détenus dans le régime au début de l'année (excluant la valeur des contrats de rente immobilisée détenus par la fiducie de régime);

B = la valeur la plus élevée entre 80 et l'âge du bénéficiaire au début de l'année civile;

C = l'âge réel du bénéficiaire au début de l'année civile;

D = le total de tous les paiements périodiques qui ont été versés, ou réputés avoir été payés, selon certains contrats de rente immobilisée, à la fiducie de régime dans l'année civile, le cas échéant.

Partie non imposable d'un PAI

La **partie non imposable** d'un PAI versé à partir d'un REEI à un bénéficiaire correspond au montant le moins élevé parmi les suivants :

■ le PAI;

■ le montant obtenu selon la formule suivante :

$$A \times B \div C + D$$

où :

A = le montant du PAI;

B = l'excédent du total des cotisations à tout REEI du bénéficiaire sur le total de la partie non imposable des PAI précédemment effectués à partir de tout REEI du bénéficiaire (si cette formule ne prenait pas en compte la variable D ci-dessous);

C = l'excédent de la JVM des biens détenus par le REEI avant le PAI sur le montant de retenue du régime;

D = le montant à l'égard duquel un titulaire du régime verse l'impôt à payer sur un avantage décrit à la page 17, sauf si cet impôt fait l'objet d'une renonciation, d'une annulation ou d'un remboursement ou a déjà été inclus dans la partie non imposable d'un PAI versé au bénéficiaire.

Exemple

Linda a des revenus de plus de 111 733 \$ en 2024 et elle est la seule personne qui subvient aux besoins de son époux Paul, qui est âgé de 40 ans. Linda commence à cotiser au REEI de Paul en 2024. Elle a cotisé 10 000 \$ annuellement au REEI de Paul au cours des 20 prochaines années. Les cotisations versées sont admissibles à la subvention à un taux de 100 % du total des cotisations versées au cours d'une année, jusqu'à un maximum de 1 000 \$ annuellement (lisez « Tableau 1 » à la page 7). Paul **n'est pas** admissible à recevoir le bon (lisez « Tableau 2 » à la page 7).

Après 20 ans, la JVM du REEI est de 261 448 \$. Puisque Paul aura 60 ans en 2044, la subvention peut être payée sur les cotisations de 2024 à 2033 (l'année où Paul a atteint 49 ans).

Les cotisations pourraient encore être versées au régime jusqu'à la fin de l'année au cours de laquelle Paul aura 59 ans. Aucun PAI n'a été payé à partir du REEI depuis que celui-ci est ouvert.

Par conséquent, en 2044, Paul recevra un montant de 10 893,67 \$, calculé selon la formule du montant des PVI, c'est-à-dire **A ÷ (B + 3 - C) + D** :

$$\begin{aligned} 261\,448 \$ \div (80 + 3 - 59) + 0 \$ \\ 261\,448 \$ \div 24 \\ 10\,893,67 \$ \end{aligned}$$

La partie non imposable du PVI est de 8 333,33 \$. Elle est calculée selon la deuxième formule décrite sur cette page :

$$10\,893,67 \$ \times 200\,000 \$ \div 261\,448 \$ + 0 \$$$

Le montant de la variable B est égal à 200 000 \$, puisqu'aucun PAI n'a été payé avant 2044.

Le montant de la variable C est égal à 261 448 \$, puisqu'il n'y a aucun montant de retenue depuis que la dernière subvention a été payée au REEI il y a plus de 10 ans.

Qu'est-ce qu'un régime d'épargne-invalidité déterminé (REID)

Un **régime d'épargne-invalidité déterminé (REID)** est une modalité destinée à fournir aux bénéficiaires, dont l'espérance de vie est **réduite**, une plus grande facilité d'accès à leurs épargnes provenant d'un REEI. Les retraits d'un REID **n'entraînent pas** le remboursement du montant de retenue à condition que le total des parties imposables de tous les retraits effectués dans l'année ne dépasse pas 10 000 \$ (à moins que le résultat de la formule du montant des PVI exige le paiement d'un montant supérieur). Cependant, une fois que le choix est fait, aucune autre cotisation au régime n'est autorisée et aucun autre montant de subvention ou de bon ne peut être versé au régime. De plus, les bénéficiaires **ne peuvent pas** reporter à une

année suivante une subvention ou un bon pour ces années selon ce régime.

Quand un REEI devient un REID

Un REEI devient un REID lorsque les trois conditions suivantes sont remplies :

- un médecin autorisé ou un infirmier praticien atteste par écrit qu'il est peu probable, selon son avis professionnel, que le bénéficiaire du REEI survive plus de cinq ans;
- le titulaire du REEI fait le choix sur le formulaire prescrit qu'il fait parvenir à l'émetteur du REEI, accompagné d'un certificat médical;
- EDSC reçoit un avis concernant le choix de la part de l'émetteur.

Quand un régime cesse d'être un REID

Un régime cesse d'être un REID si l'une des situations suivantes se produit :

- EDSC reçoit un avis de l'émetteur du régime selon lequel le titulaire fait un choix pour que le régime cesse d'être un REID.
- Le total de la partie imposable des PAI effectués à partir du régime au cours de l'année, pendant qu'il était un REID, excédait 10 000 \$, à moins que le résultat de la formule du montant des PVI exige le paiement d'un montant supérieur.

Remarque

Le titulaire doit attendre 24 mois après que le régime a cessé d'être un REID avant de faire un nouveau choix.

- Une cotisation, une subvention ou un bon est versé au régime.
- Un montant est versé au régime à partir d'un programme provincial désigné.
- Le régime prend fin.
- Le régime cesse d'être un REEI.
- C'est le début de la première année civile durant laquelle le bénéficiaire du régime n'est plus approuvé pour le CIPH.
- Les paiements n'ont pas commencé à être versés avant la fin de l'année civile donnée suivant celle où le régime est devenu pour la dernière fois un REID.
- Un roulement REEI est fait.
- Le total des PAI versés à partir du régime au bénéficiaire au cours de l'année civile est inférieur au résultat de la formule du montant des PVI ou égal au montant de la JVM des biens détenus dans le régime, soit le moins élevé de ces deux montants.

Règles additionnelles si le REEI est un régime obtenant principalement l'aide du gouvernement (RPAG) dans l'année

Un REEI devient un RPAG dans une année si le total de toutes les subventions et de tous les bons du gouvernement

versés à un REEI du bénéficiaire au cours des années précédentes est plus élevé que le total de toutes les cotisations privées faites au REEI du bénéficiaire dans les années précédentes.

De façon générale, dans une année d'un RPAG (autre qu'une année déterminée), le total des PVI et des PAI ne doit pas excéder le plus élevé des montants suivants : le résultat de la formule du montant des PVI ou 10 % de la JVM des actifs du régime au début de l'année. Certains PAI faits à la suite du transfert de biens d'un autre REEI du bénéficiaire ne sont pas utilisés lors du calcul de la limite des PAI.

Si le bénéficiaire n'est plus approuvé pour le CIPH et le titulaire demande la fermeture du régime, il n'y a aucune limite dans le montant retiré.

Au cours d'une année où le bénéficiaire a plus de 59 ans, le montant des PVI ne sera pas supérieur au résultat de la **formule** du montant des PVI. Durant une année d'un RPAG, le total des PVI et des PAI ne doit pas excéder le plus élevé des montants suivants : le résultat de la formule du montant des PVI ou 10 % de la JVM des actifs du régime au début de l'année.

Lorsque le bénéficiaire est âgé d'au moins 27 ans au début de l'année civile et d'au plus 58 ans au début de l'année civile, il a le droit de demander et de recevoir des PAI provenant du régime à tout moment dans l'année si, après que les PAI sont effectués, la JVM des biens détenus dans le REEI n'est pas inférieure au montant de retenue pour le REEI. Le montant des PAI qui peut être payé dans ces circonstances ne peut excéder le montant calculé alloué. À l'exception des régimes où le bénéficiaire a plus de 59 ans, un PAI versé dans toute autre année peut exiger que le montant de retenue soit remboursé à EDSC.

Comment les paiements d'un REEI sont déclarés

Lorsqu'ils sont retirés du REEI, les montants des transferts par voie de roulement ainsi que les subventions, les bons et les revenus de placement gagnés dans le régime sont inclus dans les revenus du bénéficiaire pour les besoins de l'impôt. Les émetteurs de REEI déclarent dans la case 131 de la section « Autres renseignements » d'un feuillet T4A la partie imposable des paiements provenant du régime et envoient deux copies du feuillet au bénéficiaire ou au représentant légal du bénéficiaire. Le bénéficiaire doit inclure ce montant comme revenu à la ligne 12500 de sa déclaration de revenus et de prestations pour l'année où il l'a reçu.

Pour en savoir plus sur la partie du paiement imposable, lisez « Impôt à payer sur les PAI », à la page 15.

Transferts

Un transfert d'un REEI à un autre REEI peut être fait **seulement** dans les conditions suivantes :

- le transfert doit être fait directement à partir du REEI actuel d'un bénéficiaire à un nouveau REEI du même bénéficiaire;
- un transfert ne peut être effectué que si tous les titulaires du REEI actuel sont d'accord avec ce transfert;

- tous les fonds doivent être transférés du REEI actuel au nouveau REEI;
- le REEI actuel doit être résilié immédiatement après le transfert à un nouveau REEI;
- lorsque le bénéficiaire atteint l'âge de 59 ans avant l'année au cours de laquelle le transfert a lieu, l'émetteur du nouveau régime s'engage à verser tous les PAI qui doivent être effectués selon le régime.

Roulement

Roulement de biens avec report de l'impôt d'un régime d'épargne-retraite à un REEI

Le montant maximal de roulement au REEI est de 200 000 \$. Toutes les cotisations et tous les roulements apportés à un REEI d'un bénéficiaire réduiront ce montant. Les subventions ne seront pas versées au REEI sur les montants de roulement.

Les règles du REEI permettent un roulement des produits d'un régime enregistré d'épargne-retraite (REER) d'un particulier décédé au REEI d'un enfant ou d'un petit-enfant ayant une déficience des fonctions physiques ou mentales qui était financièrement à la charge du particulier décédé. Pour en savoir plus, lisez « Personne admissible » sur cette page.

Si le bénéficiaire n'est plus admissible au CIPH, le transfert doit être effectué avant la fin de la cinquième année d'imposition au cours de laquelle le bénéficiaire n'est plus admissible au CIPH.

Ces règles de roulement s'appliquent également à ce qui suit :

- aux produits d'un fonds enregistré de revenu de retraite (FERR);
- à certains montants forfaitaires versés par des régimes de pension agréés (RPA) et par des régimes de pension déterminés (RPD);
- aux produits d'un régime de pension agréé collectif (RPAC).

Déclaration du roulement à un REEI

L'opération de roulement doit être documentée au moyen du formulaire RC4625, Roulement à un régime d'épargne-invalidité (REEI) selon l'alinéa 60m), ou du formulaire fourni par l'émetteur du REEI. Un feuillet de renseignements sera envoyé (par exemple, le feuillet T4A, T4RSP ou T4RIF). Le montant du roulement est déclaré et déduit dans la déclaration de revenus et de prestations de la personne admissible. Dans certains cas, il se peut que le montant doit aussi être déclaré et déduit dans la déclaration finale de la personne décédée.

Pour en savoir plus sur la façon dont les roulements doivent être déclarés, lisez la section « Transferts dans des régimes enregistrés d'épargne-invalidité » du guide T4040, REER et autres régimes enregistrés pour la retraite.

Remarque

Ces règles s'appliquent aux roulements d'épargne-retraite seulement. Les roulements d'épargne-études sont inscrits sur le formulaire RC435,

Roulement d'un régime enregistré d'épargne-études à un régime enregistré d'épargne-invalidité, ou sur un autre formulaire fourni par le promoteur du REEE. Des feuillets de renseignements fiscaux ne sont pas remis pour des roulements d'épargne-études.

Les émetteurs de REEI peuvent élaborer et utiliser leur propre méthode de documentation pour les roulements d'épargne-études. Le montant de roulement d'épargne-retraite à un REEI :

- sera considéré comme une cotisation privée lorsqu'il s'agira d'établir si le REEI est un RPAG, mais ne sera pas admissible à la subvention;
- sera inclus dans la partie imposable des retraits du REEI versés au bénéficiaire;
- ne pourra pas dépasser, et réduira le montant maximal de cotisation à vie au REEI.

Personne admissible

Une personne admissible est un enfant ou un petit-enfant financièrement à la charge, en raison d'une déficience des fonctions physiques ou mentales, d'un rentier d'un REER ou d'un FERR, ou d'un membre d'un RPA, d'un RPD ou d'un RPAC, au moment de son décès. La personne admissible doit également être le bénéficiaire du REEI auquel les produits admissibles seront versés.

Roulement d'épargne-études avec report de l'impôt d'un REEE à un REEI

Les roulements peuvent être effectués d'un REEE à un REEI. En règle générale, le souscripteur d'un REEE qui permet des paiements de revenu accumulé et le titulaire d'un REEI peuvent choisir conjointement de faire le roulement d'un paiement de revenu accumulé du REEE au REEI. Ce roulement est possible si, au moment du choix, le bénéficiaire du REEE est aussi le bénéficiaire du REEI.

Pour être admissible au roulement REEE, le bénéficiaire doit satisfaire aux exigences actuelles en matière d'âge et de résidence relatives aux cotisations à un REEI. De plus, il doit remplir l'**une** des conditions suivantes :

- le bénéficiaire a une déficience mentale grave et prolongée qui l'empêche de faire des études postsecondaires;
- le REEE existe depuis au moins 35 ans;
- le REEE existe depuis au moins 10 ans, chaque bénéficiaire du REEE a atteint 21 ans et n'est pas admissible à recevoir des paiements d'aide aux études.

Le roulement d'un REEE à un REEI n'est pas soumis à l'impôt sur le revenu ou à l'impôt supplémentaire de 20 %, pour en savoir plus, consultez le formulaire T1172, Impôt supplémentaire sur les paiements de revenu accumulé de REEE. Le promoteur de REEE doit envoyer le formulaire RC435, Roulement d'un régime enregistré d'épargne-études à un régime enregistré d'épargne-invalidité, à l'émetteur du REEI et en conserver une copie dans ses dossiers. Cela satisfera à l'exigence du promoteur de REEE de produire le choix auprès de l'ARC.

Lorsqu'un roulement REEE se produit, les cotisations au REEE seront remises libres d'impôt au cotisant. De plus, les subventions canadiennes pour l'épargne-études (SCEE) et les bons d'études canadiens (BEC) compris dans le REEE devront être remboursés à EDSC, et le REEE devra être fermé au plus tard à la fin de février de l'année suivant celle où le roulement a été effectué.

Le montant de roulement d'un REEE à un REEI :

- sera considéré comme une cotisation privée lorsqu'il s'agira d'établir si le REEI est un RPAG, mais il ne sera pas admissible à la subvention;
- sera inclus dans la partie imposable des retraits du REEI versés au bénéficiaire;
- ne pourra pas dépasser le montant maximal de cotisation à vie au REEI et le réduira.

Lorsqu'un roulement ne peut pas être fait

Un roulement de REEE, de REER, de FERR, de RRA, de RPAC ou de RPD ne peut être fait si l'une des conditions suivantes s'applique :

- le bénéficiaire n'est pas approuvé pour le CIPH (il y a une exception. Lisez « Roulement de biens avec report de l'impôt d'un régime d'épargne-retraite à un REEI » à la page 13);
- le bénéficiaire est décédé;
- le bénéficiaire a plus de 59 ans durant l'année de la cotisation;
- le bénéficiaire n'est pas un résident du Canada;
- le roulement entraîne le dépassement du montant maximal de cotisation de 200 000 \$;
- le titulaire du REEI n'a pas donné son consentement au roulement.

Que se passe-t-il si le bénéficiaire n'est plus approuvé pour le CIPH

Depuis 2021, si un bénéficiaire n'est plus approuvé pour le CIPH, le titulaire de son REEI a le choix de fermer le régime ou de le garder ouvert.

Si le titulaire décide de le garder ouvert, les montants peuvent toujours être retirés du REEI, mais :

- les nouvelles cotisations ne sont pas autorisées au REEI;
- les nouvelles subventions ou les nouveaux bons ne peuvent être versés au REEI;
- les montants provenant d'un REER, d'un FERR, d'un RPA, d'un RPAC ou d'un RPD d'un parent ou d'un grand-parent décédé dont le bénéficiaire dépendait financièrement pour subvenir à ses besoins peuvent être transférés dans le REEI à condition que le roulement soit effectué avant la fin de la cinquième année d'imposition au cours de laquelle le bénéficiaire n'est plus approuvé pour le CIPH.

Les subventions et les bons reçus par le régime ne doivent pas être remboursés uniquement en raison de la perte de l'approbation du CIPH par le bénéficiaire.

Les montants du REEI peuvent toujours être retirés à la demande du titulaire. Avant l'année où le bénéficiaire atteint l'âge de 60 ans, les retraits entraîneront le remboursement des subventions et des bons qui ont été versés dans le REEI au cours des 10 années précédant la perte de l'approbation du CIPH par le bénéficiaire.

Si le bénéficiaire récupère l'approbation du CIPH, le REEI fonctionnera normalement et des cotisations pourront être versées au régime.

Que se passe-t-il si le bénéficiaire décède

Le REEI **doit** être fermé et toutes les sommes qui restent dans le régime doivent être versées à la succession du bénéficiaire au plus tard le 31 décembre de l'année **suivant** celle du décès du bénéficiaire. Toutes les sommes restant dans le REEI après le remboursement des bons et des subventions du gouvernement seront versées à sa succession. Si un PAI avait été effectué et que le bénéficiaire est décédé, la partie imposable du PAI doit être incluse dans le revenu de la succession du bénéficiaire dans l'année d'imposition au cours de laquelle le paiement a été versé.

À quel moment faut-il rembourser les subventions et les bons

Règle de remboursement de 10 ans

Si l'un des cas suivants se produit, toutes les subventions et tous les bons gouvernementaux versés au régime dans les **10 années** précédant le cas doivent être remboursés au gouvernement du Canada. Les remboursements sont requis lorsque l'une des conditions suivantes s'applique :

- le REEI est fermé;
- le régime cesse d'être un REEI;
- le bénéficiaire perd l'approbation du CIPH avant l'âge de 60 ans et le titulaire choisit de fermer ou de faire un retrait du REEI;
- le bénéficiaire décède.

Afin que les fonds du REEI soient disponibles pour satisfaire à des obligations potentielles selon la règle de remboursement de 10 ans, les émetteurs de REEI doivent mettre de côté un montant de retenue qui correspond au montant total des subventions et des bons versés au REEI au cours des 10 dernières années, moins toute somme déjà remboursée des subventions et des bons au cours de cette période de 10 ans. Lorsqu'un des cas décrits ci-dessus se produit, le remboursement à effectuer est égal au montant de retenue qui avait été établi immédiatement avant le cas.

Remarque

Les remboursements des montants qui étaient auparavant inclus comme revenu **sont** déductibles d'impôt et déclarés à la ligne 23200 de la déclaration de revenus et de prestations.

Un bénéficiaire ayant une espérance de vie de cinq ans ou moins sera autorisé à effectuer des retraits annuels du REEI jusqu'à 10 000 \$ en épargne imposable, ainsi qu'un montant calculé au prorata des cotisations au régime, sans devoir rembourser les subventions et les bons versés au régime.

dans les 10 années précédentes. Ces règles ne s'appliquent qu'au moment où le choix de considérer le régime comme un REEI a été envoyé à l'émetteur du REEI par le titulaire du REEI, et que l'émetteur a avisé EDSC du choix.

Il existe une règle qui **s'applique** aux retraits d'un REEI effectués **après 2013**. Cette règle remplace la règle de remboursement de 10 ans seulement pour les retraits d'un REEI. L'ancienne règle de remboursement de 10 ans continuera de s'appliquer lorsque le REEI est fermé, n'est plus enregistré ou lorsque le bénéficiaire décède. Cette règle peut changer en raison de la législation. Pour les informations les plus récentes sur la règle des 10 ans, contactez l'émetteur de votre REEI ou rendez-vous sur le site de l'EDSC à edsc.gc.ca.

Règle de remboursement proportionnel

Depuis 2014, la règle de remboursement proportionnel s'applique lorsqu'un montant est retiré du REEI. La règle exige que, pour chaque dollar retiré d'un REEI, trois dollars au titre de la subvention ou du bon qui ont été versés au régime dans les 10 années ayant précédé le retrait devront être remboursés, jusqu'au maximum du montant de retenue. Les remboursements seront répartis entre les subventions et les bons qui ont servi à calculer le montant de retenue selon le moment où ils ont été versés au REEI, en commençant par le montant le plus ancien.

La règle de remboursement proportionnel ne s'applique pas aux bénéficiaires qui ont perdu l'approbation pour le CIPH avant l'âge de 60 ans et qui veulent fermer ou retirer des montants de leur REEI. Dans ce cas, la règle de remboursement sur 10 ans s'appliquera et la totalité du montant de retenue d'aide devra être remboursée. La règle de remboursement proportionnel ne s'applique pas non plus en cas de décès d'un bénéficiaire. Dans ce cas, la totalité du montant de retenue d'aide doit être remboursée au gouvernement et le reste des montants détenus dans le régime va à la succession du bénéficiaire.

La règle de remboursement proportionnel peut être modifiée en raison de législation, pour obtenir les informations les plus récentes sur le montant de remboursement, communiquez avec l'émetteur de votre REEI ou visitez le site Web d'EDSC en allant à edsc.gc.ca.

Exemple

Jeff a ouvert un REEI en 2019 et a cotisé 1 500 \$ à son régime annuellement, ce qui lui a permis d'obtenir le montant maximum de subvention de 3 500 \$ chaque année. En 2024, le montant de retenue de son régime est égal à 21 000 \$ (6 années, 22019 à 2024 inclusivement, multipliées par 3 500 \$).

En 2024, Jeff retire 600 \$ de son REEI. Selon la règle de remboursement de 10 ans, la totalité du montant de retenue de 21 000 \$ devrait être remboursée. Selon la règle de remboursement proportionnel, 1 800 \$ du montant de retenue seront remboursés (environ 9 % du remboursement exigé selon l'ancienne règle de remboursement de 10 ans). Le remboursement de 1 800 \$ proviendra de la subvention versée au REEI de Jeff en 2019, et le montant de retenue du régime sera réduit à 19 200 \$.

Chapitre 2 – Impôt à payer

Impôt à payer sur les PAI

Dans le cas où un PAI est effectué à partir d'un REEI, la partie du paiement qui inclut un montant de roulement, les subventions et les bons versés au régime ainsi que tous les revenus de placement gagnés dans le REEI, tels que les intérêts, est imposable.

Cette partie du paiement est comprise dans le revenu du bénéficiaire pour l'année au cours de laquelle le paiement est fait. Si le bénéficiaire est décédé au moment du paiement, le montant est inclus dans le revenu de sa succession pour l'année du paiement.

Remarque

La partie imposable (ou le revenu du REEI) est exclue du revenu lors du calcul de certaines prestations fondées sur le revenu, tels que le crédit pour la TPS/TVH, l'allocation canadienne pour enfants (ACE) et l'Allocation canadienne pour les travailleurs (ACT). La partie imposable est aussi exclue lors du calcul du remboursement des prestations de programmes sociaux et du supplément remboursable pour frais médicaux.

Retenue d'impôt à la source

Les émetteurs de REEI sont tenus de retenir de l'impôt à la source sur la partie imposable des versements forfaitaires en provenance d'un PAI et d'un PVI qui est supérieure au **total** des deux crédits d'impôt non remboursables fédéraux (CINR) :

- soit le montant personnel de base maximum (MPB);
- le montant pour personnes handicapées (MPPH).

Les CINR permettent de réduire le total de l'impôt auquel le contribuable est assujéti à la fin de l'année. Il y a plusieurs CINR provinciaux et fédéraux que les particuliers peuvent demander dans leur déclaration de revenus et de prestations. Cependant, seulement le MPB maximum fédéral de 15 705 \$ et le montant fédéral du MPPH (9 872 \$ en 2024) seront utilisés pour calculer l'impôt sur le revenu qui doit être retenu à la source. La raison est que tous les bénéficiaires d'un REEI sont admissibles aux deux CINR.

En utilisant le tableau ci-dessous, et en prenant l'année d'imposition 2024 pour exemple, un bénéficiaire peut recevoir jusqu'à 25 577 \$ (MPB de 15 705 \$ + MPPH de 9 872 \$) de versements forfaitaires imposables en provenance d'un PAI et d'un PVI avant que l'émetteur du REEI doit retenir de l'impôt à la source. Pour l'année 2023, ce montant était 24 428 \$.

Seuils relatifs aux retenues à la source		
Année	2024	2023
Montant personnel de base (MPB) maximum	15 705 \$	15 000\$
Montant pour personnes handicapées (MPPH)	9 872 \$	9 428 \$
Total	25 577 \$	24 428 \$

Une fois le montant atteint, l'impôt sur le revenu doit être prélevé de la partie imposable de tous les versements à faire dans l'année en utilisant le taux de retenue d'impôt pour les paiements forfaitaires comme il est indiqué sur cette page.

Remarque

Chaque année, certains crédits d'impôt non remboursables sont indexés en fonction de l'inflation et d'autres facteurs.

La partie imposable des PAI et des PVI forfaitaires d'un bénéficiaire est le total :

- des subventions canadiennes pour l'épargne-invalidité;
- des bons canadiens pour l'épargne-invalidité;
- des revenus de placements gagnés par le régime, comme l'intérêt;
- des roulements d'autres régimes (REER ou REEE, par exemple).

Remarque

Les cotisations personnelles ou privées, ou un montant sur lequel le titulaire d'un régime paie l'impôt sur l'avantage décrit à la page 17 (à moins que cet impôt soit supprimé, annulé ou remboursé, ou ait déjà été inclus dans la partie non imposable d'un paiement d'aide à l'invalidité (PAI) versé au bénéficiaire) ne sont pas imposables.

Les émetteurs de REEI utiliseront le taux de retenue d'impôt pour les paiements forfaitaires qui correspond à :

- la partie imposable totale de tous les PVI qu'il est prévu de verser au cours de l'année; ou
- la partie imposable de PAI forfaitaire, s'il y a une demande.

Voici les taux de retenue d'impôt pour les paiements forfaitaires :

- 10 % (5 % pour le Québec) sur les montants de 5 000 \$ ou moins;
- 20 % (10 % pour le Québec) sur les montants de plus de 5 000 \$ jusqu'à 15 000 \$;
- 30 % (15 % pour le Québec) sur les montants de plus de 15 000 \$.

Remarque

Les taux ci-dessus combinent les taux fédéraux et provinciaux. Les taux pour le Québec ne sont que les taux fédéraux. Pour en savoir plus sur les taux en vigueur au Québec, allez à finances.gouv.qc.ca.

Chapitre 3 – Règles anti-évitement applicables aux REEI

Les règles anti-évitement prévoient un impôt spécial sur certains avantages fiscaux qui exploitent indûment les attributs fiscaux d'un REEI ainsi que les taxes spéciales sur les placements interdits et sur les placements non admissibles.

Chaque personne titulaire d'un REEI est à la fois responsable de l'impôt sur les placements interdits, des investissements non admissibles et des avantages décrits ci-dessous. Lorsque deux titulaires ou plus d'un REEI sont conjointement responsables du paiement de cette taxe, seulement un formulaire doit être rempli au nom de tous les titulaires responsables de l'impôt.

Impôt à payer sur les placements interdits

Si la fiducie REEI acquiert un placement interdit, ou un placement déjà acquis devient un placement interdit, le titulaire sera assujéti à un impôt spécial égale à 50% de la juste valeur marchande (JVM) du placement, et le titulaire doit produire le formulaire RC339, Déclaration d'un particulier pour certains impôts pour les REER, les FERR, les REEE et les REEI, avec un paiement pour tout solde dû, au plus tard le 30 juin suivant la fin de l'année civile.

Cet impôt est remboursable dans certaines circonstances. Pour en savoir plus, lisez « Remboursement de l'impôt payé sur les placements non admissibles ou interdits », à la page 17.

Lorsqu'un placement interdit cesse d'être un placement interdit lorsqu'il est détenu par la fiducie régie par un REEI, celui-ci est considéré comme ayant disposé du bien à sa JVM avant ce moment et comme ayant acquis de nouveau le bien pour le même montant en même temps.

Le titulaire est également responsable de l'impôt à un taux de 100 % sur un avantage qui s'applique au revenu gagné et aux gains en capital réalisés sur des placements interdits.

L'impôt au taux de 100 % sur un avantage s'applique au revenu gagné et à la partie de tout gain en capital réalisé qui s'est accumulé **après le 22 mars 2017**, peu importe quand a été acquis le placement interdit ayant généré le revenu ou les gains.

Remarque

Si le placement est à la fois non admissible et interdit, il est considéré comme un placement interdit seulement.

Pour plus d'information, consultez le folio de l'impôt sur le revenu S3-F10-C2, Placements interdits – REER, REEE, FERR, REEI, CELIAPP et CELI.

Impôt à payer sur les placements non admissibles

Si la fiducie régie par un REEI a acquis un placement non admissible ou un placement déjà acquis devient non admissible, le placement sera assujéti à un impôt spécial et le titulaire ou la fiducie du REEI doit produire le formulaire RC339, Déclaration d'un particulier pour certains impôts pour les REER, les FERR, les REEE et les REEI, avec un paiement pour tout solde dû, au plus tard le 30 juin suivant la fin de l'année civile.

Remarques

Toute augmentation de la valeur d'un placement non-admissible au moment de la disposition n'est pas déclarée sur le formulaire RC339, Déclaration d'un particulier pour certains impôts pour les REER, les FERR, les REEE et les REEI. Le revenu gagné et les gains

en capital réalisés par une fiducie régie par un REEI sur des placements non admissibles continueront d'être imposables pour la fiducie, peu importe le moment où le placement a été acquis. La fiducie doit produire le formulaire T3RET, T3 Déclaration de renseignements et de revenus des fiducies et est tenue de payer l'impôt dû.

Les frais ou les honoraires que l'institution financière a facturés au rentier à la suite de la production de la déclaration T3 sont une affaire entre le rentier et l'institution financière.

Si un placement est à la fois un placement non-admissible et un placement interdit, il est traité comme un placement interdit seulement et la fiducie n'est pas soumise à l'impôt sur les revenus de placement.

L'impôt à payer sur les placements non admissibles est remboursable dans certaines circonstances. Pour en savoir plus, lisez « Remboursement de l'impôt payé sur les placements non admissibles ou interdits » à la section suivante.

Le titulaire est également responsable de payer un impôt au taux de 100 % sur un avantage imputé sur le revenu d'un placement non admissible déterminé si le revenu n'est pas retiré immédiatement.

Pour plus d'information, consultez le folio de l'impôt sur le revenu S3-F10-C1, Placements admissibles – REER, REEE, FERR, REEI, CELIAPP et CELI.

Remboursement de l'impôt payé sur les placements non admissibles ou interdits

Vous pourriez avoir droit à un remboursement de 50 % de l'impôt sur les placements non admissibles ou interdits si la fiducie dispose du placement ou si le placement cesse d'être non admissible ou interdit avant la fin de l'année civile qui suit l'année où l'impôt a été imposé (ou à un tout autre moment que le ministre du Revenu national juge acceptable).

Toutefois, aucun remboursement ne sera émis s'il est raisonnable de croire que le titulaire savait ou aurait dû savoir que le placement était ou allait devenir un placement non admissible ou interdit.

Le remboursement s'applique à l'impôt de 50 % sur les placements non admissibles ou interdits, mais non à l'impôt de 100 % sur des avantages.

Remarque

Si le 50 % de l'impôt sur les placements non admissibles ou interdits et le droit au remboursement de cet impôt se sont produits au cours de la même année civile, un versement de l'impôt n'est pas requis. Par exemple, aucun versement de l'impôt n'aurait été requis si une fiducie régie par un REEI avait obtenu et disposé d'un placement non admissible au cours de la même année civile.

Comment réclamer un remboursement

Pour demander un remboursement, vous devez :

- envoyer votre demande par écrit (vous pouvez la joindre au formulaire RC339);
- joindre les documents donnant des renseignements détaillés sur l'acquisition et la disposition du placement non admissible ou interdit (vous pouvez joindre la demande et les documents au formulaire RC339).

Ces documents doivent inclure les éléments suivants :

- le nom et la description du bien;
- le nombre d'actions ou d'unités;
- la date où le bien a été acquis ou est devenu non admissible ou interdit;
- la date de disposition ou la date où le bien est devenu un placement admissible ou a cessé d'être un placement interdit.

Obligations de l'émetteur de REEI

L'émetteur d'un REEI doit réduire au minimum la possibilité qu'une fiducie régie par le régime détienne un placement non admissible.

Si l'émetteur ne se conforme pas à cette obligation, il est passible d'une pénalité en vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu.

L'émetteur sera également tenu d'aviser le titulaire du REEI, selon les modalités prescrites, avant le mois de mars si, au cours de l'année civile précédente, le REEI a acquis ou a vendu un placement non admissible, si un placement admissible est devenu un placement non admissible, ou un placement non admissible est devenu un placement admissible.

Impôt à payer sur un avantage

Lorsque, au cours d'une année civile, un avantage relatif à un REEI est accordé au titulaire ou à une personne qui a un lien de dépendance avec lui, l'impôt au taux de 100 % à payer est égal, selon le cas :

- à la JVM du bénéfice, si l'avantage est un bénéfice;
- au montant du prêt ou de la dette, si l'avantage est un prêt ou une dette;
- à la somme découlant d'un dépouillement d'un régime enregistré.

Si le titulaire du REEI est tenu de payer de l'impôt il doit produire le formulaire RC339, Déclaration d'un particulier pour certains impôts pour les REER, les FERR, les REEE et les REEI.

Remarque

Lorsqu'un avantage est accordé par l'émetteur d'un REEI, l'émetteur et non le titulaire, est responsable du paiement de l'impôt. L'émetteur doit produire le formulaire RC298, Déclaration d'impôt sur un avantage pour les émetteurs de REER, de CELI, de CELIAPP, de REEI, de FERR ou les promoteurs de REEE et payer le solde dû au plus tard le **30 juin** suivant la fin de l'année civile.

Pour plus d'information, consultez le folio de l'impôt sur le revenu S3-F10-C3, Avantages – REER, REEE, FERR, REEI, CELIAPP et CELI.

Renonciation ou annulation de l'impôt

Nous pouvons annuler la totalité ou une partie de l'impôt, ou y renoncer, s'il est juste et équitable de le faire. Pour déterminer si c'est le cas, nous examinons tous les facteurs, y compris du fait que :

- l'impôt puisse faire suite à une erreur raisonnable;
- la transaction ou série de transactions qui a donné lieu à l'impôt a également donné lieu à un autre impôt selon la Loi de l'impôt sur le revenu;
- les paiements ont été faits à partir du REEI.

Remarque

Une **renonciation** fait référence à l'impôt qui est autrement payable par un contribuable pour lequel l'ARC accorde un allègement avant que ce montant fasse l'objet d'une cotisation ou soit imputé au contribuable. Une **annulation** fait référence au montant de l'impôt qui a fait l'objet d'une cotisation ou a été imputé au contribuable et pour lequel l'ARC accorde un allègement.

La renonciation se limite à l'impôt payé en vertu des règles anti-évitement, ne s'applique qu'à l'impôt payé sous les règles anti-évitement et non aux autres impôts payés selon la Loi de l'impôt sur le revenu.

Pour faire une demande d'annulation ou de renonciation, vous devez envoyer à l'adresse suivante qui s'applique à vous, une lettre expliquant pourquoi vous avez un impôt dû, comment ce fait constitue une erreur raisonnable et pourquoi il serait juste et équitable de l'annuler en totalité ou en partie, ou d'y renoncer.

Envoyez votre lettre à l'une des adresses suivantes :

Si votre adresse résidentielle est basée dans l'un des endroits suivants :

En Ontario, à l'Île-du-Prince-Édouard, à Terre-Neuve et Labrador, au Yukon, au Nunavut et les Territoires du Nord-Ouest, ainsi que les villes suivantes du Québec : Montréal, Québec, Laval, Sherbrooke, Gatineau et Longueuil.

Envoyez votre demande à l'adresse suivante :

Agence du revenu du Canada
Centre fiscal de Sudbury
L'équipe de travail relatif aux pensions
Case postale 20000, succursale A
Sudbury ON P3A 5C1

Si votre adresse résidentielle est basée dans l'un des endroits suivants :

Au Manitoba, en Saskatchewan, en Alberta, en Colombie-Britannique, en Nouvelle Écosse, au Nouveau-Brunswick et les autres parties de la province du Québec qui ne sont pas assignées au Centre fiscal de Sudbury.

Envoyez votre demande à l'adresse suivante :

Agence du revenu du Canada
Centre fiscal de Winnipeg
L'équipe de travail relatif aux pensions
Case postale 14000, succursale Main
Winnipeg MB R3C 3M2

Services numériques

Services numériques pour les particuliers

Les services numériques de l'ARC sont rapides, faciles à utiliser et sécurisés!

Mon dossier

Mon dossier vous permet de consulter et de gérer vos renseignements personnels sur l'impôt et les prestations en ligne.

Utilisez Mon dossier tout au long de l'année pour :

- voir les renseignements sur vos prestations et crédits et demander certaines prestations;
- consulter votre avis de cotisation ou de nouvelle cotisation;
- voir les chèques non encaissés et demander un paiement de remplacement;
- changer votre adresse, vos numéros de téléphone, vos renseignements sur le dépôt direct, votre état civil et les renseignements sur les enfants à votre charge;
- gérer les préférences de notification et recevoir des notifications par courriel lorsque des modifications importantes sont apportées à votre compte;
- vérifier vos droits de cotisation à un compte d'épargne libre d'impôt (CELI), votre maximum déductible au titre des régimes enregistrés d'épargne-retraite (REER) et vos droits de cotisation à votre compte d'épargne libre d'impôt pour l'achat d'une première propriété (CELIAPP);
- suivre l'avancement de certains documents et demandes de renseignements que vous avez envoyés à l'ARC;
- effectuer un paiement en ligne à l'ARC à l'aide du service Mon paiement, établir un accord de débit préautorisé (DPA) ou créer un code QR pour effectuer un paiement en personne à un comptoir de Postes Canada moyennant des frais (pour en savoir plus sur les façons dont vous pouvez effectuer un paiement, allez à canada.ca/paiements);
- consulter et imprimer votre preuve de revenu;
- gérer les représentants autorisés et les demandes d'autorisation;
- envoyer des documents à l'ARC;
- soumettre une demande concernant une vérification;
- gérer les paramètres d'authentification multifacteur.

Pour ouvrir une session ou vous inscrire aux services numériques de l'ARC, allez à :

- Mon dossier, à canada.ca/mon-dossier-arc, si vous êtes un particulier;
- Représenter un client, à canada.ca/impots-representants, si vous êtes un représentant autorisé.

Recevez votre courrier de l'ARC en ligne

Réglez vos préférences de correspondance à « Courrier électronique » pour recevoir des avis par courriel quand du courrier de l'ARC, comme votre avis de cotisation, sera disponible dans votre compte.

Pour en savoir plus, allez à canada.ca/arc-avis-par-courriel.

Paielements électroniques

Effectuez votre paiement en utilisant :

- les services bancaires en ligne, l'application mobile ou les services téléphoniques de votre banque canadienne ou de votre caisse de crédit canadienne;
- le service Mon paiement de l'ARC à canada.ca/mon-paiement-arc avec votre carte de débit activée d'une banque ou d'une caisse de crédit canadienne participante portant un des logos suivants : Visa® Débit ou débit Mastercard® (n'inclut pas les cartes de crédit);
- le débit préautorisé (DPA) à canada.ca/mon-dossier-arc qui vous permet :
 - d'établir des paiements à l'ARC à partir d'un compte-chèques canadien à des dates prédéfinies commençant dans cinq jours ouvrables ou plus;
 - de payer un montant dû, de rembourser des montants payés en trop ou d'effectuer des paiements d'acomptes provisionnels;
 - de consulter l'historique de votre compte et de modifier, d'annuler ou de sauter un paiement (pour en savoir plus sur le DPA, allez à canada.ca/payer-debit-preautorise);
- le bouton « Procéder à un paiement » dans l'onglet « Comptes et paiements » du panneau de navigation de Mon dossier, ou dans les sections « Solde du compte et état de compte » ou « Acomptes provisionnels » de l'onglet « Comptes et paiements » dans Mon Dossier;
- votre carte de crédit, un virement Interac ou PayPal par l'intermédiaire de l'un des tiers fournisseurs de services, **moyennant des frais**.

Pour en savoir plus, allez à canada.ca/paiements.

Pour en savoir plus

Si vous avez besoin d'aide

Si vous voulez obtenir plus de renseignements après avoir lu ce guide, allez à canada.ca/impots ou composez le 1-800-959-7383.

Dépôt direct

Le dépôt direct est une façon rapide, pratique et sécuritaire de recevoir vos versements de l'ARC directement dans votre compte d'une institution financière canadienne. Pour en savoir plus et pour vous y inscrire, allez à canada.ca/arc-depot-direct ou communiquez avec votre institution financière.

Formulaires et publications

L'ARC vous encourage à produire votre déclaration par voie électronique. Pour obtenir une version papier des formulaires et publications de l'ARC, allez à canada.ca/arc-formulaires-publications ou composez le 1-800-959-7383.

Listes d'envois électroniques

L'ARC peut vous envoyer un courriel lorsque de nouveaux renseignements sur des sujets qui vous intéressent sont publiés sur son site Web. Inscrivez-vous aux listes d'envois électroniques à canada.ca/arc-listes-envois-electroniques.

Système électronique de renseignements par téléphone (SERT)

Pour obtenir des renseignements en matière d'impôt par téléphone, utilisez le service automatisé SERT de l'ARC en composant le 1-800-267-6999.

Utilisateurs d'un téléimprimeur (ATS) et de services de relais vidéo (SRV Canada)

Si vous utilisez un ATS pour des troubles de l'audition ou de la parole, composez le 1-800-665-0354.

Si vous utilisez l'application SRV Canada, composez le 1-800-561-9332.

Si vous utilisez un autre service de relais avec l'aide d'un téléphoniste, composez les numéros de téléphone habituels de l'ARC plutôt que les numéros ATS ou SRV Canada.

Différends officiels (oppositions et appels)

Vous avez le droit de présenter un appel si vous êtes en désaccord avec une cotisation, une détermination ou une décision.

Pour en savoir plus, allez à canada.ca/arc-presentar-opposition.

Le programme de la rétroaction sur le service de l'ARC

Plaintes liées au service

Vous pouvez vous attendre à être traité de façon équitable selon des règles clairement établies et à obtenir un service de qualité supérieure chaque fois que vous traitez avec l'ARC. Pour en savoir plus au sujet de la Charte des droits du contribuable, allez à canada.ca/droits-contribuable.

Vous pouvez soumettre des compliments ou des suggestions et si vous n'êtes pas satisfait du service que vous avez obtenu :

1. Tentez de régler le problème avec l'employé avec qui vous avez fait affaire ou composez le numéro de téléphone qui se trouve dans la correspondance que vous avez reçue de l'ARC. Si vous n'avez pas les coordonnées de l'ARC, allez à canada.ca/arc-coordonnees.
2. Si vous n'avez pas réussi à régler le problème, vous pouvez demander d'en discuter avec le superviseur de l'employé.
3. Si le problème n'est toujours pas résolu, vous pouvez déposer une plainte liée au service en remplissant le formulaire RC193, Rétroaction liée au service. Pour en savoir plus et pour savoir comment déposer une plainte, allez à canada.ca/arc-retroaction-service.

Si vous n'êtes pas satisfait de la façon dont l'ARC a traité votre plainte liée au service, vous pouvez soumettre une plainte auprès du Bureau de l'ombudsman des contribuables.

Plaintes en matière de représailles

Si vous avez reçu une réponse concernant une plainte liée au service déjà déposée ou une demande d'examen officiel d'une décision de l'ARC et que vous êtes d'avis que vous n'avez pas été traité de façon impartiale par un employé de l'ARC, vous pouvez soumettre une plainte en matière de représailles en remplissant le formulaire RC459, Plainte en matière de représailles.

Pour en savoir plus, allez à canada.ca/arc-plainte-represailles.

Dates limites

Lorsque la date limite tombe un samedi, un dimanche ou un jour férié reconnu par l'ARC, votre déclaration sera considérée comme reçue à temps si l'ARC la reçoit le jour ouvrable suivant ou si elle porte le cachet postal du jour ouvrable suivant ou avant.

Pour en savoir plus, allez à canada.ca/impots-dates-particuliers.

Formulaires et publications connexes

Formulaires

RC193	Rétroaction liée au service
RC298	Déclaration d'impôt sur un avantage pour les émetteurs de REER, de CELI, de CELIAPP, de REEI, de FERR ou les promoteurs de REEE
RC339	Déclaration d'un particulier pour certains impôts pour les REER, les FERR, les REEE et les REEI
RC435	Roulement d'un régime enregistré d'épargne-études à un régime enregistré d'épargne-invalidité
RC459	Plainte en matière de représailles
RC4625	Roulement à un régime enregistré d'épargne-invalidité (REEI) selon l'alinéa 60m)
T1172	Impôt supplémentaire sur les paiements de revenu accumulé de REEE
T2201	Certificat pour le crédit d'impôt pour personnes handicapées

Publications

IC89-3	Exposé des principes sur l'évaluation de biens mobiliers
IC99-1R4	Régimes enregistrés d'épargne invalidité
RC4064	Renseignements relatifs aux personnes handicapées

Folios de l'impôt sur le revenu

S1-F1-C2	Crédit d'impôt pour personnes handicapées
S1-F5-C1	Personnes liées et personnes sans lien de dépendance entre elles
S3-F10-C1	Placements admissibles – REER, REEE, FERR, REEI, CELIAPP et CELI
S3-F10-C2	Placements interdits – REER, REEE, FERR, REEI, CELIAPP et CELI
S3-F10-C3	Avantages – REER, REEE, FERR, REEI, CELIAPP et CELI

Annuler des pénalités et des intérêts ou y renoncer

L'Agence du revenu du Canada (ARC) administre la mesure législative, communément appelée les dispositions d'allègement pour les contribuables, qui lui donne le pouvoir discrétionnaire d'annuler des pénalités et des intérêts, ou d'y renoncer, lorsqu'un contribuable est incapable de respecter ses obligations fiscales en raison de circonstances indépendantes de sa volonté.

L'ARC a le pouvoir discrétionnaire d'accorder un allègement pour toute période qui se termine 10 années civiles précédant l'année au cours de laquelle une demande d'allègement est faite.

Dans le cas des pénalités, l'ARC examinera votre demande uniquement pour une année d'imposition ou un exercice ayant pris fin dans les 10 années civiles précédant l'année de la demande. Ainsi, une demande faite en 2024 doit porter sur une pénalité pour une année d'imposition ou un exercice ayant pris fin en 2014 ou après.

Dans le cas des intérêts sur un solde dû, peu importe l'année d'imposition ou l'exercice, l'ARC tiendra uniquement compte des montants accumulés au cours des 10 années civiles précédant l'année de la demande. Ainsi, une demande faite en 2024 doit porter sur les intérêts qui se sont accumulés depuis 2014.

Les demandes d'allègement pour les contribuables peuvent être présentées en ligne au moyen des services numériques de l'ARC; Mon dossier, Mon dossier d'entreprise (MDE) ou Représenter un client :

- **Mon dossier** : Après avoir ouvert une session, cliquez sur « Comptes et paiements », puis « Demande d'allègement des pénalités et des intérêts ».
- **MDE ou Représenter un client** : Après avoir ouvert une session sur la page d'aperçu de MDE, sélectionnez le programme approprié dans le menu de gauche, puis cliquez sur le bon compte. Enfin, sélectionnez « Demande d'allègement des pénalités et des intérêts » dans le menu de droite.

Vous pouvez également remplir le formulaire RC4288, Demande d'allègement pour les contribuables – Annuler des pénalités et des intérêts ou y renoncer, et l'envoyer de l'une des façons suivantes :

- en ligne en utilisant Mon dossier : sélectionnez « Soumettre des documents » dans le menu de gauche; puis sélectionnez à nouveau « Soumettre des documents » au bas de la page suivante; puis suivez les instructions;
- en ligne en utilisant MDE ou Représenter un client : pour un nouveau dossier, sélectionnez « Soumettre des documents » dans le menu de gauche; puis sélectionnez « Aucun dossier ou numéro de référence »; et finalement, sélectionnez « Demande d'allègement pour les contribuables – Annuler des pénalités et des intérêts ou y renoncer (formulaires RC4288) »;
- par la poste au bureau désigné, comme indiqué à la dernière page du formulaire, selon votre lieu de résidence.

Pour en savoir plus sur le service en ligne « Soumettre des documents », allez à canada.ca/arc-soumettre-documents-en-ligne.

Pour en savoir plus sur les pièces justificatives requises, l'allègement des pénalités et des intérêts, ainsi que les formulaires et publications connexes, allez à canada.ca/penalite-interet-allegement.



N° : **IC99- 1R4**

DATE : novembre, 2023

OBJET : **Régimes enregistrés d'épargne-invalidité**

Cette version est disponible en version électronique seulement.

1. Cette circulaire explique les dispositions de la Loi de l'impôt sur le revenu (Loi) et les exigences de l'Agence du revenu du Canada (ARC) pour enregistrer les régimes d'épargne-invalidité (REI). De plus, la circulaire contient des renseignements sur la subvention canadienne pour l'épargne-invalidité (subvention) et le bon canadien pour l'épargne-invalidité (bon).

Remarque

Cette circulaire reflète la loi en vigueur au moment de publier la circulaire. Le lecteur doit tenir compte de toute modification apportée aux dispositions législatives ou des décisions judiciaires rendues après la publication de la circulaire.

Autorité

2. Le paragraphe 146.4(4) de la Loi énumère les conditions d'enregistrement des REI, tandis que l'article 60.02 de la Loi comprend des dispositions sur le roulement de fonds à un régime enregistré d'épargne-invalidité (REEI). Le paragraphe 160.21(1) de la Loi définit les dispositions concernant la responsabilité solidaire de l'impôt à payer suite à la révocation de l'enregistrement d'un régime non conforme, alors que la partie XI.01 de la Loi impose des pénalités sur différentes opérations concernant les REEI, notamment les avantages, les opérations de swap, les dépouillements de régime enregistré et les placements interdits. Cette circulaire n'explique pas en détail le paragraphe 160.21(1) ni la partie XI.01 de la Loi. Cependant, vous trouverez certains renseignements dans le guide, RC4460, Régime enregistré d'épargne-invalidité, et les folios de l'impôt sur le revenu S3-F10-C2, Placement interdits, et S3-F10-C3, Avantages.

3. Le paragraphe 146.4(1) de la Loi définit l'expression « placement admissible » dans le cas d'une fiducie régie par un REEI et comprend les placements visés par règlement prévus à l'article 4900 du Règlement de l'impôt sur le revenu. Le numéro 75 de cette circulaire donne certains renseignements sur les placements admissibles aux fins d'un REEI. Le folio de l'impôt sur le revenu S3-F10-C1, Placements admissibles offre d'autres renseignements détaillés sur les placements admissibles. La Loi canadienne sur l'épargne-invalidité et le Règlement sur l'épargne-invalidité expliquent les règles associées à la subvention et au bon.

Renseignements personnels

4. Les renseignements que l'ARC obtient aux fins de l'impôt sont strictement confidentiels. Seul le contribuable ou une personne autorisée par le contribuable ou par la loi ont accès à ces renseignements. La Loi sur la protection des renseignements personnels et la Loi sur l'accès à l'information renforcent cette protection.

Table des matières

Partie I – Qu'est-ce qu'un REEI?

Aperçu d'un REEI (5)–(8)

Émetteur, bénéficiaire et titulaire

Émetteur (9)

Bénéficiaire (10)–(11)

Titulaire (12)

Remplacer un titulaire (13)–(15)

Cotisations (16)–(18)

Aucun remboursement des cotisations

au titulaire (19)

Programme canadien pour l'épargne-invalidité

Aperçu du programme (20)

Subvention canadienne pour l'épargne-invalidité et

Bon canadien pour l'épargne-invalidité (21)–(26)

Remboursement de la subvention et du bon (27)–(29)

Enregistrer un REEI (30)–(34)

Perdre le statut d'enregistrement (35)

Paiements provenant d'un REEI (36)

Paiements d'aide à l'invalidité (37)–(40)

Montant de retrait minimum et maximum

Régime obtenant principalement l'aide du

gouvernement et régimes où les cotisations

privées sont supérieures aux cotisations du

gouvernement (41)–(45)

Formules

Plafond (46)

Plafond du PVI (47)

Partie non imposable d'un retrait (48)

Imposition d'une fiducie régie par un REEI (49)–(50)

Imposition d'un PAI (51)

Transferts (52)–(55)

Espérance de vie écourtée

Année déterminée (56)–(58)

Régime d'épargne-invalidité déterminé (59)–(62)

Roulements

Roulement d'épargne-retraite (63)

Roulement d'épargne-études (64)–(65)

Règles applicables à tous les roulements (66)–(71)

Mettre fin à un régime (72)–(74)

Placements admissibles (75)–(76)

Partie II – Administration des REEI

Processus d’approbation du régime spécimen

Concept du régime spécimen (77)–(81)

Conditions prévues par la Loi (82)

Conditions supplémentaires (83)

Contrat du titulaire (formulaire d’adhésion) (84)–(85)

Acte de fiducie (86)

Obligations de l’émetteur (87)–(93)

Responsabilité à l’égard du régime et de la fiducie de régime (94)

Mandataire (95)

Modification à un régime spécimen (96)

Mettre fin à un régime spécimen (97)

Perte de l’enregistrement

Non-conformité (98)

Conditions de non-conformité (99)–(100)

Nullité de l’enregistrement (101)

Partie III – Coordonnées et renseignements supplémentaires

Agence du revenu du Canada (102)

Emploi et Développement social Canada (103)

Formulaires et publications (104)

Sigles et acronymes (105)

Partie I – Qu’est-ce qu’un REEI?

Aperçu d’un REEI

5. Un régime enregistré d’épargne-invalidité (REEI) est un régime conçu de façon à aider une personne admissible au crédit d’impôt pour personnes handicapées (CIPH) à épargner pour assurer leur sécurité financière à long terme. Le REEI est un arrangement entre l’émetteur et le titulaire dans l’intérêt futur d’un bénéficiaire admissible au CIPH.

6. Le titulaire du régime et les personnes autorisées peuvent cotiser à un régime, jusqu’à la fin de l’année où le bénéficiaire atteint l’âge de 59 ans. Les cotisations ne sont pas déductibles d’impôt. Les gains sur les cotisations sont exonérés d’impôt tant qu’ils demeurent dans le régime.

7. Les cotisations versées à un REEI peuvent être complétées par des paiements du Programme canadien pour l’épargne-invalidité, qui est administré par Emploi et Développement social Canada (EDSC). Le gouvernement du Canada verse des paiements provenant de la subvention canadienne d’épargne-invalidité (subvention) et du bon canadien pour l’épargne-invalidité (bon) au REEI d’un bénéficiaire admissible. La subvention est un montant fourni par le gouvernement en fonction du montant des cotisations versées et du revenu familial. Le bon est une somme déposée par le gouvernement directement dans un REEI pour les Canadiens à faible revenu ou à revenu modique sans les obliger à verser des cotisations.

8. Les paiements versés à partir du régime doivent commencer avant la fin de l’année où le bénéficiaire atteint l’âge de 60 ans (ou plus tôt, si le régime le permet) et les paiements continueront au moins une fois par année. Lorsqu’un paiement est versé à partir du régime, la subvention, le bon et les revenus de placement gagnés ainsi que tout montant ayant fait l’objet d’un roulement sont des revenus imposables pour le bénéficiaire.

Émetteur, bénéficiaire et titulaire

Émetteur

9. Un émetteur est une société de fiducie autorisée, par permis ou autrement, selon les lois fédérales ou provinciales, à exploiter au Canada une entreprise qui offre des services de fiduciaire au public. Pour qu’un émetteur puisse offrir un REEI, il doit envoyer en premier lieu une copie du régime spécimen à la Direction des régimes enregistrés (DRE) pour obtenir son approbation écrite et conclure une convention avec EDSC (voir la Partie II).

Bénéficiaire

10. Le bénéficiaire désigné dans un REEI est une personne qui réside au Canada, qui a un numéro d’assurance sociale (NAS) valide et qui est admissible au CIPH dans l’année d’imposition où le REEI est ouvert. Une personne est admissible au CIPH au cours d’une année d’imposition seulement si :

- un praticien qualifié atteste sur le formulaire T2201, Certificat pour le crédit d’impôt pour personnes handicapées, que la personne a une déficience grave et prolongée des fonctions physiques ou mentales;
- un formulaire T2201 rempli correctement a été approuvé par l’Agence du revenu du Canada (ARC).

Pour obtenir plus de renseignements sur les demandes du CIPH, allez à canada.ca/deductions-credits-personnes-handicapées.

11. Un REEI doit avoir un seul bénéficiaire, et ce bénéficiaire demeurera le même tout au long de la vie du régime. Une fois qu’un bénéficiaire a été désigné dans un REEI, il n’est pas possible de le remplacer. Un bénéficiaire ne peut avoir qu’un seul régime ouvert à la fois. La seule exception est le cas où les fonds sont transférés d’un REEI à un autre REEI au nom du même bénéficiaire. Le premier régime doit fermer immédiatement après le transfert.

Titulaire

12. Un titulaire est une personne ou une entité qui ouvre un régime et verse des cotisations au nom du bénéficiaire. Un titulaire peut être une des personnes suivantes :

- (i) le **bénéficiaire**, si la personne a atteint l’âge de la majorité et est apte à conclure un contrat;

- (ii) si le bénéficiaire n'a pas atteint l'âge de la majorité, un **responsable** peut ouvrir un REEI et en devenir le titulaire si ce dernier est :
- un parent légal du bénéficiaire;
 - une personne qui est légalement autorisée à agir au nom du bénéficiaire, tel qu'un tuteur ou un curateur;
 - un ministère, un organisme ou un établissement public qui est légalement autorisé à agir au nom du bénéficiaire.
- (iii) si le bénéficiaire a atteint l'âge de la majorité, mais qu'il n'est pas apte à conclure un contrat, le titulaire peut être un **responsable** qui est :
- une personne qui est légalement autorisée à agir au nom du bénéficiaire, tel qu'un tuteur, ou un curateur;
 - un ministère, un organisme ou un établissement public qui est légalement autorisé à agir au nom du bénéficiaire.
- (iv) si le bénéficiaire a atteint l'âge de la majorité et que l'émetteur est d'avis qu'il existe un doute quant à la capacité du bénéficiaire de conclure un contrat, le responsable peut être visé temporairement par la disposition relative au **membre de la famille admissible** (MFA) et en devenir le titulaire lorsque les conditions suivantes sont réunies :
- il n'y a aucune personne ou entité légalement autorisée à agir au nom du bénéficiaire;
 - le MFA ouvre le REEI avant le 1er janvier 2027 (la mesure relative au MFA ne peut être utilisée après le 31 décembre 2026);
 - le bénéficiaire n'est pas un bénéficiaire d'un autre REEI;
- et si (une ou plusieurs des conditions suivantes):
- le MFA est soit un époux ou conjoint de fait qui ne vit pas séparé du bénéficiaire en raison de la rupture de leur mariage ou union de fait;
 - le MFA est soit le parent légal du bénéficiaire;
 - le MFA est le frère ou la sœur du bénéficiaire.

Remarque

Une personne ou entité est légalement autorisée à agir au nom d'un bénéficiaire si elle a été désignée comme telle par les lois de la province dans laquelle vit le bénéficiaire. Les règles visant à déterminer si un bénéficiaire est apte à conclure un contrat sont établies par les organismes provinciaux de réglementation. Le gouvernement fédéral ne détermine pas l'autorisation légale ni la capacité de conclure un contrat.

Remplacer un titulaire

13. Il est possible que l'on doive remplacer un titulaire au cours de la vie d'un régime. Une entité peut uniquement devenir un successeur ou cessionnaire d'un titulaire de régime si elle donne à l'émetteur son NAS ou son numéro d'entreprise (NE), et que l'entité est :

- le bénéficiaire;

- la succession du bénéficiaire;
- un titulaire actuel du régime;
- un responsable en lien avec le bénéficiaire, tel qu'il est indiqué au numéro 12(ii) et (iii);
- un parent légal du bénéficiaire qui était antérieurement titulaire du régime.

Remarque

Un MFA ne peut pas être le successeur ou le cessionnaire d'un titulaire. La mesure relative au MFA s'applique seulement si le bénéficiaire n'a pas de REEI. Il y a une exception lorsque le parent légal est le titulaire d'un REEI préexistant au nom du bénéficiaire. Le parent peut transférer les fonds du régime à un nouveau REEI.

14. L'émetteur n'est pas obligé d'offrir la mesure temporaire relative au MFA. S'il veut permettre à ses clients d'ouvrir un REEI avec cette option, il doit modifier le ou les régimes spécimens et le ou les actes de fiducie. Les titulaires peuvent communiquer avec l'émetteur de leur REEI pour savoir si cette option est offerte dans leur arrangement.

15. Un régime peut avoir de multiples titulaires, mais il doit y avoir au moins un titulaire en tout temps pour que le régime soit conforme aux dispositions de la Loi. Si, en tout temps, un titulaire ne répond plus aux critères définissant un responsable, cette personne cessera immédiatement d'être titulaire du régime. Par conséquent, pour respecter cette condition d'enregistrement, le bénéficiaire ou sa succession peuvent automatiquement devenir le titulaire jusqu'à ce qu'un successeur ou cessionnaire soit désigné comme titulaire.

Cotisations

16. Le titulaire est la personne ou l'entité qui verse des cotisations à un REEI. Avec la permission écrite du titulaire, n'importe qui peut verser une cotisation au régime du bénéficiaire. Les cotisations à un REEI ne sont pas déductibles d'impôt et on ne doit pas les inclure dans le revenu du bénéficiaire lorsqu'elles sont retirées du régime.

17. Des cotisations peuvent être versées au régime, dans les cas suivants :

- le bénéficiaire est un résident du Canada;
- les cotisations sont versées avant la fin de l'année civile au cours de laquelle le bénéficiaire atteint l'âge de 59 ans;
- le montant total des cotisations et des roulements versés au REEI (et à tout autre REEI du bénéficiaire) ne dépasse pas 200 000 \$;
- le bénéficiaire est admissible au CIPH pour l'année d'imposition où la cotisation est versée;
- le bénéficiaire n'est pas décédé.

18. Une cotisation ne comprend pas ce qui suit :

- la subvention ou le bon;
- les paiements versés dans le cadre d'un programme provincial désigné (lisez le numéro 25);
- un montant transféré d'un REEI à un autre REEI au nom du même bénéficiaire;
- un roulement d'épargne-retraite (toutefois, ce montant est pris en compte dans le montant maximal à vie de 200 000 \$, qui peut être versé dans un REEI);
- un roulement d'épargne-études (toutefois, ce montant est pris en compte dans le montant maximal à vie de 200 000 \$, qui peut être versé dans un REEI).

Aucun remboursement de cotisations au titulaire

19. Le REEI est conçu pour qu'il profite uniquement au bénéficiaire. Une fois qu'une cotisation est versée à un REEI, le montant est destiné uniquement au bénéficiaire ou à sa succession. Il n'est pas permis de retourner des cotisations au titulaire.

Programme canadien pour l'épargne-invalidité

Aperçu du programme

20. Emploi et Développement social Canada (EDSC) administre le Programme canadien pour l'épargne-invalidité. Le programme verse la subvention canadienne pour l'épargne-invalidité (subvention) et le bon canadien pour l'épargne-invalidité (bon) au REEI d'un bénéficiaire admissible. La Loi canadienne sur l'épargne-invalidité (LCEI) et le Règlement sur l'épargne-invalidité confèrent le pouvoir législatif de verser ces paiements. EDSC calcule le montant de la subvention et du bon offerts pour une année donnée en fonction du revenu familial du bénéficiaire et des taux correspondants.

Subvention canadienne pour l'épargne-invalidité et bon canadien pour l'épargne-invalidité

21. La **subvention** est une somme que le gouvernement du Canada verse à un REEI à un taux correspondant à 300 %, à 200 % ou à 100 %, selon le revenu familial du bénéficiaire et le montant cotisé. Au cours d'une année, un REEI peut recevoir un maximum de 3 500 \$ en subvention. La limite à vie de la subvention est de 70 000 \$. Une subvention peut être versée à un REEI lorsque des cotisations admissibles sont versées au REEI d'un bénéficiaire jusqu'au 31 décembre de l'année où il atteint l'âge de 49 ans. Pour en savoir plus sur la subvention, allez à canada.ca/ressourcesreei et sélectionnez Guides et publications. Vous trouverez cette information dans le chapitre 3-1 du Guide de l'utilisateur à l'intention des fournisseurs de REEI.

22. Le **bon** est une somme pouvant atteindre jusqu'à 1 000 \$ par année, que le gouvernement du Canada verse au REEI des Canadiens à revenu faible ou modique. Le montant d'un bon est fondé sur le revenu familial du bénéficiaire. Aucune cotisation n'est requise pour recevoir le bon. La limite à vie est de 20 000 \$. Un bon peut être versé au REEI du bénéficiaire jusqu'au 31 décembre de l'année où il atteint l'âge de 49 ans. Pour en savoir plus sur le bon, allez à canada.ca/ressourcesreei et sélectionnez Guides et publications. Vous trouverez cette information dans le chapitre 3-2 du Guide de l'utilisateur à l'intention des fournisseurs de REEI.

23. Du jour de sa naissance jusqu'au 31 décembre de l'année où un bénéficiaire atteint l'âge de 18 ans, le revenu familial du bénéficiaire est fondé sur les revenus servant à déterminer la prestation fiscale canadienne pour enfants pour ce bénéficiaire. Mais dès que le bénéficiaire atteint l'âge de 19 ans, et jusqu'à la fermeture du REEI, le revenu familial est calculé en fonction de son propre revenu et celui de son époux ou conjoint de fait. Pour déterminer si un bénéficiaire est admissible et pour calculer le bon ou le taux correspondant de la subvention, le bénéficiaire doit produire ses déclarations de revenus pour les deux années précédentes (c'est-à-dire à compter de l'année où il atteint l'âge de 17 ans) et pour toutes les années d'imposition suivante, ou le REEI est ouvert.

24. Si le bénéficiaire est sous la tutelle d'un ministère, d'un organisme ou d'une institution pour au moins un mois dans l'année, la subvention et le bon sont calculés d'après l'allocation spéciale accordée au ministère, à l'organisme ou à l'institution selon la Loi sur les allocations spéciales pour enfants. Pour en savoir plus sur les allocations spéciales pour enfants, allez à canada.ca/arc-ase.

25. Un **programme provincial désigné** est un programme établi selon les lois d'une province qui favorise l'épargne dans les REEI. Les subventions provinciales supplémentaires peuvent être offertes à un bénéficiaire selon son lieu de résidence. Pour découvrir les options offertes, les titulaires peuvent consulter l'émetteur de leur REEI.

26. Un titulaire qui n'a pas demandé les montants de la subvention et du bon auxquels le bénéficiaire a eu droit au cours des 10 années précédentes, peut les demander et les appliquer à des années subséquentes. Le montant de la subvention et du bon auxquels le bénéficiaire a eu droit mais qui n'a pas été demandé, peut être versé au régime du bénéficiaire jusqu'à concurrence du montant annuel maximal. Pour en savoir plus, allez à canada.ca/ressourcesreei et sélectionnez Guides et publications. Vous trouverez cette information dans l'InfoCapsule intitulée Report des droits à la subvention et au bon.

Remarque

Un nouveau formulaire de demande de subvention et de bon doit être rempli lorsque le bénéficiaire atteint l'âge de 18 ans, sinon aucune autre subvention ni bon ne peut être versé. Le

bénéficiaire doit également produire des déclarations de revenus à compter de l'année où il atteint l'âge de 17 ans, sinon aucun bon supplémentaire ne peut être versé et la subvention ne sera versée qu'au taux correspondant d'un à un.

Remboursement de la subvention et du bon

27. On entend par **montant de retenue**, le montant total de subventions et de bons versé à un REEI, généralement au cours de la période de 10 ans précédant un événement, moins tout montant qui a été remboursé à EDSC. Pour en savoir plus sur le montant de retenue et le remboursement des subventions et des bons, allez à canada.ca/ressourcesreei et sélectionnez Guides et publications. Vous trouverez cette information dans l'InfoCapsule intitulée Montant de retenue et obligation de remboursement.

28. La **règle de remboursement proportionnel** exige que, pour chaque dollar retiré d'un REEI, trois dollars de la subvention et du bon ayant été versés au régime (généralement au cours des 10 ans précédant le retrait) devront être remboursés jusqu'à concurrence du montant de retenue. Les remboursements seront attribués à la subvention et le bon, qui est associée au montant de retenue, selon l'ordre dans lesquels les montants ont été versés au REEI, en commençant par les montants les plus anciens. Pour en savoir plus sur le calcul des remboursements proportionnels, allez à canada.ca/ressourcesreei et sélectionnez Guides et publications. Vous trouverez cette information dans l'InfoCapsule intitulée Montant de retenue et obligation de remboursement.

29. La règle de remboursement proportionnel s'applique uniquement pour les retraits d'un REEI. Un émetteur doit rembourser le montant de retenue à partir d'un REEI qui est fermé ou dont l'enregistrement est révoqué, ou si le bénéficiaire du REEI décède. (La perte d'admissibilité au CIPH n'est pas un événement qui requière le remboursement de la subvention et du bon).

Remarque

Toutes les questions sur les règles et les dispositions législatives concernant la subvention et le bon, y compris l'admissibilité, les montants et les remboursements, peuvent être envoyées à EDSC. Pour communiquer avec ce ministère, reportez-vous au numéro 108.

Enregistrer un REEI

30. Un régime d'épargne-invalidité est considéré comme enregistré si le bénéficiaire est admissible au CIPH au cours de l'année d'imposition à laquelle le régime est ouvert et si toutes les conditions du paragraphe 146.4(2) de la Loi ont été remplies. Ces conditions sont les suivantes :

- le régime spécimen a été envoyé à la Direction des régimes enregistrés et il est approuvé;

- le numéro d'assurance sociale (NAS) du bénéficiaire et le NAS ou le numéro d'entreprise (NE) du ou des titulaires ont été transmis à l'émetteur;
- au moment de l'ouverture du régime, le bénéficiaire était résident du Canada.

Remarque

Si un régime d'épargne-invalidité est ouvert en raison d'un transfert du REEI actuel d'un bénéficiaire, ce dernier n'a pas besoin d'être un résident du Canada ni admissible au CIPH au cours de l'année d'imposition où le nouveau régime d'épargne-invalidité est ouvert.

31. Pour ouvrir un REEI, une personne qui remplit les conditions pour être titulaire d'un régime peut communiquer avec un émetteur offrant des REEI et demander un régime au profit d'un bénéficiaire. L'émetteur demandera au titulaire de fournir le NAS du bénéficiaire et le NAS ou le NE du ou des titulaires et de remplir un ou des formulaires de demande (la subvention et le bon ont chacun un formulaire distinct). L'émetteur enverra l'information par voie électronique à EDSC aussitôt que le régime est ouvert. Le gouvernement du Canada enregistre le prénom, le nom de famille, le sexe et la date de naissance du bénéficiaire et de tous les titulaires indiqués sur le formulaire d'adhésion au REEI, et compare ces renseignements avec ceux qui sont inscrits dans le registre d'assurance sociale.

32. Si les renseignements inscrits sur le formulaire de demande ne correspondent pas à ceux du registre d'assurance sociale, le gouvernement mettra en attente (statut **en suspens**) le régime enregistré d'épargne-invalidité jusqu'à ce que les renseignements soient corrigés et que toutes les validations aient été effectuées. Après que les NAS du bénéficiaire et des titulaires ont reçu la validation du registre d'assurance sociale, l'admissibilité du bénéficiaire au CIPH sera vérifiée auprès de l'ARC. Le régime enregistré d'épargne-invalidité demeurera en suspens jusqu'à ce que tous les renseignements requis soient validés. Lorsque tous les renseignements correspondent, le régime passera du statut en suspens au statut enregistré et toute subvention ou bon pourra être versé au régime à partir de ce moment.

33. Pour éviter des retards dans le traitement des demandes, l'émetteur doit **s'assurer que le titulaire vérifie les éléments suivants** :

- (a) Le titulaire doit confirmer que le bénéficiaire est admissible au crédit d'impôt pour personnes handicapées dans l'année où le régime est ouvert en produisant auprès de l'ARC le formulaire T2201, Certificat pour le crédit d'impôt pour personnes handicapées. Il doit aussi s'assurer que le formulaire a été approuvé par l'ARC avant d'ouvrir un REEI. (Non requis si le titulaire ouvre le régime en raison d'un transfert de l'ancien REEI du bénéficiaire).
- (b) Si un parent ou tuteur a produit un formulaire T2201 pour le bénéficiaire lorsque le bénéficiaire était d'âge mineur,

et que celui-ci n'avait pas de numéro d'assurance sociale au moment de la production du formulaire, l'admissibilité au CIPH aurait été associée au dossier du parent ou du tuteur à l'ARC. Une fois que le bénéficiaire a un numéro d'assurance sociale, le titulaire doit le faire ajouter au dossier du bénéficiaire ainsi que les renseignements liés au CIPH. Pour ce faire, le titulaire doit communiquer avec le Service des demandes de renseignements de l'ARC au **1-800-959-7383** et donner les renseignements suivants :

- le numéro d'assurance sociale du bénéficiaire;
- le numéro d'assurance sociale de la personne qui a demandé le crédit d'impôt pour personnes handicapées au nom du bénéficiaire (ou, s'il n'est pas sûr, la personne à qui est actuellement attribuée le CIPH).

Remarque

Si le bénéficiaire a atteint l'âge adulte, l'ARC peut uniquement fournir les renseignements liés au CIPH au bénéficiaire ou à son représentant autorisé. Pour savoir comment devenir un représentant autorisé, communiquez avec le Service des demandes de renseignements de l'ARC au **1-800-959-7383**, ou allez à **canada.ca/impots-autorisation-representant**.

- (c) Si le bénéficiaire est d'âge mineur, assurez-vous que le principal responsable des soins qui est désigné sur le formulaire d'adhésion au REEI a demandé la prestation fiscale canadienne pour enfants au moment où le REEI est ouvert. Si l'enfant est confié à un organisme, le principal responsable des soins de l'enfant qui est désigné sur le formulaire d'adhésion au REEI devrait être l'institution recevant les allocations spéciales pour enfants pour le compte de l'enfant au moment où le REEI est ouvert.
- (d) Le titulaire et le représentant de l'émetteur doivent tous les deux veiller à ce que le nom, la date de naissance et le NAS du bénéficiaire et de l'ensemble des titulaires du régime qui sont indiqués sur le formulaire d'adhésion au REEI correspondent aux renseignements fournis au registre d'assurance sociale au moment de la demande de NAS ou lors de sa dernière mise à jour (par exemple, les femmes mariées ne changent pas souvent leurs renseignements liés au NAS pour y ajouter leur nom de femme mariée. Pour les fins du REEI, elles doivent utiliser leur nom, tel qu'il apparaît sur la carte du NAS).
- (e) Lorsque vous remplissez le formulaire d'adhésion au REEI, utilisez la convention d'écriture des dates (jj/mm/aaaa), telle qu'elle apparaît sur le formulaire de demande du NAS. Si vous n'utilisez pas cette convention, cela entraînera des problèmes durant le processus de validation. Le titulaire peut communiquer avec le registre d'assurance sociale au **1-800-206-7218** (choisissez l'option 3) pour vérifier si le ou les noms et la date de naissance du bénéficiaire et du ou des titulaires sont exacts.

34. L'émetteur devra soumettre de nouveau tous renseignements corrigés par l'intermédiaire du système du Programme canadien pour l'épargne-invalidité. Cette mesure devrait corriger les renseignements envoyés antérieurement et permettre au contrat d'obtenir le statut d'enregistrement. Les titulaires peuvent communiquer avec leur émetteur pour obtenir des renseignements supplémentaires sur le statut d'enregistrement de leur régime.

Perdre le statut d'enregistrement

35. Un REEI n'est plus considéré comme enregistré lorsqu'il ne répond pas à ce qui suit :

- aux conditions d'enregistrement selon le paragraphe 146.4(4) de la Loi;
- aux exigences établies par la Loi canadienne sur l'épargne-invalidité;
- aux modalités du régime.

Remarque

L'ARC peut reporter la révocation de l'enregistrement d'un régime ou y renoncer dans certaines circonstances. L'émetteur peut écrire à la Direction des régimes enregistrés pour demander un report ou une renonciation.

Paielements provenant d'un REEI

36. Il existe trois types de paiements provenant d'un REEI :

- les paiements d'aide à l'invalidité;
- les transferts d'un REEI à un autre REEI au nom du même bénéficiaire;
- les remboursements prévus par la Loi canadienne sur l'épargne-invalidité ou par un programme provincial désigné.

Remarque

Seul le bénéficiaire ou sa succession peut recevoir des paiements d'aide à l'invalidité du REEI.

Paielements d'aide à l'invalidité

37. Un paiement d'aide à l'invalidité (PAI) est toute somme provenant d'un REEI qui est versée au bénéficiaire du régime au cours de sa vie, ou à sa succession après son décès. Un PAI est un montant que l'on peut demander en tout temps. Il est constitué de cotisations, de la subvention, du bon, des roulements, et des revenus gagnés dans le compte. Les PAI sont assujettis à des règles qui limitent le montant des retraits minimum et maximum du régime, selon le statut du REEI.

38. Permettre le versement de PAI suite à la demande du titulaire ne constitue pas une obligation. Si un émetteur veut offrir cette option à ses clients, il doit l'indiquer par écrit dans les modalités du régime. Les titulaires peuvent communiquer avec l'émetteur de leur REEI pour se renseigner sur les options offertes dans leur contrat.

39. Les **paiements viagers pour invalidité (PVI)** sont des PAI qui, après le début de leur versement, doivent être payés au moins une fois par année jusqu'à la date où le régime est fermé ou la date du décès du bénéficiaire, si elle vient avant. Il est possible de verser ces paiements en tout temps, mais, si les versements n'ont pas déjà commencé, ils doivent commencer au plus tard à la fin de l'année où le bénéficiaire atteint l'âge de 60 ans. Il y a des règles concernant le montant minimum et maximum aux PVI qui peuvent être versés au cours d'une année donnée, selon le statut du REEI.

40. On ne peut pas verser un PAI (ou un PVI) si cela fait diminuer la valeur des actifs d'un REEI sous le montant de retenue, ce qui pourrait avoir pour résultat de ne pas permettre au REEI de respecter l'obligation de rembourser une subvention ou un bon accordé selon la Loi canadienne sur l'épargne-invalidité.

Remarque

Dans certaines situations, la Loi n'impose pas de montant minimum aux PVI. Toutefois, puisqu'il est conçu pour être un paiement, le montant d'un PVI ne peut pas être égal à zéro. Lorsque la Loi n'indique pas un montant de retrait minimum, le PVI est d'au moins un dollar.

Montant de retrait minimum et maximum

Régime obtenant principalement l'aide du gouvernement et régime où les cotisations privées sont supérieures aux cotisations du gouvernement

41. Dans le cadre d'un **régime obtenant principalement l'aide du gouvernement (RPAG)**, le montant total des cotisations gouvernementales (subvention et bon) versées à un régime d'un bénéficiaire avant le début de l'année civile est supérieur au montant total de l'ensemble des cotisations des titulaires (cotisations privées) versées à un régime du bénéficiaire avant le début de l'année civile.

42. Dans le cadre d'un RPAG, un bénéficiaire peut retirer un montant combiné de PAI et de PVI jusqu'à concurrence du plafond (lisez le numéro 46). Ce plafond ne s'applique pas s'il s'agit d'une année déterminée (lisez le numéro 57).

43. Si le bénéficiaire n'est pas le titulaire du régime, il a le droit de demander qu'un paiement soit versé à partir d'un RPAG. Si le bénéficiaire est âgé d'au moins 27 ans (au début de l'année) et ne dépasse pas 58 ans (au début de l'année), il peut demander un retrait en tout temps au cours d'une année. Si un retrait est fait dans ces conditions, il respectera les mêmes limites que tout autre paiement versé d'un RPAG.

44. Peu importe le retrait du régime, une fois que le statut de RPAG est établi, le régime demeurera comme tel au cours de cette année. Cependant, le statut de ce régime change pour l'année suivante si les situations suivantes surviennent : 1) dans l'année du RPAG, les cotisations (et les roulements) sont versées dans le REEI et 2) que ces cotisations font en

sorte que le montant total des cotisations versées par les titulaires à un régime du bénéficiaire soit supérieur au montant total de la subvention et du bon versés au régime du bénéficiaire.

45. Si le montant total des cotisations (et des roulements) versées à un régime du bénéficiaire est supérieur au montant total de la subvention et du bon versés au régime du bénéficiaire, le régime est considéré comme un régime où les cotisations privées sont supérieures aux cotisations du gouvernement. Dans ce type de régime, il n'y a aucun plafond en ce qui concerne le montant de retrait d'un REEI qui n'est pas un RPAG, au cours d'une année.

Remarque

Pour obtenir un tableau détaillé sur les limites de paiement, allez à canada.ca/ressourcesreei et sélectionnez Guides et publications. Vous trouverez cette information dans l'InfoCapsule intitulée Règles et limites de paiements. Il se peut que le remboursement de la subvention et du bon soit requis après un retrait.

Formules

Plafond

46. Le montant total des paiements versés d'un RPAG ne peut pas dépasser le plafond, dont le montant est le plus élevé entre :

- (1) le résultat de la formule du PVI;
- (2) la somme obtenue par la formule suivante :

$$A + B$$

Où :

- A = 10 % de la juste valeur marchande du REEI au début de l'année (à l'exclusion des contrats de rente immobilisée);
- B = tous les paiements périodiques provenant de contrats de rente immobilisée.

Plafond du PVI

47. Le montant total des PVI qui peuvent être versés au cours d'une année civile (sauf une année déterminée) ne peut excéder la somme obtenue par la formule suivante :

$$A \div (B + 3 - C) + D$$

Où :

- A = la juste valeur marchande des actifs du régime au début de l'année (à l'exception de la valeur des contrats de rente immobilisée détenus par la fiducie du régime);
- B = la valeur la plus élevée : 80 ou l'âge du bénéficiaire au début de l'année civile;
- C = l'âge véritable du bénéficiaire au début de l'année civile;
- D = le total des paiements périodiques versés, ou réputés avoir été versés, dans le cadre de certains contrats de rente immobilisée, à la fiducie du régime au cours de l'année civile, s'il y en a.

Partie non imposable d'un retrait

48. La partie non imposable d'un retrait versé au bénéficiaire d'un REEI correspond au moins élevé du montant du retrait ou de la somme obtenue par la formule suivante :

$$A \times B \div C + D$$

Où :

- A représente le montant du retrait;
- B représente l'excédent de la somme visée dans le premier point sur celle visée dans le deuxième point :
 - le total des sommes représentant chacune le montant d'une cotisation versée avant le moment du retrait dans tout REEI du bénéficiaire
 - le total des sommes représentant chacune le montant qui est la partie non imposable du retrait effectué avant le retrait, à partir d'un REEI du bénéficiaire, si cette formule était lue sans faire référence à la variable D;
- C représente l'excédent de la juste valeur marchande des biens détenus par la fiducie du régime immédiatement avant le retrait sur le montant de retenue relatif au régime;
- D représente le montant de l'impôt sur un avantage qui a été payé par le titulaire du REEI, selon l'article 207.05 de la Loi, en ce qui a trait au régime ou à un REEI précédent détenu par le titulaire, pour le compte du bénéficiaire. Ce montant ne comprend pas un montant auquel la personne a renoncé, qui a été annulé ou remboursé. Ce montant ne comprenait pas non plus un montant qui a été inclus dans la partie non imposable d'un retrait pour l'année ou l'année précédente, laquelle a été calculée à partir du régime ou d'un REEI précédent pour le bénéficiaire qui a été détenu par le titulaire.

Imposition d'une fiducie régie par un REEI

49. Une fiducie régie par un REEI payera de l'impôt sur la totalité de son revenu imposable pendant une année si elle a emprunté de l'argent au cours de l'année ou si elle a emprunté de l'argent au cours d'une année précédente et qu'elle ne l'avait pas remboursé avant le début de l'année.

50. Si une fiducie régie par un REEI n'est pas imposable au cours de l'année en raison de l'argent emprunté, elle sera imposée sur le revenu imposable produit dans le cadre de l'exploitation d'une ou de plusieurs entreprises au cours de l'année. L'impôt sera également payable sur tout revenu provenant d'un placement non admissible et des gains en capital découlant de la disposition d'un placement non admissible.

Imposition d'un retrait

51. Le montant d'un retrait, sauf le montant non imposable, sera inclus dans le revenu du bénéficiaire pour l'année au cours de laquelle le retrait est effectué. Si le bénéficiaire est

décédé, ce montant sera inclus dans le revenu de succession du bénéficiaire pour l'année au cours de laquelle le retrait est effectué.

Transferts

52. Un titulaire peut demander qu'un REEI soit transféré à un autre régime ou à une autre institution à la condition que le nouveau régime soit au nom du même bénéficiaire. L'émetteur précédent doit transférer tous les renseignements nécessaires pour que le nouvel émetteur puisse établir les limites et les exigences en matière de retrait ainsi que le montant imposable de tout paiement effectué dans le cadre du nouveau régime. Il doit également fermer l'ancien régime immédiatement après le transfert. Aucun contribuable n'a à inclure le montant du transfert dans le calcul de son revenu.

53. Les renseignements que l'émetteur cédant fournira à l'émetteur récepteur sont détaillés dans le formulaire EMP5611. Pour obtenir ce formulaire, allez à canada.ca/resourcesreei et sélectionnez Formulaires. Les renseignements nécessaires comprennent les soldes du régime cédant calculés au moment du transfert.

54. Si le bénéficiaire est âgé d'au moins 59 ans avant l'année où le transfert est effectué (ou tout autre âge, si l'on a déjà commencé à verser des PVI), le nouveau régime versera au bénéficiaire tout PAI (y compris les PVI) que l'ancien régime aurait versé au cours du reste de l'année si le transfert n'avait pas eu lieu.

55. Bien que le transfert d'actifs entre deux régimes soit permis selon la Loi, il se peut que les émetteurs n'offrent pas tous les mêmes avantages. Si l'ancien régime du bénéficiaire permettait un roulement ou une désignation de régime d'épargne-invalidité déterminé, un choix lié au CIPH ou qu'un régime soit ouvert avec un membre de la famille admissible, le nouveau régime doit alors accepter les mêmes dispositions. Les titulaires peuvent communiquer avec l'émetteur du REEI pour se renseigner sur les options offertes dans leur arrangement.

Espérance de vie écourtée

Année déterminée

56. Il est possible qu'un bénéficiaire ait une espérance de vie écourtée et qu'il ne puisse pas profiter des paiements de son régime à long terme. Dans un tel cas, un médecin ou infirmier praticien ou une infirmière praticienne autorisé peut attester par écrit que, selon son opinion professionnelle, il est peu probable que le bénéficiaire survive plus de cinq ans. L'année de l'attestation est désignée comme une **année déterminée** et comprend ce qui suit :

- chacune des cinq années civiles après l'année d'attestation (une année ne sera considérée comme une année déterminée que si le certificat médical a été rendu à l'émetteur au cours de l'année en question);
- chaque année après que le régime est désigné comme un régime d'épargne-invalidité déterminé (lisez le numéro 61).

57. Il n'y a aucune limite quant aux montants de PAI ou de PVI qui peuvent être versés au bénéficiaire dans une année déterminée. Cependant, les retraits sont néanmoins assujettis au remboursement éventuel de la subvention et du bon.

58. Accepter la désignation d'une année déterminée ne constitue pas une obligation. Les titulaires peuvent communiquer avec l'émetteur du REEI afin de se renseigner sur ce qui est permis selon les conditions de leur arrangement.

Régime d'épargne-invalidité déterminé

59. Un REEI peut être désigné comme un régime d'épargne-invalidité déterminé (REID) pour accorder une plus grande souplesse au bénéficiaire ayant une espérance de vie écourtée afin qu'il puisse retirer des fonds de son REEI. Dans un REID, l'année déterminée comprend l'année où le certificat est transmis à l'émetteur, et toutes les années suivantes.

60. Un REEI devient un REID si les conditions suivantes sont remplies :

- un médecin ou un infirmier praticien ou une infirmière praticienne autorisé atteste par écrit que, selon son opinion professionnelle, il est peu probable que le bénéficiaire survive plus de cinq ans;
- le titulaire du REEI donne le certificat médical à l'émetteur, ainsi qu'un formulaire contenant des renseignements qui désigneront le REEI comme un REID (l'émetteur fournira ce formulaire);
- l'émetteur informe EDSC du choix lié au REID.

La désignation à titre de REID entre en vigueur à la date où EDSC reçoit l'avis de l'émetteur. Vous trouverez plus de renseignements sur les exigences pour un choix lié à un REID dans le Bulletin n° 2R sur les REEI.

61. Un régime demeurera un REID sauf si :

- l'émetteur informe EDSC que le titulaire choisit de retirer la désignation de REID;
- le total des montants imposables provenant du régime au cours d'une année civile est supérieur à 10 000 \$; Voir Note de bas de page 1 à la page 19.
- les paiements ne commencent pas avant la fin de l'année après l'année au cours de laquelle le régime est devenu un REID et la somme des paiements versés chaque année est inférieure au résultat de la formule pour calculer les PVI (un plus petit montant peut être versé compte tenu de la valeur des biens du régime); Voir Note de bas de page 1 à la page 19.
- le bénéficiaire n'est plus admissible au CIPH;
- une cotisation est versée au régime;
- un roulement d'épargne-études est effectué au régime (des roulements d'épargne-retraite sont permis);
- une subvention, un bon ou un paiement d'un programme provincial désigné (ou un paiement d'un programme semblable) sont versés dans le régime;

- le régime est fermé;
- le régime devient non conforme selon l'alinéa 146.4(10)a de la Loi.

62. Permettre qu'un régime soit désigné comme un REID ne constitue pas une obligation. Les titulaires peuvent communiquer avec l'émetteur du REEI afin de se renseigner sur ce qui est permis selon les conditions de leur arrangement.

Remarque

Le titulaire du régime ne peut pas faire un autre choix lié au REID pour une période de 24 mois après que sa désignation a été retirée du régime.

Roulements

Roulement d'épargne-retraite

63. Un roulement d'épargne-retraite est un roulement indirect à imposition différée d'un certain montant à un REEI d'un bénéficiaire admissible. Les montants qui peuvent être transférés comprennent, de façon générale, un remboursement de cotisations d'un régime enregistré d'épargne-retraite (REER), un montant admissible payé d'un fonds enregistré de revenu de retraite (FERR) ou un montant forfaitaire (sans surplus actuariel) d'un régime de pension agréé, d'un régime de pension agréé collectif ou d'un régime de pension déterminé d'un parent ou d'un grand parent du bénéficiaire d'un REEI. Ces montants peuvent faire l'objet d'un transfert si le bénéficiaire du REEI dépendait financièrement du parent ou du grand parent en raison d'une déficience mentale ou physique immédiatement avant le moment où le parent ou le grand parent est décédé. Généralement, un roulement ne peut être effectué que si le montant est transféré à la personne à charge au cours de l'année tel qu'il lui aurait été versé par ailleurs.

Roulement d'épargne-études

64. Un roulement d'épargne-études est un transfert à imposition différée du revenu gagné d'un régime enregistré d'épargne-études (REEE) d'une personne au REEI de la même personne. Le souscripteur à un REEE permettant des paiements de revenus accumulés et un titulaire d'un REEI peuvent choisir conjointement de transférer un montant du REEE au REEI si, à la date du transfert, une des conditions suivantes est satisfaite :

- le bénéficiaire du REEE a une déficience mentale grave et prolongée qui l'empêche de s'inscrire à un programme de formation admissible d'un établissement d'enseignement postsecondaire;
- le REEE a été établi depuis au moins 10 ans, et chaque bénéficiaire du REEE a au moins 21 ans et ne peut pas recevoir des paiements d'aide aux études au moment du roulement;
- le REEE a été établi depuis au moins 35 ans.

65. Un **paiement de revenu accumulé** est une distribution d'un REEE. La distribution comprend habituellement des

gains réalisés sur les cotisations, et peut inclure des gains réalisés sur une subvention ou un bon versés dans le REEE. Avant de procéder à un roulement d'épargne-études, les conditions relatives aux paiements de revenu accumulé doivent être satisfaites. Pour en savoir plus, consultez la circulaire d'information IC93-3R Régimes enregistrés d'épargne études.

Règles applicables à tous les roulements

66. Les règles sur les cotisations au numéro 17 doivent être respectées avant d'effectuer un roulement. Veuillez noter qu'un roulement d'épargne-retraite peut être fait au REEI lorsque le bénéficiaire n'est pas admissible au CIPH, si le transfert est effectué au plus tard à la fin de la quatrième année suivant l'année au cours de laquelle le bénéficiaire a perdu son admissibilité au CIPH.

67. Des roulements partiels sont permis tant pour les roulements d'épargne-retraite que les roulements d'épargne-études. Si, par exemple, un bénéficiaire reçoit une somme de 175 000 \$ comme remboursement des cotisations versées dans le REER de son parent décédé, il ne doit pas nécessairement effectuer le roulement du montant intégral dans son REEI. Cela vaut également pour un roulement provenant du REEE du bénéficiaire.

68. Un roulement doit être traité comme une cotisation lorsque l'on détermine s'il s'agit d'un RPAG. Il sera considéré comme une partie des revenus d'un PAI ou d'un PVI, puisque c'est la partie imposable du retrait d'un REEI.

Remarque

Le roulement d'épargne-retraite et le roulement d'épargne-études ne se traduiront pas par une subvention ou à des montants accordés par un programme provincial désigné.

69. Si un REEI a accepté un roulement, ce REEI en question peut uniquement faire l'objet d'un transfert vers un autre REEI qui accepte les roulements. Après qu'un REEI a accepté un roulement, il faut faire le suivi des fonds du roulement séparément selon les alinéas 146.4(4)f) à h) et n) de la Loi, et, au moment de calculer le montant imposable d'un PAI ou d'un PVI. Si l'émetteur d'un nouveau REEI n'a pas établi son régime de façon à accepter des roulements, il ne pourra pas comptabiliser et bien administrer ces montants conformément à la Loi. Les émetteurs doivent modifier leur ou leurs régimes spécimens et leur ou leurs actes de fiducie s'ils veulent offrir aux clients la capacité de transférer des fonds dans le REEI.

70. L'émetteur d'un REEI doit prendre ces mesures pour qu'une opération de roulement soit jugée complète :

- (1) il faut modifier le ou les régimes spécimens ou le ou les actes de fiducie du REEI afin de permettre aux arrangements de REEI d'accepter les montants provenant de roulements;
- (2) l'émetteur du REEI doit s'assurer que tous les renseignements prescrits sont recueillis et conservés dans

le dossier de REEI du bénéficiaire (dossier REEE, le cas échéant) :

- (i) roulement d'épargne-retraite – le formulaire RC4625, Roulement à un régime enregistré d'épargne-invalidité (ou un formulaire semblable élaboré par l'émetteur avec les renseignements prescrits),
- (ii) roulement d'épargne-études – le formulaire RC435, Roulement d'un régime enregistré d'épargne-études à un régime enregistré d'épargne-invalidité (ou un formulaire semblable élaboré par l'émetteur avec les renseignements prescrits dans le Bulletin no 4R1 sur les REEI);
- (3) le montant du roulement doit être versé au REEI du bénéficiaire;
- (4) tous les renseignements requis (décrits de façon détaillée sur la page Système du programme canadien pour l'épargne-invalidité : Normes d'interface des données) doivent être transmis par voie électronique au Système du programme canadien d'épargne-invalidité.

71. Permettre un roulement d'épargne-retraite ou un roulement d'épargne-études ne constitue pas une obligation. Si des émetteurs veulent permettre à leurs clients d'effectuer le roulement de fonds dans leur REEI, les émetteurs doivent modifier le ou les actes de fiducie et le ou les régimes spécimens afin de tenir compte de chaque opération de roulement. Les promoteurs de REEI peuvent également modifier leur ou leurs régimes spécimens afin de se conformer aux modalités d'un roulement d'épargne-études. Les titulaires peuvent communiquer avec l'émetteur du REEI afin de se renseigner sur ce qui est permis selon les conditions de leur arrangement.

Mettre fin à un régime

72. Un régime doit prendre fin au plus tard à la première des dates suivantes :

- le 31 décembre de l'année suivant l'année du décès du bénéficiaire;
- le 31 décembre de l'année suivant l'année au cours de laquelle le titulaire a demandé la fermeture du régime parce que le bénéficiaire n'est plus admissible au CIPH.

73. Les montants qui restent dans le régime (après avoir tenu compte de tout remboursement prévu par la LCEI ou un programme provincial désigné) doivent être versés au bénéficiaire ou à sa succession. Si l'émetteur du régime ne sait pas, ou s'il est incertain que le bénéficiaire est décédé et que l'émetteur n'a pas mis fin au régime tel qu'il est exigé, l'ARC peut lui permettre de mettre fin au régime à une date ultérieure.

74. Le titulaire peut demander à l'émetteur de mettre fin à un REEI dans les cas suivants :

- il n'y a aucun actif dans le REEI;
- seul le montant de retenue demeure dans le régime (il n'y a aucun gain ni cotisation privée dans le régime);

le montant de retenue serait retourné et le régime prendrait fin;

- le titulaire demande que tous les fonds restant dans le régime soient versés au bénéficiaire et que le paiement ne soit pas supérieur au paiement maximum permis pour cette année. Voir Note de bas de page 2 à la page 19.
- le bénéficiaire n'est plus admissible au CIPH.

Remarque

Avant de mettre fin à un régime, l'émetteur doit s'assurer de tenir compte des lois régissant les fiducies et des exigences connexes.

Placements admissibles

75. Tous les placements détenus par une fiducie régie par un REEI doivent être des placements admissibles. Les placements admissibles comprennent :

- les espèces et les dépôts;
- les certificats de placement garanti émis par les sociétés de fiducie;
- les obligations et les autres titres de créance du gouvernement du Canada, d'une province, d'une municipalité ou d'une société d'État;
- les actions cotées à une bourse de valeurs désignée au Canada ou à l'étranger;
- les obligations et les autres titres de créance d'une société dont les actions sont cotées à une bourse de valeurs désignée au Canada ou à l'étranger;
- les obligations et les autres titres de créance émis par une banque étrangère autorisée et payable à sa succursale au Canada;
- les polices à fonds réservés;
- les autres placements visés par règlement selon l'article 4900 du Règlement de l'impôt sur le revenu.

76. Certaines hypothèques et parts d'une fiducie de fonds communs de placement ainsi que des actions de certaines sociétés canadiennes peuvent également être considérées comme des placements admissibles. À l'exception de certains contrats de rente, les types de placements qui sont admissibles à un REEE sont les mêmes que ceux qui sont admissibles à un REER, à un REEE et à un FERR. Si le REEI détenait des placements non admissibles, la fiducie de régime pourrait être assujettie à un impôt.

Partie II – Administration des REEI

Processus d'approbation du régime spécimen

Concept du régime spécimen

77. Avant qu'un émetteur puisse commercialiser un régime d'épargne-invalidité (REI), il doit envoyer un spécimen du régime à la Direction des régimes enregistrés. Cette dernière examine le régime spécimen afin de s'assurer

que tous les documents sont conformes aux dispositions de la Loi et des règles administratives connexes.

78. Le régime spécimen sera approuvé seulement si l'émetteur a conclu une convention avec Emploi et Développement social Canada (EDSC). La convention avec l'émetteur établit les obligations de l'émetteur en ce qui concerne la communication de renseignements à EDSC. Celui-ci donne à l'émetteur le document Système du programme canadien pour l'épargne-invalidité : Normes d'interface des données, qui énonce les éléments de données nécessaires pour qu'un émetteur puisse recueillir les données et les envoyer au gouvernement du Canada. Pour en savoir plus, allez à canada.ca/ressourcesreei et sélectionnez Processus d'enregistrement des émetteurs.

79. Un émetteur peut conclure un arrangement en tant que régime enregistré d'épargne-invalidité avec un ou des titulaires seulement après que la Direction des régimes enregistrés aura approuvé le régime spécimen. Les modalités de chaque REEI doivent être identiques aux modalités du régime spécimen. Bien que les émetteurs ne soient pas tenus d'envoyer une version imprimée finale du régime, il se peut que la Direction en demande une copie à une date ultérieure.

80. En règle générale, les documents composant un régime spécimen sont les suivants :

- l'acte de fiducie énonçant les modalités du REI, ainsi que toutes les annexes et tous les avenants s'y rapportant;
- le formulaire de demande du titulaire aux fins du REI;
- tout addenda faisant partie intégrante de la demande (par exemple, « Renseignements prescrits aux fins d'un choix relatif à un REID » qui se trouve dans le Bulletin n° 2R sur les REEI);
- la lettre d'autorisation de l'émetteur, si c'est un tiers qui dépose les documents relatifs au régime spécimen pour les faire approuver.

81. Lorsque la Direction des régimes enregistrés reçoit les documents du régime spécimen, elle attribue un numéro d'identification à ces documents et en informe l'émetteur. Il ne s'agit pas d'un numéro d'enregistrement, puisqu'un régime spécimen n'est pas enregistré. Pour obtenir un service rapide, l'émetteur doit utiliser le numéro d'identification dans sa correspondance avec l'Agence du revenu du Canada (ARC) concernant le régime spécimen ou un REEI conforme au régime spécimen.

Remarque

Il ne faut pas utiliser le terme enregistré pour désigner le nom du régime dans le formulaire d'adhésion ni dans les autres documents du régime spécimen, car un régime spécimen n'est pas enregistré. Seuls les REI distincts établis au moyen du formulaire d'adhésion approuvé peuvent être enregistrés.

Conditions prévues par la Loi

82. La déclaration de fiducie (libellé du régime) doit se conformer aux dispositions du paragraphe 146.4(4) de la Loi

et inclure les conditions obligatoires énoncées dans les points a) à p) ci-dessous :

- (a) Le texte du régime stipulera que :
 - le REEI sera administré exclusivement au profit de son bénéficiaire;
 - la désignation du bénéficiaire du régime est irrévocable;
 - le droit du bénéficiaire de recevoir des paiements du régime ne peut faire l'objet de renonciation ou de cession, en totalité ou en partie.
- (b) Une entité ne peut pas devenir successeur ou cessionnaire d'un titulaire du régime, sauf si, à ce moment, l'entité est :
 - (i) le bénéficiaire;
 - (ii) la succession du bénéficiaire;
 - (iii) un titulaire du régime;
 - (iv) le responsable du bénéficiaire; ou
 - (v) une personne qui est un parent légal du bénéficiaire, et a déjà été titulaire du régime.
- (c) Une entité (autre que le parent légal du bénéficiaire) cesse d'être un titulaire du régime au moment où elle cesse d'être le responsable du bénéficiaire.
- (d) Il doit toujours y avoir au moins un titulaire du régime. Le régime peut donner le droit au bénéficiaire ou à sa succession de devenir automatiquement un successeur ou un cessionnaire d'un titulaire afin de répondre à cette condition.
- (e) Si une entité est devenue titulaire après l'établissement du régime, il est interdit à cette entité d'exercer ses droits en cette qualité jusqu'à ce que l'émetteur ait été avisé du fait qu'elle est devenue titulaire du régime et ait obtenu son NAS ou NE.
- (f) Aucune cotisation ne peut être versée au régime si le bénéficiaire n'est pas une personne qui a droit au crédit d'impôt pour personnes handicapées (CIPH) pour l'année d'imposition qui comprend le moment où les cotisations seraient versées, ou si le bénéficiaire est décédé avant ce moment. Toutefois, un roulement d'épargne-retraite peut être fait au REEI lorsque le bénéficiaire n'est pas admissible au CIPH, si le transfert est effectué au plus tard à la fin de la quatrième année suivant l'année au cours de laquelle le bénéficiaire a perdu son admissibilité au CIPH.
- (g) On ne peut pas verser de cotisations au régime dans les cas suivants :
 - (i) après l'année civile où le bénéficiaire a atteint l'âge de 59 ans;
 - (ii) si le bénéficiaire ne réside pas au Canada;
 - (iii) si la somme des cotisations et de toutes les autres cotisations versées au régime et à tout autre REEI du bénéficiaire est supérieure à 200 000 \$ (autres que les montants transférés d'un REEI à un autre REEI pour le même bénéficiaire).
- (h) Seulement le titulaire peut verser des cotisations au régime, sauf s'il a donné son consentement écrit permettant à d'autres de verser des cotisations au régime.
- (i) Seuls les paiements ci-après peuvent être faits à partir du régime :
 - (i) des paiements d'aide à l'invalidité (PAI);
 - (ii) les transferts effectués à un autre REEI du bénéficiaire; et
 - (iii) des remboursements prévus par la Loi canadienne sur l'épargne-invalidité (LCEI) ou par un programme provincial désigné.
- (j) Un PAI ne peut être fait dans le cas où, par suite de ce paiement, la juste valeur marchande des biens détenus par la fiducie de régime est moins que le montant de retenue relatif au régime.
- (k) Le versement des paiements viagers pour invalidité (PVI) doit commencer au plus tard avant la fin de l'année civile où le bénéficiaire a atteint l'âge de 60 ans. Si le régime est établi au cours de l'année civile où le bénéficiaire a atteint l'âge de 60 ans ou par la suite, le versement des PVI doit commencer avant la fin de l'année civile de l'établissement du régime.
- (l) Le montant total des PVI effectués ne doit pas dépasser la somme obtenue par la formule figurant à l'alinéa 146.4(4)l) de la Loi.
- (m) Le régime doit stipuler s'il est permis ou non d'effectuer, aux termes du régime, des PAI qui ne sont pas des PVI.
- (n) Dans le cas où le montant total de la subvention canadienne pour l'épargne-invalidité et du bon canadien pour l'épargne-invalidité versé avant le début d'une année civile dans tout REEI du bénéficiaire dépasse le total des cotisations de particuliers versées avant le début de l'année civile dans tout REEI du bénéficiaire, le régime limitera le montant des PAI et des PVI qui peut être versé au bénéficiaire dans l'année civile conformément à ce qui suit :
 - (i) Si l'année civile n'est pas une année déterminée, et les conditions visées au point p)(ii) ne sont pas remplies au cours de l'année civile, le montant total des PAI et des PVI effectués au cours de l'année ne peut pas excéder le plafond déterminé par le calcul établi dans la définition de plafond déterminé énoncée au paragraphe 146.4(1) de la Loi; toutefois, dans le calcul de ce montant total, les paiements faits à partir du régime à la suite d'un transfert au cours de l'année civile du régime précédent du bénéficiaire ne sont pas pris en compte dans les cas suivants :

- A. lorsque le bénéficiaire atteint l'âge de 59 ans avant l'année civile, l'émetteur du nouveau régime s'engage à effectuer au moins un PAI à partir du régime au cours de l'année équivalant au montant par lequel le montant total de tous les PAI qui aurait dû être versé de l'ancien régime dans l'année civile si le transfert n'avait pas eu lieu excède le montant réel des PAI effectués de l'ancien régime au cours de l'année civile;
 - B. il est effectué en remplacement d'un paiement qu'il aurait par ailleurs été permis de faire aux termes de l'autre régime du bénéficiaire au cours de l'année civile en l'absence du transfert;
- (ii) Si le bénéficiaire a atteint 27 ans, mais non 59 ans avant l'année civile, le bénéficiaire peut ordonner qu'un ou plusieurs PAI lui soient versés au cours de l'année sans le consentement du titulaire. Le montant total des PAI que le bénéficiaire a ordonné, et tous les autres PAI qui sont faits au cours de l'année doivent être limités par les mêmes conditions que celles énoncées aux points j) et n)(i) ci-dessus.
- (n.1) Si le bénéficiaire a atteint 59 ans avant l'année civile en cause, le montant total des PAI qui lui sont versés aux termes du régime au cours de l'année doit être au moins égal à la somme obtenue par la formule figurant à l'alinéa 146.4(4)l) de la Loi sauf si le total des fonds dans la fiducie de régime ne permet pas de couvrir ce montant.
- (o) À la demande du ou des titulaires, l'émetteur transférera tous les actifs détenus par la fiducie du régime à un autre REEI du bénéficiaire (le libellé du régime doit également énoncer que le régime prendra fin aussitôt que les actifs sont transférés au nouveau REEI). L'émetteur transférera également tous les renseignements se rapportant au REEI qui sont considérés comme nécessaires pour le nouveau régime pour se conformer à la Loi et à la LCEI.
- (p) Il doit être mis fin au régime au plus tard à la fin de l'année civile suivant la première en date des années suivantes : i) l'année civile au cours de laquelle le bénéficiaire décède; ii) la première année civile pendant laquelle le bénéficiaire n'a plus de déficiences graves et prolongées, tel qu'il est décrit à l'alinéa 118.3(1)a.1) de la Loi et lorsque le titulaire a demandé de mettre fin au régime. Après avoir tenu compte des remboursements obligatoires de la subvention et du bon, les sommes restant dans le régime doivent être versées au bénéficiaire ou à sa succession, le cas échéant.

Remarque

Si un émetteur souhaite offrir d'autres dispositions facultatives (par exemple, des roulements) et obtenir plus de renseignements sur les régimes spécimens, allez à canada.ca/reeci-emetteur et sélectionnez Modèle de déclaration de fiducie pro forma et Processus d'approbation du régime spécimen.

Conditions supplémentaires

83. Le texte du régime doit aussi indiquer ce qui suit :

- Un REI ne sera pas considéré comme enregistré à moins que le régime soit fondé sur un régime spécimen approuvé et que l'émetteur ait reçu :
 - le nom et le NAS du bénéficiaire;
 - le nom et le NAS (ou le NE) du ou des titulaires, le cas échéant;
- Un REI ne sera pas considéré comme enregistré à moins que le bénéficiaire soit un résident du Canada au moment où le REI est établi et le bénéficiaire est une personne qui a droit au CIPH relativement à l'année d'imposition au cours de laquelle le régime est établi. Les conditions de résidence et de CIPH ne s'appliquent pas si le régime est ouvert en raison d'un transfert d'un REEI à un autre REEI pour le bénéficiaire;
- Un REI ne sera pas considéré comme enregistré si ces renseignements ne sont pas transmis à EDSC dès que le ou les titulaires ont conclu l'arrangement avec l'émetteur;
- Un REI ne sera pas enregistré si le bénéficiaire est le bénéficiaire d'un autre REEI, à moins que le bénéficiaire effectue un transfert à un autre régime et que l'ancien REEI du bénéficiaire prendra fin tout de suite après le transfert;
- L'émetteur a la responsabilité ultime de l'administration du régime et de la fiducie de régime. Le libellé du régime doit aussi énumérer les obligations de l'émetteur, telles qu'elles sont énoncées au paragraphe 146.4(13) de la Loi.

Contrat du titulaire (formulaire d'adhésion)

84. Le formulaire d'adhésion que le titulaire remplit en vue d'établir un REEI doit être adressé à l'émetteur (c.-à-d. le nom de ce dernier doit figurer à un endroit quelconque). Le formulaire d'adhésion au REEI doit comprendre les renseignements suivants :

- un espace pour inscrire le numéro de contrat attribué au régime. Si l'émetteur utilise l'expression **numéro de compte** ou une expression semblable au lieu du mot contrat, veuillez en informer la Direction des régimes enregistrés lorsque vous présentez les documents aux fins d'approbation;
- un espace pour inscrire le nom, l'adresse, la date de naissance, le sexe et le NAS (ou le NE, selon le cas) de chaque titulaire du régime;
- un espace pour inscrire le nom, l'adresse, la date de naissance, le sexe et le NAS du bénéficiaire du régime;
- une déclaration selon laquelle le titulaire doit aviser l'émetteur lorsque le bénéficiaire n'est pas un résident du Canada;
- un espace pour inscrire le nom et le NAS ou le NE de la personne qui est le principal soutien (lisez le numéro 85) du bénéficiaire au moment de la signature de l'arrangement;
- un espace pour inscrire la date à laquelle le titulaire ou les titulaires ont établis le régime avec l'émetteur;

- un espace pour inscrire la date à laquelle doivent cesser les cotisations au régime (c.-à-d. au plus tard à la fin de l'année où le bénéficiaire atteint l'âge de 59 ans);
- un avertissement à l'intention du titulaire ou des titulaires selon lequel ils sont solidairement responsables, avec le bénéficiaire (ou sa succession), des impôts découlant du retrait de l'enregistrement d'un régime non conforme;
- un espace où le titulaire peut indiquer son lien de parenté avec le bénéficiaire : i) soit un parent légal du bénéficiaire; ii) soit un tuteur légal du bénéficiaire; iii) soit un établissement public autorisé par la Loi à représenter le bénéficiaire; iv) soit l'époux ou conjoint de fait du bénéficiaire (si le régime comporte la disposition relative au membre de la famille admissible);
- un espace pour la signature du titulaire ou des titulaires, de l'émetteur et du responsable;
- un énoncé au titulaire ou aux titulaires selon lequel les renseignements recueillis sur le formulaire de demande d'adhésion seront transmis à EDSC et à l'ARC aux fins d'administration du REEI et de validation des renseignements sur le bénéficiaire et le titulaire ou les titulaires;
- Le titulaire ou les titulaires doivent être informés que tous les renseignements recueillis par l'ARC et qui sont sous sa responsabilité seront administrés selon toutes les lois applicables, y compris la Loi sur la protection des renseignements personnels et la Loi de l'impôt sur le revenu. Tous les renseignements transmis à EDSC et qui sont sous sa responsabilité seront administrés selon toutes les lois applicables, y compris la LCEI, la Loi sur la protection des renseignements personnels et la Loi sur le ministère du Développement social;
- un énoncé à l'intention du titulaire ou des titulaires selon lequel les renseignements figurant sur le formulaire d'adhésion seront utilisés par l'ARC pour valider les renseignements et l'admissibilité du bénéficiaire au CIPH et que ces validations seront partagées avec l'émetteur;
- un énoncé à l'intention du responsable ou des responsables selon lequel les renseignements qu'ils ont fournis sur le formulaire d'adhésion seront utilisés pour valider les renseignements et l'admissibilité du bénéficiaire au CIPH et que ces validations seront partagées avec l'émetteur.

85. Le principal responsable des soins est la personne qui reçoit la prestation fiscale canadienne pour enfants pour un bénéficiaire lorsqu'un REEI est ouvert. Le principal responsable des soins peut aussi être le ministère, l'organisme ou l'institution qui reçoit les allocations spéciales pour enfants pour un bénéficiaire. Les renseignements personnels du responsable doivent figurer dans le formulaire d'adhésion au REEI.

Acte de fiducie

86. Les dispositions législatives relatives aux REEI permettent une convention visant une fiducie et un bénéficiaire. Le paragraphe 146.4(1) de la Loi prévoit la

définition d'une **fiducie de régime**, à savoir la fiducie régie par un REI. On envisage une fiducie pour un bénéficiaire lorsque la définition de « fiducie de régime » est lue conjointement avec d'autres dispositions de l'article 146.4 de la Loi, plus particulièrement le montant maximal des PVI à l'alinéa 146.4(4)l), le droit de transfert à un autre REEI à l'alinéa 146.4(4)o), le retrait de l'enregistrement du REEI au paragraphe 146.4(10) et les diverses impôts à la partie XI.01 de la Loi.

Obligations de l'émetteur

87. Si une entité devient titulaire du REEI une fois que le régime a été établi, l'émetteur enverra un avis de changement de titulaire du REEI par voie électronique à EDSC de manière prescrite avec les renseignements réglementaires au plus tard 60 jours après le dernier des jours suivants :

- le jour où l'émetteur est avisé du changement de titulaire;
- le jour où l'émetteur obtient le NAS ou le NE du nouveau titulaire.

88. Avant que l'émetteur puisse apporter des modifications à un régime spécimen déjà approuvé, la Direction des régimes enregistrés devra examiner et approuver les modifications proposées.

89. Si l'émetteur découvre que le REEI est ou deviendra vraisemblablement non conforme, il en avisera l'ARC et EDSC dans les 30 jours suivant la constatation de la non-conformité possible ou factuelle. L'émetteur agira avec le soin, la diligence et la compétence dont ferait preuve une personne raisonnablement prudente afin de réduire au minimum la possibilité qu'un titulaire d'un REEI devienne redevable d'un impôt prévu à la partie XI.01 de la Loi relativement au REEI. Si l'émetteur ne se conforme pas à ces obligations, il sera passible d'une pénalité, tel qu'il est stipulé au paragraphe 162(7) de la Loi.

90. Si l'émetteur conclut un contrat de REEI avec un membre de la famille admissible, l'émetteur recueillera et utilisera les renseignements fournis par le titulaire ou les titulaires qui seront nécessaires pour l'administration et le fonctionnement du régime. L'émetteur communiquera par écrit avec le bénéficiaire pour l'informer que le régime a été établi au moyen de la mesure relative au membre de la famille admissible et lui fournira des renseignements sur la façon dont le titulaire ou les titulaires peuvent être remplacés, tel qu'elle est décrite aux paragraphes 146.4(1.5) et (1.6) de la Loi.

91. Lorsqu'un régime est ouvert par une membre de la famille admissible, un bénéficiaire peut aviser l'émetteur de son intention de devenir titulaire de son propre REEI. Si un tribunal compétent, une autorité selon une loi provinciale, ou, à la suite d'une enquête raisonnable, l'émetteur détermine que le bénéficiaire a la capacité de conclure un contrat, le membre de la famille admissible cessera d'être titulaire du REEI et le bénéficiaire deviendra le nouveau titulaire du régime.

92. Lorsqu'un régime est ouvert par un membre de la famille admissible et qu'une entité devient légalement autorisée à agir au nom du bénéficiaire, l'entité doit en aviser l'émetteur dans les plus brefs délais. Une fois que l'émetteur en est informé, l'entité autorisée remplacera le membre de la famille admissible en qualité de titulaire du régime.

93. Si l'émetteur mène une enquête raisonnable sur la capacité du bénéficiaire à conclure un contrat avant d'établir un arrangement sur le REEI avec un membre de la famille admissible et que l'émetteur est d'avis qu'il existe un doute quant à la capacité du bénéficiaire de conclure un contrat, l'émetteur ne sera pas tenu responsable d'avoir conclu un arrangement avec le membre de la famille admissible.

Responsabilité à l'égard du régime et de la fiducie de régime

94. L'émetteur a la responsabilité ultime de l'administration du régime et de la fiducie de régime. Par conséquent, l'émetteur devra veiller à ce que le régime et la fiducie de régime soient administrés conformément aux dispositions de la Loi de l'impôt sur le revenu, du Règlement de l'impôt sur le revenu, de la Loi canadienne sur l'épargne-invalidité et du Règlement sur l'épargne-invalidité.

Mandataire

95. La Loi de l'impôt sur le revenu n'interdit pas l'émetteur de conclure un contrat avec un mandataire. Toutefois, l'émetteur devrait être informé des obligations particulières que renferme la Loi et qui, si elles ne sont pas remplies correctement, pourraient entraîner des sanctions pécuniaires pour l'émetteur. Ces obligations sont énoncées au paragraphe 146.4(13) de la Loi. Les détails de la formule utilisée pour calculer ces pénalités figurent au paragraphe 162(7) de la Loi.

Modification à un régime spécimen

96. Lorsqu'un régime spécimen est modifié, tous les REEI conformes à ce régime spécimen doivent également être modifiés, et une copie du nouveau régime ou une lettre expliquant les modifications apportées doit être envoyée à tous les titulaires. Toutes les modifications ou révisions apportées à un régime spécimen, y compris celles qui découlent de modifications législatives, doivent être envoyées à la Direction des régimes enregistrés aux fins d'approbation avant leur entrée en vigueur. La Direction doit également être informée de tout changement d'émetteur. L'avis de changement d'émetteur doit indiquer à quelle date la modification entrera en vigueur et si les régimes existants seront modifiés. La Direction avisera l'émetteur lorsque les modifications auront été approuvées selon l'article 146.4 de la Loi. Bien que l'émetteur ne soit pas tenu d'envoyer une copie imprimée à ce moment, la Direction pourrait en faire la demande à une date ultérieure.

Mettre fin à un régime spécimen

97. L'émetteur doit informer la Direction des régimes enregistrés lorsqu'il n'y a plus de REEI conforme au régime spécimen et que ce dernier n'est plus vendu. La Direction mettra fin au régime spécimen et fermera tous les dossiers connexes.

Perte de l'enregistrement Non-conformité

98. Le REEI qui devient non conforme à un moment donné cesse immédiatement d'être enregistré (à l'exception des circonstances décrites au numéro 100). Au moment où le régime cesse d'être enregistré, un PAI est réputé avoir été fait à partir du régime et versé au bénéficiaire ou, s'il est décédé, à sa succession. Le paiement réputé est égal à l'excédent de la juste valeur marchande des actifs du régime. Si un régime perd son enregistrement en raison du versement d'un PAI qui fait en sorte que la juste valeur marchande des actifs est inférieure au montant de retenue, un autre PAI est réputé avoir été versé au bénéficiaire. Le paiement réputé supplémentaire est égal à ce qui suit :

- (i) le montant de retenue relatif au régime et la juste valeur marchande des biens détenus par la fiducie de régime à ce moment;
- (ii) la juste valeur marchande des biens détenus par la fiducie de régime immédiatement après le paiement. La partie non imposable du paiement supplémentaire sera considérée comme nulle.

Conditions de non-conformité

99. Un REEI est non conforme s'il omet de respecter une condition énoncée au paragraphe 146.4(4) de la Loi (lisez le numéro 82), ou s'il n'est pas administré selon les modalités établies. On fera une exception lorsque l'omission se rapporte à la règle exigeant que le régime soit uniquement au profit du bénéficiaire. De plus, un REEI est non conforme si une personne omet de se conformer à une condition ou obligation aux termes de la LCEI. À ce moment, EDSC considère que le régime est non conforme et en avisera l'ARC.

100. L'ARC peut, s'il est juste et équitable de le faire, soit 1) renoncer à la perte de l'enregistrement ou 2) la reporter à une date ultérieure. Si la perte de l'enregistrement découle d'une cotisation interdite et que cette cotisation est retirée du régime dans le délai fixé par l'ARC, 1) la cotisation est considérée comme n'ayant jamais été versée au régime et 2) le retrait est considéré comme n'étant pas un PAI. Tel qu'il est indiqué au point 82p), un REEI doit prendre fin au plus tard à la fin de l'année suivant la première en date des années suivantes : l'année au cours de laquelle le bénéficiaire décède ou l'année où il n'est plus admissible au CIPH et que le titulaire veut mettre fin au régime. Si l'émetteur ne met pas fin au REEI parce qu'il n'est pas au courant du décès du bénéficiaire ou qu'il existe un certain doute quant à cette

situation, l'ARC peut alors permettre au régime de prendre fin à une date ultérieure.

Nullité de l'enregistrement

101. L'alinéa c) de la définition régime d'épargne-invalidité (REI) au paragraphe 146.4(1) de la Loi indique pour qu'un arrangement soit considéré comme un REI il doit être conclu au cours d'une année d'imposition pour laquelle le bénéficiaire est une personne admissible au CIPH. Pour qu'un REI obtienne l'enregistrement, toutes les conditions doivent être satisfaites. Si le bénéficiaire n'est pas admissible au CIPH dans l'année au cours de laquelle le régime est établi, le REI ne sera pas enregistré. Si tel est le cas, l'arrangement conclu entre le titulaire et l'émetteur sera annulé. Les titulaires peuvent communiquer avec l'émetteur du REEI pour obtenir plus de renseignements sur la procédure à suivre lorsqu'un bénéficiaire n'est pas admissible au CIPH dans l'année au cours de laquelle un régime est établi.

Remarque

Ceci ne s'applique pas à un arrangement de REI qui est conclu suite à un transfert d'un REEI.

Partie III – Coordonnées et renseignements supplémentaires

Agence du revenu du Canada

102. Pour obtenir plus de renseignements sur l'enregistrement d'un régime d'épargne-invalidité, communiquez avec la Direction des régimes enregistrés. Le service téléphonique de la Direction des régimes enregistrés est offert du lundi au vendredi, de 8 h à 17 h, heure de l'Est. Un système de messagerie vocale prend les messages après les heures de service. Les rappels seront faits le prochain jour ouvrable.

Direction des régimes enregistrés

Si vous désirez obtenir de plus amples renseignements, appelez au **1-800-267-3100**.

Pour les appels de l'extérieur du Canada et des États-Unis, appelez à frais virés au **613-221-3105**.

Pour en savoir plus, allez à canada.ca/administrateurs-regimes-enregistres.

Par la poste et par service de messagerie :

En raison de travaux de réfection du bâtiment s'étalant sur plusieurs années, l'adresse postale de la Direction des régimes enregistrés a été temporairement modifiée. Veuillez utiliser l'adresse suivante pour toute correspondance jusqu'à nouvel ordre :

Direction des régimes enregistrés
Agence du revenu du Canada
2215, crois. Gladwin
Ottawa ON K1B 4K9

Remarque

Les renseignements sur les régimes sont de nature délicate et doivent être traités de façon sécuritaire.

Site Web

canada.ca/REEI-emetteur

Emploi et Développement social Canada

103. Pour en savoir plus sur le Programme canadien d'épargne-invalidité, communiquez avec Emploi et Développement social Canada.

Téléphone

Demandes de renseignements généraux : **1-866-204-0357**

Courriel

RDSP-REEI@hrsdc-rhdcc.gc.ca

Site Web

Information générale

<https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/invalidite/epargne.html>

Pour les émetteurs

<https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/invalidite/epargne/emetteurs/infocapsules.html>

<https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/invalidite/epargne/emetteurs/guide-de-utilisateur.html>

Formulaires et publications

104. Les formulaires et publications de l'Agence du revenu du Canada sont disponibles en ligne et peuvent être visualisés ou téléchargés à canada.ca/arc-formulaires.

Vous pouvez aussi les obtenir en composant :

- Demandes de renseignements sur l'impôt des particuliers et des fiducies

En français au **1-800-959-7383**, et en anglais au **1-800-959-8281**

ou

- Demandes de renseignements des entreprises et travailleurs indépendants

En français au **1-800-959-7775**, et en anglais au **1-800-959-5525**

Formulaires		Publications	
RC298	Déclaration d'impôt sur un avantage pour les émetteurs de REER, de CELI, de REEI, de FERR ou les promoteurs de REEE	RC4460	Régime enregistré d'épargne-invalidité
RC339	Déclaration d'un particulier pour certains impôts pour les REER, les FERR, les REEE et les REEI	RC4157	Comment retenir l'impôt sur les revenus de pension ou d'autres sources et établir le feuillet T4A et le Sommaire
RC435	Roulement d'un régime enregistré d'épargne-études à un régime enregistré d'épargne-invalidité	RC4064	Renseignements relatifs aux frais médicaux et aux personnes handicapées
RC4532	Déclaration d'impôt individuelle Régime enregistré d'épargne-invalidité (REEI)	T4013	T3 – Guide des fiducies
RC4625	Roulement à un Régime enregistré d'épargne-invalidité (REEI)	IC78-14R4	Lignes directrices destinées aux sociétés de fiducie et aux autres personnes tenues de produire les déclarations T3GR, T3D, T3P, T3S, T3RI et T3F
T1024	Choix pour considérer des participations proportionnelles dans un bien de fiducie admissible	Folio de l'impôt sur le revenu S3-F10-C1, Placements admissibles – REER, REEE, FERR, REEI, CELIAPP et CELI	
T2201	Certificat pour le crédit d'impôt pour personnes handicapées	Folio de l'impôt sur le revenu S3-F10-C2, Placements interdits – REER, REEE, FERR, REEI, CELIAPP et CELI	
T3F	Déclaration de renseignements concernant les placements prescrits à titre de placements admissibles	Folio de l'impôt sur le revenu S3-F10-C3, Avantages – REER, REEE, FERR, REEI, CELIAPP et CELI	
T3GR	Déclaration de renseignements et d'impôt sur le revenu pour un groupe de fiducies régies par un REER, un FERR, un REEE ou un REEI		
T5	État des revenus de placements		

Sigles et acronymes

105. Vous trouverez ci-dessous une liste des sigles et acronymes utilisés dans ce document.

Liste des sigles / acronymes

Sigles / acronymes	Expansion
ARC	Agence du revenu du Canada
CIPH	crédit d'impôt pour personnes handicapées
EDSC	Emploi et Développement social Canada
FERR	fonds enregistré de revenu de retraite
JVM	juste valeur marchande
LCEI	Loi canadienne sur l'épargne-invalidité
Loi	Loi de l'impôt sur le revenu
MFA	membre de la famille admissible
NAS	numéro d'assurance sociale
NE	numéro d'entreprise
PAI	paiement d'aide à l'invalidité
PCEI	Programme canadien d'épargne-invalidité
PVI	paiement viager pour invalidité
RPAG	régime obtenant principalement l'aide du gouvernement
REEE	régime enregistré d'épargne-études
REEI	régime enregistré d'épargne-invalidité
REER	régime enregistré d'épargne-retraite
REI	régime d'épargne-invalidité
REID	régime d'épargne-invalidité déterminé

Notes de bas de page

Notes de bas de page 1

Le montant maximum imposable qui peut être versé d'un REID est de 10 000 \$, à moins que le résultat de la formule pour calculer les PVI comprenne un montant imposable supérieur à 10 000 \$. Si tel est le cas, il n'y a aucun montant maximum sur les montants de PAI et de PVI qui peuvent être versés d'un REID au cours d'une année donnée. Le montant minimum qui doit être versé du REID est le résultat de la formule pour calculer les PVI.

Notes de bas de page 2

Les montants de retraits minimaux et maximaux s'appliquent toujours si un titulaire demande de mettre fin à un régime pour un bénéficiaire admissible au CIPH. Il est possible que le montant de retrait maximal admissible ne vide pas le régime dans l'année où le titulaire demande la fermeture du régime. Le régime restera ouvert jusqu'à ce que tous les fonds soient versés en respectant les limites prévues.